

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LE SALAVÈS

Etude monographique du Canton de SAUVE (Gard)

THÈSE pour le

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue par

PIERRE CLÉMENT

Jury : MM. MILHAU, Président
TISSET, Assesseur
MORINI-COMBY, Assesseur

MONTPELLIER

1952

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LE SALAVÈS

Etude monographique du Canton de SAUVE (Gard)

THÈSE pour le

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue par

PIERRE CLÉMENT

Licencié ès-lettres
Diplômé de l'Ecole des Hautes
Etudes Commerciales

Jury : MM. MILHAU, Président
TISSET, Assesseur
MORINI-COMBY, Assesseur

MONTPELLIER

1952

La Faculté n'entend donner
aucune approbation, ni impro-
bation aux opinions émises
dans cette thèse, ces opinions
doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. BECQUE, Professeur de Droit Civil
VIALLETON, Professeur de Droit Civil
GUENOUN, Professeur de Droit Romain
LEGAL, Professeur de Droit Criminel
DEMONTEs, Professeur de Droit Civil
ANTONELLI, Professeur d'Economie Politique
DELBEZ, Professeur de Droit International Public
TISSET, Professeur d'Histoire du Droit
de LAUBADERE, Professeur de Droit Constitutionnel, détaché au Maroc, Directeur du Centre d'Etudes Juridiques de Rabat
CABRILLAC, Professeur de Droit Commercial
MORINI-COMBY, Professeur d'Economie Politique
COSTE-FLORET Paul, Professeur de Droit Civil, détaché comme membre de l'Assemblée Nationale
MILHAU, Professeur d'Economie Politique
PEQUIGNOT, Professeur de Droit Administratif
BECQUE Jacques, Professeur de Procédure Civile et Voies d'exécution
DESMOULIEZ, Professeur sans chaire, agrégé de Droit Constitutionnel
DUFOUR, Agrégé d'Economie Politique, détaché à Alexandrie
GARRISSON, Agrégé de Droit Romain, détaché à Alexandrie
LEDUC, Chargé de cours d'Economie Politique
DIJOL, Chargé d'un cours de capacité

ADMINISTRATION

MM. BECQUE, doyen
LEGAL, assesseur

SECRETARIAT

M. JULIEN, Secrétaire

HONORARIAT

MM. MORIN, Doyen
COURTIN, Professeur d'Economie Politique
DUBOIS, Secrétaire

JURY

MM. MILHAU, Professeur, Président
TISSET, Professeur, Assesseur
MORINI-COMBY, Professeur, Assesseur

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS
en témoignage d'affectueuse reconnaissance

A MES AMIS
en témoignage de sympathie

INTRODUCTION

LE CADRE PHYSIQUE

Ce ne sont certainement pas des considérations de géographie physique qui ont servi de base au découpage administratif. Le véritable puzzle que constitue le canton de Sauve nous en apporte la confirmation car il est rare de rencontrer des paysages aussi différents réunis dans une circonscription d'une aussi faible superficie.

Si l'on aborde le canton au Nord-Est par le Serre de Lédignan, on aperçoit à ses pieds une large plaine légèrement accidentée par quelques molles ondulations. L'alignement régulier des ceps omniprésents lui donne un aspect monotone que rompt seulement le mince ruban de peupliers et de saules qui suit le ruisseau de Bay et ses tributaires. Quelques rangées de muriers témoignent çà et là de l'ancienne vocation séricicole de la contrée tandis que les tombes blanches enfouies sous les bouquets de cyprès épars dans la campagne nous révèlent que nous sommes en terre protestante.

Au Sud et à l'Ouest, la plaine se termine par des garrigues qui viennent mourir au pied d'une falaise calcaire au-dessus de laquelle se profilent les premiers contreforts des Cévennes et, dans le lointain, la cime souvent neigeuse de l'Aigoual.

Si l'on franchit la plaine d'Est en Ouest et qu'on aborde par Sauve le plateau qui domine la ville, on se trouve soudain transporté sur un véritable causse avec sa mer de rochers et sa végétation blottie aux creux des dolines. Jusqu'aux cañons en miniature du Rieumassel et du Crespenon qui viennent accentuer la vraisemblance.

Par contre, si l'on gravit les collines ensoleillées où règne l'olivette au Nord-Ouest de Durfort, c'est un tout autre paysage qui nous attend : les faïsses et les châtaigneraies qui entourent les mas haut-perchés de Fressac et de Saint-Martin-de-Saussenac nous annoncent la Cévenne.

Ces contrastes s'expliquent aisément par le fait que nous nous trouvons dans une région qui a été profondément transformée au moment du glissement alpin.

La cuvette crétacée qui occupe la portion orientale du canton fait partie de l'ensemble de petites plaines sub-cévenoles qui s'étendent dans le prolongement du bassin d'Alès entre la Cévenne d'une

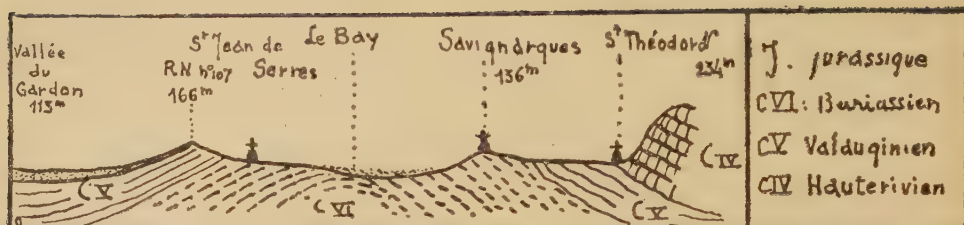


Fig. 1 Plaine de Bay - Coupe Nord-Sud

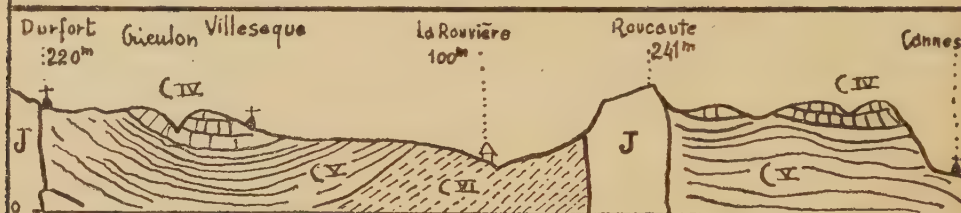


Fig. 2 Cuvette crétacée - Coupe N.NO-SSE 1.

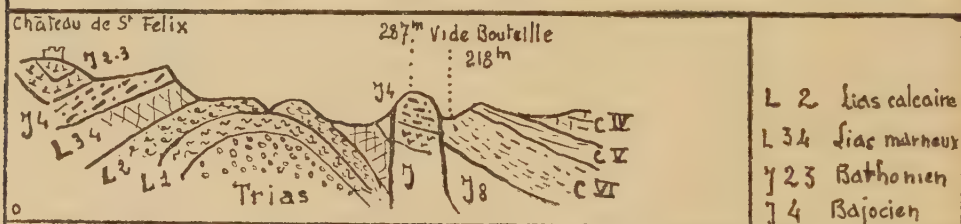


Fig. 3 Boutonnière de Durfort - Coupe N.NO-SSE

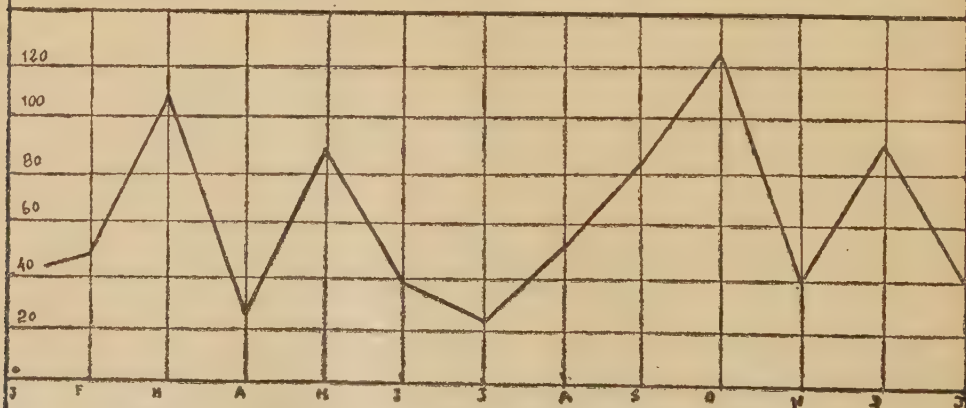


Fig. 4 Courbe des pluies à Canaules - Années 1946 à 1950

Moyenne annuelle 736 mm/a.

part et les Garrigues Nimoises et Montpelliéraines d'autre part. C'est une dépression d'érosion, déblayée aux dépens d'un large plissement anticlinal N.E.-S.O. qui s'était soulevé entre, à l'Est, le synclinal de Saint-Mamert, tapissé depuis par des sédiments oligocènes, et à l'Ouest, la Cévenne entre laquelle il est venu buter par une faille ; le contre-coup de cette friction a fait jaillir dans l'axe de l'ondulation l'esquille jurassique de Roucaute-Puechredon (fig. 2).

Il est fort possible que les vagues tectoniques orientées N.E. S.O. suivant une direction alpine aient été gênées par une orogénie plus ancienne comme le laisse penser un synclinal branché à angle droit sur le précédent. Cette ondulation a été déblayée par le cours supérieur du Bay entre le Serre de Lédignan où circule la Nationale 107 et la ride où sont juchés les vieux villages d'Aigremont et de Savignargues (fig. 1)

La basse vallée du Bay a été affouillée aux dépens des marnes berriasiennes de l'anticlinal N.E.-S.O., tandis que plus à l'Ouest l'érosion a davantage respecté les formations crétacées à faciès calcaire du Valanginien et de l'Hauterivien. Elles ont été conservées en position synclinale et elles sont recouvertes à l'Ouest de Villesèque de poudingues oligocènes, derniers témoins de la submersion de la cuvette à l'époque tertiaire.

Les terrains jurassiques qui ourlent la Cévenne ont subi le contre-coup du plissement alpin à la fois sous la forme d'une poussée de bas en haut et sous la forme de vagues tectoniques qui ont plissé la région crétacée.

La vaste zone tabulaire qui constitue le Causse de Pompignan n'a ressenti que le mouvement de surrection et seule sa bordure orientale et septentrionale a été affectée par la poussée horizontale. A l'Est, le plateau se relève brusquement pour former la montagne de Coutach qui culmine à 480 mètres au Puech Camp ; au Nord, le socle jurassique se redresse plus insensiblement pour venir s'appliquer contre la Cévenne à Saint-Hippolyte-du-Fort.

Plus au Nord, les terrains jurassiques se sont parfois gonflés en dômes (bombements de Durfort et d'Anduze) ou encore ont été poussés en écaillés déversées vers le Nord et compliquées de failles (château de St-Félix-de-Pallières). Le bombement de Durfort a été profondément attaqué par l'érosion qui y a ouvert une boutonnière où apparaissent des terrains plus anciens d'origine liasique. (fig. 3)

Cette structure compartimentée a été nivelée au pied de la Cévenne à l'endroit où débouchent le Vidourle et le Gardon d'Anduze. Il en est résulté entre Ganges et Anduze une plaine de circulation facile dont nous verrons plus loin l'importance.

Au total, accidents tectoniques et effets de l'érosion permettent de distinguer dans le canton trois zones principales qui diffèrent à la fois par l'origine des terrains, la composition des sols et la nature du réseau hydrographique.

LA CUVETTE CRETACEE

Le Berriasien peu étalé le long de la faille de Sauve à Durfort constitue à l'Est du canton l'essentiel des terroirs de Canaules et de Savignargues. Les marnes argileuses peu fertiles y alternent avec des bancs de calcaires gris-clair jaunâtres. Tant que l'agriculture a eu seulement à sa disposition la pioche et l'araire, la mise en valeur de ces terrains n'a été réalisée que par intermittence. Les champs abandonnés se recouvraient d'un tapis de thym et d'ajones épineux d'où pointaient à la longue des cadès ou genévriers-oxycèdres : c'était là la végétation caractéristique des « harmas » (terres hermes). Il a fallu l'introduction d'instruments de labour capables de retourner les blocs de calcaire pour que ces terres soient converties en vignobles. Les pierres gélives se délitent avec une rapidité incroyable sous l'effet des agents atmosphériques et il suffit souvent d'un seul hiver, après un défoncement, pour obtenir un sol meuble propice à la culture.

La formation infracrétacée qui succède au Berriasien est représentée par les marnes néocomiennes du Valanginien et de l'Hauterivien moyen. Elles constituent une large bande de terrains fertiles qui suit la voie ferrée de Quissac à Lézan. Jadis couvert d'une forêt de chênes-rouvres, ce terroir a été depuis longtemps défriché par les occupants des nombreux mas qui le jalonnent et il a toujours présenté un grand intérêt agricole. Il est bordé au Nord-Est par des talus de marnes bleues qui se délitent facilement et sont ravinées par l'érosion. Les détritiques entraînés par les eaux de pluie entretiennent un marnage permanent des champs situés en contrebas et empêchent ainsi l'appauvrissement des sols néocomiens.

Les assises argileuses de l'Hauterivien supérieur qui affleurent sur le territoire Nord de Saint-Nazaire-des-Gardiens sont le domaine des « brussières », épais fourrés de bruyère à balai utilisée autrefois pour l'encabanage des vers à soie. Cependant, au fur et à mesure que l'on s'élève dans cet étage géologique, les bancs calcaires deviennent de plus en plus importants et l'on voit apparaître le chêne vert et les autres plantes de la garrigue qui s'installe définitivement entre Villesèque et Sauve.

La surface réduite de l'in-pluvium de la cuvette crétacée explique qu'une grande partie de l'année, seul, un mince filet d'eau très chargé en calcaire s'écoule péniblement dans le lit sinueux des « valats » qui sont tous tributaires du Crieulon, à l'exception du ruisseau de Barassan qui, après avoir drainé le fond du synclinal de Perdiguier rejoint directement le Vidourle en aval de Sauve. Ces « valats » ne s'emplissent véritablement qu'au moment des grandes averses d'automne ou de printemps ; parfois, après un violent orage, les eaux pluviales dont les assises argilo-marneuses sous-jacentes empêchent l'infiltration s'étalent au fond de la cuvette et se retirent rapidement en abandonnant des alluvions calcaires peu fertiles. Au cours de la saison sèche, aucun de ces ruisseaux, même le Crieulon, n'est suffisamment alimenté par les eaux de source pour que l'on puisse envisager une irrigation quelconque.

Dans la plaine, les couches imperméables du Berriasien et du Valanginien retiennent à une faible profondeur de nombreuses nappes aquifères qui semblent avoir favorisé la dispersion de l'habitat. Cependant, en été, les puits tarissent régulièrement et l'alimentation en eau des communes a dû être réalisée à partir de la nappe phréatique de la vallée du Gardon d'Anduze.

LE PLATEAU JURASSIQUE

Partout dominant les terrains calcaires des étages suprajurassiques sauf à la montagne de Coutach où les bancs marneux du rauracien forment des escarpements remarquables. Une véritable forêt de chênes-verts et de chênes-lièges s'étend sur plus de 600 hectares dans le séquanien et le kimméridgien, mais les blocs calcaires deviennent plus compacts quand on passe au tithonique qui recouvre tout le centre et le Nord du plateau et seules les espèces végétales caractéristiques de la garrigue réussissent à s'agripper entre les roches blanches à aspect ruiniforme.

Nous nous trouvons dans cet étage en présence d'un véritable « karst » qui a été façonné par une érosion particulièrement intense. Le ruissellement des eaux de pluie chargées d'acide carbonique a entamé la roche et a creusé de profondes fissures verticales : les « lapies ». En s'élargissant, les lapies se sont réunis les uns aux autres pour former de petits bassins : « les dolines », tapissées d'une terre argileuse très fine résultant de la décomposition chimique des calcaires et teintée en rouge par des pigments ferrugineux. La riche teneur en humus et en principes fertilisants de cette « terra rossa » la rend très propice à la culture malgré son peu d'ampleur.

Dans toute la région karstique, la circulation souterraine des eaux est intense. Les pluies s'engouffrent dans des avens ouverts à la surface du plateau et s'écoulent dans d'immenses lacs souterrains. Le Vidourle lui-même disparaît entre Saint-Hippolyte et Sauve pour réapparaître à l'air libre à la fontaine vauclusienne de Sauve.

Les affluents du Vidourle qui traversent la zone suprajurassique ont un cours encaissé entre des gorges étroites. Le Crespenon et le Rieumassel s'enfoncent dans le plateau karstique tandis que le Crieulon franchit l'éperon rocheux de Roucaute par un défilé sinueux, caractéristique d'un relief surimposé.

LA BOUTONNIERE DE DURFORT

Le bombement qui se dressait au Nord-Ouest de Durfort a été évidé en son centre par l'érosion qui a mis à nu des terrains anciens d'origine liasique. Le fond de la combe est constitué par les calcaires gris du Sinémurien entre les bancs duquel gisent les filons de galène et de blende exploités autrefois à Durfort et actuellement à St-Félix-de-Pallières.

Tout autour de la combe, les assises marno-calcaires du char-mouthien alternent avec des couches de silice jaunâtre où seul se complait le châtaignier. Sur le rebord méridional de l'anticlinal se développent les marnes bitumineuses du toarcien ; elles se présentent sous la forme de feuilles schisteuses dont la consistance rappelle celle de l'ardoise. Le faciès supérieur de ce dernier étage est constitué par des marnes grises qui font la transition avec les terrains de l'infrajurassique.

Ceux-ci débutent par le Bajocien dont les bancs de calcaires noirâtres alternent avec des marnes argileuses schistoïdes très friables dans lesquelles le ruisseau de Conturbie a creusé son lit ; cet étage présente également d'importants rognons siliceux où réapparaissent les châtaigniers.

Les calcaires magnésiens du Bathonien ont très bien résisté à l'érosion et constituent le magnifique escarpement de dolomie sur lequel repose l'antique château de Fressac. Les blocs dolomitiques sont criblés de petites cavités et leur décomposition donne une terre végétale jaunâtre, jadis utilisée par les verriers.

Les formations du lias qui sont très imperméables ne présentent que des nappes d'eau peu abondantes. Cependant entre les marnes supraliasiques et les calcaires du bathonien il existe un niveau d'eau assez conséquent. C'est ainsi qu'au-dessous du Saltré naît une fontaine à gros débit : la source des Sarrasins, et qu'au Sud-Ouest de Durfort, la Font-del-Vert donne fraîcheur et verdure au vallon où elle jaillit.



Ce rapide tour d'horizon géologique nous a permis de mettre en évidence la multiplicité des étages qui sont représentés à l'intérieur même du canton.

Depuis les terrains liasiques jusqu'à l'Eo-crétacé, il n'y a guère de formations secondaires que l'on n'y puisse rencontrer et ce bariolage est une des composantes essentielles de l'évolution agricole de la région.

Par contre, l'exiguïté du canton fait que l'on ne constate pas d'importantes variations climatiques entre les différentes zones. Nous sommes trop près de la mer pour que l'ensemble échappe au climat caractéristique du pourtour de la Méditerranée auquel, cependant, la proximité des Cévennes vient apporter quelques légères nuances. Les étés sont d'autant plus difficiles à supporter que la brise de mer ne parvient pas jusqu'au Salavès. Les herbes de la garrigue jaunies et desséchées, la végétation repliée sur elle-même, le lit complètement à sec des ruisseaux, la réverbération du soleil sur les rochers blancs, tout concourt à donner une impression de paralysie et d'étouffement.

Vers la fin Août et au début de Septembre, une série d'orages remontant les vallées du Vidourle et du Gardon d'Anduze, rafraîchissent l'atmosphère et annoncent l'approche des pluies d'équinoxe. Celles-ci tombent soit sous la forme d'averses violentes poussées par le « marin », soit sous la forme d'une pluie fine et conti-

nue qui persiste plusieurs jours et vient souvent contrarier les vendanges : c'est « l'Ayalas » apporté par les vents du Sud-Est, chargés de nuages. Si Octobre est le mois le plus pluvieux de l'année, Novembre est un des mois les plus secs à cause de la fréquence des journées de Mistral qui vient abaisser fortement la température.

Au climat froid et humide de Décembre succède un temps plus clément vers la fin Janvier. On assiste alors à un départ précoce de la végétation dont le signal est donné par la floraison des amandiers. En dépit des pluies d'équinoxe, la région reste toujours à la merci d'un retour offensif du froid et des gelées. A la fin de l'hiver, des dépressions se creusent sur le golfe du Lion par contraste thermique entre la mer tiède et les massifs enneigés de l'Aigoual et du Lozère. A l'aube, des coulées d'air froid glissent sur le flanc méridional des Cévennes et se répandent dans les plaines, provoquant un abaissement brutal de la température et des gelées d'autant plus meurtrières que la végétation est plus avancée. Les dégâts sont plus graves dans les bas-fonds où il y a stagnation des couches d'air froid qui ne font que circuler au-dessus des garrigues.

La vigne qui se trouve dans le canton à la limite de son aire de culture intensive est particulièrement exposée à ces gelées tardives. Le viticulteur tremble pour sa future récolte lorsqu'il voit le Liron coiffé d'une calotte neigeuse et il redoute les sautes de mistral qui risquent d'immobiliser les nappes d'air froid dans la plaine. Les nuits de lune sont des nuits de veille pendant lesquelles des équipes de garde se relaient auprès du pagoscope et le village est souvent réveillé par la sirène de la coopérative qui appelle les vigneron aux appareils fumigènes. Jusqu'au lever du soleil qui réchauffera rapidement l'atmosphère, un nuage artificiel est répandu sur les bas-fonds pour atténuer la déperdition de chaleur du sol en freinant le rayonnement nocturne.

Si cette protection est efficace lorsque la température ne s'abaisse pas au-delà de -3° ou -4° , elle s'avère inutile lorsqu'on se trouve en présence d'une gelée noire.

C'est ainsi que le 22 février 1948 (1) après une légère chute de neige suivie d'un commencement de dégel, les nappes d'air froid canalisées par la vallée du Gardon, provoquèrent un abaissement brutal de la température à -22° . Plus des trois-quarts de la récolte du canton furent anéantis et il fallut même arracher, dans la plaine de Bay, des vignes entières dont les ceps avaient été tués par la gelée.

Les pluies de printemps, qui cessent presque complètement en Avril, manifestent une certaine recrudescence en Mai et obligent le viticulteur à de fréquents sulfatages (1948-1949). Avec les mois de juin, les vannes célestes se referment et la plaine souffre rapidement du manque d'eau que le sol argilo-marneux n'a pu retenir.

(1) Voir Paul MARRES : « La Costière du Gard ». CHASTANIER. Nîmes 1950
page 9

L'étude des archives communales nous montre que le canton n'a pas toujours subi les méfaits de la sécheresse et qu'à certaines époques la pluviosité a été parfois excessive. Partout on retrouve les indices de ces variations de conditions climatiques.

En 1722, les habitants de Canaules exposent à Monseigneur Parisière (2) qu'ils ne peuvent se rendre à l'église de Saint-Nazaire pendant l'hiver, à cause des trois torrents qui coupent le chemin. En Janvier 1791, c'est la communauté de Savignargues qui se plaint d'être entourée de « valats » infranchissables à certaines époques de l'année (3). Même son de cloche en 1801 à Saint-Nazaire dont les habitants réclament un instituteur car leurs enfants ne peuvent fréquenter la plupart du temps les écoles des communes voisines par suite de la crue des ruisseaux environnants (4).

Pour qui connaît aujourd'hui ces « torrents » inoffensifs où serpente un mince filet d'eau jaunâtre onze mois sur douze, ces doléances paraissent quelque peu exagérées, mais, en réalité, elles concordent avec des observations analogues faites dans d'autres régions. Il ne faut pas voir là une évolution du climat, mais une confirmation de la théorie suivant laquelle des périodes humides alternent au long des siècles avec des périodes sèches. Ces variations climatiques peuvent expliquer en partie les fréquents changements que l'on constate dans la vocation agricole de la contrée.

Ainsi, malgré la diversité des sols, le canton de Sauve ne nous apparaît pas comme particulièrement favorisé au point de vue des conditions physiques. Les rares plaines sont recouvertes d'un sol ingrat très pauvre en humus et très difficile à retourner par suite de la présence de bancs calcaires à une très faible profondeur. De plus, les cultures arbustives y sont sous la menace constante des gelées de printemps. Les collines calcaires sont trop sèches pour porter une autre végétation que les plantes xérophiles : chênes-verts, buis, aspic et salsepareille.

Les dolines tapissées d'une terre végétale très fertile sont d'un accès difficile et apparaissent comme très réduites lorsqu'on les compare à l'immense plateau karstique.

Dans la zone précévennique, seules la petite plaine de La Lègue et les minces bandes de calcaires à entroques, présentent un certain intérêt agricole.



Le sous-sol de la zone de fracture offre quelques ressources qui n'ont jamais pu être mises en valeur rationnellement. Les sulfures de plomb et de zinc que recèle le sinémurien sont connues depuis les Romains, mais leur exploitation n'a jamais dépassé le stade de l'ex-

(2) GOIFFON. Dictionnaire topographique du diocèse de Nîmes. (article Saint-Nazaire).

(3) Archives communales de Savignargues. Liasse - Délibération du 12 janvier 1791.

(4) Archives de St-Nazaire - Registre - Délibération du 28 Pluviose An IX

pléitation domestique. Les difficultés d'évacuation et le manque d'eau pour le lavage des minerais ont été les principaux obstacles à une extraction intensive. Après la Libération, des forages furent effectués au Nord-Est de Durfort pour sonder les possibilités pétrolifères de cette portion de la faille des Cévennes. Devant la dislocation et le bouleversement des couches géologiques inférieures, tout espoir d'atteindre la nappe d'hydrocarbures fut abandonné et les recherches furent arrêtées.

Quant à la source sulfureuse de Fonsange qui jaillit par intermittence au pied de la montagne de Coutach, elle n'a connu une certaine notoriété médicale que sur le plan régional au début du 19^m siècle.

Pourtant, dans ce pays où l'agriculture est placée dans des conditions défavorables et où les ressources du sous-sol sont très difficilement exploitables, l'activité économique a toujours été intense. C'est parce que le canton de Sauve constitue une zone de contact non seulement au point de vue de la géographie physique, mais aussi au point de vue de la géographie humaine. Depuis des temps immémoriaux, des populations se sont accrochées à la faille des Cévennes et se sont ingénérées à tirer le maximum des conditions naturelles. L'histoire de la contrée sera donc le meilleur des guides pour l'étude de sa mise en valeur.

L'HÉRITAGE HISTORIQUE

La situation du Salavès à l'intersection de la faille des Cévennes et de la vallée du Vidourle, a fait de lui, depuis des temps très éloignés, une zone de passage et de peuplement. Il semble même que l'on soit en présence d'une des contrées les plus anciennement habitées du Bas-Languedoc.

Les grottes qui s'ouvrent dans les étages calcaires à Sauve et à Durfort, paraissent avoir servi de refuge à l'homme dès la fin du néolithique. On a découvert à Durfort, dans la « Baume des Morts », des poinçons en cuivre pur qui laissent supposer que cette grotte a été habitée bien avant l'âge du fer. Les ossements humains qui ont été mis à jour en grand nombre, démontrent que l'occupation de cette caverne s'est prolongée durant plusieurs générations. (1).

Les vestiges de l'oppidum gaulois de MUS donnent une idée de la densité de peuplement à l'époque Celte. Cette ville fortifiée était juchée sur une butte calcaire escarpée située à deux kilomètres au Nord de Sauve. L'épaisseur des murailles, l'extension de l'enceinte et l'amoncellement de ruines à l'intérieur témoignent de l'existence passée d'une importante agglomération. On y trouve notamment les vestiges d'un aqueduc dont la construction semble postérieure à celle de l'oppidum. Ce canal, large d'environ 40 centimètres, amenait les eaux d'une fontaine distante de huit kilomètres. Il enjambait le petit ravin du Conturbie, à côté du hameau des Montèzes (commune de Monoblet) sur un pont de pierre dont ne subsistent plus que les assises à flanc de colline. Cet aqueduc était bâti dans toute sa longueur sur de la maçonnerie et il était revêtu intérieurement de deux couches de ciments différents : l'un rougeâtre, et l'autre gris, identiques à ceux du Pont du Gard.

Peut-être les ruines de Mus sont-elles ce qui subsiste de l'antique Vindomagus, l'un des 24 « pagi » dépendant de la République Volsque de Nîmes, dont de nombreuses villes de la région revendiquent l'héritage.

Les pièces de monnaie romaine à l'effigie de Constance II (2) et de Théodose qui y ont été retrouvées, attestent que l'oppidum a été

(1) A. JEANJEAN. L'homme et les animaux des cavernes des Basses-Cévennes. Mémoires - Académie de Nîmes 1869-70.

(2) Voir Mémoire de la Sté Scientifique et Littéraire d'Alais 1885 - Tome XVII. Imprimerie J. MARTIN. ALES 1886. Article de G. FEVRINIER « Recherches sur la ville de Mus ».

habité au moins jusqu'à la fin du 4^m siècle après Jésus-Christ. Son abandon semble coïncider avec le développement de Sauve. Rien ne permet d'affirmer avec certitude que Sauve existait à l'époque romaine. J. Astruc (3) et A.L.G. Viguier (4), rapportent qu'on aurait découvert des thermes antiques en récurant la fontaine de Sauve, mais qu'on n'aurait pas su les conserver.

Il est possible que la ville ait été fondée par les légions romaines qui assiégeaient l'oppidum de Mus. A.L.G. Viguier prétend, en effet, que Sauve tire son nom de Salvidienus, un des généraux de Jules César ayant combattu dans notre région. Tout concourait à fixer une importante population dans ce site. L'eau jaillissait abondamment en toute saison de la fontaine résurgente du Vidourle. Cette rivière dont le cours est souterrain depuis St-Hippolyte, possède un lit aérien qui reste à sec une grande partie de l'année et le voyageur remontant le long du Vidourle, rencontrait à Sauve un gué naturel toujours praticable. La falaise escarpée sur laquelle la vieille ville est bâtie en acropole est le type de refuge cher aux populations méditerranéennes. Enfin, le site de terroir était extrêmement favorable à l'habitat car le rebord de la faille où Sauve s'est construite était l'emplacement idéal pour commander efficacement aux deux grandes divisions du territoire : bois et pâtures de la garrigue de Coutach et terres à céréales de la plaine du Vidourle.

Il faut arriver en 675 après Jésus-Christ pour voir le nom de Sauve mentionné pour la première fois. Il apparaît dans une charte du roi wisigoth WANBA sous la forme de SAMBIA qui serait une corruption du latin SALVIA. Ce lieu marquait la limite entre les trois diocèses de Nîmes, Uzès et Lodève (5).

A cette époque, toute la Septimanie vient de subir les vagues d'invasion franque et la population qui a déserté les plaines, vit dans des villages fortifiés accrochés aux contreforts des Cévennes. Les invasions arabes achèveront l'œuvre de destruction et le huitième siècle marque l'anéantissement des vestiges de la civilisation Gallo-Romaine.

Pourtant, dès le règne de Charlemagne, la garrigue Languedocienne va renaître à la vie économique sous l'impulsion des moines et, en particulier, de l'ordre des Bénédictins. Dans nos contrées, ceux-ci sont avant tout des éleveurs possédant d'immenses troupeaux de moutons qu'ils envoient estiver dans les montagnes du Gévaudan. Les drailles qu'empruntent les transhumants vont constituer les points vitaux d'où rayonnera la remise en valeur de notre région.

Un excellent fil conducteur pour étudier l'histoire du Salavès au Moyen-Age, est le tracé de ces drailles qui ne sont autres que les anciennes voies Romaines, elles-mêmes établies sur l'emplacement des antiques chemins celtes.

(3) J. ASTRUC. Mémoires pour servir à l'Histoire Naturelle du Languedoc.

(4) A.L.G. VIGUIER. Notice sur la ville d'Anduze.

(5) Voir MENARD. Histoire de NIMES Tome I - page 95

Les villages perchés dans des sites sauvages, les vieilles métairies et les chapelles romanes en ruines qui semblent disséminées au hasard dans la plaine, nous apparaissent unis par un lien logique lorsque nous examinons le réseau des anciennes drailles.

La principale artère traversant le Salavès était la route des Ruthènes qui conduisait de Nîmes au Rouergue par Ganges et le Vigan. Venant de Quissac, elle franchissait le Vidourle à Sauve sur le pont romain construit en aval de la source, traversait la vieille ville, puis, se dirigeant vers St-Hippolyte, elle enjambait le ravin du Rieumassel sur un autre pont dont on aperçoit encore les assises dans le lit de la rivière.

Deux autres chemins, jadis très fréquentés, traversaient également le canton ; la grande draille de Sommières à Anduze par Sérignac et Tornac coupait la partie Est, tandis qu'au Nord la transversale unissant les deux nœuds de draille de Ganges et d'Anduze passait par DURFORT. Enfin, une autre voie partant de Sauve, se dirigeait vers le Pont Saint-Esprit, via Aigremont et Uzès.

Dès la fin du huitième siècle, on voit les Bénédictins de Saint-Benoît d'Aniane, s'assurer les positions-clefs de ce réseau. En l'an 808, Charlemagne place sous la sauvegarde de l'évêque de Nîmes, la « celle » Bénédictine de Tornac (6), ce monastère était situé à la jonction des deux drailles unissant Ganges et Sommières à Anduze. Il était distant d'une demi-lieue seulement de la Madeleine où ces deux drailles rejoignaient la Regordane qui conduisait de Nîmes au pays des Gabales.

A la même époque, une autre « celle » bénédictine dépendant du monastère de Tornac, s'établit au Colombier, au centre de la plaine du Bay, sur les bords de la voie romaine de Sauve à Uzès. Plus tard, les Bénédictins de Gellone s'assurèrent un point d'appui à Sauve où ils fondèrent un monastère en l'an 1029.

Ces monastères possédaient eux-mêmes, tout au long des drailles, des chapelles et des métairies destinées à servir de « pousadou » (7) aux troupeaux transhumants. C'est ainsi que le prieuré de Saint-Nazaire-des-Gardies sur la draille de Sommières à Anduze était rattaché à l'abbaye de Tornac et que celui de Comiac de Florian, sur la voie de Sauve à Uzès, dépendait du monastère de Sauve.

D'autres ordres religieux, possesseurs de troupeaux, s'assurèrent eux aussi, des « pousadous » le long de ces chemins ; le Chapitre cathédral de NÎMES possédait le prieuré de Puech Flavard (Puech-Redon) sur la draille de Sommières à Anduze et son annexe de Savi gnargues sur la voie de Sauve à Uzès.

Toutes ces fondations vont devenir des centres de défrichement et de reconquête des terres abandonnées au cours des siècles précédents.

(6) Histoire générale du Languedoc - Edition Privas Tome II - Preuves page 93. Chronique NÎMES. Col. 28.

(7) Halte où les troupeaux en marche trouvent gîte et nourriture.

Cette même période voit l'épanouissement de la maison féodale des BERMOND de SAUVE et d'ANDUZE qui a su s'attirer l'appui et la protection de l'ordre bénédictin par de nombreuses donations.

C'est en l'an 929 que Pierre I^{er}, frère de Bernard, évêque de Nîmes, fonde la baronnie de Sauve et d'Anduze. Par le jeu d'alliances matrimoniales, la famille des BERMOND se trouvera bientôt maîtresse de toutes les places fortes commandant les vallées cévenoles, depuis la Roque-Aynier au Sud de Ganges, jusqu'à Alès. Elle devint ainsi une des maisons les plus puissantes de la noblesse méridionale ; elle battait monnaie et disposait de nombreux vassaux dévoués.

Lorsque les querelles entre les abbayes bénédictines eurent affaibli la puissance de l'ordre, la maison de Sauve atteignit son apogée et le mariage de Pierre BERMOND VI avec Constance, fille du Comte de Toulouse RAYMOND VI, à la fin du XII^{me} siècle marque la faite de sa puissance.

Les villes de Sauve et d'Anduze qui participent à la prospérité de leurs seigneurs figurent alors parmi les cités les plus actives et les plus peuplées du Bas-Languedoc. Sauve possède déjà ses consuls élus et ses privilèges ; ses foires commencent à attirer un grand nombre de marchands et le courant d'affaires y est si intense que les mesures de Sauve sont utilisées comme étalons jusque dans des régions éloignées (8).

Une colonie juive, constituée probablement par des familles de changeurs, s'est établie à Sauve et son importance est telle qu'elle y possède sa synagogue, son four et son abattoir où les bêtes sont tuées suivant le rite hébraïque (9).

Cet essor économique devait survivre à l'écrasement des Bermond lors de la Croisade des Albigeois. Quand les seigneurs du Nord déferlèrent sur le Midi, les barons de Sauve et d'Anduze prirent fait et cause pour leur allié, le Comte de Toulouse. Après la mort de Raymond VI, Pierre Bermond VII fut obligé de faire sa soumission à Louis VIII et de reconnaître qu'il tenait de lui Sauve et Anduze (Mai 1226).

Infidèle à la parole donnée, Pierre Bermond VII s'associa à la révolte de Trencavel et, après que les armées royales se fussent em-

(8) MESURES de SAUVE : Mesures agraires : 1 séterée = 19 ares 99

1 séterée = 4 quartes = 100 dextres

GRAINS : 1 salmée = 2 hl 3 dl

1 salmée = 4 septiers = 16 quartes = 24 boisseaux.

VIN : 1 muid = 6 hl 8 dl 5 cl

1 muid = 2 tonneaux = 72 quarteaux = 576 pots

HUILE : 1 carte ou canne = 9 litres 96

D'après le TABLEAU de COMPARAISON des POIDS et MESURES du GARD
Gaude fils, Imp. Nîmes, 1816.

parées de Sauve et de Durfort en 1243, il fut dépossédé de ses terres pour avoir forfait sa seigneurie.

Les premiers actes de Saint-Louis furent d'asseoir sa souveraineté sur une contrée qui constituait un excellent moyen de pénétration dans le Comté de Melgueil que le pape avait inféodé aux évêques de Maguelone en 1211. Peu après la soumission de Sauve et de Durfort, le roi établit dans ces deux places fortes un châtelain préposé à la défense du territoire et à la garde des châteaux y attenants. Le Salavès et la région de Durfort furent respectivement détachés de la viguerie de Sommières et de la viguerie d'Anduze pour former deux baillivies autonomes où un bayle royal était chargé de percevoir les revenus du prince (10). En même temps, par la pratique du paréage, Saint-Louis s'insinua dans les seigneuries dont les titulaires n'avaient pas suivi le comte de Toulouse et n'avaient pu être déchus de leurs droits. C'est ainsi qu'à Canaules et à St-Théodorit, le roi partageait la haute juridiction avec le prieur de Saint-Pierre de Sauve. Ce monastère où il y avait au total vingt-huit bénédictins en 1259 réussit à s'émanciper de la tutelle de l'abbaye de Gellone et fut érigé en abbaye « sui juris » par une bulle du pape Clément VII, en 1267.

Cependant, la royauté devait se dessaisir assez vite de la plupart des droits qu'elle possédait dans la baillivie de Sauve à la suite d'un échange avec l'évêque de Maguelone. Celui-ci possédait la ville de Montpellier dont une partie, Montpelliéret, lui appartenait en propre tandis que l'autre fraction était un fief de son vassal le roi de Majorque. Vers la fin du 13^{me} siècle les consuls de Montpellier, en accord avec les agents de Majorque, entrèrent en rébellion contre leur suzerain. Ses droits seigneuriaux n'étant pour lui qu'une source de difficultés, l'évêque de Maguelone, Bérenger Frédol, offrit au roi de France son fief de Montpelliéret et sa suzeraineté sur Montpellier et le château de Lattes.

Philippe le Bel, désireux de prendre pied dans une ville dont le commerce terrestre et maritime était florissant, saisit également l'occasion de réduire l'influence du roi de Majorque en Languedoc. Il offrit en échange des droits épiscopaux sur Montpellier, un revenu annuel de 500 livres tournois à asseoir sur un territoire où l'évêque exercerait toute juridiction « cum mero et mixto imperio » et les premiers appels, tandis que le roi s'y réserverait le droit d'ost et de chevauchée, suivant les usages établis dans la sénéchaussée de Beaucaire.

Après avoir refusé la part royale de la ville d'Alais, Berenger Frédol accepta en 1292 la ville et la baillivie de Sauve qui offraient pour lui l'avantage de couvrir au Nord le Comté de Melgueil. A la suite d'une reconnaissance contradictoire des biens royaux, le revenu de la baillivie fut fixé à 360 livres (11). La différence fut complétée par la chatellenie et le baillage de Durfort avec Fressac, Monoblet et

(10) Voir Robert Michel : l'Administration Royale de la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint-Louis.

(11) On peut fixer la livre à 100 francs 1914, soit 20.000 francs 1950.

Saint-Martin (80 livres) et par la châtellenie de Poussan, dans l'Hérault (60 livres).

La baillivie de Sauve comprenait 39 communautés et s'étendait du Nord au Sud, de Saint-Roman-de-Codières à Sauteyrargues, dans l'Hérault, et d'Ouest en Est, de la Roquaynier à Puech-Flavard, soit sur une superficie de 417 km². Sauve comptait alors près de 4.000 habitants, tandis que St-Hippolyte et Quissac n'étaient encore que des villages possédant respectivement 700 et 300 habitants (12).

Les évêques de Maguelone, et plus tard, de Montpellier, conservèrent leurs droits seigneuriaux sur le Salavès pendant près de quatre siècles et se firent toujours un honneur de faire suivre leurs titres religieux de celui de baron de Sauve. De nombreux lieux-dits, tel le moulin de Lévesque, sur les bords du Vidourle, témoignent aujourd'hui encore de cette longue suzeraineté. Parmi les communautés qui composent actuellement le canton de Sauve, seules celles de Savignargues, de Canaules (non compris Argentières) et de Saint-Nazaire-des-Gardies ne furent pas incluses dans les territoires concédés à l'évêque et demeurèrent dans la viguerie d'Anduze dont elles suivirent les vicissitudes seigneuriales.

En l'an 1307, Philippe le Bel fit chasser les Juifs de Sauve bien qu'il eût cédé ses droits sur eux à l'évêque de Maguelone. Leurs biens furent liquidés et les 1200 livres rapportées par l'opération furent finalement partagées entre le roi et l'évêque. Cependant certaines familles qui se convertirent purent demeurer à Sauve et obtenir la restitution de leur patrimoine (13).

Alors que le 13^{me} siècle avait été une époque de prospérité, le 14^{me} siècle allait s'achever dans le désordre et la ruine. Le développement des cités de notre contrée ayant été lié à leur position privilégiée sur les voies de communications unissant le Rouergue et le Gévaudan aux ports d'Aigues-Mortes et de Beaucaire, la rupture des courants commerciaux devait être la principale cause de cette crise. Par ailleurs, la guerre de Cent ans allait avoir bien d'autres répercussions sur la vie de la région. En plus des aides et subsides levés à un rythme accéléré par le pouvoir royal, le pays eut à subir les conséquences directes de la guerre.

Dès 1347 et 1348, de fortes chaleurs vinrent anéantir les récoltes d'une région qui se suffisait difficilement à elle-même. Il s'en suivit une grave famine et une peste meurtrière. En 1361, une nouvelle épidémie de peste s'abattit sur la population sous-alimentée et fit de grands ravages.

A cette époque, des compagnies de routiers où voisinaient mercenaires français et anglais, commençaient à semer la désolation dans le Salavès ; c'est ainsi que pour la Noël 1363, l'une d'elles s'empara de Durfort qu'elle mit au pillage. Ces bandes armées ravagèrent

(12) Louis THOMAS. La population du Bas-Languedoc - Annales du Midi 1908.

(13) Voir Cartulaire de Maguelone. Tome IV. Page 100.

périodiquement la contrée durant une douzaine d'années, bien que DUGUESCLIN en eût drainé une partie vers l'Espagne.

En 1380, après la mort de CHARLES V. les paysans de la Sénéchaussée de Beaucaire, excédés par les exactions des officiers royaux, prirent les armes contre le duc de BERRY, gouverneur du Languedoc ; ce fut ce que l'on a appelé « la révolte de Tuchins ». Elle était dirigée non seulement contre les agents royaux, mais aussi contre les riches bourgeois qui ne partageaient pas la charge des impôts. Cette sédition fut noyée dans le sang par le sénéchal de Beaucaire qui, en 1383, s'empara de Vézenobres et de la tour de Boucoiran derniers bastions des révoltés.

L'esprit d'indépendance que la guerre des Albigeois avait développé chez les habitants des Basses-Cévennes devait pourtant survivre à cette sévère répression, puisque, jusqu'à la Révolution, il ne se passera pas un siècle sans que l'on assiste à un soulèvement populaire dirigé contre les autorités civiles ou religieuses.

En 1418, ALAIS prend parti contre le roi de France et coiffe le chaperon bleu du duc de Bourgogne. Il en sera de même pour Nîmes, le Vigan, et toute la région comprise dans le triangle formé par ces trois villes. Le chef du parti bourguignon est Hugon de l'Aubépin, châtelain-viguier de Sommières ; au début de 1419, il fait réoccuper le château de Roucaute dont s'était emparé un aventurier, et il fait renforcer ses places-fortes notamment celle de Sauve (14). Malgré toutes ces mesures de défense, Charles VII réussit, en 1420, à s'emparer de Nîmes et des autres villes de la région. Seule Sommières résistera plus longtemps et se rendra aux Armagnacs, après un long siège, en 1422.

Cette guerre civile acheva de plonger toute la contrée dans une condition misérable. Les documents sur Sauve relatifs à cette époque, ont tous trait à des recouvrements d'arriérés tant à raison des impositions royales qu'à raison des droits seigneuriaux de l'évêque de Maguelonne (15). Une lettre du Sénéchal de Nîmes du 4 mars 1437, signale la pauvreté qui accable Sauve depuis plus de trente ans par suite de la guerre et de la stérilité des récoltes. Elle donne permission aux syndics de mettre pendant quatre ans une imposition sur le vin étranger afin de pourvoir à la réparation des murailles et des chemins (16).

En Mai 1435, les Etats Généraux du Languedoc avaient accordé une nouvelle aide à Charles VII ; la quote-part attribuée à chacune des communautés du diocèse de NÎMES, va nous donner une idée de l'importance relative de ces agglomérations à la fin de la guerre de Cent ans (17).

(14) Voir BARCON. Histoire d'Alais (1346-1461)

(15) Voir A.D.H. Table A. Registres de la Sénéchaussée de NÎMES, voir A.9, 43 et 326 - A.10 - 157 et A.11 - 53

(16) Voir A.D.H. Table A Registres de la Sénéchaussée de NÎMES A.11 - 54

(17) Voir Ménard. Ouv. cité. Tome IV - page 188

Alors que NIMES est taxé de 1.460 moutons d'or,

SOMMIERES doit en verser 600

ANDUZE — — 450

SAUVE — — 400

SAINT-HIPPOLYTE — 150

QUISSAC et DURFORT 95

LEDIGNAN et LOGRIAN 35 seulement

Malgré les vicissitudes subies, SAUVE demeure encore une des villes les plus importantes de notre région, mais elle a été dépassée par SOMMIERES et ANDUZE qui sont toutes les deux à la tête d'une viguerie du diocèse de NIMES, SAUVE et le SALAVES étant englobés dans la viguerie de SOMMIERES.

Les échanges commerciaux étant rétablis avec le retour de la paix, les cités languedociennes vont redevenir florissantes. Les riches bourgeois font fructifier leur fortune et l'investissent dans les campagnes environnantes où ils acquièrent des propriétés et les titres de noblesse y afférents. Ils y installent des rentiers (fermiers) ou des mélayers, tandis qu'eux-mêmes se font bâtir dans les bourgs de somptueuses demeures. C'est du début du 16^m siècle que datent les hôtels particuliers aux magnifiques fenêtres Renaissance qui bordent encore la grand'rue de Sauve.

La prospérité de cette ville est alors liée à celle de quelques grandes familles bourgeoises qui occupent alternativement les fonctions consulaires et président aux destinées de la communauté. Parmi elles on rencontre des familles de riches marchands, comme celle des Villate, celle des Molle ou bien celle des de Pise, sieurs de Sénilhac, qui sont peut être les descendants de commerçants italiens fixés à Sauve. Il faut citer aussi les Duranc dont une branche a acquis la terre de Vibrac qui fut érigée en baronnie à son profit en 1520. Les autres bourgeois influents sont des gens de robe comme les de Claris, seigneurs de Florian, les de Villas, les Villeneuve.

Ce sont ces familles qui, par leur exemple, entraînèrent en 1560, la totalité de la population de Sauve et du canton dans l'hérésie calviniste, malgré l'intervention des troupes du comte de Villars. Le mouvement dut revêtir une particulière violence puisque Calvin lui-même écrivit aux habitants de Sauve pour leur reprocher de s'être laissés aller à des excès.

L'unanimité qui se réalisa autour de la réforme dans le Salavès, où les pouvoirs spirituel et temporel étaient confondus depuis des siècles, semble avoir eu pour origine non seulement les abus de l'église romaine, mais aussi le désir de s'affranchir de la tutelle seigneuriale.

L'évêque de Montpellier perdit l'espoir de voir ses sujets revenir au sein de l'église romaine et se résolut, en 1570, à céder ses droits sur le Salavès. L'acquéreur en fut un riche Montpelliérain. Simon FIZES, secrétaire d'Etat qui devint Baron de Sauve et fut admis à ce titre aux Etats du Languedoc (18). C'est sous sa suzeraineté que

(18) A.D. Haute-Garonne Série C. 2282 F. 186 à 334 - Nov. 1570.

la ville paraît avoir brillé de son dernier éclat. Le 6 Mai 1579, l'assemblée de l'assiette du diocèse de NIMES se réunit à Sauve par suite de la grande contagion qui désolait alors NIMES et BEAUCAIRE (19). Le montant des impositions nous indique que Sauve venait, par ordre d'importance, immédiatement après ces deux villes, à égalité avec Anduze.

A la mort de Simon FIZES, sa sœur Madeleine hérita de la baronnie qu'elle céda en 1590 au duc Henri de MONTMORENCY, ancien gouverneur du Languedoc et membre influent du parti « des politiques » favorable aux protestants. Le Salavès constitua la dot de sa fille Charlotte qui épousa Charles de VALOIS, fils naturel de Charles IX. Leur fils, Louis de VALOIS, gouverneur de la Provence, sous RICHELIEU, ajouta à ses titres de duc d'Angoulême et de comte d'Alais, celui de Baron de Sauve.

Sauve qui avait été choisie, en 1612, pour chef-lieu d'un colloque protestant apparaissait comme un des pôles de la religion réformée dans les Basses-Cévennes. La ruine du protestantisme allait précipiter sa décadence.

En 1622, les Sauvains prirent les armes contre les armées royales et ouvrirent leurs portes au duc de ROHAN qu'ils soutinrent jusqu'en 1629. L'échec de la révolte priva les Religionnaires de leurs places fortes et de leurs troupes, et les laissa à la merci des entreprises catholiques.

Alors que RICHELIEU avait seulement cherché à détruire le potentiel militaire des protestants, Louis XIV allait s'attaquer à la religion elle-même.

Au début, on essaya de l'atteindre par la propagande qui revêtait alors la forme de missions. A Sauve où le zèle religieux des Bénédictins s'était par trop affaibli, on installa, en 1660, un couvent de Capucins, véritables missionnaires de choc. Au cours des années suivantes, le Parlement de Toulouse s'en prit au lieu de réunion des Religionnaires : la démolition des temples fut ordonnée dans tout les villages du canton et seul Sauve obtint de conserver le sien. Partout, les habitants furent imposés de force pour la reconstruction des églises catholiques et ces nouvelles charges aggravèrent la misère des populations. Enfin, pour ruiner l'influence des magistrats protestants, le Parlement les fit écarter des fonctions judiciaires (20) et municipales (21).

Néanmoins, en 1685, 5 % à peine de la population du canton appartenait à la religion catholique (22), et encore, s'agissait-il, pour la plupart, de valets et de bergers de passage.

(19) A. D. Gard Série C 635

(20) A. D. Haute-Garonne, Série B. 92 m. Grands jours de Nîmes. Arrêt du 14 décembre 1666 F. 438 à 446.

(21) Archives Nationales. T.T. 247. Pièce 143. Grands jours de Nîmes. 1667.

(22) A.D. Gard Série G. 1562..

Les dragonnades et les conversions forcées qui suivirent la Révocation de l'Edit de Nantes, s'avérèrent plus efficaces que les missions et la démolition des temples. Les gens de loi et les artisans de Sauve et de Durfort se soumirent docilement, les uns pour conserver leur office, les autres pour pouvoir exercer leur métier. Il n'en fut pas de même des populations rurales qui, en dépit des persécutions, restèrent fidèles à la Réforme. Cette scission allait peser lourdement sur la vie spirituelle et politique du canton au cours des siècles suivants.

Un concours de circonstances malheureuses devait rendre les conséquences de la Révocation de l'Edit de Nantes plus désastreuses pour Sauve que pour les autres bourgs de la région. L'évêque de Montpellier, Charles du Pradel, se dessaisit, en 1692 (23) de ses droits sur la baronnie que son prédécesseur, François de Bosquet, avait rachetée en 1661 à la duchesse d'Angoulême. Le Salavès fut morcelé entre plus de 50 acquéreurs et l'émiettement qui en résulta priva Sauve de son rôle de chef-lieu administratif et judiciaire. Cette perte d'influence fut aggravée par le fait que l'intendant de Basville choisit Saint-Hippolyte comme place-forte et nœud du réseau routier en construction dans les Cévennes. L'impulsion donnée à l'activité économique de cette ville accéléra la décadence industrielle et commerciale de Sauve distante de quelques kilomètres seulement.

Enfin, l'érection d'Alais comme évêché du nouveau diocèse dans lequel était définitivement englobé le Salavès, mit un terme définitif à l'influence spirituelle qu'avait possédée l'abbaye de Sauve au Moyen-Age.

L'insurrection des Camisards dont notre canton fut un des principaux foyers, vint achever la ruine du pays. Le peuple des campagnes, accablé d'amendes et d'impôts nouveaux, révolté par la confiscation des biens des religionnaires en fuite, s'organisa en groupes de « guerillas » qui attaquèrent les détachements royaux. Le 27 décembre 1702, un des chefs Camisards, Rolland, réussit même à s'emparer de Sauve par un stratagème et s'en retira après avoir fait incendier l'église et fusiller les moines de l'abbaye. Cependant, le mouvement ne prit jamais l'allure d'un soulèvement de masse car la bourgeoisie et la noblesse protestantes en restèrent toujours à l'écart.

Finalement, les Camisards, trahis par leurs principaux chefs, furent anéantis et la répression laissa le pays dans une grande désolation qu'aggravèrent, quelques années plus tard, le terrible hiver de 1709, l'épidémie de peste de 1720, et les inondations du Vidourle de 1723. C'est vers cette époque que se place la disparition du marché hebdomadaire du Mercredi à Sauve, et cet événement est particulièrement significatif de la fin du rôle de cette ville en tant que centre économique.

(23) Voir A.D.H. Série C. 84 - 1750 « Droit de caslanie ».

Le pays, considéré désormais comme un foyer insurrectionnel (24) allait connaître plus d'un demi-siècle d'occupation militaire, ce qui ne fit que raffermir la résistance protestante. Les assemblées secrètes où officiaient des prédicants rentrés clandestinement de Suisse, se multiplièrent : Sauve (1737, 1738, 1754), Durfort (1744), Quissac (1750, 1752)...

Mais le mouvement fut terni par de nombreuses trahisons et des délations qui provoquèrent des exécutions et des condamnations aux galères (jugement du 31 octobre 1754, condamnant deux Sauvains aux galères à vie).

Le règne de Louis XVI et sa politique religieuse d'apaisement mirent fin à ce conflit aigu, mais lorsque fut proclamé l'Edit de Tolérance, en 1787, le pays se trouva divisé, à la veille de la Révolution, en deux factions résolument hostiles.

La lutte entre les deux partis religieux demeura la composante essentielle de la vie politique du dix-neuvième siècle, et reste aujourd'hui encore, la clef de la géographie électorale.

(24) ASTRUC signale que les fréquents soulèvements ne permettaient pas de confier aux paysans de Durfort la poudre qui leur aurait été nécessaire pour exploiter les mines d'Alquifol. Mémoires pour servir à l'histoire Naturelle du Languedoc, Page 366.

PREMIERE PARTIE

LE CAPITAL HUMAIN

CHAPITRE I

LA DEPOPULATION

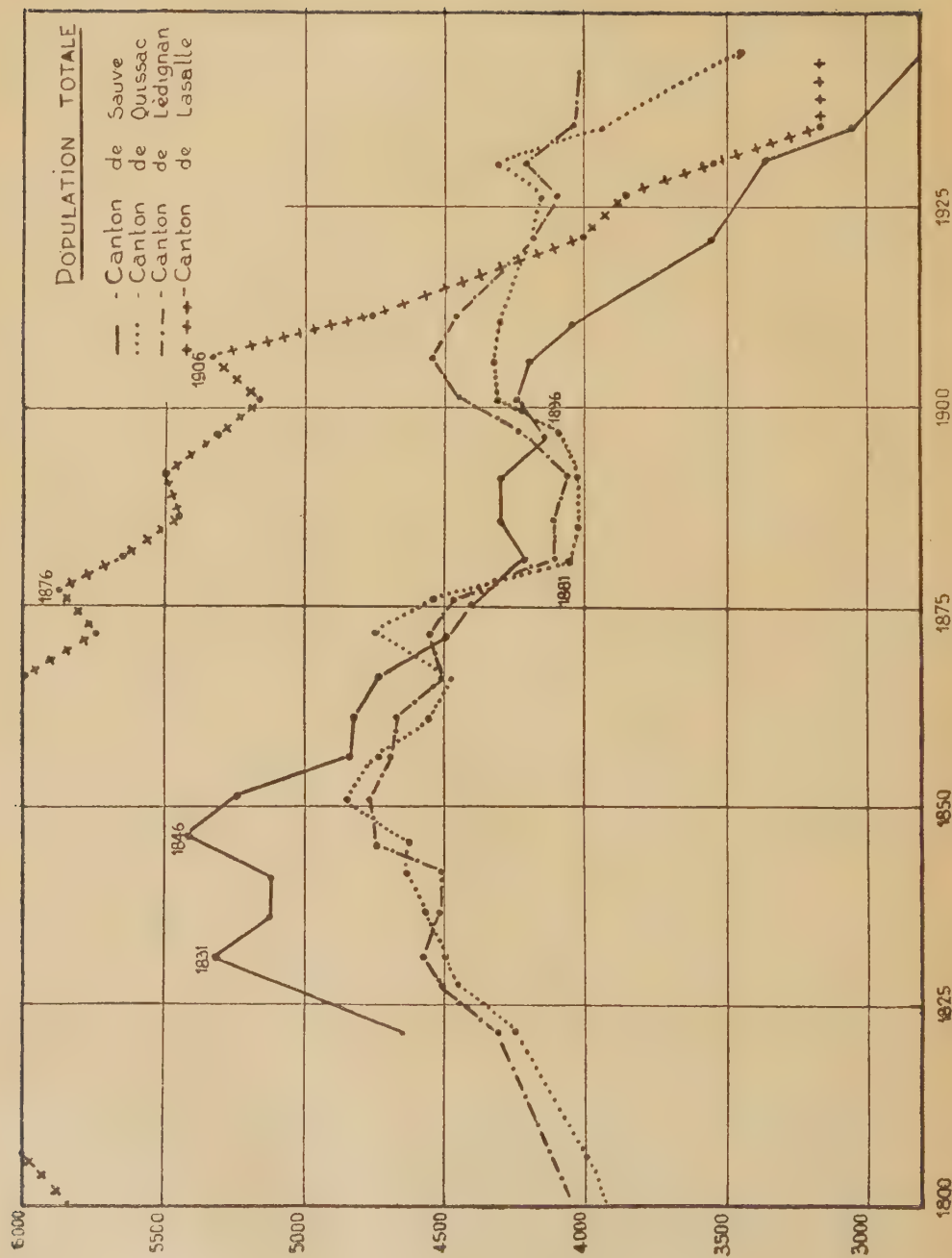
Le titre qui s'impose pour ce chapitre est bien celui de dépopulation car il suffit d'un bref coup d'œil sur les chiffres des divers recensements depuis 1800 pour déceler une baisse considérable du nombre d'habitants. La population qui avait atteint son niveau maximum en 1846 avec 5.436 habitants dénombrés ne s'élève plus, en 1946, qu'à 2.814 habitants soit une diminution de près de 50 % en un siècle. Cette chute n'est d'ailleurs pas un phénomène isolé puisque dans le même temps le canton de Lasalle passe de 6.500 habitants à 3.200, celui de St-Hippolyte de 8.500 à 4.269 et celui d'Anduze de 10.290 en 1856 à 5.430 en 1946, seuls, les cantons de l'Est échappent en partie à cette dépopulation, le canton de Quissac perdant seulement 1.400 habitants sur les 4.870 recensés en 1851 et le canton de Lédignan 750 sur les 4.770 dénombrés la même année.

Nous aurons la même différence à l'intérieur du canton, le recul démographique s'accroissant d'Est en Ouest, c'est-à-dire de la cuvette crétaçée à la région pré-cévennique.

Tandis que Canaules, au centre de la plaine du Bay, ne perd que 5 % de sa population entre 1851 et 1946, après être passé par un maximum en 1911, St-Jean-de-Crieulon, à cheval sur la plaine du Bay et la garrigue de Beaucaus en perd 45 %, Durfort, dans la zone des collines diminue de 1.084 habitants à 517, soit de 53 % et Sauve enfin, à l'extrémité Ouest, qui ne possède comme plaine que le mince ruban de la vallée du Vidourle, tombe de 3.020 habitants à 1.236, c'est-à-dire de près de 60 %

La chute catastrophique des bourgs de Sauve et Durfort, se retrouve aussi accentuée pour les bourgs cévenols voisins. Entre 1851 et 1946, ANDUZE passe de 5.400 à 2.190 habitants (baisse de 60 %), St-Hippolyte de 5.726 à 2.849 (51 %) . Monoblet de 1.162 à 542 (53 %). Par contre Quissac où s'élargit la vallée du Vidourle ne perd que 250 habitants (15 %) après avoir atteint son maximum en 1931.

Cette chute démographique caractérise donc la partie occidentale du canton de Sauve et en même temps tout le canton, car en 1851,



cette population i.e. celle de Sauve, Durfort-Fressac, représentait avec 4.027 personnes plus des trois quarts de la population totale du canton et devait demeurer la composante essentielle de l'évolution du canton tout entier.

Evolution du canton :

La richesse de la série 10 M9 des Archives Départementales du Gard nous permet de faire débiter notre étude en 1800, mais en prenant garde de ne pas accorder une trop grande confiance aux chiffres des premiers recensements. Nous ne les utiliserons donc que pour donner une idée générale de la situation démographique au début du 19^{me} siècle.

De 4.700 habitants en 1800, la population passe à 5.033 en 1806 ; en 1820, elle n'est plus que de 4.646 individus ; à partir de cette date, elle recommence à croître pour passer par un premier maximum de 5.327 en 1831. Après le léger recul provoqué par le choléra de 1835, la progression reprend en 1.841 et un nouveau maximum est atteint en 1846 avec 5.436 habitants. Cette date de 1846 marque un tournant dans l'histoire démographique du canton. Dès lors, la courbe de population va prendre une allure de plus en plus descendante avec de rares paliers de stabilisation. Il est à noter que tous les autres cantons limitrophes n'atteignent ce maximum qu'en 1851, celui d'Anduze n'y parvient même qu'en 1856. C'est le canton de Sauve qui donne le signal de la plongée démographique pour toute la région.

Seules les décades 1881-1891 et 1896-1906, verront un arrêt temporaire de cette chute, mais à partir de 1906 comme dans le canton de Lasalle, la courbe prend une allure catastrophique. Le canton de Sauve perd 1.400 habitants en quarante ans (1/3 de la population de 1906), celui de Lasalle 2150 (42 %) et celui d'Anduze 3270 (36 %).

En résumé, depuis 1800, on peut distinguer quatre périodes essentielles dans l'évolution démographique du canton de Sauve, périodes qui se retrouvent avec les mêmes caractères dans les cantons limitrophes :

1.) Une période de croissance de la population de 1800 à 1850 avec un passage par un premier maximum en 1831.

2.) Une période de baisse accélérée de 1851 à 1881.

3.) Un palier entre 1881 et 1906, avec quelques mouvements d'amplitude variable (courbe en dents de scie).

4.) Une nouvelle période de baisse depuis 1906 jusqu'en 1946, qui se traduit par de nombreuses caractéristiques : maisons et même quartiers entiers déserts, fabriques en ruine, champs incultes, cultures arbustives à l'abandon, écoles trop grandes, pénurie de main-d'œuvre...

Pour expliquer ces divers phénomènes, il nous faudra dégager les causes essentielles de la décadence démographique au travers de faits qui paraissent souvent contradictoires.

Nous commencerons par étudier l'évolution des densités à l'intérieur du canton en recherchant les facteurs géographiques qui ont pu avoir une influence sur les modifications de la répartition de la population.

Ensuite nous analyserons la structure de la population aux quatre époques définies ci-dessus en essayant de savoir si la baisse quantitative de l'ensemble des habitants s'est accompagnée d'une baisse qualitative inscrite sur la composition par âges.

Les pyramides des âges que nous aurons dressées au chapitre précédent nous faciliteront l'étude de la natalité et de la mortalité qui nous renseignera sur l'incidence de l'excédent naissances-décès sur la diminution du nombre des habitants.

Le mouvement naturel de la population ne suffisant pas à expliquer les variations contradictoires de la courbe démographique, nous consacrerons un chapitre important aux déplacements migratoires.

C'est seulement lorsque nous serons en possession de tous ces éléments que nous serons en mesure de déceler les raisons profondes de la chute du nombre d'habitants et d'indiquer dans notre dernière partie les remèdes susceptibles d'arrêter cette véritable hémorragie.

CHAPITRE II

LA REPARTITION DE LA POPULATION

A première vue, la densité de population du canton de Sauve semble très faible puisqu'en 1931, elle s'élève à 33,4 habitants au km² et en 1946, à 28,1 tandis que celle de la France varie autour de 76. Pourtant, replacée dans son cadre géographique, la densité du canton n'a rien de remarquablement faible. Elle est même légèrement supérieure à celle de l'arrondissement du Vigan, comme nous le prouvent les chiffres calculés en 1931 par M. CHABALIER (1).

Densité du Gard : 69 habitants au km²

Densité du Canton de Sauve : 33,4 au km²

Densité de l'arrondissement du Vigan : 29,17 au km².

Densité du Canton de Quissac : 31 au km².

Comparé au chiffre de l'arrondissement et à celui du canton limitrophe de Quissac, le chiffre de 1931 n'est pas exceptionnellement bas. Surtout si l'on considère que la surface utile ne dépasse guère le tiers de la superficie totale, tout le restant consistant en bois taillis, garrigues, « brussières » et « harmas » inutilisables même pour le pacage.

Une première remarque qui nous vient à l'esprit est la parfaite similitude du chiffre actuel et de celui que nous donne Monsieur Louis THOMAS (2) pour l'année 1293. En s'appuyant sur les documents relatifs à l'échange de la baronnie de Sauve et de Montpellier entre Philippe le Bel et l'évêque de Maguelonne, l'éminent professeur a fait des recherches très poussées sur la population du Salavès. Cette étude repose sur la précision et la vraisemblance des données et M. THOMAS l'a effectuée en vue de donner une idée du peuplement du Languedoc à la fin du XIII^{me} siècle.

En effet, les causes d'erreur, récelées par les dénombrements fiscaux des feux, n'existent pas dans les documents relatifs aux enquêtes et aux procédures d'estimation faites à propos de l'assise ou assignation, sur des terres ou sur des vassaux du roi, de rentes cédées par le souverain. Pour l'échange de 1293, les commissaires du roi parcoururent la baillivie de Sauve, interrogeant des prud'hommes sur le prix des choses, le produit du cens, la valeur de la juridiction. Or, cette dernière était comptée à tant de sous par feu et par an, ce qui entraînait l'obligation de fixer contradictoirement pour

(1) Claude CHABALIER : La population du Gard B.S.L.G. 1934 (P. 160).

(2) Louis THOMAS. Article cité.

chaque communauté, le nombre de feux et conséquemment le nombre de justiciables, c'est-à-dire le nombre d'habitants.

Tous les procès verbaux d'enquête donnent pour chaque communauté décrite le nombre de feux ; à partir de ce chiffre on obtient une évaluation d'une précision suffisante en fixant à 5 le nombre moyen d'habitants par feu. Pour toute l'étendue de la baillivie royale Louis THOMAS recense 2.107 feux, soit 10.135 habitants ; il évalue la superficie de celle-ci à 417 km², ce qui nous donne une densité de 26,3 au km².

Bien que les limites de l'antique baillivie ne coïncident pas avec celles du canton, il est tout au moins curieux de voir des chiffres de densité aussi semblables à quelques six siècles d'intervalle. Tient-on là, un niveau d'équilibre entre le nombre des habitants et les ressources de la contrée, en un mot un optimum de population ? Gardons-nous de tirer trop vite des conclusions de ce qui n'est peut-être que pure coïncidence. Tout ce que nous savons, c'est qu'au cours du 19^{me} siècle, la densité est parvenue à un chiffre deux fois supérieur ; mais la chute accélérée qui a suivi n'est-elle pas l'indice d'un trop grand écart au niveau d'équilibre ?

Répartition de la population à l'intérieur du canton en 1851

La densité totale est de 52 habitants au km² ; ce chiffre est assez élevé pour un canton qui possède de maigres ressources ; c'est d'ailleurs la région Est, au sol le plus riche, qui est la moins peuplée : 1.236 habitants pour 4.517 hectares, soit 27,3 au km² ; la région Ouest qui bénéficie de l'appoint du bourg de Sauve, possède 3.967 habitants pour 5.427 ha, soit une densité record de 73 habitants au km². Ce chiffre est particulièrement élevé comparé à la densité générale de beaucoup de régions gardoises à la même époque ; Sauve et Durfort constituent une zone de haute pression démographique qui va s'écouler vers les pôles attractifs de Nîmes et Alès dès que les voies de communication et la ligne de chemin de fer Nîmes-Le Vigan auront facilité cet exode.

Densité comparée des communes

A l'Ouest, les communes de Sauve et de Durfort (à laquelle n'a pas été adjointe encore la petite commune de Saint-Martin-de-Saussenac), ont la même densité 87,3 et 88 au km². Toutes les deux possèdent une industrie textile très active ; d'autre part, les cultures arbustives à Sauve et l'élevage du ver à soie à Durfort nécessitent une abondante main-d'œuvre. Ces deux bourgs constituent l'élément prépondérant de la population du canton. Les deux petites communes de Fressac et de Saint-Martin, à cheval sur les premiers contreforts des Cévennes et dont la population est dispersée dans de petits hameaux et des mas isolés, comptent 20 habitants au km².

A l'Est, il est plus difficile de donner une idée générale de la répartition de la population. le découpage des communes étant assez arbitraire, leur superficie variable du simple au quadruple (277 ha pour Savignargues, 1124 pour St-Nazaire-des-Gardies) nous obtenons de fortes variations de densité sans grande signification. Tout ce que l'on peut constater, c'est que les communes à habitat aggloméré sont bien plus peuplées que les communes à habitat dispersé.

Les villages de Savignargues, Logrian, Canaules et St-Jean-de-Crieulon ont des densités respectives de 47,3, 42, 40 et 31,4 au km². tandis que les densités des communes de St-Nazaire et de Puechredon, dont les habitants sont dispersés dans des mas, atteignent seulement 10,7 et 6,8 au km².

Cette forte variation s'explique pour diverses raisons. La première paraît être la différence dans la structure de la propriété et du mode d'exploitation. Tandis que dans les villages se groupent de petits propriétaires vivant avec leur famille et exploitant de petites parcelles dispersées dans tous les quartiers de la commune, les mas se trouvent au centre de propriétés importantes d'un seul tenant généralement exploitées par un fermier qui les cultive avec l'aide de jeunes domestiques célibataires qui vivent sous son toit. Alors que la densité de population active varie fort peu, la densité réelle est très différente, car chaque petit propriétaire villageois est compté au dénombrement avec toute la famille qui vit avec lui, l'ouvrier agricole des mas ne comptant que pour une seule personne.

D'autre part, ces communes rassemblent uniquement des individus qui se consacrent au travail de la terre ; il n'y a ni artisans, ni commerçants. Enfin, la faible densité de Puechredon s'explique par la nature particulièrement pauvre du sol et la présence de l'éperon rocheux de Roucaute. Mais ceci nous conduit à faire une étude de la densité par rapport à la superficie cultivée.

Densité de population pour 100 hectares de terre cultivée :

Pour ces calculs nous laisserons de côté les communes de Sauve et Durfort dont une partie de la population se consacre à des activités industrielles ; les chiffres obtenus n'auraient pas une bien grande signification si on les comparait avec ceux des communes agricoles.

Pour calculer la surface cultivée nous utiliserons les données de J.P. RIVIERE dans la Statistique du Gard (1842) en comprenant parmi les terres exploitées les terres labourables, les terres à mûriers, les vignes et les prairies et en laissant de côté bois et pâturages. Nous aurons le tableau suivant :

Commune	Population	Surface cultivée	Densité par rapport à la surface cultivée
* FRESSAC (3)	120 hts	130 hect.	92,3
* St-MARTIN	100 —	237 —	42,2
ST-JEAN-de-CRIEULON	179 —	180 —	100
LOGRIAN	352 —	260 —	135,4
* St-NAZAIRE	119 —	370 —	32,1
* PUECHREDON	55 —	168 —	32,7
CANAULES	400 —	600 —	66,6
SAVIGNARGUES	131 —	185 —	70,8
Total	1.456	2.130 hectares	68,3

(3) Dans tous nos tableaux statistiques, les communes à habitat dispersé sont précédées d'une astérisque.

Nous remarquons tout de suite la différence sensible de densité entre les communes à population agglomérée (St-JEAN, LOGRIAN, CANAULES et SAVIGNARGUES), et les communes à population éparse (St-MARTIN, St-NAZAIRE et PUECHREDON).

Seule la commune de Fressac constituée par des hameaux et des mas dispersés possède une forte densité par rapport à la surface cultivée (92,3 au km² exploité). Cette commune appartient au type cévenol ; c'est la petite propriété à exploitation familiale qui prédomine contrairement à ce qui se passe dans les autres communes à habitat disséminé. En outre, cinquante hectares de châtaigniers constituent une ressource d'appoint.

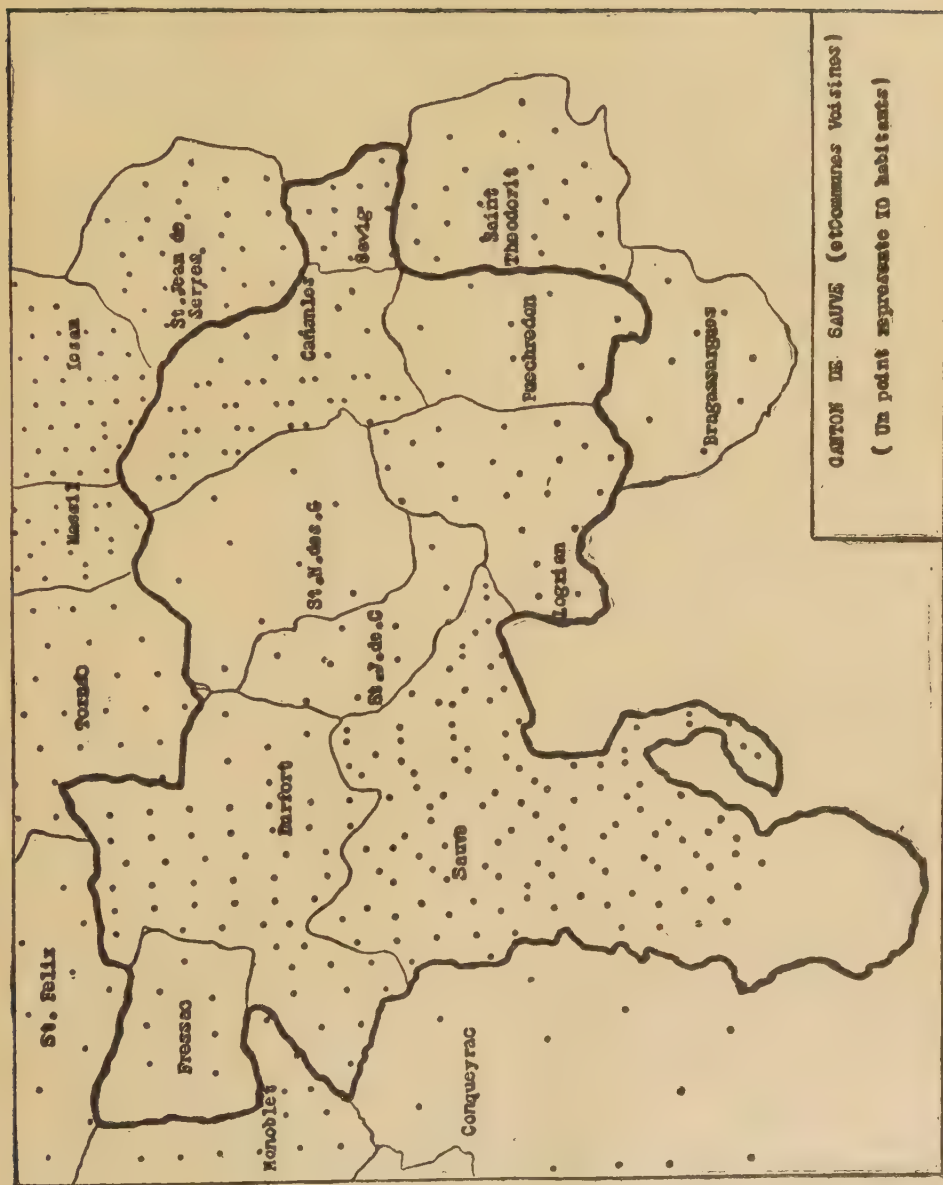
Une autre remarque qui s'impose est la densité particulièrement élevée des communes de LOGRIAN (135,4) et de St-JEAN-de-CRIEULON (100). Pour LOGRIAN, la surface cultivée par les habitants est supérieure à celle utilisée dans nos calculs, car ceux-ci afferment une partie des plus riches terres labourables de St-NAZAIRE, ce qui a pour résultat de gonfler le chiffre de densité. Mais inversement, les villageois de LOGRIAN ne possèdent que très peu de terrains de culture dans l'ancien territoire de la commune de COMIAC qui est partagé entre deux propriétaires possédant à eux deux près de 100 hectares cultivables. Le chiffre de 135,4 au km² exploité est donc vraisemblable ; les terres en culture étant de même nature que celles des villages voisins, LOGRIAN nous paraît surpeuplé par rapport à ceux-ci ; un hectare cultivé doit faire vivre le double de population qu'à CANAULES ou SAVIGNARGUES, dont les densités au km² exploité sont respectivement égales à 66,6 et 70,8. Ces deux communes font figure de communes riches par rapport à LOGRIAN. A une échelle moindre, St-JEAN-DE-CRIEULON (densité : 100 au km² exploité) présente lui aussi des signes de surpeuplement. Avec LOGRIAN ces deux communes constituent un trop plein démographique qui va se vider dès qu'il aura été mis en communication avec les appels extérieurs. L'étude des densités actuelles va nous le confirmer.

RÉPARTITION DE LA POPULATION DU CANTON EN 1946

En même temps que la baisse de près de la moitié de la densité générale, le trait le plus frappant est la disparition des grands écarts de densité entre l'Est et l'Ouest du canton. Alors que la densité globale est descendue de 52 habitants au km² en 1851, à 28 au km² en 1946, la densité de l'Ouest est passée de 73 à 35,5 au km² tandis que la densité de l'Est a diminué seulement de 27,5 à 21,8 au km². Ce rajustement s'explique par la disparition des activités industrielles et artisanales, totale à Durfort, partielle à Sauve, et aussi par une adaptation du peuplement aux ressources économiques. Nous avons vu, en effet, qu'en 1851, la densité de la région la plus pauvre était presque le triple de la région la plus riche ; cette inégalité flagrante s'est considérablement atténuée et paraît en voie de résorption. Ce même phénomène aura joué pour la répartition de la population entre les diverses communes du canton.

Densité comparée des communes.

Etudions une carte de densité par points dressée pour toutes les communes du canton et pour quelques communes limitrophes. Les



CANTON DE SAUVE (communes voisines)
(Un point représente 10 habitants)

zones les plus vides correspondent à des communes à habitat éparé : FRESSAC (12,3 habitants au km²), SAINT-NAZAIRE-DES-GARDIES (9,2 au km²) et PUECHREDON (8,1 au km²) à l'intérieur du canton, BRAGASSARGUES (11,8) et CONQUEYRAC (13,7) pour les communes limitrophes. La situation est d'ailleurs la même qu'en 1851, la densité ayant très peu varié dans ces localités, sauf pour FRESSAC dont la densité au km² exploité en 1851 était le double des autres communes à habitat dispersé.

Les raisons de cette faible densité n'ont guère varié depuis 1851 : structure agraire et mode d'exploitation différents, dépopulation aggravée par la mécanisation rendue possible par les exploitations d'un seul tenant et la grande superficie des champs dans les communes à habitat éparé (St-NAZAIRE-DES-GARDIES).

Les zones les plus peuplées seront situées à chaque extrémité du canton : à l'Est, SAUVE, conserve une densité de 38,4 au km² grâce à quelques industries encore actives : à l'Ouest les communes de CANAULES (37,9 au km²) et de SAVIGNARGUES (45,1 au km²) sont les plus peuplées, la nature du sol ayant favorisé la plantation de vignes à gros rendement (42,5 % de la surface totale à CANAULES ; 50 % à SAVIGNARGUES. La vigne explique également les fortes densités des communes voisines de LEZAN et de MASSILLARGUES-ATTUECH, dont la partie Nord mord sur la fertile vallée du Gardon d'Anduze.

Les communes de Durfort, TORNAC et MONOBLET ont vu leur densité décroître de plus de moitié depuis 1851. L'ensemble DURFORT-St-MARTIN est passé de 67 habitants au km² en 1851 à 31,7 de nos jours ; il en est de même pour les villages voisins qui s'étendent à travers les collines calcaires sous-cévenniques : TORNAC est passé de 47 au km² à 26,5 en 1946 ; MONOBLET est descendu de 48,3 au km² à 24,3.

Enfin, les densités varient autour de 25 au km² pour les communes de LOGRIAN, St-JEAN-de-CRIEULON, St-THEODORIT, qui ne possèdent qu'une faible superficie de terres propices à la culture de la vigne à gros rendement, l'autre portion de territoire étant constituée par des garrigues et des harmas.

Comment vont se présenter les densités par rapport à la surface cultivée ?

Pour évaluer celle-ci nous utiliserons les chiffres fournis par les commissions communales à l'Enquête Agricole 1949. Comme pour 1851, nous comprendrons parmi les terres cultivées les ténements labourables, les vignes et les prairies. Il nous faudra tenir compte d'un phénomène très important qui s'est produit depuis le milieu du 19^{me} siècle : les habitants des communes dont le territoire était surpeuplé en 1851 ont acquis des terres dans la commune de St-NAZAIRE et les ont mises eux-mêmes en valeur. Pour être plus près de la réalité, nous calculerons la densité, non pas par rapport à la surface cultivée à l'intérieur de la commune, mais par rapport à la surface cultivée par les habitants de la commune :

Commune	Population	Surface cult. à l'intérieur	Surface cult. par les habi- tants	Densité par rap. à la surf. cult.
* FRESSAC	73	132	id.	55
DURFORT-St-MARTIN	517	545	id.	97
St-JEAN-de-C.	98	326	350	28
LOGRIAN	218	288	400	50,4
* St-NAZAIRE-des-G.	103	650	433	23,8
* PUECHREDON	55	272	id.	24
CANAULES	400	786	817	49
SAVIGNARGUES	125	254	id.	49,2
Total	1.589	3.253	3.220	49,3

On constate une nette différence entre villages pré-cévenols et villages de la plaine de l'Est ; la densité de DURFORT, village groupé est le double de celles des communes agglomérées de l'Est ; il en est de même pour celle de FRESSAC comparée aux autres communes à habitat éparés. L'agriculture a gardé son caractère archaïque dans cette partie du canton et la main-d'œuvre y joue encore un rôle essentiel. C'est ainsi qu'à DURFORT, pour plus de 100 exploitations, on ne compte qu'une quarantaine d'animaux de trait, tandis qu'à CANAULES, à l'autre extrémité du canton, pour 50 exploitations, on compte quatre-vingt chevaux et dix-huit tracteurs.

Les densités de LOGRIAN et de St-JEAN-DE-CRIEULON, nettement au-dessus de la moyenne en 1851, se sont considérablement abaissées. Ce rajustement s'est effectué à la fois par une diminution de la population et par une augmentation des surfaces cultivées. Lorsque toutes les terres disponibles dans le territoire de la commune ont été mises en valeur, les habitants se sont tournés vers le terroir de St-NAZAIRE insuffisamment exploité par une population trop peu nombreuse.

Il est remarquable, que les trois villages de CANAULES, SAVIGNARGUES et LOGRIAN aient des densités, par rapport à la surface exploitée, très homogènes. La proportion de 50 habitants pour 100 ha. cultivés paraît correspondre à l'état actuel d'équilibre ; en admettant qu'un tiers de la population (4) participe effectivement aux travaux agricoles, on trouve que chaque individu doit mettre en valeur 6 ha de terres. La vigne occupant la moitié de la superficie exploitable, on aura une moyenne de 3 hectares de vigne et de 3 hectares d'emblavures par travailleur, ce qui est tout à fait plausible.

Seul, le village de St-JEAN-DE-CRIEULON présente une densité anormalement basse ; nous avons vu qu'en 1850 cette commune était surpeuplée, le retour à l'équilibre s'est fait brusquement à partir de

(1) Michel ROUSSY : Evolution des populations rurales du Gard (P. 15 et suiv.)

1906 et il semble qu'emportée par son élan d'émigration, la population soit descendue au-dessous du niveau d'équilibre. Le nombre d'habitants doit donc s'accroître au cours des années à venir; nous verrons si les prochains recensements nous donnent raison.

On remarque également un accroissement de la superficie exploitée dans chaque commune, tandis que la population a partout diminué. L'amélioration des procédés de culture, l'emploi généralisé des animaux de trait et plus récemment la mécanisation ont permis la mise en valeur de superficies bien plus étendues par une population réduite. Seule, la bordure cévennique où l'agriculture a très peu évolué a conservé une densité élevée.

Cette analyse nous permet de conclure à une tendance générale vers une atténuation des différences entre les diverses parties du canton. Si l'étude des densités par rapport à la superficie totale ne nous permet pas des déductions intéressantes, l'étude des densités par rapport à la superficie réellement exploitée nous met en mesure d'établir des densités-types suivant les procédés de culture, le mode d'exploitation et le genre d'habitat... Cependant, il ne faudrait pas se hâter de tirer des conclusions trop générales, car les données peuvent être faussées par la composition par âges de la population. C'est ce que va nous montrer l'examen de la structure démographique.

CHAPITRE III

STRUCTURE DE LA POPULATION

Nous allons étudier dans ce chapitre la composition par âge de la population à différentes périodes. Pour ne pas éparpiller nos recherches, nous avons choisi les recensements les plus représentatifs de chacune des quatre phases essentielles du mouvement général de la population.

Pour la première phase de 1800 à 1850, nous utiliserons un Etat de la population au 1^{er} Vendémiaire, an XIV (1806), qui nous renseignera sur la structure de la population de notre région à une date où il est très rare de trouver de tels documents (A.D.G. 10M9).

Le recensement de 1876 nous permettra de nous rendre compte de l'état de la population après l'hémorragie démographique qui caractérise la seconde phase (1851-1881).

La troisième phase (1881-1906) sera représentée par le recensement de 1906 qui nous fera découvrir l'incidence des oscillations contradictoires de cette phase sur la composition par âges.

Le recensement de 1931 sera le plus caractéristique de la quatrième phase (1906-1946) où la population subit une nouvelle hémorragie.

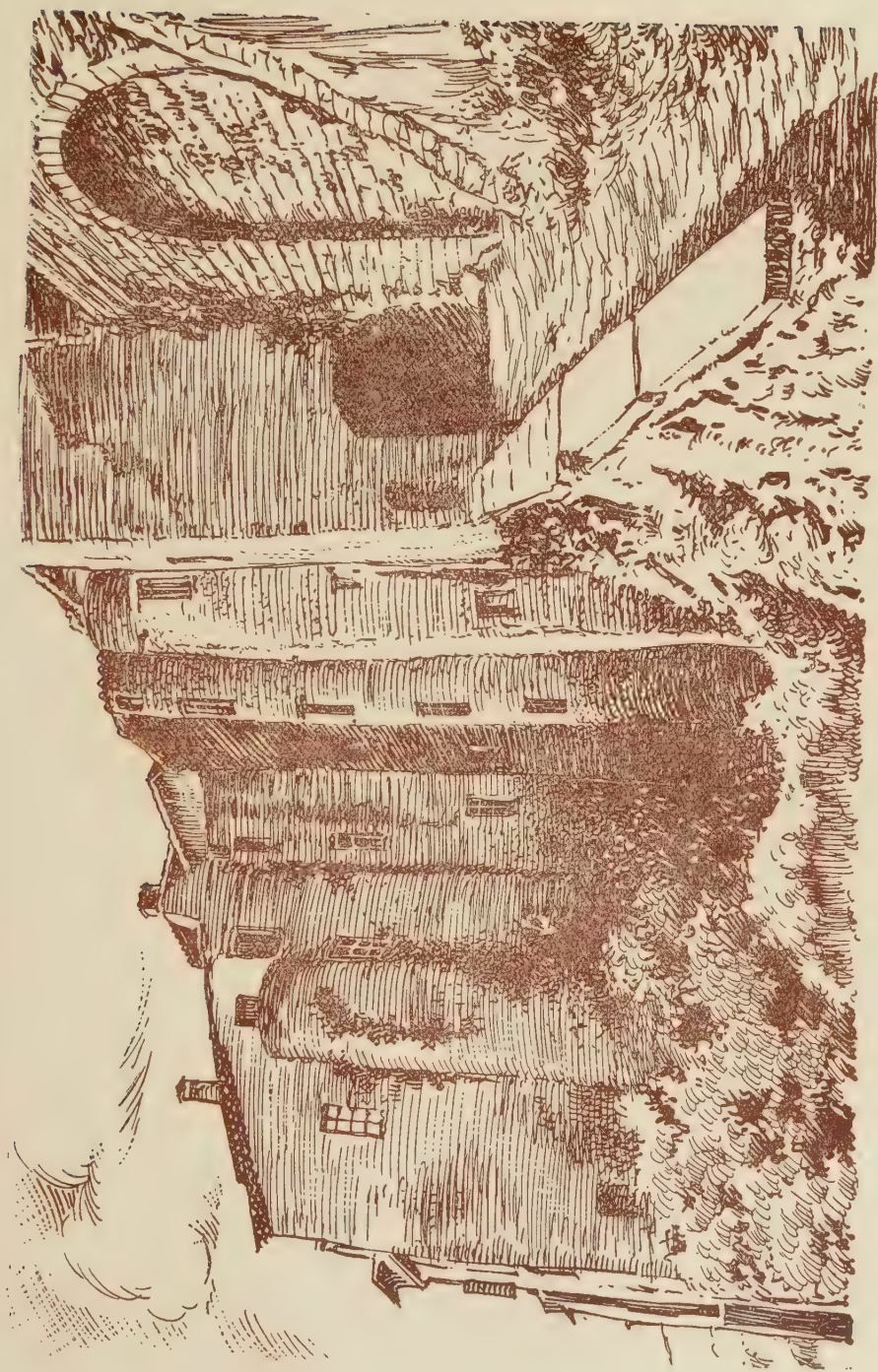
Enfin, le recensement de 1946 nous renseignera sur l'état actuel de la population et nous permettra de tirer d'importantes conclusions.

Certaines communes étant trop peu importantes pour établir des pyramides susceptibles de nous aider dans notre étude, nous les avons rassemblées dans des groupes homogènes. D'autre part la population éparse présentant des caractéristiques totalement différentes de la population agglomérée, nous avons séparé pour chaque commune ces deux catégories de population.

Pour chaque recensement nous aurons cinq types de pyramide.

1. Ensemble de la population du canton.
2. Population agglomérée de SAUVE
3. Population agglomérée de DURFORT
4. Population dispersée de l'Est du canton, i.e. communes de St-NAZAIRE et PUECHREDON et mas de SAUVE, St-JEAN de C., LOGRIAN et CANAULES. Nous construirons également la pyramide de St-NAZAIRE, commune la plus représentative de ce groupe.
5. Population agglomérée de l'Est (Viticulture) avec les pyramides des deux villages les plus importants CANAULES et LOGRIAN.

	1806		1876		1906		1931		1946	
	< 20	> 60	< 20	> 60	< 20	> 60	< 20	> 60	< 20	> 60
CANTON	46	6,6 %	31,3 %	15	31,7 %	14,5 %	25,9 %	18	25,4 %	20,6 %
Agglomérés SAUVE	49,5	5	30,4	15,8	31,4	14,5	19,7	21,2	23,8	22,1
— DURFORT	41,3	7,4	30,6	17,6	32,5	15,5	26	20	24,6	23,3
Épars OUEST	40	11	31,3	17	33,1	21,7	29,6	14,8	26	17,3
Épars EST	49,5	7,8	33	9,3	36,6	8,9	28,5	12,9	28,2	14,1
St-NAZAIRE	51,8	7,3	35,4	10,4	34,8	8,9	25	12	23,1	16,5
Agglomérés EST	43,8	8,1	32,2	13,9	28,7	14,6	25,7	15,7	26,2	21,2
CANAULES	45	7,5	30,8	14,4	24	13	27	15	26,5	22,5
LOGRIAN	41,3	7,2	27,8	17	30	17,3	24	16,3	26,9	22,8



SAUVE — La vieille ville et maison où serait né le fabuliste FLORIAN

Le caractère espagnol de l'habitat explique peut-être cette phrase énigmatique de l'écrivain
« Je suis né à Cogollos, petite ville du royaume de Grenade » (*mémoires d'un jeune espagnol*)

Avant de passer à l'examen des pyramides des âges, nous allons dresser un tableau de l'importance relative des individus de moins de 20 ans et des individus de plus de 60 ans par rapport au total de la population aux divers recensements considérés.

On remarque un vieillissement très net de la population depuis le début du dix-neuvième siècle. Tandis que le groupe des moins de 20 ans a diminué en importance relative de plus de moitié, le groupe des plus de 60 ans a triplé. La situation démographique du canton est donc bien plus grave que la chute du chiffre global d'individus ne le laissait supposer. Alors qu'en 1806 il y avait 2350 jeunes de moins de vingt ans dans le canton, en 1946 il n'y en a plus que 700.

L'étude de chaque pyramide aux divers recensements va nous permettre de saisir les diverses modalités de la répartition de la population suivant les groupes que nous avons établis.

Composition par âge au recensement de 1806. — La pyramide des âges pour l'ensemble du canton nous montre qu'à cette date la population jouit d'une excellente santé démographique. Largement évasée à sa base, la pyramide décroît régulièrement à chaque étage, présente le même aspect bien équilibré.

La pyramide de DURFORT offre des traits plus irréguliers. On note une insuffisance très nette des groupes d'individus de 10 à 40 ans, c'est-à-dire nés entre 1766 et 1796. L'absence de documents antérieurs à la Révolution nous interdit de connaître les causes de ce resserrement.

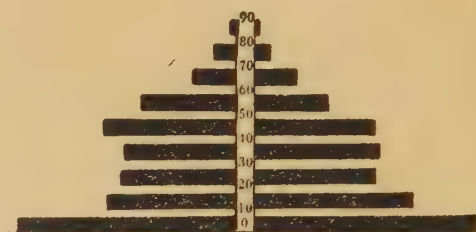
On remarque une grande supériorité des groupes d'âge du sexe masculin sur les groupes d'âge du sexe féminin pour la pyramide des épars Est, et en particulier pour St-Nazaire-des-Gardies où l'élément mâle représente 65 % de la population totale. Ces pyramides sont très irrégulières, le groupe le plus important étant celui de 10 à 20 ans; cette dissymétrie des pyramides des populations dispersées s'explique très bien par les caractères de l'exploitation dans les mas, où l'essentiel de la main-d'œuvre est constitué par des valets de ferme célibataires, âgés pour la plupart de 15 à 30 ans. Cette position de déséquilibre se retrouvera dans toutes les pyramides concernant la population éparse aux divers recensements.

La pyramide des villages de la plaine de Bay a une allure bien proportionnée ; seul, le groupe d'hommes de trente à quarante ans assez en retrait rompt la symétrie de la courbe. Il correspond à la catégorie d'hommes nés entre 1766 et 1776 qui a été touchée par la levée en masse des guerres révolutionnaires et sa faiblesse s'explique par les morts en campagne, par les soldats qui servent encore dans les armées impériales et par ceux qui, démobilisés, n'ont pas regagné leur village ; ce phénomène n'apparaît que dans les communes purement rurales. Nous verrons qu'au cours des guerres contemporaines ce seront toujours elles les plus touchées par la conscription et que leur population masculine sera de ce fait souvent amoindrie.

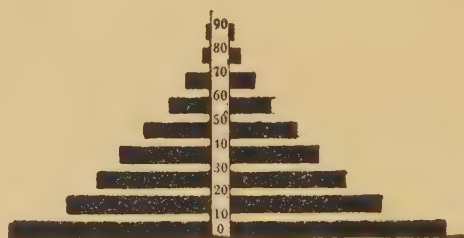
PYRAMIDES DES AGES -- RECENSEMENT DE 1806



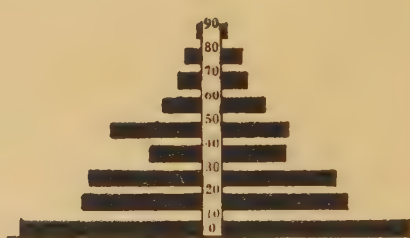
CANTON DE SAUVE



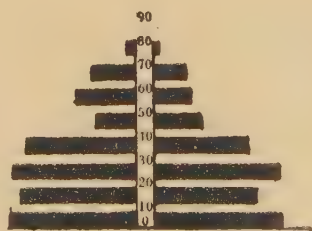
DURFORT



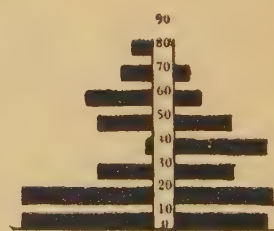
SAUVE



CANAULES



LOGRIAN



SAINT-JEAN-DE-CRIEULON

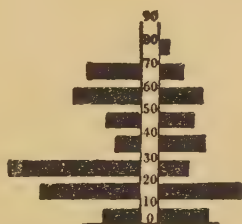
PYRAMIDES DES AGES - RECENSEMENT DE 1876



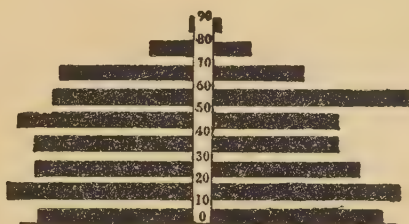
CANTON DE SAUVÉ



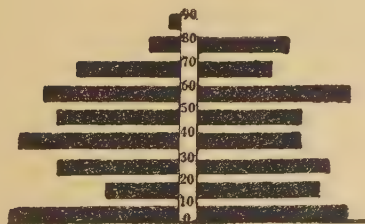
DURFORT



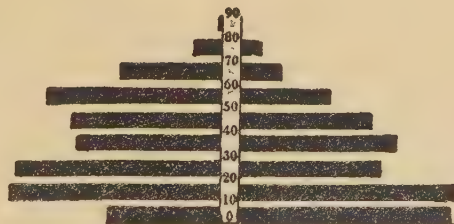
SAINT-NAZAIRE-DES-GARDIES



CANAULES



LOGRIAN



EPARS EST

Composition par âge au recensement de 1876. — Si la pyramide du canton va encore diminuant à chaque palier, cette décroissance est à peine perceptible du côté des hommes entre 0 et 50 ans. Jusqu'à cet âge-là, la population masculine ne diffère que de quelques unités pour chaque catégorie de dix en dix ans. Le nombre de jeunes garçons de moins de 10 ans est même légèrement inférieur à celui des jeunes gens de 10 à 20 ans, mais cette anomalie résulte simplement du fait que les naissances féminines ont été très supérieures aux naissances masculines au cours des dix années précédant 1876.

Si la pyramide du canton est encore régulière en 1876, il n'en est pas de même pour chaque pyramide particulière. A SAUVE, l'horizon des hommes nés entre 1825 et 1835 forme une large saillie. A DURFORT ce sont les individus, hommes et femmes, nés entre 1845 et 1855 qui dominent.

La pyramide des populations éparses de l'Est du canton fait ressortir une supériorité des groupes masculins de 10 à 30 ans, ainsi qu'une faiblesse des groupes de plus de 60 ans, en particulier chez les femmes.

Dans les villages de l'Est, la pyramide présente de nombreuses échancrures ; le groupe féminin de 50 à 60 ans est relativement important ; à CANAULES l'allure générale de la pyramide est celle d'un rectangle si l'on considère seulement les individus de moins de 60 ans ; d'ailleurs, l'horizon de 50 à 60 ans est aussi large que l'horizon de 0 à 10 ans.

La population a subi de profondes modifications depuis le début du siècle ; de nombreuses causes sont intervenues dans cette évolution dont les deux principales sont la baisse de la natalité (rétrécissement de la base de la pyramide) et l'émigration (saillies et échancrures).

Composition par âge au recensement de 1906. — La structure de la population n'est guère différente en ce qui concerne la pyramide du canton qui est identique à celle de 1876 exception faite pour un léger retrait du groupe féminin de 10 à 20 ans.

La pyramide de SAUVE s'est régularisée et paraît plus symétrique. A DURFORT le groupe des individus de moins de 10 ans est redevenu le plus important, tandis que les cinq groupes suivants sont identiques. Pour ces deux agglomérations la structure démographique s'est améliorée depuis 1876 et il semble qu'on s'achemine vers un retour à l'équilibre.

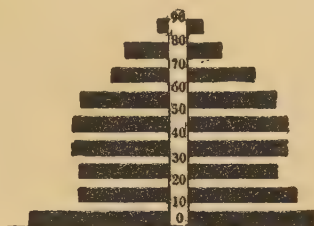
Les pyramides des épars Est présentent toujours les mêmes irrégularités, leur centre de gravité demeurant toujours dans le groupe masculin de 20 à 30 ans.

Quant à la pyramide des villages de la plaine de Bay, elle est assez différente de celle de 1876 ; si l'on supprime le groupe des moins de 10 ans, elle prend « grosso modo » l'allure d'un losange dont l'horizon d'âge le plus important, celui de 30 à 40 ans, serait la diagonale. A CANAULES, c'est le groupe des individus de 20 à 30 ans qui

RECENSEMENT DE 1906



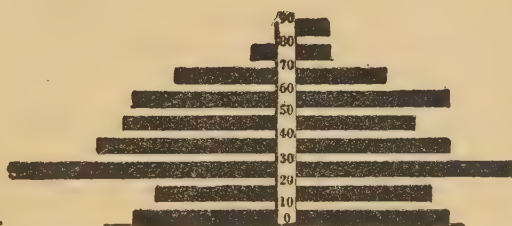
CANTON DE SAUVE



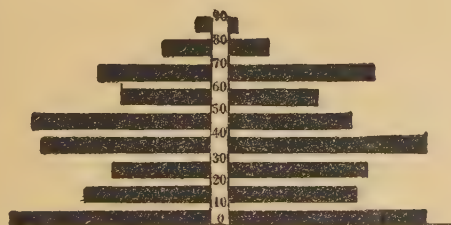
DURTORT



SAUVE



CANAULES

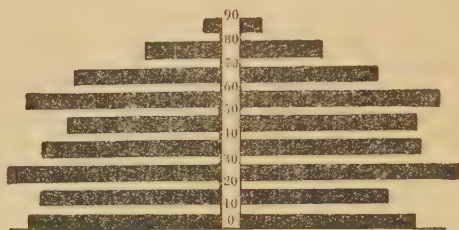


LOGRIAN



EPARS EST

PYRAMIDES DES AGES -- RECENSEMENT DE 1931



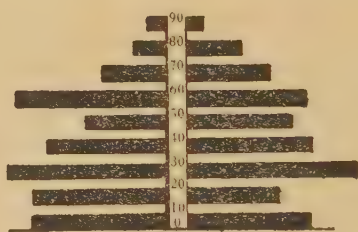
CANTON DE SAUVE



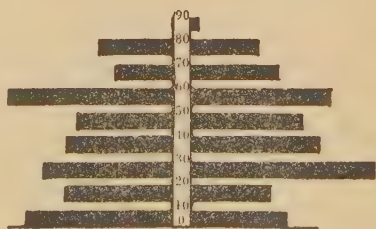
DURFORT



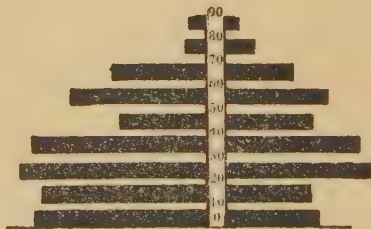
SAUVE



CANAULES



LOGRIAN.



EPARS EST DU CANTON

prédomine largement ; son importance est telle qu'à lui seul il est aussi étendu que les groupes de 0 à 10 ans et de 10 à 20 ans réunis. Si l'ensemble paraît en déséquilibre, l'élément géniteur que représente le groupe de vingt à trente ans, permet de supposer que la population Canauloise en 1906 est en instance de retrouver des assises plus stables.

En résumé, on assiste, par rapport à 1876, à un rajeunissement de la population, sensible pour les horizons de 20 à 40 ans et pour le groupe des moins de 10 ans, ce qui indiquerait une reprise des naissances. Cependant les espoirs que pourrait susciter ce recensement ne seront que feu de paille ; le tableau de répartition par âge nous démontre que le vieillissement de la population a repris de 1906 à 1931.

Composition par âge au recensement de 1931. — La base de la pyramide du canton est de plus en plus étroite. Le renouvellement de chaque génération ne paraît plus assuré. Au-dessus de vingt ans la pyramide est encore régulière, mais on note une exception pour le groupe d'âge de cinquante à soixante ans qui est particulièrement important et dépasse le groupe des moins de dix ans. Il y a donc davantage de quinquagénaires que de jeunes enfants, ce qui témoigne d'une situation particulièrement critique.

On remarque la faiblesse du groupe de 10 à 20 ans, consécutive à la carence des naissances pendant les années de guerre 1915, 1916 et 1917-1918. La guerre paraît être également la cause du rétrécissement des groupes masculins de trente à soixante ans par rapport aux groupes féminins correspondants.

A SAUVE, la pyramide a l'allure d'un trapèze dont la plus large base serait le palier de 70 ans et la base la plus étroite le palier des nouveau-nés. On a donc affaire à une composition par âge absolument anormale puisqu'elle va en croissant à chaque génération.

A DURFORT, la situation paraît moins compromise à cause de la largeur du groupe des moins de 10 ans, mais c'est tout de même la génération des quinquagénaires qui est la mieux fournie et la population féminine la plus nombreuse.

Dans les mas de l'Est, l'ensemble des hommes domine toujours mais l'âge des domestiques a subi une transformation depuis le début du 20^e siècle. Le groupe masculin de 10 à 20 ans, est rentré dans le rang et ce sont les groupes de 20 à 40 ans qui sont surchargés par la présence des valets de ferme.

La structure de la population de ces mas est d'ailleurs en voie de transformation ; les femmes deviennent de plus en plus nombreuses et leurs groupes ont tendance à devenir symétriques des groupes masculins correspondants, ce qui indique une prépondérance des ménages sur les célibataires.

La pyramide des villages de la plaine de Bay offre les mêmes caractéristiques que celle de l'ensemble du canton. Tout au plus peut-

on noter une nette faiblesse du groupe des hommes de trente à quarante ans (classes 1911 à 1920 les plus touchées par la Grande Guerre).

Partout, les pyramides apparaissent de plus en plus bouleversées et indiquent de profondes modifications dans la structure. Celles de 1946 vont nous confirmer cet état de fait et nous permettre de tirer des conclusions utiles.

LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA POPULATION D'APRES LE RECENSEMENT DE 1946

Par rapport à 1934, si les groupes de moins de vingt ans se sont à peu près maintenus, les plus de soixante ans sont en nombre accru. Au-delà de 40 ans, les femmes sont supérieures de 120 unités. La pyramide de l'ensemble du canton nous apparaît comme renflée en son milieu, du fait de la nette prépondérance des groupes de trente à cinquante ans. Comme c'est chez eux que se trouve le gros des géniteurs, on peut prévoir un relèvement du taux de natalité. Constataction alarmante, le groupe des femmes sexagénaires est plus grand que celui des fillettes de moins de 10 ans.

La situation est plus critique à SAUVE et à DURFORT où le chiffre des femmes va sans cesse croissant avec l'âge, jusqu'à soixante ans pour SAUVE et soixante et dix ans pour DURFORT. Du côté des femmes, à une exception près, la pyramide est complètement renversée. Au chapitre des hommes, on remarque que les groupes d'âge sont à peu près identiques à SAUVE, donnant à la pyramide l'allure d'un trapèze rectangle dont la plus grande base serait le palier de 70 ans. Les fortes irrégularités des groupes masculins de la pyramide de DURFORT témoignent des multiples perturbations dont la population a souffert.

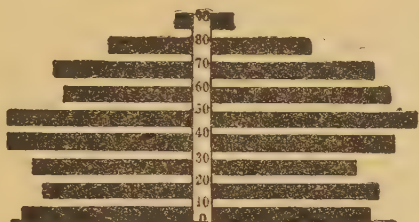
La même évolution est en cours dans les mas de l'Est où l'on ne dénombre plus, en 1946, que 40 domestiques au lieu de 115 en 1906. Leur âge a continué à croître, puisque la majorité atteint de trente à cinquante ans. De ce fait, population masculine et féminine présentent pour la première fois des horizons symétriques.

A St-NAZAIRE-des-GARDIES le groupe des hommes de trente à cinquante ans est particulièrement étiré, mais les femmes n'avaient jamais été aussi nombreuses (45 % de la population totale).

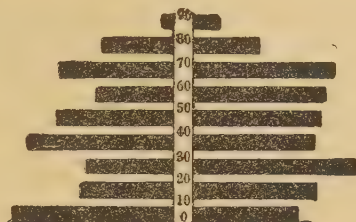
La structure de la population agglomérée de la plaine de Bay apparaîtrait comme assez régulière si l'on ne tenait pas compte des groupes de trente à cinquante ans. La base de la pyramide est légèrement plus large que les sommets constitués par les horizons de cinquante à quatre-vingts ans. Il faut signaler l'importance du groupe des septuagénaires, témoin d'un net accroissement de la longévité.

Sauf pour cette dernière pyramide, la prédominance des personnes âgées indique une situation critique. Tandis que le pourcentage des individus de plus de soixante ans atteint pour la France entière le chiffre de 16 %, il est de 20 % dans le canton et même de plus de

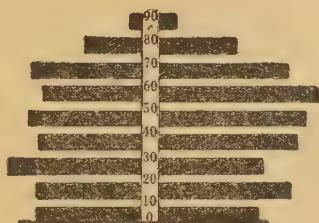
PYRAMIDES DES AGES - RECENSEMENT DE 1946



CANTON DE SAUVE



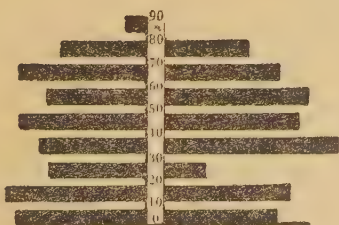
DURFORT



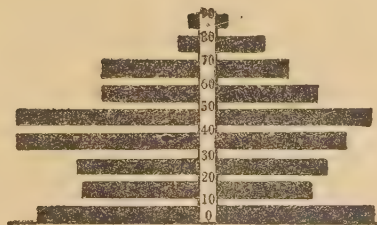
SAUVE



CANAULES



LOGRIAN



EPARS EST

22 % dans toutes les agglomérations. Le pourcentage des moins de vingt ans qui, pour la France, est de 29 % ne dépasse 25 % que dans l'Est du canton. Le déséquilibre est accentué pour SAUVE et DURFORT par le pourcentage élevé de l'élément féminin qui s'élève respectivement à 55 et 54 %, pour 52 % seulement en France.

Si les inconvénients de ce vieillissement de la population sont limités dans les villages agricoles où les individus peuvent continuer à rendre des services en dépit d'un âge avancé, il n'en est pas de même dans les agglomérations de SAUVE et de DURFORT où le chiffre élevé des vieillards doit constituer une lourde charge pour la génération qui travaille.

Quant à la faiblesse en éléments jeunes, si elle n'est pas ressentie actuellement, elle sera particulièrement critique dans une dizaine d'années, lorsque les groupes prédominants aujourd'hui atteindront la soixantaine. Si le pays ne se fortifie pas par immigration, la faiblesse des groupes de vingt à trente ans se traduira par un manque de main-d'œuvre et une baisse sensible de la natalité. La situation ne pourra se rétablir d'elle-même que lorsque les individus nés en plus grand nombre ces dernières années auront atteint la majorité.

L'excédent féminin doit se résorber assez facilement puisqu'il n'affecte que les catégories les plus âgées.

On peut dire que la structure démographique nous révèle que la situation est encore plus critique que ne le laissait prévoir la chute considérable du nombre d'habitants, car celle-ci s'est accompagnée d'un vieillissement général et d'un affaiblissement de l'élément masculin. La crise ira s'aggravant au cours des quinze années à venir, si les conditions économiques ne se modifient pas d'ici là.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT NATUREL DE POPULATION

Le retrécissement constant de la base des pyramides nous a révélé une diminution des naissances. Nous allons voir dans le présent chapitre quelles en ont été les modalités. D'autre part, la proportion croissante des vieillards nous a indiqué une augmentation de la longévité, c'est-à-dire une baisse de la mortalité, ce sera là la seconde partie de notre chapitre. La troisième partie sera consacrée aux variations de l'excédent naissances-décès qui nous feront connaître l'incidence du mouvement naturel de la population sur l'évolution du nombre d'habitants.

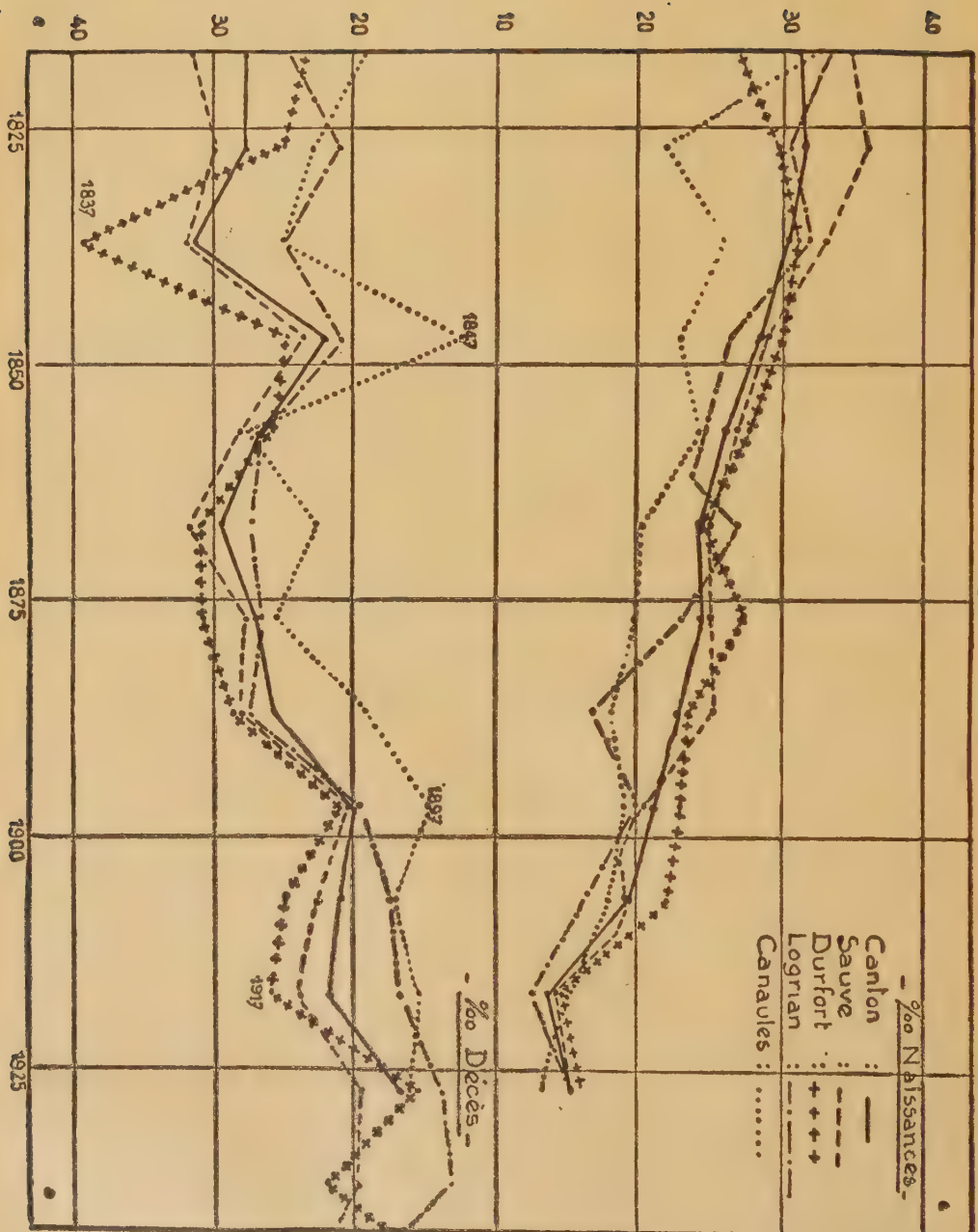
Pour les calculs des taux, nous nous servirons des chiffres des naissances et des décès que nous avons relevés dans les tables décennales des registres de l'Etat-Civil. Ces tables qui présentent l'avantage de faciliter les recherches offrent le léger inconvénient de porter sur des décades dont le millésime commence par 3. Nous pourrions négliger l'erreur qui résulte de leur non-concordance avec les dates des recensements, car nous ne voulons pas calculer des taux absolus, mais des taux relatifs dans le temps et dans l'espace pour les diverses populations du canton.

LE MOUVEMENT DES NAISSANCES :

Dressons un tableau avec le chiffre global des naissances et leur taux depuis 1803

Décade	Population moyenne	naissances	taux ‰ hts
1803/1812	5000	1658	33,1
1813/1822	4767	1516	32
1823/1832	5132	1653	31,8
1833/1842	5168	1593	31
1843/1852	5187	1484	28,5
1853/1862	4944	1340	27,1
1863/1872	4654	1127	24,2
1873/1882	4368	1067	24,4
1883/1892	4297	974	22,7
1893/1902	4266	901	21,1
1903/1912	4192	801	19,1
1913/1922	3810	496	13
1923/1932	3435	513	14,9
1933/1942	3070	(1)	
1943/1947	2814		

(1) Chiffres incontrôlables par suite de la non-transcription des naissances dans les maternités de Nîmes ou Alès .



Nous devons d'abord nous demander si la diminution croissante des naissances que nous constatons dans le canton ne s'inscrit pas dans le cadre plus général de la baisse de la natalité en France.

La proportion de 32 naissances pour 10.000 habitants pour les premières décades du 19^m siècle correspond à celle du département et de tout le territoire français. Mais à partir du moment où s'amorce le recul démographique, la proportion des naissances va être inférieure à celle du département et à celle de la France entière. La comparaison des résultats que nous avons obtenus pour le canton et ceux qu'a obtenus M. CHABALLIER pour le département du Gard va nous le prouver.

Périodes	Naissances pour 10.000 hts		Naissances pour 10.000 hts
	FRANCE	GARD	Canton de SAUVE
1821-1845	29,5	33,2	31,5
1845-1865	26,9	31,6	27,8
1865-1890	25,3	27,4	23,8
1891-1910	21,6	20,6	20,1
1911-1920	15,3	17,2	14,6
1921-1930	18,6	16,6	14,9

Doit-on déduire de ce tableau que la natalité du canton est au-dessous de la moyenne depuis 1845 ? Il ne faut pas se laisser ombrager par ces chiffres qui ne représentent que le rapport des naissances à la population totale ; seule une différence entre la proportion des naissances calculée par rapport à la population en âge de procréer nous permettrait de conclure à une crise aigüe de la natalité dans notre canton. Si la natalité baisse plus vite que dans le reste du département, c'est que nous sommes dans un canton d'émigration. Les émigrants sont généralement des hommes et des femmes jeunes qui quittent le pays avant d'avoir fondé une famille ou aux premiers temps de leur mariage ; le canton est ainsi privé d'un chiffre relativement important de naissances et la natalité paraît moindre que dans le restant du Gard. Le fait que décalage du rapport des naissances et recul démographique apparaissent à la même époque semble confirmer notre hypothèse. D'autre part, pendant la période où l'émigration est momentanément stoppée, et où le canton reçoit même des immigrants Lozériens, les chiffres de natalité coïncident sensiblement (période 1891-1910). L'émigration reprenant après 1910, le décalage redeviendra sensible.

La baisse de natalité n'est donc que le reflet de la baisse de la natalité sur le plan national. En recherchant les causes de cette chute dans notre canton, nous pourrions peut-être apporter des solutions au problème sur lequel se penche toute une génération de démographes.

Nous allons, tout d'abord, étudier les variations de taux entre les diverses communes du canton.

Pour éviter des écarts sans grande signification, nous avons établi la proportion des naissances sur 10.000 habitants en utilisant des périodes assez vastes pour que les variations accidentelles se compensent.

Communes	Per. 1800-1850	Per. 1850-1900	Pér. 1900-1932
Ensemble du canton	31,3	23,9	15,6
CANAULES	25,9	20,3	15,2
DURFORT	32,1	31,7	16,7
* St-MARTIN-de-S.	27,1		
* FRESSAC	20,7		
LOGRIAN	30,8	22,3	14,4
* PUECHREDON	21,9	23,5	19,3
* St-NAZAIRE-des-G.	18,4	17	13,8
St-JEAN-de-C.	31,9	23,3	14,3
SAUVE	33,3	24,8	15,9
SAVIGNARGUES	34,1	27,7	13,9

La première caractéristique de ce tableau est le taux plus élevé des deux grandes agglomérations de SAUVE et de DURFORT. La majeure partie de la population de ces deux communes est formée de journaliers qui vivent difficilement et sont employés soit dans l'industrie locale, soit dans l'agriculture. Ce rapport élevé des naissances se retrouve à DURFORT pour la période 1900-1932, bien que toute activité industrielle ait disparu. A SAUVE, la supériorité devient de moins en moins manifeste au fur et à mesure que s'accroît l'emploi des femmes dans la bonneterie : si l'on prend les chiffres décade par décade, on constate que la proportion des naissances est passée de 25,2 à 20,9 entre 1882 et 1902, période qui coïncide avec l'introduction du nouveau métier à fabriquer les bas qui devait donner un regain d'activité à l'industrie Sauvaine.

Une autre caractéristique est la disparité du taux de natalité entre communes agglomérées et communes à habitat dispersé. Dans celles-ci, le taux reste toujours très en-dessous de la moyenne : ce fait est particulièrement évident pour St-NAZAIRE-des-GARDIES et pour FRESSAC. A l'opposé, la commune de SAVIGNARGUES, qui est la seule du canton à ne compter aucun mas, possède un taux record pour la période 1800-1900.

Examinons la structure de la population des épars et nous aurons vite découvert les raisons de cette carence de la natalité. Le type d'habitat est le mas où vit le propriétaire et sa famille ainsi que le « paire » dont la femme nourrit une équipe de domestiques. Comment ces différents éléments se comportent-ils dans le domaine de la natalité ?

Le mas constitue un tout indivisible car l'exploitation, en général d'un seul tenant, est concentrée autour de l'habitation qui groupe tous les bâtiments nécessaires à la culture ; si un partage reste

possible dans un village où la propriété se compose de parcelles réparties dans tout le terroir de la commune, il n'est pas concevable pour l'entité économique qu'est le mas. On comprend que le propriétaire ne puisse avoir qu'un seul enfant ; si d'aventure naît un second fils, on s'arrange pour qu'il ne se marie pas et ainsi la propriété ne se démembre pas.

Dans un appartement contigu à celui du propriétaire, le père vit avec sa famille. Encore qu'il soit très instable, changeant fréquemment de propriété, une fois son contrat terminé, lui seul constitue l'élément géniteur dans les communes à habitat dispersé. L'achat des propriétés par de riches bourgeois peut modifier cet aspect démographique car alors le mas est exploité par un fermier qui n'a aucune raison de restreindre les naissances ; au contraire, la main-d'œuvre familiale lui permet de se passer de domestiques.

Ceux-ci constituent, au 19^{me} siècle, environ le quart de la population dispersée ; ce sont tous des veufs ou des célibataires, ou si, par hasard, ils sont mariés, leur femme reste au pays et ne vit pas avec eux. Au point de vue natalité, ils ne sont donc qu'un élément négatif. Avec leur disparition progressive depuis le début du 20^{me} siècle on voit diminuer sensiblement l'écart à la moyenne du taux de natalité des communes à habitat éparé.

Enfin, en regardant le tableau, on est frappé de la faiblesse du taux de la commune de CANAULES par rapport à celui des autres villages agglomérés. Le fait que 15 % des habitants vivent dans des mas ne saurait suffire à expliquer cette disparité. Il nous faut rechercher ce qui différencie CANAULES des autres villages du canton ; l'étude des densités par rapport à la surface cultivée nous a montré qu'à chaque habitant de ce village correspondait une plus grande part de terrain utile. CANAULES est, en effet, un pays de grande et de moyenne propriété situé, de surcroît, au cœur de la plus fertile plaine du canton. Sa population connaît depuis très longtemps un bien-être et une aisance supérieurs à ceux des communes voisines. Il semble qu'il ne faille pas chercher plus loin la cause du chiffre réduit des naissances. D'ailleurs, les communes voisines de SAVIGNARGUES, St-JEAN-de-CRIEULON et LOGRIAN verront leur taux de natalité baisser rapidement et même descendre au-dessous de celui de CANAULES au cours des dernières décades, lorsque l'extension de la vigne leur aura donné un niveau de vie plus élevé.

Pour compléter cette étude de la natalité nous avons essayé de déterminer le nombre d'enfants par ménage suivant la profession du père, d'après les feuilles des recensements de 1901 et de 1931 en nous limitant aux familles où la mère était âgée de 25 à 50 ans.

Ces chiffres n'ont pas une grande signification en valeur absolue car ils sont tirés des listes de recensement et ne peuvent pas tenir compte des enfants qui ont déjà quitté le domicile familial. Seule la valeur relative des chiffres obtenus pour les diverses professions ou les différentes communes nous sera utile pour comparer la

natalité suivant les diverses couches de population. Nous laisserons de côté les professions libérales et les fonctionnaires, leur nombre étant trop réduit pour permettre un calcul sérieux.

Examinons, tout d'abord, les pourcentages obtenus par profession :

Professions du père	Enfants pour 100 ménages 1901	Enfants pour 100 ménages 1931
Propriétaires agriculteurs	133	157
Cultivateurs	195	157
Journaliers agricoles	182	155
Commerçants	180	151
Artisans	157	163
Ouvriers d'industrie	192	190
Total	<u>171,5</u>	<u>161</u>

Nous constatons au premier abord une baisse de 1901 à 1931 qui nous confirme que la diminution des naissances est due non seulement au départ d'émigrants jeunes, mais aussi à un abaissement de la fécondité des ménages qui sont restés.

Ce sont les ouvriers de SAUVE qui possèdent le plus grand nombre d'enfants, tant en 1901 qu'en 1931 et ceci n'a rien pour nous étonner, étant conforme aux calculs faits pour la France en général.

Ce qui nous arrêtera plus longtemps, c'est l'écart du chiffre trouvé pour les propriétaires et les cultivateurs en 1901. Cette différence ne se retrouve plus en 1931, le pourcentage étant exactement le même pour les deux catégories. Par quoi peut-on expliquer la faiblesse du nombre d'enfants de propriétaires en 1901 ? Il nous faut chercher une raison particulière à cette catégorie, raison qui aura d'ailleurs disparu en 1931. Cette cause n'est-elle pas la crise phylloxérique dont les propriétaires viticulteurs ont été les principales victimes ? En examinant un tableau présentant les taux de natalité par décades et par communes (en annexe) nous voyons que ce taux diminue considérablement dans les communes viticoles entre les décades 1873-1882 et 1883-1892 qui correspondent l'une au développement maximum du vignoble, l'autre à son arrachage. Le taux de CANAULES passe de 20 à 18 naissances pour 1.000 habitants, celui de LOGRIAN de 23,1 à 16,5, celui de SAVIGNARGUES de 32 à 19,6 et celui de St-JEAN-DE-CRIEULON de 24,6 à 11,3. Le chiffre réduit des naissances chez les propriétaires nous montre que ce sont eux qui ont restreint davantage leurs naissances au moment de la crise phylloxérique, car ils ont été les plus directement touchés par la ruine du vignoble. Les autres catégories de population ne subissent que le contre-coup de la crise, elles en ont moins conscience et ceci se traduit sur le plan de la natalité par une restriction bien moins perceptible des naissances.

Comment expliquer le pourcentage relativement élevé en 1901 des enfants de cultivateurs ? Dans cette catégorie, le recensement classe à la fois les petits propriétaires qui ne possèdent pas suffisamment de terres et doivent travailler à journées chez les gros exploitants, les fermiers, les métayers et parfois les « paires ». Il semblerait qu'ils aient subi les répercussions de la crise phylloxérique et que la natalité ait baissé. C'est l'inverse qui s'est produit. L'étude des mouvements de population nous donnera la solution de ce problème, en nous révélant la proportion importante des nouveaux arrivants dans cette catégorie.

En 1931, époque de prospérité économique dans tous les domaines, les pourcentages sont identiques pour toutes les catégories d'agriculteurs. La différence constatée pour les artisans et les commerçants n'est pas suffisante pour tirer des conclusions sérieuses.

Nous allons voir maintenant, les pourcentages obtenus par commune et nous essayerons de vérifier nos précédentes déductions. Nous laissons de côté la commune de PUECHREDON dont le faible nombre d'habitants ne permet pas une étude conséquente :

Communes	Enfants pour 100 ménages 1901	Enfants pour 100 ménages 1931
Ensemble du canton	171,5	161
CANAULES	146	150
DURFORT	168	165
* FRESSAC	106	133
LOGRIAN	165	178
* St-NAZAIRE-des-G.	154	190
St-JEAN-de-C.	137	175
SAUVE (aggloméré)	184	165
* SAUVE (épars)	154	153
SAVIGNARGUES	174	184

Nous voyons tout de suite que le pourcentage des communes viticoles a progressé entre 1901 et 1931. Nous venons d'en déceler les causes.

D'autre part, le chiffre d'enfants pour 100 ménages est plus faible dans les communes à habitat dispersé (FRESSAC, St-NAZAIRE et mas de SAUVE). Ceci confirme les hypothèses que nous avons émises au sujet des taux de natalité. Seule la petite commune de St-NAZAIRE fait exception en 1931 avec un pourcentage élevé de 190 enfants pour 100 ménages. Cet écart est dû seulement à la présence de trois familles de fermiers particulièrement prolifiques.

D'autre part, la population agglomérée de Sauve qui possédait le pourcentage record en 1901 a vu celui-ci diminuer sensiblement.

TAUX DE REMPLACEMENT ET DE FÉCONDITÉ en 1876 - 1901 - 1931 - 1946

Taux de remplacement : filles de moins de 15 ans / Femmes entre 25 et 40 ans
Taux de fécondité : naissances / Femmes de 15 à 45 ans.

	SAUVÉ		DURFORT		CANILLAS		LOCRIAN		St JEAN de C.		St NAZAIRE	PUECHREDON	SAVI-GNARGUES	FRESSAC	Total agglom.	Total épars	TOTAL
	aggl.	épars	aggl.	épars	aggl.	ép.	aggl.	ép.	aggl.	ép.							
Filles < 15 ans	241	28	101	21	42	6	28	6	16	4	12	12	24	17	452	94	546
Femmes de 25 à 40 ans	220	21	71	18	31	4	26	4	13		8	10	16	13	377	68	445
Taux de remplacement en 1876	1,09	1,33	1,42	1,16	1,35		1,08		1,23		1,50	1,2	1,50	1,31	1,20	1,38	1,23
Naissances	574		231	82	97	59	68	37	33	16	19	41	15	1024	43	1067	
Femmes entre 15 & 45	546		195	97	85	27	75	1,11	1,11	0,83	12	10	19	25	938	54	1012
Taux de fécondité en 1876	1,05		1,18	0,85	0,85	0,75				0,83	1,2	2,16	0,60	1,07	1,07	0,80	1,05
Filles < 15 ans	200	22	59	20	35	6	27	6	13	1	14	4	14	9	348	82	430
Femmes de 25 à 40 ans	234	19	49	16	41	10	31	6	15	1	8	5	18	11	388	76	464
Taux de remplacement en 1901	0,85	1,16	1,20	1,25	0,85	0,60	0,87	1	0,86	1	1,75	0,77	0,82	0,89	0,89	1,08	0,93
Naissances	432		170	83	106	56	71	35	36	18	12	25	17	801	47	848	
Femmes de 25 à 40 ans	543		160	106	78	27	79	0,97	0,97	0,72	13	13	28	17	944	55	999
Taux de fécondité en 1901	0,80		1,06	0,78	0,78	0,79				0,72	0,92	0,89	1	0,85	0,85	0,85	0,85
Filles < 15 ans	121	14	49	13	30	4	12	2	3	6	7	15	7	5	250	51	301
Femmes entre 25 & 40	138	31	41	10	45	7	23	4	10	15	7	18	1	12	275	72	347
Taux de remplacement en 1931	0,88	0,45	1,17	1,30	0,66	0,52			0,30	0,40	0,92	0,86	0,42	0,91	0,91	0,71	0,87
Naissances	253		87	58	106	40	65	20	25	14	13	18	10	476	37	513	
Femmes de 15 à 45 ans	312		116	106	55	61	80	0,64	0,64	22	12	34	0,53	22	658	56	714
Taux de fécondité en 1931	0,82		0,75	0,55	0,55	0,61				0,64			0,45	0,72	0,72	0,66	0,71
Filles < 15 ans	86	12	29	10	30	12	18	9	8	9	6	10	8	182	57	239	
Femmes de 25 à 40 ans	97	13	39	9	27	9	21	8	1,12	9	7	10	6	202	53	255	
Taux de remplacement en 1946	0,88	0,92	0,74	1,11	1,11	1,33	0,86	1,12		1	0,86	1	1,33	0,90	1,07	0,93	

Cette baisse semble liée au nombre croissant de femmes mariées travaillant dans la bonneterie. Un calcul effectué en 1931 sur une vingtaine de ménages où la femme est ouvrière nous donne un taux de 150, inférieur au taux moyen de la population de SAUVE.

Une dernière remarque qui s'impose pour clôturer cette étude du nombre d'enfants par ménage : c'est le très petit nombre des familles nombreuses dans le canton en 1901 et surtout en 1931. On dénombre sur 700 ménages en 1901, 9 familles de 5 enfants et 5 familles de 6 enfants (dont 3 à SAUVE). En 1931, on ne compte que 5 familles de 5 enfants (dont une Lozérienne et une autre Italienne), 3 familles de 6 enfants (dont une Espagnole) et deux familles de 7 enfants, toutes les deux Italiennes.

Nous ne saurions en terminer avec la natalité sans donner les résultats du calcul des taux de fécondité pour les différentes communes du canton en 1876, 1901 et 1936. Ce taux est le rapport du chiffre des naissances au cours des dix années environnant le recensement et du nombre de femmes en âge de procréer à la date du recensement. (Voir tableau page 62).

La fécondité diminue d'environ un tiers en 50 ans ; mais la baisse la plus forte est enregistrée entre 1876 et 1901, pour l'ensemble du canton. Ceci est surtout notable à SAUVE, la fécondité y décroît de 1,05 à 0,80 entre 1876 et 1901 pour se maintenir ensuite à 0,82 en 1931. C'est exactement l'inverse qui se passe pour DURFORT ; la fécondité y diminue seulement de 1,18 à 1,06 de 1876 à 1901 pour tomber brusquement à 0,75 en 1931. La chute des naissances s'accélère à des époques différentes suivant les communes.

On remarque la faiblesse de la fécondité à CANAULES et, ce qui est davantage pour nous étonner, le taux réduit de LOGRIAN. Les calculs effectués pour la natalité et le nombre d'enfants par ménage ne laissent pas entrevoir une carence des naissances dans ce dernier village.

D'autre part, le chiffre indiqué pour la population éparsée en 1876 est bien inférieur à celui de la population agglomérée. En 1901, les deux taux seront identiques ; on peut expliquer ce relèvement relatif de la fécondité dans les mas par l'évolution de la structure d'exploitation. De nombreuses propriétés en faire valoir direct ont été achetées dans la deuxième moitié du 19^{me} siècle par des bourgeois des villes ; les anciens propriétaires ont été remplacés à la tête de l'exploitation par des fermiers plus prolifiques.

Conclusions

La chute du taux des naissances s'inscrit dans le cadre plus général de la baisse de la natalité en France. Cependant les modalités de ce mouvement dans les diverses communes du canton nous permettent de découvrir des causes particulières à notre région. Une des plus frappantes est la dispersion d'une partie de la population dans des mas. D'autre part, la natalité semble inversement proportionnel-

le au bien-être économique des habitants ; ce sont les ouvriers et les petits cultivateurs de SAUVE et de DURFORT qui possèdent les plus grandes familles. D'après cette remarque, il semblerait qu'en cas de crise l'appauvrissement de la population devrait conduire à une augmentation des naissances, c'est exactement le contraire qui se produit ; le sentiment d'instabilité qui naît de chaque dépression économique entraîne une restriction volontaire des naissances parmi les couches les plus touchées. La chute des naissances à DURFORT au moment de la crise de la sériciculture (le taux de natalité baisse de 30,2 en 1852 à 24,4 en 1862 pour remonter ensuite à 27,8 une fois qu'un remède aura été trouvé à la crise) ainsi que la baisse de natalité mise en évidence lors de la crise phylloxérique, en sont les témoignages.

Nous ne terminerons pas sans regretter l'absence d'une transcription pour les enfants nés dans les maternités d'ALES ou NIMES. La coutume de plus en plus courante depuis une quinzaine d'années d'aller accoucher en ville ne nous permet pas de chiffrer le redressement de la fécondité depuis la libération et d'en étudier les caractéristiques suivant les communes.



LE MOUVEMENT DES DÉCÈS :

Comme nous l'avons fait pour les naissances, dressons un tableau qui nous indiquera le chiffre global des décès et leur taux pour chaque décade.

DECADE	POPULATION MOYENNE DU CANTON	CHIFFRE GLOBAL DES DECES	TAUX pour 1000 Hts
1803-1812	5000	1133	22,7
1813-1822	4767	1319	27,6
1823-1832	5132	1404	27,5
1833-1842	5168	1625	31,5
1843-1852	5187	1165	22,4
1853-1862	4944	1327	26,8
1863-1872	4654	1366	29,3
1873-1882	4368	1183	27,1
1883-1892	4297	1112	25,9
1893-1902	4266	841	19,7
1903-1912	4192	876	20,9
1913-1922	3810	839	22
1923-1932	3435	576	16,7
1933-1942	3070	543	17,7
1943-1947	2814	528	18,8

La tendance générale du mouvement des décès est à la baisse, cependant on observe bien plus de variations que dans le mouvement des naissances, la courbe des décès aura une allure plus irrégulière.

Il nous faut voir si les taux de mortalité correspondent à ceux du département et à ceux de la France entière :

PERIODES	DECES POUR 10.000 HABITANTS		
	FRANCE	GARD	CANTON DE SAUVE
1821-1845	24,5	26	28,8
1845-1865	23,6	28,4	25,3
1865-1890	23,2	27,1	27,4
1890-1910	20,4	22,5	20,7
1910-1920	21,8	19,2	21,8
1920-1930	17	17,5	17,2

Jusqu'en 1890 environ le taux de mortalité du canton est sensiblement supérieur à celui du Gard et surtout à celui de la France. A partir de cette date, la mortalité diminue considérablement et devient à peu de chose près égale à celle de la France. Le calcul du taux corrigé nous donnerait même un chiffre légèrement inférieur car nous verrons plus loin que le canton de SAUVE est un canton d'émigration.

Seule une comparaison de la mortalité suivant les diverses communes nous permettra de dégager les facteurs essentiels qui agissent sur la courbe des décès. Pour cette étude nous avons établi les divers taux pour les trois derniers demi-siècles.

0/00 DE DECES	1800-1850	1850-1900	1900-1950
CANAULES	18,9	21,8	16
DURFORT	28,2	26,7	21,1
FRESSAC	23,2	20	18,2
LOGRIAN	23,2	25,4	16
PUECHREDON	21,1	14,9	11,6
St-NAZAIRE-des-GARDIES	11,8	15,2	11
St-JEAN-de-CRIEULON	26,6	23,2	16,5
SAUVE	27,9	27,2	21,2
SAVIGNARGUES	25,4	20,3	14,4
Total	26,4	25,9	19,2

Ce tableau nous permet de classer les communes en trois catégories.

1.) Les villages à habitat dispersé : FRESSAC, PUECHREDON, St-NAZAIRE-DES-G. La mortalité y est bien au-dessous de la moyenne. Nous avons fait la même remarque pour la natalité : la structure de la population permet là encore d'expliquer le taux anormalement bas de la mortalité. Les domestiques qui représentent le quart des habitants sont en grande majorité des jeunes gens qui quittent les

mas à l'occasion de leur service militaire ou de leur mariage. Les pères doivent abandonner leur travail à l'époque de la vieillesse et s'en aller mourir ailleurs. On comprend que le chiffre des décès soit particulièrement faible.

2.) Les villages agglomérés : CANAULES, LOGRIAN, St-JEAN-de C., SAVIGNARGUES. La mortalité varie autour de la moyenne, avec une tendance très nette à décroître au 20^{me} siècle. C'est le village de CANAULES qui présente le taux le plus faible à chaque période. L'aisance dans laquelle vit la commune entraîne de meilleures conditions d'hygiène ; l'écartement des maisons et la disposition du village en une rue qui s'allonge sur plus d'un kilomètre évitent les risques de propagation des épidémies. (En 1884, certaines riches familles de SAUVE vinrent s'y réfugier pendant le choléra !)

Un fait curieux est le taux supérieur de la période 1850-1900 par rapport à la période 1800-1850 dans les deux villages voisins de CANAULES et de LOGRIAN. On peut expliquer cet accroissement des décès soit par le vieillissement de la population, soit par les progrès de l'alcoolisme liés à l'essor de la vigne et des bouilleurs de cru.

3.) Les bourgs pré-cévenols : DURFORT, SAUVE. La mortalité est toujours au-dessus de la moyenne. Il nous faut remarquer tout d'abord que ces deux petites villes ont été les deux grands centres d'émigration du canton et qu'en conséquence le vieillissement de la population entraîne un relèvement du pourcentage des décès. Mais il n'en subsiste pas moins que la mortalité y est bien plus élevée que dans les autres communes du canton. Les taux de 1800-1850, époque où les départs de population n'étaient pas encore amorcés, en sont le témoignage. Il n'y a qu'à se promener par une chaude journée d'été à travers les vieilles ruelles de DURFORT ou de SAUVE pour se rendre compte que les conditions d'hygiène sont particulièrement déplorables et que les risques d'épidémie y sont réels. Il est aisé d'imaginer ce que devaient être ces quartiers au début du 19^{me} siècle. C'est ainsi que le choléra de 1835 devait faire de nombreuses victimes dans ces deux localités.

Le choléra qui était apparu en France en 1832 et qui avait fait de gros ravages, notamment à PARIS, prit une grande extension dans le Gard pendant l'été 1835 qui fut particulièrement chaud et sec. NIMES et ALES furent touchés, mais les chiffres records de décès par rapport au nombre d'habitants furent atteints par SAUVE et par DURFORT, parmi toutes les communes du département. L'épidémie s'y propagea avec une rare violence ; le bacille ne se développe, en effet, que dans des conditions spéciales telles que le bas niveau de vie, l'alcoolisme et l'aide d'autres microbes associés. Toutes ces conditions se trouvaient réunies à SAUVE et à DURFORT en 1835. SAUVE est bâtie sur un véritable lac souterrain où se déversent tous les égouts particuliers, cette nappe d'eau où les analyses des Services d'Hygiène décèlent encore de nos jours, une proportion dangereuse de colibacilles, se trouva être un véhicule idéal pour le bacille cholérique.

Le prolétariat de journaliers entassés avec leur famille (2) dans les sordides masures des vieux quartiers de SAUVE et de DURFORT constitua une proie facile pour la maladie.

La statistique du Gard, de Rivière, nous donne 123 cas dont 71 mortels à DURFORT, c'est-à-dire un décès sur 13 habitants. C'est là la plus forte proportion dans le Gard. Avec 105 cas dont 75 mortels et un décès sur 40 habitants, SAUVE occupe le troisième rang sur cette liste tragique. Le deuxième rang est tenu par le vieux village de St-JEAN-DE-SERRES, situé à 2 kilomètres à l'Est de CANAULES ; la proportion des décès y fut de un mort sur 35 habitants. Ce village a d'ailleurs été par la suite, ravagé par de violentes épidémies de typhoïde.

Ces chiffres sont dix fois supérieurs à ceux de NIMES (207 décès i. e. ; un pour 194 habitants) et à ceux d'ALES (37 décès, un pour 326 habitants). Il est curieux de constater qu'aucun cas de choléra n'est signalé en un autre point du canton de SAUVE bien que tous les villages soient situés entre les trois grands foyers d'infection. La commune de St-MARTIN-DE-SAUSSENAC à proximité de DURFORT (elle y a été réunie administrativement depuis lors) fut épargnée par le fléau car la dispersion des habitants dans les mas empêcha l'épidémie de s'y propager.

Le mal avait fait son apparition à SAUVE les premiers jours d'Août en même temps que dans la ville voisine de St-HIPPOLYTE. Mais alors que dans cette dernière agglomération le choléra fut facilement enrayé et que l'on eut seulement à déplorer cinq cas mortels, l'épidémie prit rapidement de graves proportions dans notre chef-lieu de canton. De là, elle se propagea à DURFORT où la première victime décéda le 26 Août ; les délibérations municipales de cette commune rapportent que la maladie s'abattit sur une population sous-alimentée dont la condition misérable venait d'être aggravée en Juin et Juillet par de violents orages de grêle qui avaient anéanti une grande partie des récoltes. Ce fut un mois durant une véritable hécatombe de nouveaux-nés et de vieillards, puis un beau jour, l'épidémie cessa brusquement sans que l'on sût exactement pourquoi, probablement avec la fin de la sécheresse (3).

Le choléra de 1835 en s'abattant sur les deux localités les plus peuplées du canton entraîna des conséquences démographiques très importantes. Il explique le premier maximum atteint en 1831 par la courbe de population et l'arrêt momentané de l'accroissement régulier qui se poursuivait depuis le début du 19^{me} siècle. A SAUVE même le maximum de 1831 ne fut plus jamais dépassé et l'épidémie de 1835 marque le point de départ de la décadence démographique.

(2) On aura une idée de cet entassement lorsqu'on saura que les caves des maisons du vieux Sauve étaient utilisées comme logement ; on peut voir encore les cheminées aménagées par les anciens occupants.

(3) A propos de l'épidémie de choléra dans le Midi de la France, on lira avec intérêt la description saisissante qu'en a faite Jean GIONO dans son roman « Le hussard sur le toit » dont elle constitue le thème central (GALLIMARD - Paris 1951).

Sauve ne fut pas plus épargné dans la deuxième moitié du 19^{me} siècle. En Avril 1870, la petite vérole se déclara au camp des terrassiers qui travaillaient à la voie ferrée en construction et se propagea rapidement dans la ville. De Mai à Septembre plus de quarante nourrissons furent emportés par la variole. L'épidémie qui fit également des victimes parmi la population adulte, ne fut définitivement conjurée que dans le courant de 1871 (4).

En 1884 on eut à déplorer une autre offensive du choléra sans que la présence de cette maladie ait été signalée en un autre point de la région. Le fléau se manifesta brusquement le Dimanche 7 Septembre par le décès d'une femme de 43 ans qui avait passé la soirée du samedi au champ de foire de LA VABRE où la fête de la SAINT GILLES battait son plein.

L'épidémie fit des progrès foudroyants car elle se développa dans un milieu favorable. Une semaine de festivités avait amené un changement du genre de vie et des habitudes d'une population qui s'était livrée à des excès de toute nature comme il est coutume dans la région en de pareilles circonstances.

L'Etat-Civil enregistra 31 décès dont 21 personnes bien portantes atteintes par le choléra, 7 de malades emportés par des accidents cholériformes et 3 de nouveaux-nés victimes de la toxicose dans la seule période du 8 au 28 septembre. Après cette date on ne relève plus que des décès de vieillards et de femmes qui souffraient déjà d'affections chroniques et qui n'offrirent qu'une faible résistance au bacille.

Le docteur DEMORCY-DELETTRE qui étudia sur place le développement de l'épidémie conclut à une manifestation aiguë d'un mal existant à SAUVE à l'état endémique (5). Il rapporte qu'il avait fréquemment observé des diarrhées ou des cholérines plus ou moins accentuées et que ces accidents peuvent avoir pris une forme évolutive caractérisée sous l'influence de facteurs qu'il examine en détail :

« Il faut placer en première ligne **l'état de saleté** de la ville... Après cela, l'altération des eaux de la source qui sert à tous les besoins du bourg. Cette fontaine, très basse depuis fort longtemps, à la suite d'une sécheresse datant de plusieurs années, a donné une eau très trouble après une violente pluie d'orage, le 3 septembre... Cet orage fut suivi de variations brusques de la température qui ont eu d'autant plus d'effet sur la population qu'à ce moment-là toute la ville était en fête et que presque tout le monde passait la soirée à se promener, danser et boire dans une promenade basse située juste au-dessus du Vidourle ».

Toutes ces épidémies aggravèrent surtout le taux de mortalité infantile qui se trouvait déjà relativement élevé dans les deux com-

(4) La vaccination antivariolique n'a été rendue obligatoire qu'en 1902.

(5) DEMORCY-DELETTRE. Notice sur l'épidémie de choléra observée à SAUVE en 1884 - NIMES 1886 in 8°

munes de SAUVE et de DURFORT. Un sondage effectué dans les registres de l'Etat-Civil de DURFORT pour la décade 1883-1892 nous donne des résultats convaincants. Nous avons pris à dessein une période exempte de maladies contagieuses pour que les chiffres relevés ne soient pas faussés à la base. Pour 173 naissances enregistrées au cours des dix années prises comme référence, on constate 49 décès de nourrissons de moins d'un an, soit un taux de mortalité infantile de 283 pour 1.000 alors que la moyenne de la France entière s'établissait autour de 176 pour 1.000. Bien plus, si l'on considère le nombre de garçonnets et de fillettes morts avant d'avoir atteint cinq ans, le taux de mortalité par rapport aux naissances dépasse 50 % ce qui signifie que sur deux enfants qui naissaient, un seul avait des chances de parvenir à l'âge scolaire.

Ces exemples illustrent bien l'insalubrité des vieux quartiers de SAUVE et de DURFORT et expliquent aisément le taux comparative-ment élevé de la mortalité dans ces deux agglomérations. Actuellement, le taux de mortalité infantile s'est nettement amélioré, un sondage effectué à DURFORT pour la décade 1923-1932 nous révèle qu'il est maintenant identique à celui de la France entière (69 pour mille). Cependant, la mortalité générale reste alarmante car les méfaits de l'alcoolisme sont venus s'ajouter aux risques traditionnels. Depuis la fin du siècle dernier, les délibérations du Conseil municipal de DURFORT renferment fréquemment des demandes d'assistance pour des administrés internés dans des asiles d'aliénés. Cette recrudescence des maladies mentales et des névroses héréditaires doit être attribuée à l'accroissement de la consommation en vins et eaux de vie qui est également responsable d'une plus grande dissolution des mœurs et même d'une plus grande criminalité.

Le problème de l'habitat demeure d'une actualité brûlante. Une partie de la population de SAUVE et de DURFORT s'est établie dans des demeures confortables qu'elle a fait construire hors de la vieille enceinte, en général le long de la Route Nationale, mais il ne s'agit que de commerçants ou de propriétaires aisés. La classe pauvre est restée confinée dans la vieille ville où elle vit dans des conditions d'hygiène qui se sont très peu améliorées depuis les siècles derniers.

L'EXCEDENT NAISSANCE-DECES :

Nous en ferons une étude sommaire car nous nous réservons d'en examiner l'incidence sur les variations de la population au chapitre suivant.

Jusqu'en 1852, les naissances sont largement excédentaires avec toutefois une exception pour la décade 1833-1842 marquée, nous l'avons vu, par les ravages du choléra. Au cours de la décade 1853-1862, naissances et décès s'équilibrent à peu de chose près et à partir de 1862, les décès l'emportent, avec plus ou moins de marge. Cependant au cours de la décade 1893-1902, ce sont les naissances qui dominent, mais ce phénomène est dû simplement à une baisse brusque de la mortalité.

Décade	Population moy. du Canton	Nais.	Décès	Excédents		%
				Nais.	Décès	
1803-1812	5000	1658	1132	526		+ 10,52
1813-1822	4767	1516	1319	179		+ 3,8
1823-1832	5132	1653	1404	249		+ 4,5
1833-1842	5168	1593	1625		32	— 0,6
1843-1852	5187	1484	1165	319		+ 6,1
1853-1862	4944	1340	1327	13		+ 0,3
1863-1872	4654	1127	1366		229	— 4,1
1873-1882	4368	1067	1183		116	— 2,7
1883-1892	4297	974	1112		138	— 3,2
1893-1902	4266	901	841	70		+ 1,4
1903-1912	4192	801	876		75	— 1,8
1913-1922	3810	496	839		343	— 9
1923-1932	3455	513	576		63	— 1,8
1933-1942	3070					
1943-1947	2828					

Si nous considérons un tableau des excédents naissance-décès dressé pour la France entière, nous voyons que les naissances y sont excédentaires jusqu'en 1932 (exception faite de la décennie comprenant 1914-18). La situation démographique du canton de SAUVE est donc nettement défavorable. L'apparition d'un déficit de naissances coïncide avec le début de la baisse de la population. Mais ce déficit suffit-il à expliquer la disparition de près de la moitié des habitants en un siècle ? L'étude des déplacements de population va nous donner une réponse.

CHAPITRE V

LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

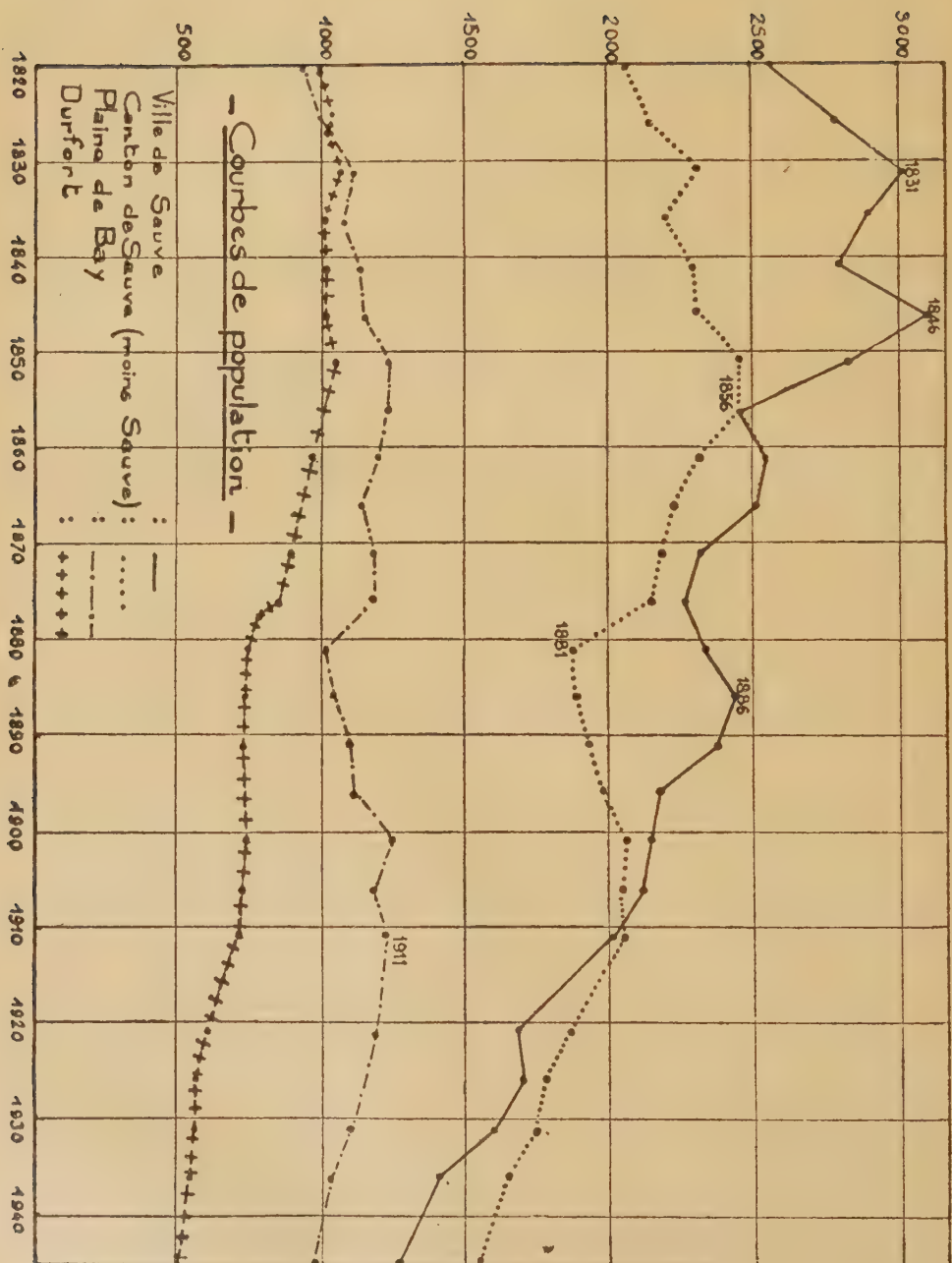
IMMIGRATION - EMIGRATION

Cette étude se présente sous un jour difficile car nous nous trouvons dans une zone de transit. S'étalant en bordure des Cévennes, la plaine va constituer une première étape pour les montagnards des Causses gardois et de la Lozère méridionale qui abandonnent leurs villages. Au bout de quelques années, souvent même au bout de quelques mois, ils quittent le canton où ils n'ont pas trouvé les conditions de vie dont ils avaient rêvé en s'expatriant. Ils vont alors se fixer à NIMES ou à MARSEILLE, attirés par la vie citadine.

De ce fait, il devient presque impossible de chiffrer en valeur absolue les mouvements de la population. Arrivées et départs se succèdent sans cesse et il est difficile de déceler si c'est l'émigration ou l'immigration qui l'emporte à un moment donné. Vues de Sirius, à une cadence accélérée, certaines communes donneraient l'impression d'une fourmilière où les insectes vont et viennent dans tous les sens, s'arrêtent un instant, repartent, se mettent à nouveau en marche sans qu'on puisse trouver des lois à ces perpétuels déplacements.

Le cas est particulièrement typique dans les communes à habitat dispersé ; un sondage que nous avons fait pour la période 1901-1906 nous donne des résultats surprenants. A ST-NAZAIRE-des-GARDIES, en cinq ans, il y a plus de soixante habitants qui sont partis et ont été remplacés par de nouveaux arrivants, au total 55 % de la population ont été complètement renouvelés entre les deux recensements quinquennaux. Sur les 90 habitants de plus de 15 ans, il y en a seulement 9 qui soient nés dans la commune. A PUECHREDON 50 % de la population s'est renouvelé et sur 47 habitants de plus de 5 ans, il y en a 7 nés dans la commune, dont 2 hommes seulement. On retrouve la même proportion d'habitants nouveaux dans les mas de la commune de CANAULES où sur 50 habitants de plus de quinze ans il y en a 5 nés dans la commune.

Dans les villages, si la proportion n'est pas aussi importante, elle n'en est pas moins intéressante. Entre 1901 et 1905 à CANAULES, le renouvellement s'élève à 17 % du total de la population agglomérée. Partout ce sont des familles qui s'en vont et sont aussitôt remplacées. Pour peu que des familles nombreuses quittent le pays et que des ménages sans enfant leur succèdent, ou inversement, le nombre d'habitants variera d'un recensement à l'autre et il serait hasardeux d'en déduire un surplus d'immigrants ou d'émigrants. Dans ces



conditions, l'étude des mouvements de population s'avère très délicate, il faudra nous en tenir à des variations d'une assez grande amplitude vérifiées dans toutes les communes d'un même type pour donner un sens aux divers déplacements.

Pour évaluer la part respective de la différence immigration-émigration et de la différence naissance-décès, nous ne pouvons que recourir à la méthode imparfaite qui consiste à rapprocher les chiffres des recensements successifs et ceux des excédents de naissance. On en déduit le sens et l'importance des mouvements migratoires, mais on ne peut en faire une évaluation exacte, car ce calcul néglige l'erreur imputable au fait que nous possédons les chiffres des naissances et des décès pour les décades commençant le premier janvier des années dont le millésime se termine par trois et que les recensements utilisés sont effectués au cours des années dont le millésime se termine par un.

Nous pouvons donc dresser un tableau qui nous renseignera « grosso modo » sur l'incidence de l'excédent naissances-décès et de l'excédent immigration-émigration sur la courbe de la population. Nous supposons que l'excédent naissance-décès entre les deux recensements est égal à l'excédent naissances-décès pour les décades commençant au premier janvier de l'année terminée par le chiffre 3.

Périodes	Variation globale du nombre d'habit.	Excédent naiss.-décès		Excédent immigrant - émigrant	
		posit.	négat.	posit.	négat.
1821-1831	+ 677	249		428	
1831-1841	— 219		32		187
1841-1851	+ 155	319			164
1851-1861	— 404	13			417
1861-1871	— 350		230		120
1881-1891	— 279		116		163
1871-1881	+ 86		138	224	
1891-1901	— 73	70			143
1901-1911	— 188		75		113
1911-1921	— 500		343		167
1921-1931	— 188		63		125
1931-1946 (quinze ans) (— 536)			(?)		(?)

Sur les 1917 habitants que le canton a perdus entre 1851 et 1931 884 ont disparu par suite de l'excédent des décès sur les naissances et 1024 manquent à l'appel du fait du surplus de l'émigration. Celle-ci a donc joué un rôle majeur dans le dépeuplement de la région. Le tableau ci-dessus nous montre que depuis 1821, l'émigration l'a toujours emporté sur l'immigration sauf en 1821-1831 et 1881-1891. L'hémorragie est d'ailleurs assez régulière, variant autour de 150 habitants par décade depuis 1831 ; elle ne s'amplifie qu'à une seule période de 1851 à 1861, où l'excédent des départs sur les arrivées est de 417 habitants.

Nous étudierons d'abord l'immigration en nous arrêtant aux périodes où elle est particulièrement importante et nous essaierons de définir les caractères et les origines des arrivants suivant les époques.

L'IMMIGRATION

Elle paraît très ancienne ; un rapport adressé à l'intendant Balainvilliers (1) signale déjà à la fin de l'Ancien régime l'immigration vers les Basses-Cévennes des habitants des Massifs de l'Aigoual et du Causse, par suite des récoltes précaires et des impôts et droits seigneuriaux exorbitants. Les immigrants arrivent aussi de plus loin ; le même rapport signale que des Rouerguois et des Auvergnats viennent travailler en hiver dans la région et souvent s'y fixent définitivement par suite du manque de main-d'œuvre occasionné par le développement de la fabrique de bas de soie et de coton. SAUVE se trouve sur la route d'étapes de Brest à Toulon, par RODEZ qui draine vers le Bas-Languedoc les émigrants du Rouergue et de l'Auvergne.

Cette immigration se poursuit au début du 19^{me} siècle et on note de 1821 à 1831 un accroissement très rapide de la population (près de 700 habitants) dû pour les 2/3 à l'arrivée massive de nouveaux individus. Aux immigrants traditionnels s'ajoutent des ouvriers Nimois de la soie qui quittent NIMES pour s'établir dans les villages voisins où ils espèrent trouver de meilleures conditions de vie (Rivière, Statistique du Gard, T.III). Ils entrent avec leurs familles pour une bonne part dans les 260 habitants nouveaux de la ville de SAUVE. Il ne faut pourtant pas exagérer l'importance du chiffre des immigrants pendant cette décade par rapport aux décades suivantes ; ce mouvement continuera tout au long du 19^{me} siècle, mais il sera compensé et même complètement annihilé par le fort courant d'émigration qui prendra naissance à partir de 1831.

Quels sont les caractères de l'immigration dans la première moitié du dix-neuvième siècle ?

Bien que les documents nous fassent en général défaut, on peut découvrir une certaine complexité à ce mouvement de population. Les arrivants sont d'origines diverses et l'immigration revêt essentiellement un caractère temporaire.

La plupart des nouveaux venus sont soit des valets de ferme loués à l'année, soit des bergers qui descendent pour hiverner dans les mas du canton. Beaucoup sont natifs de la Lozère et de l'Ardèche. Il peut arriver qu'ils se fixent en épousant la fille d'un journalier ou d'un petit cultivateur, mais ils n'accèdent qu'exceptionnellement à la propriété. Ils représentent dans l'Est du canton le seul élément catholique de la population.

(1) A.D.H. Série C 47

La Lozère fournit aussi une faible émigration féminine ; les arrivantes sont des filles de ferme qui sont employées dans les mas, ou des bonnes qui sont placées chez les riches propriétaires terriens. D'autres, venues pour des travaux saisonniers, se sont mariées avec des habitants du canton et se sont établies définitivement.

D'autres émigrants sont originaires des Causses du Gard et de l'Aveyron. Ils s'établissent tantôt comme ouvriers agricoles, tantôt comme artisans. La ville d'Alzon à l'extrémité Ouest du Gard fournit notamment des cordonniers.

Il n'y a donc pas de courants cohérents jusqu'en 1850. L'immigration se présente comme temporaire et sporadique ; elle n'est vraiment importante qu'au cours de la décade 1820-1830.

Elle semble complètement tarie à partir de 1850 pour une vingtaine d'années. Mais après 1870, un nouveau courant prend naissance avec SAUVE comme réceptacle, ce mouvement ira en s'amplifiant pour déferler sur tout le canton lors de la reconstitution du vignoble. Il ne cessera qu'avec la guerre de 1914-1918.

Caractères de l'immigration entre 1870 et 1914. — Le mouvement s'amorce à SAUVE vers 1875. En 5 ans, SAUVE va enregistrer un excédent d'immigration de plus de 100 habitants et cela précisément au moment où le restant du canton, victime du phylloxéra perd 270 individus. On pourrait penser qu'une partie de ces derniers ont quitté leur village pour le chef-lieu de canton, dont la prospérité favorisée par la renaissance de la bonneterie et le succès du commerce des cerises, contraste avec le marasme des pays environnants. Or, il n'en est rien, il n'y a jamais eu à proprement parler de déplacements de population à l'intérieur même du canton.

Tandis que l'immigration se tarit à SAUVE dès 1885, elle prend de plus en plus d'importance à partir de cette date dans les autres communes du canton où elle va se poursuivre jusqu'en 1906 et même jusqu'en 1914 pour certaines communes. En trente ans, cette partie du canton va recevoir un supplément de 250 habitants.

Cet afflux de population est provoqué par la reconstitution du vignoble qui exige une main-d'œuvre importante. Le nouveau courant d'immigrants offre un caractère continu et homogène et se poursuit régulièrement pour passer par un maximum aux environs de 1901 et décroît ensuite peu à peu jusqu'en 1914.

Le processus de fixation est assez simple et se présente généralement sous le même aspect. Le jeune montagnard vient se louer un an comme valet dans la plaine, soit chez un « masier » qui plante ses terres en vigne avec une véritable armée de domestiques, soit chez un propriétaire villageois qui l'héberge à sa table. En 1901, on recense plus de 150 domestiques dont 110 dans les mas et 40 dans les agglomérations. Ce sont eux qui constituent le noyau d'immigrants. A la fin de leur contrat, ils se louent à nouveau pour un an et ainsi jusqu'au service militaire. Au retour de l'armée, celui qui n'a pas été tenté par l'attrait de la ville, revient comme domestique et se fixe définitivement soit en épousant une fille du canton, soit

une fille de son village natal avec qui il vient s'établir dans le village où il a déjà travaillé. Il est placé alors comme « paire » et pour peu qu'il soit travailleur et économe ou qu'il réalise un héritage, il acquiert une maison du vieux quartier et quelques pièces de terre qui le rivent pour toujours à son village d'adoption.

Plus du tiers des domestiques sont à cette époque originaires de la Lozère et c'est ce département qui constitue le réservoir démographique où puise le canton de SAUVE. On peut même fort bien délimiter la région d'où ils sont partis car les listes du recensement de 1906 nous donnent le lieu de naissance de tous les habitants. On est surpris, au premier abord, de constater qu'ils proviennent en grande partie de la même région de la basse Lozère. On peut très bien localiser cette zone qui comprend tous les villages de la haute vallée du Tarn, en amont des gorges touristiques depuis Sainte-Enimie jusqu'à Cocurès.

L'examen du réseau routier nous explique ce mouvement de population. C'est à FLORAC qu'aboutissent les routes longeant la haute vallée du Tarn et c'est de FLORAC que part la grand'route qui conduit aux riches plaines agricoles du Gard. FLORAC est sur le passage de la Nationale 107 de NIMES à St-FLOUR qui a toujours été le trait d'union de l'Auvergne et du bas-Gard. A partir de FLORAC, cette route suit la haute vallée du Tarnon puis rejoint St-JEAN-DU-GARD par deux tronçons différents, dont l'un emprunte la Vallée Française et l'autre la vallée du Gardon de St-JEAN. De St-JEAN-DU-GARD, la route dévale jusqu'à Anduze où elle débouche dans la plaine. C'est par là qu'arrivent les émigrants de la région de FLORAC qui vont s'embaucher aux premiers villages qu'ils rencontreront.

La nationale 107 draine vers notre canton non seulement les habitants de la haute vallée du Tarn, mais aussi les habitants des villages dont elle traverse soit l'agglomération, soit le territoire dans son parcours entre FLORAC et St-JEAN-DU-GARD. C'est ainsi que dans la région de SAUVE on rencontre des originaires de Vébron, commune située sur le tronçon empruntant la vallée du Gardon de St-Jean et des originaires du Pompidou, de Molezon, de St-Martin-de-Lansuscle, de Ste-Croix et de Moissac, villages de la Vallée Française, sur l'autre tronçon.

Les habitudes ainsi créées subsistèrent même lorsque l'immigration temporaire s'effectua par rail après la construction du chemin de fer à voie étroite de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge qui détourna par Alès le courant des travailleurs saisonniers. Les piocheurs de vignes d'Ispagnac continuèrent à se rendre en groupe à Canaules et à se rassembler devant le Poids Public où les propriétaires du village et ceux des communes voisines avaient coutume de venir les embaucher à leur arrivée.

Depuis très longtemps, en effet, des liens existaient entre notre région et celle de FLORAC (2) qui fournissait les suppléments de

(2) Au Moyen-Age, les prieurés de St-Germain-de-Calberte et de St-Etienne-Vallée-Française étaient sous la dépendance du monastère bénédictin de Sauve.

main-d'œuvre au moment des gros travaux (vers à soie, moissons et, plus récemment, vendanges). Les Lozériens qui ont eu connaissance de la vie moins rude de nos villages n'hésiteront pas à s'y fixer lorsque le développement du vignoble leur en aura donné la possibilité.

Chaque commune possède sa petite colonie de Lozériens, souvent natifs du même village ou de villages voisins. En 1906, à CANAULES et St-NAZAIRE-DES-GARDIES il y a 36 individus originaires des communes limitrophes de BEDOUES, BONDONS et IS-PAGNAC, dont 22 pour cette dernière seulement. A DURFORT, ce sont les originaires de St-ENIMIE qui dominent parmi les immigrants. Les ménages déjà établis attirent d'autres ménages, parents et amis qui viennent s'installer après avoir réalisé leurs biens. En même temps, les petits artisans lozériens suivent leur clientèle et se fixent dans les mêmes villages. Sabotiers, cordonniers, bourrelliers, charrons, menuisiers participent à l'exode.

Les émigrants de la région de FLORAC sont d'autant plus attirés vers notre région qu'ils pratiquent la culture de la vigne depuis des temps immémoriaux sur les terrasses alluviales de la haute vallée du Tarn (3). Ils seront aptes à assimiler rapidement les techniques nécessitées par la culture à grand rendement.

Ils se fondront d'autant plus rapidement avec la population du canton qu'ils sont pour la plupart de religion protestante. Au bout d'une génération, ils auront complètement acquis les mœurs, les manières de vivre et la mentalité des autochtones. Seules, leurs aptitudes physiques se révèlent souvent déficientes à la deuxième génération ; il semble que le changement de milieu favorise la réapparition des tares héréditaires dont est affligée la race lozérienne. Nombreux sont les enfants de ménages d'émigrants qui sont atteints soit de maladie mentale, soit de tuberculose. Le seul remède paraît être le mariage mixte ; les risques d'hérédité sont fortement atténués par le fait qu'un seul des conjoints soit d'une race prédisposée.

Cette immigration se poursuivra jusqu'en 1914, époque à laquelle le réservoir démographique de la Basse-Lozère paraît complètement tari.

Dans la même période arrivent quelques immigrants des Cévennes gardoises et notamment du canton de Lasalle. Pourtant, leur nombre est dérisoire par rapport au chiffre total des populations qui ont abandonné ces régions. Il semble que les émigrants cévenols soient attirés par des terres plus lointaines et ne se fixent point dans des contrées trop voisines des leurs.

On remarque également à SAUVE, en 1906, des immigrants de la garrigue Uzégeoise et en particulier de la région de LUSSAN. Leur présence dans notre canton est difficilement explicable.

(3) Voir Paul MARRES : *Les Grands Causes*

Après la guerre de 1914-18, l'immigration reprendra mais avec des caractères différents. Elle sera localisée seulement dans la partie Est du canton que le vignoble a rendue prospère. Les arrivants proviennent d'autres régions et présentent des tempéraments de plus en plus opposés à ceux des populations locales.

Les caractéristiques de l'immigration depuis 1919 et les problèmes qu'elle pose. —

L'époque des domestiques a vécu. De 150 qu'il était en 1901, leur nombre passe à 70 en 1931 et descend à 50 en 1946. Ce phénomène est dû non seulement à une diminution de la main-d'œuvre agricole, mais aussi à une modification de la structure sociale. L'épouse du cultivateur à qui la vigne a donné une certaine aisance ne veut plus nourrir à sa table un « gavot » aux allures rustiques. Les domestiques sont peu à peu remplacés par des ouvriers agricoles payés au mois qu'on installe dans la vieille maison familiale que le propriétaire a abandonnée pour la demeure qu'il a fait bâtir dans le quartier neuf, en général au long de la grand'route. L'ouvrier agricole vient s'établir avec sa famille et cet apport de population maintient à un niveau à peu près constant le chiffre d'habitants des communes de CANAULES et de SAVIGNARGUES.

Ces ménages d'immigrants changent fréquemment de propriétaire et se déplacent d'une commune à l'autre. Ils ne se fixent qu'assez rarement, lorsqu'ils prennent une propriété en fermage pour un bail assez long.

Ils sont originaires pour près de la moitié de la Lozère, mais ce n'est plus la même région qu'avant 1914 qui fournit les nouveaux arrivants. Ils proviennent de la haute-Lozère, en particulier des villages de la région du BLEYMARD et de CHATEAUNEUF-de-RANDON. Leur venue pose de nombreux problèmes : ils arrivent directement d'un pays très arriéré dans une région déjà évoluée avec laquelle ils n'ont jamais eu de contacts antérieurs. Ils se trouvent brusquement face à face avec des habitudes et des modes de vie qui leur sont tout à fait inconnus. Il leur faut une longue période d'adaptation avant de pouvoir être utilisés avec efficacité dans l'agriculture. Profondément catholiques, ils vivent en marge du restant de la population ; seule la désaffection des pratiques religieuses provoquée par l'absence d'église catholique dans les six communes de l'Est du canton hâte quelque peu leur assimilation. Néanmoins, ils conservent longtemps leurs coutumes ; aux élections leurs voix sont les seules que recueillent les candidats réactionnaires dans cette partie du canton.

Ils ne possèdent en général aucun bien et il leur est quasi impossible d'accéder à la propriété. Pour ma part, je n'en connais aucun exemple. Ils paraissent voués à constituer le noyau du prolétariat agricole avec les nouveaux immigrants de nationalité étrangère.

On assiste, en effet, depuis 1920, à une arrivée de plus en plus importante d'éléments italiens et espagnols, dans tout le canton.

De 10 en 1906, le nombre total d'étrangers passe à 129 en 1931 ; en 1946, il n'est que de 86, mais cette diminution résulte simplement du jeu des naturalisations et de l'acquisition de la nationalité française par mariage. D'ailleurs, l'immigration étrangère qui avait été interrompue pendant la dernière guerre reprend en 1946, après le départ des P.G. allemands dans les communes viticoles qui manquent de main-d'œuvre. A CANAULES, en 1950, on dénombre 17 étrangers, alors qu'il n'y en avait qu'un seul en 1946.

Italiens et Espagnols sont en général des cultivateurs des régions pauvres des deux péninsules. Ils arrivent très rarement directement de leur pays.

Leur séjour dans le canton n'est qu'une étape dans leurs déplacements perpétuels à la recherche d'une terre plus hospitalière. C'est naturellement dans les mas où la population est la plus mobile qu'ils seront les plus nombreux. En 1931, ils représentent 10 % de la population éparse et seulement 3,5 % de la population agglomérée. Ils sont placés soit comme domestiques, s'ils sont célibataires, soit comme journaliers, s'ils sont mariés. D'autres se consacrent à des travaux forestiers dans la région pré-cévennique. Les seuls qui paraissent définitivement fixés dans le canton sont des commerçants ou des artisans installés à SAUVE et à DURFORT depuis une trentaine d'années.

On note depuis 1920, un certain nombre d'immigrants des Cévennes gardoises. Ils paraissent être arrivés plus nombreux qu'à la dernière période. Ils sont souvent fermiers ou métayers. Certains même ont acquis des mas qu'ils exploitent avec succès.

Enfin, le nombre d'habitants originaires de divers endroits du Gard ou d'autres départements, sans qu'on puisse déceler un lien quelconque, s'est accru depuis 1906. C'est le résultat du brassage de population qu'a entraîné le développement des transports au XX^{me} siècle. Tout au plus peut-on noter une certaine proportion d'individus arrivant du bassin houiller d'ALES-La GRAND'COMBE: ce sont des paysans que la mine a attirés mais qui n'ont pu s'accoutumer à ce genre de travail et sont revenus à l'agriculture.

L'EMIGRATION

Elle a eu des conséquences primordiales sur la courbe démographique du canton. Nous avons vu que, depuis 1830, elle l'avait toujours emporté sur l'immigration, sauf au cours de la décade 1881-1891. Si l'on fixe arbitrairement à un minimum de 1000 le nombre d'immigrants depuis 1850, c'est à plus de 2.000 qu'il faut chiffrer le nombre d'émigrants. S'ils ont peu affecté les communes de l'Est du canton, ces départs ont profondément modifié la structure des bourgs de SAUVE et de DURFORT et ils méritent une étude sérieuse.

Y a-t-il eu des départs de population avant le 19^{me} siècle ? L'absence de documents permet difficilement de répondre. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est qu'au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes, un certain nombre de protestants, en général les plus

entrepreneurs, ont quitté SAUVE et DURFORT, à destination de la Suisse. Un état du territoire d'ALES en 1689, quatre ans après la révocation de l'Edit de Nantes (4) donne 76 fugitifs pour 1522 habitants à SAUVE et 42 fugitifs pour 726 habitants à DURFORT. Cette émigration politique devait avoir de graves conséquences économiques car ce fut une grande partie de l'élite qui abandonna le pays.

Au cours du 18^e siècle on ne retrouve aucun indice permettant de conclure que de nombreux individus aient quitté le pays. Au contraire, la croissance de SAUVE qui passe de 1582 habitants en 1689 à 2.800 en 1788 (5) permet d'exclure cette hypothèse.

On ne peut parler d'une émigration nettement caractérisée qu'à partir de 1830. C'est la ville de SAUVE qui sera la première atteinte, le restant du canton ne commencera à se vider qu'aux environs de 1850. De 1830 à 1850, près de 400 habitants quittent SAUVE. Un phénomène analogue se produit à Anduze, où comme à SAUVE, le chiffre maximum de population pour les temps modernes est atteint en 1831. La décadence démographique pour ces deux villes à la porte des Cévennes date donc de 1831.

La période 1831-1850 correspond à la croissance accélérée de la population de NIMES et d'ALES. En vingt ans, le nombre d'habitants augmente de 25 % à NIMES, c'est-à-dire de 12.500 individus. Les populations de SAUVE et d'ANDUZE ont été les premières sollicitées par l'appel des grandes cités gardoises en formation. A SAUVE, le chiffre des émigrants est grossi par celui des ouvriers nimois et de leurs familles qui réintègrent la ville qu'ils avaient quittée au cours de la décade 1821-1831.

En 1851-1861, l'émigration va prendre une allure catastrophique. En dix ans, plus de 450 habitants, c'est-à-dire près de 10 % de la population, vont quitter le canton. La crise de l'industrie séricicole a déclenché cet exode ; la commune de DURFORT, où l'élevage du ver à soie est la ressource essentielle, se trouve la plus touchée. La commune de CANAULES où la sériciculture n'est qu'une ressource complémentaire, est la moins atteinte par la crise et présente même un excédent d'immigrants à cette époque.

Les départs ne s'accroissent véritablement qu'à partir de 1856. Il semble que les populations ne prennent conscience de la crise que lorsqu'elle arrive à sa phase la plus critique et qu'elles ne se décident à quitter leur village qu'à ce moment. Cette viscosité de l'émigration n'est pas perceptible à LOGRIAN où les départs commencent dès 1851 ; mais nous avons vu que cette commune présentait des signes évidents de surpeuplement.

A SAUVE, pendant la même décade, le mouvement d'émigration continue celui de la période précédente ; la crise séricicole ne fait

(4) A.D.G. Série G 1562

(5) Bibliothèque Municipale de Montpellier - Manuscrit n. 47 Mémoire de Balainvilliers

que l'accélérer ; en cinq ans, de 1851 à 1856, il part près de 350 habitants, c'est-à-dire 12,5 % de la population. Les départs paraissent d'ailleurs exagérés, car au cours des cinq années suivantes le chiffre de la population remonte légèrement à cause sans doute du retour à SAUVE de quelques émigrants. De 1861 à 1876, le mouvement se poursuit mais avec une plus faible intensité dans tout le canton ; seules y échappent les communes de CANAULES et de SAVIGNARGUES où la vigne commence à s'étendre.

Caractères de l'émigration à l'époque de la crise séricicole. —

Ce sont les éléments jeunes qui vont abandonner le pays ; la plupart sont âgés de 20 à 30 ans, aussi bien des jeunes gens que des jeunes filles qui ne sont pas encore mariés. Il s'agit pour la majorité de journaliers ou de fils de petits cultivateurs ; beaucoup vont s'embaucher aux chantiers du P.L.M. dont le réseau est en pleine construction dans le Sud-Est ; les villes de NIMES et ALES, touchées par la crise, n'absorbent que très peu d'émigrants.

La caractéristique essentielle de ce mouvement est la jeunesse des individus qui s'en vont ; cette perte de substance va entraîner de graves répercussions sur le plan démographique. Certains villages, tel DURFORT, vont se trouver à partir de cette époque en position de déséquilibre démographique ; le départ des éléments jeunes va précipiter l'abaissement du taux de natalité et le déficit de naissances s'amplifiant à chaque génération, le jeu naturel des naissances et des décès ne pourra jamais plus combler les vides creusés par l'émigration.

A peine ce mouvement sera-t-il ralenti, que la crise phylloxérique déclanchera une nouvelle vague de départs dans le canton. Seul le bourg de SAUVE voit un mouvement inverse. En cinq ans, le restant du canton perdra près de 300 individus par émigration, c'est-à-dire 15 % de sa population. Comme pour la crise séricicole, les départs ne commencent qu'avec un certain retard sur le début de la crise ; alors que la maladie est apparue dans le canton en 1874, les individus ne quittent le pays qu'à partir de 1877, après que toutes les vignes aient été arrachées.

Caractères de l'émigration lors de la crise phylloxérique. — Il faut d'abord remarquer qu'une part importante des départs est due aux domestiques de ferme dont le contrat n'est pas renouvelé. Les grosses exploitations compressent leur nombreux personnel et attendent la fin de la crise pour réembaucher. Le même processus se retrouvera lors de la crise viticole de 1907 ; ce fait explique l'amplitude des fluctuations de la population dispersée dans les mas. De 1876 à 1881 la population éparsée de LOGRIAN passe de 45 à 23 individus, les propriétaires des deux grands domaines ayant congédié leur paire, la plupart de leurs domestiques de ferme et même du personnel de maison.

Une étude de l'émigration dans les villages les plus touchés nous permet de constater que ce sont toujours les mêmes catégories de population qui s'en vont. Les jeunes gens de 16 à 30 ans, fils de

cultivateurs et de fermiers, ou bien fils de petits propriétaires possédant frères et sœurs, constituent le gros du contingent. En même temps, les filles s'en vont en assez grand nombre ; mais, parmi elles, il faut laisser à part celles qui se marient dans les cantons voisins.

De jeunes ménages quittent aussi le pays. Ce sont des cultivateurs récemment mariés qui abandonnent avec leur femme et leurs enfants en bas-âge une terre trop ingrate. Certains partent s'embaucher dans les mines de la région d'ALES ; une délibération du Conseil Municipal de DURFORT, en date de juillet 1899 en fait mention : « Le Conseil considère, est-il dit, que l'établissement d'une gare à la Madeleine, sur la ligne de Lézan à Anduze, est appelée à rendre de grands services aux personnes de notre localité qui vont souvent à ALES et du côté des Mines de la Grand'Combe-Bessèges où se trouvent des familles entières de DURFORT ».

Les artisans et les commerçants participent à l'exode ; à CAUAULES, on enregistre le départ du perruquier, du bourrelier et d'un maçon et sa famille ; à SAVIGNARGUES, les deux seuls commerçants de l'endroit, l'épicier et le buraliste, quittent le village. Toutes les couches sociales sont atteintes par la crise et l'émigration affecte toutes les catégories de la population.

Quand les difficultés économiques cesseront avec la reconstitution du vignoble, cette main-d'œuvre va manquer. Certaines familles reviendront mais la plupart seront remplacées par les immigrants que nous avons définis précédemment.

A partir de 1881, l'émigration paraît tarie, elle ne se réveillera qu'avec la crise viticole du début du vingtième siècle. Elle sera moins sensible que pour le phylloxéra ; l'excédent des départs sur les arrivées entre 1901 et 1907, sera tout au plus d'une cinquantaine d'individus et résultera de la compression des domestiques et du départ de quelques familles d'ouvriers agricoles dans les villages de la plaine de Bay.

A DURFORT, les effets de la mévente du vin ne sont pas ressentis, car le village connaît un véritable « boom » du fait de la mise en exploitation des gisements de plomb et de zinc. Les travaux commencent en 1901 et l'on enregistre au recensement de 1901 cinquante habitants supplémentaires. En 1906, les familles de mineurs représentent 188 individus auxquels s'ajoutent les familles de DURFORT dont le chef s'est embauché à la Compagnie minière. La mine donne une prospérité qui sera de courte durée car, dès 1907, la Compagnie ferme ses chantiers de DURFORT. Les mineurs étrangers quittent le village entraînant avec eux une soixantaine de Durfortains ; les uns sont des mineurs qui suivent le mouvement et vont s'embaucher dans d'autres mines, les autres sont des jeunes filles qui ont épousé des ouvriers de la Compagnie minière. La venue de la Mine aura agi sur la population à la manière d'un doping qui donne à un malade un moment de renouveau, mais le laisse encore plus mal en point, son effet terminé. Le même phénomène se reproduira à DURFORT en 1947, lors du départ des chantiers de recherches pétrolières qui s'y étaient établis en 1946-47.

Depuis 1876, l'émigration à SAUVE présente une allure différente du reste du canton. De 1891 à 1896, on assiste comme à Anduze au départ de plus de deux cents individus ; il semble que le chemin de fer soit à l'origine de cette émigration massive, après avoir apporté une prospérité éphémère au cours de la première période de son fonctionnement, il va drainer jusqu'à MARSEILLE et PARIS un grand nombre d'individus.

Un nouvel équilibre paraît être atteint à SAUVE en 1896 et l'exode se ralentit jusqu'en 1906, mais il reprend et s'accélère vers 1911 avec le départ pour NIMES de deux usines complètes de bonneterie (métiers et personnel) et avec la fermeture d'une usine de pantoufles qui avait employé jusqu'à 200 ouvriers et ouvrières.

Après la grande guerre, l'émigration se poursuit toujours aussi irrégulièrement. Alors qu'elle marque un temps l'arrêt à SAUVE de 1921 à 1926, elle se ralentit dans le restant du canton de 1926 à 1931. Combinée au déficit croissant des naissances, elle nous explique la baisse générale de 1931 à 1946.

Caractère de l'émigration dans la première moitié du XX^m siècle :

Une étude sérieuse des villes ou des régions qui ont tenté les émigrants et des professions qui les ont attiré est rendue possible par l'existence de fichiers de contrôle de Cartes d'Alimentation dans certaines mairies du canton. Les fiches qui sont conservées au lieu de naissance des individus nous renseignent sur leur résidence et sur la profession qu'ils exercent.

Ces fichiers sont à peu près complets dans les communes de SAUVE, de DURFORT et de LOGRIAN. Ils nous seront très utiles pour analyser l'émigration dans ses deux plus grands foyers et dans une commune viticole.

Pour LOGRIAN, nous avons retrouvé 105 fiches, pour DURFORT 282 et pour SAUVE 683. Elles ne représentent pas la totalité des personnes nées dans ces deux dernières communes et vivant ailleurs en 1946 car de multiples causes de perte et de non-remplissage ont pu exister ; d'autre part, ces fiches ne nous renseignent pas sur les individus qui ont pu partir soit à l'étranger, soit aux colonies. Au total, on peut penser qu'en 1946, plus de 700 Sauvains vivaient hors de leur ville natale ; ils représentaient environ 60 % de la population restante (1236 habitants). Le même pourcentage existait à DURFORT où plus de 300 individus natifs du lieu avaient adopté une autre résidence.

Sur les 1057 fiches en notre possession, 456 seulement ont été remplies par des hommes ; les femmes en ont rempli les 601 autres. Il est donc parti plus de femmes que d'hommes ; ce fait s'explique en partie par la coutume qui veut que la jeune mariée aille vivre dans le village de son époux. A DURFORT et à SAUVE, on compte une moyenne de 134 femmes ayant émigré pour cent hommes.

Nous allons dresser un tableau qui nous indiquera les villes et régions d'émigration ; la comparaison des pourcentages nous renseignera sur les principaux centres d'attraction ;

Villes ou Régions d'Emigration	SAUVE		DURFORT		LOGRIAN	
	Total	%	Total	%	Total	%
CANTON de SAUVE	15	2,2	18	6,2	8	7,7
BOURGS voisins	68	9,6	33	11,3	10	9,5
Villages voisins	41	6	34	11,6	15	14,3
VAUNAGE et Bas-Gard	47	7	13	4,3	8	7,7
NIMES	168	25	53	18	17	15,3
ALES et S/bassin minier	40	5,8	34	11	10	9,5
Total Gard	422	62	211	75	77	73,3
MARSEILLE	27	4	2	—	5	4,8
HERAULT	100	14,6	25	8,5	13	12,4
PARIS et banlieue	39	5,7	7	2,6	1	1
Départements divers	100	14,6	37	12,6	10	9,5
Total	683		282		106	

Nous remarquerons d'abord le nombre minime de Sauvains vivant dans les autres villages du canton. Bien que les périodes d'émigration à SAUVE aient souvent coïncidé avec des appels de population dans les communes viticoles, il n'y a pas eu de mouvement migratoires à l'intérieur du canton. L'individu n'est pas tenté par des pays qu'il connaît et dont il peut facilement imaginer les conditions de vie ; pour qu'il se décide à partir, il faut que joue l'attrait de l'inconnu dont il possède une vision embellie par les récits ou les lettres de ceux qui, déjà, s'en sont allés. En même temps, existe un cloisonnement d'ordre psychologique entre SAUVE et les villages voisins ; une animosité ancestrale empêche des échanges normaux de population entre le chef-lieu de canton et les autres communes.

Pour les bourgs et villages situés dans les cantons limitrophes, ce sont les Sauvains qui sont proportionnellement les moins nombreux. On constate également que les habitants des petites villes sont davantage attirés vers les petites villes, tandis que les habitants des villages vont vivre de préférence dans d'autres villages. Mais ces échanges sur le plan local correspondent en grande partie à des mariages entre personnes de communes voisines, de plus en plus fréquents de nos jours. On ne peut vraiment les considérer comme des mouvements migratoires ; un nombre équivalent d'individus des cantons voisins vit d'ailleurs dans notre région.

Plus importante au point de vue démographique est l'émigration vers les pays viticoles de la VAUNAGE et du Bas-Gard, nettement perceptible à SAUVE et à LOGRIAN. Pour SAUVE, elle semble liée au départ temporaire d'un petit nombre de jeunes gens à l'époque du chômage saisonnier de la boissellerie. Quelques familles de pères ont également abandonné le canton pour de plus riches régions viticoles.

Pourtant les chiffres records d'émigrants appartiennent à la ville de NIMES. C'est SAUVE qui a fourni le plus fort contingent de néo-Nimois et on peut considérer qu'un quart des départs s'y sont effec-

tués à destination du chef-lieu du département. La route nationale n. 99 d'AIX à MONTAUBAN et la voie ferrée de NIMES au VIGAN qui relie directement SAUVE et NIMES ont constitué le conduit facile de cette émigration. Les relations commerciales entretenues depuis des siècles entre les marchands nimois et les artisans du textile sauvaïn avaient multiplié les liens entre les deux villes. Il n'est pas étonnant que l'industrie manufacturière nimoise en plein épanouissement ait attiré la main-d'œuvre sauvaïne et particulièrement la main-d'œuvre féminine. Sur 170 personnes de SAUVE établies à NIMES en 1946, on compte 100 femmes et 70 hommes. La moitié de ces femmes sont âgées de quarante à soixante ans ; parmi elles, les plus vieilles sont celles qui ont émigré avec leur usine aux environs de 1910. Cet exode féminin vers NIMES s'est continué jusqu'en 1930, l'excédent de femmes perceptible à SAUVE dès 1906 ayant été accru par les vides creusés pendant la guerre parmi les populations mâles. Beaucoup de jeunes filles sont parties avec l'espoir de trouver à NIMES l'époux qu'il leur était impossible de rencontrer dans leur petite ville. L'émigration masculine vers NIMES n'a été importante qu'au moment du départ des usines de bonneterie et aux environs de 1930.

Si les natifs de DURFORT et de LOGRIAN sont moins nombreux à NIMES, ils l'emportent en pourcentage dans la région d'ALES. La plus grande facilité de communications qui fait que par la route il n'y a que 22 kilomètres entre DURFORT et ALES, tandis qu'il faut faire 50 kilomètres pour aller de DURFORT à NIMES ainsi qu'une vieille tradition minière expliquent la présence de plus de trente Durfortains dans le Bassin houiller. Les hommes y sont légèrement plus nombreux ; les femmes qui y ont émigré ont toutes suivi leur mari. Ces départs qui ont pris naissance en 1920 et se poursuivent encore de nos jours, ont été importants aux environs de 1930 pour tout le canton. Ils ont d'ailleurs eu plus d'ampleur que le chiffre des émigrants à la date de 1946 le laisserait supposer, car certaines familles, après un court séjour dans la région minière, sont revenues dans les villages du canton.

En récapitulant, on remarque que les trois quarts des émigrants de DURFORT et de LOGRIAN vivent encore dans le département du Gard. La plupart des mouvements de population n'ont donc eu lieu que sur des distances réduites. Les Sauvains sont proportionnellement moins nombreux dans le Gard (62 %) mais une grande partie a émigré dans le département voisin de l'Hérault (15 %).

Montpellier et les riches plaines viticoles de l'Hérault ont en effet tenté beaucoup d'habitants du canton. Seule l'absence d'une ligne directe de chemin de fer semble avoir empêché un exode massif ; par la route, SAUVE ne se trouve éloigné que de 48 kilomètres de MONTPELLIER. Le mouvement en direction de l'Hérault paraît assez récent ; une première série de départs se situe aux environs de 1910 ; d'autres suivront après 1920 et continueront jusqu'à nos jours. Sur 63 enfants de moins de 10 ans qui sont partis avec leurs parents, 12 se trouvent dans l'Hérault. Le pourcentage nous montre que, depuis 1935, l'émigration vers ce département est prépondérante.

MARSEILLE n'a guère exercé son attirance que sur quelques habitants de SAUVE qui lui était directement reliée par chemin de fer. On note seulement deux Durfortains établis dans la cité phocéenne.

Le même phénomène s'est produit en ce qui concerne l'émigration sur PARIS. SAUVE a fourni une quarantaine de personnes, tandis que DURFORT et LOGRIAN n'en laissaient partir qu'une quantité négligeable. Les départs vers la capitale se font irrégulièrement et il est très difficile de déceler des époques où ils aient été particulièrement notables.

Enfin les autres départements ont absorbé à des titres divers une centaine de Sauvains et une quarantaine de Durfortains. Cet éparpillement résulte soit de mariages, soit de postes assignés aux fonctionnaires que notre canton a fournis en grand nombre, comme va nous le montrer le tableau de répartition des émigrants suivant leurs activités professionnelles. Voir tableau ci-dessous.

Dans l'agriculture ce sont les communes purement rurales qui ont fourni le plus fort contingent. Il se compose d'une part des cultivateurs qui se sont mariés avec des filles de propriétaires dans les villages voisins et, d'autre part, des individus qui sont allés s'installer dans le Bas-Gard et dans l'Hérault.

Les vieilles traditions du négoce sauvain expliquent que la plus forte proportion d'individus occupés dans le commerce soit celle de Sauve. De même les traditions artisanales de DURFORT sont à l'origine du plus grand pourcentage de Durfortains dans cette branche de professions.

Si l'industrie a attiré un nombre important d'individus, cela est dû à la présence de Sauvains dans la bonneterie nimoise et de Durfortains dans les mines et industries connexes du Bassin d'ALES.

Professions occupées par les émigrants	SAUVE		DURFORT		LOGRIAN	
	Total	%	Total	%	Total	%
AGRICULTURE	44	14,7	32	29	17	34
Cultivateurs	59		24		15	
Journaliers	5		8		2	
COMMERCE	57	19	11	10,5	2	4
Employés de Com.	23		5		1	
Commerçants	34		6		1	
ARTISANAT	21	7	14	12	4	8
INDUSTRIE	66	22	19	17,3	7	14
Mineurs	5		9		3	
Bonneterie	25		5		—	
FONCTIONNAIRES	73	24,7	29	27	17	34
Enseignement	11		6		3	
S.N.C.F.	34		12		5	
P.T.T.	6				2	
Armée et Police	6		2		1	
PROFESSIONS LIBERALES	11	3,7	1			
RELIGION et CULTE	9	3	2			
PERSONNEL domestique						
hôtelier et hospitalier	16	5,4	3		2	
Total	297		110		50	
% actif		43,7		40		47,6

Mais ce sont surtout les situations offertes dans les services publics qui ont tenté nos émigrants. Les chemins de fer en ont absorbé le plus fort pourcentage, précédant l'enseignement d'assez loin. Par contre, l'Armée et la Police n'ont guère attiré les habitants du canton au caractère très indépendant. Le fonds protestant du canton explique peut-être cette prédominance des fonctionnaires.

Les qualités requises pour entrer dans certaines administrations (Enseignement, P.T.T.) indiquent que de nombreuses personnes parmi les plus douées ont abandonné le canton. Par ailleurs, les descendants des familles qui avaient fait jadis la fortune de SAUVE ont déserté le pays de leurs ancêtres. On en retrouve une douzaine dans les professions libérales, soit comme ingénieurs, soit comme haut-magistrats, soit encore comme médecins. D'autres se sont tournés vers des carrières religieuses ; on dénombre cinq ministres du culte originaires de SAUVE, trois protestants et deux catholiques. On peut donc considérer que la quasi-totalité de l'élite du pays a émigré.

L'étude des professions occupées par les originaires de SAUVE et de DURFORT nous révèle la qualité de l'émigration, tandis que l'étude des régions d'accueil nous avait permis de mettre en relief son volume. L'examen de la pyramide des âges de ces deux agglomérations nous avaient déjà fait mettre l'accent sur le vieillissement de leurs habitants ; tous ces faits ne peuvent que nous alarmer sur l'avenir de ces deux communes privées d'éléments jeunes et doués.

CONCLUSION

Nous venons de voir que l'évolution de la population du canton est passée par diverses phases variables suivant chaque type de commune. On peut la résumer ainsi :

1.) De 1800 à 1850, la population croît par suite du jeu naturel des naissances et des décès dans toutes les parties du canton. Seule une mortalité accrue par des épidémies meurtrières freine le mouvement. Une étude de la densité en 1850 nous révèle que la répartition des habitants ne correspond pas à celle des ressources agricoles et que certaines communes apparaissent comme surpeuplées.

2.) De 1850 à 1881 la crise séricicole puis la crise phylloxérique vont jouer le rôle de catalyseurs qui précipiteront l'exode des populations en surnombre. En même temps, le départ des éléments jeunes va entraîner une aggravation de la baisse générale de la natalité et le déficit des naissances sur les décès accentue la diminution du nombre d'habitants.

3.) De 1881 à 1906 les transformations que subit l'agriculture provoquent un afflux d'immigrants qui redonnent un sang nouveau à la population du canton. En 1906, la natalité paraît en voie de redressement et l'importance de la génération de vingt à quarante ans permet d'envisager l'avenir avec confiance.

4.) De 1906 à 1946 la situation démographique va continuellement en s'aggravant. L'émigration reprend plus à cause des appels de l'extérieur que pour des raisons internes ; tandis que ce sont les

personnes les plus douées qui s'en vont, l'immigration n'apporte que des individus déficients et inassimilables. La baisse sensible de la mortalité ne suffit pas à enrayer la chute de la natalité qui atteint son maximum aux environs de 1936. Les deux guerres enfin aggravent le déséquilibre.

5.) En 1946, si les villages viticoles paraissent avoir atteint un équilibre stable, la situation dans les deux bourgs pré-cévenols semble particulièrement critique. Le redressement de la natalité ne devant porter ses fruits que dans une quinzaine d'années, on risque de se trouver devant une pénurie de main-d'œuvre au cours des années à venir. D'autant plus que le courant d'émigration ne paraît pas tari et que des éléments jeunes continuent à abandonner le canton.

L'essentiel semblerait actuellement d'arrêter ces départs ; mais c'est tout un état d'esprit qu'il faudrait modifier.

D'ailleurs cet exode ne correspond-il pas à un excédent de population par rapport aux possibilités économiques actuelles de certaines communes. Ne vaut-il pas mieux laisser se poursuivre une émigration qui n'est peut-être qu'une adaptation de la population aux ressources de ces pays ? Seule une étude économique détaillée nous permettra de répondre.

DEUXIÈME PARTIE

LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES

TITRE I

LES VARIATIONS DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

CHAPITRE I

L'EQUILIBRE AGRICOLE SOUS L'ANCIEN REGIME

Que de contrastes et de variations dans les activités agricoles de notre région depuis le Moyen-Age !

De très bonne heure nous voyons les systèmes de culture prendre des voies divergentes qui semblent fonction des densités de peuplement. Dès les treizième ou quatorzième siècles, une mise en valeur intensive caractérise le terroir exploitable de SAUVE qui doit nourrir une nombreuse population d'artisans et de marchands. Par contre, dans la plaine du Bay, la culture extensive avec assolement biennal, rentre dans le cadre de l'agronomie méditerranéenne.

Une excellente indication sur les activités agricoles à la fin du treizième siècle, nous est fournie par l'enquête de 1292 consécutive à l'échange de MontPELLIÉRET contre la baylivie de Sauve (1). La proportion des diverses redevances en nature versées aux officiers royaux nous permet de faire le point des cultures dominantes du Salavès à cette époque où, partout ailleurs, on est conduit à faire de pures suppositions.

Comme il fallait s'y attendre, ce sont les cultures vivrières qui occupent une place primordiale. Les céréales représentent en valeur près de 80 % des censives en nature, les produits d'élevage 12 %, le vin 6 % et les légumes secs 2 % seulement.

Il est curieux d'examiner la répartition de ces différentes productions par catégorie. Sur les 900 setiers de céréales que les habitants du Salavès versent annuellement aux officiers royaux, on dénombre 400 setiers de mesclé, c'est-à-dire d'un mélange de blé et d'orge dont la culture constituait une sorte d'assurance contre les intempéries, et dont la farine entraînait telle quelle dans la fabrication du pain consommé à cette époque. L'avoine vient au second rang des redevances

(1) Voir DURAND - Bulletin communal de l'art chrétien NIMES T. IV P. 1292.

avec 265 setiers et dépasse de loin le froment (142 setiers) et le seigle (73 setiers) cultivé sur les contreforts des Cévennes. L'orge et le millet, qui entrent chacun pour 30 setiers dans le total des censives en nature, ne paraissent occuper qu'une place insignifiante.

Les produits d'élevage que l'on doit livrer chaque année se composent de 40 moutons, 22 porcs et 40 poules. Leur valeur totale comparée à celle des céréales nous montre que l'élevage ne constitue qu'une ressource d'appoint. Le mouton est surtout une réserve de matière première pour l'industrie lainière qui commence à se développer, tandis que le cochon est la seule nourriture carnée dont la pauvreté générale permette la consommation.

Mais rapidement, le terroir de SAUVE va se singulariser du restant de la contrée sous la pression d'une population en pleine croissance qui va briser le cadre de l'économie agraire méditerranéenne.

Dès le début du seizième siècle, les formes traditionnelles d'élevage paraissent avoir disparu et le droit de parcours semble exclu des devoirs communaux. Les archives notariales de 1502 (2) nous apprennent que les pâturages communaux étaient arrentés chaque année à un herbagier qui les divisait en lots qu'il sous-louait à des éleveurs de SAUVE ou des environs. Ainsi, en 1502, nous voyons François Recolin, cordonnier et « herbolarius » passer un affrêt à Claude BOISSIER, de CEYRAC, pour les herbes du bois de Coutach, moyennant 2 livres et 12 fromages dits « caselas ». Il passe un autre affrêt à André AUSSEL, du mas de Bagnères (Conqueyrac) pour toutes les esplèches du Puech Cogul et du Bosc de Ranc moyennant 2 livres 5 sols et 12 « caselas ». Ce dernier contrat nous montre que, déjà à cette époque, le droit d'esplèche n'est plus en usage à SAUVE; il donnait aux indigents la faculté de faire leur provision de bois de chauffage dans ces devoirs et d'y faire pacager leur bétail en été, lorsqu'ils étaient trop pauvres pour le faire transhumier. La disparition de ce droit semble résulter non pas d'une usurpation de la communauté, mais plutôt d'une déchéance. Les habitants avaient complètement cessé d'élever quelques bêtes dont le rapport éventuel ne pouvait compenser la nécessité de se procurer des ressources immédiatement réalisables.

Cette désaffection pour l'élevage correspond d'ailleurs à la rupture de l'équilibre agricole traditionnel. On assiste très tôt à une appropriation progressive des « essarts », dès que la garrigue jurassique a été défrichée. Les habitants affirmèrent leur occupation du sol en clôturant leurs tènements par de larges murs élevés avec les pierres sèches qui provenaient de l'épierrement. Au fur et à mesure du surpeuplement, la zone des damiers va mordre sur la forêt communale de SAUVE sans que les autorités n'aient paru s'émouvoir de cette usurpation. Des hectares entiers de garrigue furent ainsi mis en valeur par des artisans qui cherchaient là le complément de ressources indispensable à leur subsistance.

Au prix d'un labeur opiniâtre, les yeuses furent déracinées, les roches attaquées à la masse pour utiliser au maximum la merveilleux

(2) A.D. G. Série E. 1001 Antoine de CLARIS, Notaire.

se fertilité de la « terra rossa » et les possibilités exceptionnelles offertes par le micro-climat des dolines. Sur tout le plateau qui domine SAUVE, se constitua un verger où vignes et olivettes se mêlaient à de nombreuses espèces d'arbres fruitiers : pêchers, figuiers, cerisiers, grenadiers. Chaque pouce de terrain disponible entre les plants fut l'objet d'un jardinage minutieux, pour tirer le maximum d'une surface utile fort exiguë par rapport à la densité de la population.

La communauté qui, au début, paraît ne pas s'être inquiétée de ces empiètements sur ses biens, prendra conscience assez tard de cette atteinte à son patrimoine, non pas pour essayer de revenir sur les usurpations déjà fort anciennes, mais pour réglementer les nouvelles appropriations et en tirer un revenu. Ainsi en 1665, nous voyons l'Assemblée des habitants de SAUVE demander à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, l'autorisation de vendre quatre pâtus au quartier du Bardot et des Castels, à proximité de SAUVE (3).

«... La communauté se trouvant comme dans une espèce de misère à cause des grandes charges qu'elle est obligée de payer annuellement, il est important pour elle... en acquittant ses dettes passées, de recouvrir « le coureage » (4) qui se trouve engagé depuis longtemps à Noble Jean de Bilanges, sieur de Falguière... »

Pour obtenir les sommes nécessaires, l'assemblée propose une opération où tout le monde trouvera son compte : « quatre pâtus communaux encastrés (au milieu de champs clos appartenant à des particuliers) seront vendus aux enchères publiques et aliénés à perpétuité « comme inutiles à la communauté car quelques habitants n'y font que semer quelque peu de blé, tandis qu'on peut les réduire en vignes, olivettes et y planter pêchers et autres arbres portant fruits et, par ce moyen, bonifier cet endroit et le rendre aussi fertile que les cantons y joignant... »

Cette délibération met l'accent sur la nécessité d'une appropriation individuelle pour que se réalise une exploitation rationnelle. Les habitants n'avaient entrepris le travail de longue haleine que représente la mise en valeur de la garrigue seulement parce qu'ils avaient la certitude d'avoir la jouissance exclusive des enclos par eux défrichés.

Dans les quartiers de garrigue éloignés de la ville qui étaient restés propriété collective, la culture revêtait un caractère essentiellement temporaire. Les habitants les plus misérables avaient coutume d'y faire du blé pour accroître leurs maigres ressources. Malgré la fertilité de la « terra rossa » les rendements étaient très faibles car les procédés de culture étaient rudimentaires et l'assolement n'y était jamais pratiqué. Chaque année ces sols portaient une récolte de blé dépassant rarement le triple de la semence, en dépit des soins minutieux dont elle était l'objet. (Certains cultivateurs allaient jus-

(3) A.D.H. B.39 F. 1016 v. 1^{er} mars 1665

(4) Droit sur les marchés.

qu'à arracher au printemps les mauvaises herbes qui sont légion dans ces essarts (5).

Les années de mévente dans le textile, coïncidaient avec une extension de ces champs provisoires, mais les cantons marginaux étaient délaissés lorsque les bras étaient occupés au maximum par l'industrie. Ces communaux changeaient fréquemment de mains et étaient cultivés alternativement par différents travailleurs qui les exploitaient, les abandonnaient ou les reprenaient au gré, semblait-il, de leurs besoins immédiats. Ils se les transmettaient les uns aux autres comme en témoigne cette déposition d'Henri Liron, fils d'un travailleur de terre, accusé d'avoir participé à l'assemblée protestante du Dimanche 6 octobre 1754. Pour sa défense, il invoque être allé, ce dimanche matin « sur la montagne de Coutach dans le bois commun de la communauté où les habitants ont le droit de faire du blé, afin d'y voir les endroits propres à y travailler pour en semer, entre autres quelques-uns que le nommé André, dit Canard, avait semé l'année dernière et avait dit lui abandonner ». (6)

Mais il ne faudrait pas penser que SAUVE était entouré de zones de cultures homogènes. Certains champs clos sont situés au milieu de la forêt de Coutach, à une distance de plusieurs kilomètres. Lors du précédent procès, on relève quelques dépositions qui montrent que les appropriations individuelles ne sont pas limitées aux environs immédiats de SAUVE. On peut citer, celle de Jean ALIER, mulétier, qui déclare posséder « une pièce mêlée de vignes, champs et bois, au milieu de laquelle se trouve un mazet où il enferme les herbes qu'il peut ramasser pour nourrir sa mule ; l'enclos, situé dans le quartier de Baume-Vaissel, est muré en pierres sèches... ». Jean DURAND dépose qu'il possède lui aussi « une pièce avec mazet vigne, olivettes, bois et ruches à miel, clos de murs à pierre sèche, au quartier des Baurès... »

A la fin de l'ancien régime, tout le plateau qui s'étale à l'Est de SAUVE est l'objet d'une exploitation intensive qui ne manque pas d'émerveiller les visiteurs illustres parcourant la contrée « Le naturaliste GENSANNE est le premier à décrire le verger luxuriant que les Sauvains ont conquis sur la garrigue jurassique : « Rien ne représente mieux un tremblement de terre que les environs de SAUVE. Au premier coup d'œil, on ne soupçonnerait pas ce pays habitable et encore moins susceptible de la moindre culture : il produit cependant les meilleurs fruits de la province... Ces tas de roches laissent entre elles de petits intervalles fort profonds dont les habitants ont su profiter. Tous ces vides sont plantés en arbres fruitiers de toute espèce qui se trouvent là à l'abri des vents et des grandes chaleurs... » (7)

Arthur YOUNG qui visite la France à la veille de la Révolution, s'enthousiasme devant l'œuvre des habitants de SAUVE. « En quit-

(5) Voir A.D.H. Série C. 167 (2) 1688 Poursuites contre Marcellin Asfourtit.

(6) Voir A.D.H. Série C. 237 (2) 1754 Assemblée Protestante de Coutach.

(7) GENSANNE - Histoire Naturelle du Languedoc 1776 Tome 1, P. 240

tant SAUVE, je fus frappé de voir une immense étendue de terrain qui n'était en apparence que rochers, enclose et plantée avec la plus industrielle attention. Chaque habitant possède un olivier, un mûrier un amandier ou un pêcher et des vignes éparses au milieu d'eux, de sorte que le terrain est couvert du mélange le plus bizarre de ces plants et de rochers enchevêtrés » (8)

Le préfet impérial, Jean Baptiste DUBOIS, insiste lui aussi sur le contraste entre l'hostilité apparente de la nature et l'exubérance des cultures : « La rivière divise SAUVE en deux parties extrêmement différentes et par la culture et par le produit. La partie supérieure m'a offert un spectacle nouveau pour moi et qu'on ne retrouve point ailleurs. J'ai éprouvé d'abord un sentiment pénible, je ne voyais qu'une montagne aride, toute couverte de rochers bizarrement parsemés à sa surface et qui me présentait l'image d'une terre frappée de stérilité. Mais en observant de plus près, quel n'a pas été mon étonnement lorsque j'ai découvert dans les fentes de ces rochers, dans les intervalles sinueux qui les séparent, sur des précipices que la main de l'homme a comblés ou rétrécis, des arbres superbes couverts de fruits d'un goût délicieux. Les différentes espèces de cerisiers, de figuiers, de grenadiers, la vigne, l'olivier végètent parmi ces rochers avec une vigueur qui tient du prodige. » (9)

Cette exploitation intensive apparaît comme un fait assez rare sous l'Ancien Régime pour exciter la curiosité de tous les érudits qui visitent SAUVE. Seule, la nécessité de se procurer les ressources indispensables à assurer la subsistance de plus de trois mille habitants peut expliquer la farouche obstination avec laquelle les Sauvains avaient transformé le causse en un magnifique verger. Pour pallier aux déficiences de la production céréalière limitée à la vallée du Vidourle et à son mince ruban de terrain limoneux, les habitants avaient été obligés de chercher un complément dans la culture fruitière. La réussite de toutes les espèces arbustives au creux des dolines devait amener leur multiplication, mais sans que les habitants essayent d'en tirer un profit spéculatif. La satisfaction des besoins locaux demeura le mobile essentiel de cette mise en valeur.

Les olivettes qui s'étendaient jusque sur le flanc occidental de Coutach, suffisaient à peine à la consommation ; on évaluait à la fin de l'Ancien Régime la production moyenne de SAUVE à 1.000 décalitres (10) soit environ trois litres d'huile par habitant à une époque où l'olivier est la source essentielle de matières grasses. Les vignes éparses à travers la garrigue donnaient un vin de mauvaise qualité, consommé sur place ; J. B. DUBOIS estime la production annuelle à 1.200 tonneaux, soit un peu plus de 4.000 hectolitres. Toutes les autres productions fruitières étaient également destinées au marché local, car la lenteur des moyens de transport interdisait des expéditions à grande distance. On voit pourtant, au cours du 19^me siècle,

(8) Arthur YOUNG. Voyage en France 1787. Itinéraire de NIMES à St-HIPPOLYTE-DU-FORT.

(9) J.B. DUBOIS. Mémoire sur la situation, l'Industrie et le Commerce de la ville de SAUVE 1801

(10) Voir A.D.G. 50 M10 Statistique du Gard. 1811 feuillets (SAUVE)

se développer le commerce des figues sèches où les producteurs sauvains vont se tailler une réputation de qualité et de finesse. J. B. DUBOIS nous rapporte que l'on faisait régulièrement tous les ans, plusieurs envois pour la table de Louis XV (11). Les figues cueillies en pleine maturité étaient enfilées une à une sur des rameaux épineux que l'on exposait au soleil. Les fruits séchés étaient expédiés vers les grandes villes où seule la clientèle fortunée pouvait acheter très cher un produit qui constituait à l'époque un véritable luxe.

A cette seule exception près, tous les cultivateurs se consacraient à l'approvisionnement local. La plaine du Vidourle était, elle aussi, l'objet d'une culture intensive destinée à alimenter en grains l'abondante population sauvaine. D'après J.-B. DUBOIS, on retrouvait dans cette portion du terroir le même amour du travail et la même opiniâtreté que dans la garrigue ; mais on y était arrivé à un résultat diamétralement opposé. La cherté et la rareté des grains avaient conduit les Sauvains à y faire du blé et toujours du blé, sans jamais laisser de repos aux terres par la jachère ou l'assolement. Les rendements allaient sans cesse en décroissant car le manque de fumier ne permettait pas de régénérer des sols moins riches en principes fertilisants que la « terra rossa » des dolines.

Cependant, les cultivateurs, pressés par une demande aiguë, ne pouvaient se résoudre à abandonner, même temporairement, une source de profits faciles. Avec la baisse des rendements qui résultait de ce système de culture, la production céréalière demeura toujours inférieure aux besoins locaux, et les habitants furent placés dans des situations critiques lorsqu'il leur fut impossible de s'approvisionner à l'extérieur. En 1789, la récolte fut achetée sur les gerbières par des spéculateurs qui payèrent jusqu'à 51 livres la salmée de blé. Le 11 Août 1789, à SAUVE même, éclata une émeute contre les accapareurs au cours de laquelle un boulanger et un négociant nommé GENOLHAC, coururent les plus graves dangers.



La vaste plaine de Bay, avec ses prés, ses friches, ses « harmas » devait alors apparaître comme un désert au voyageur qui venait de traverser le terroir de SAUVE où chaque pan de terrain cultivable portait l'empreinte de l'homme. Pourtant, les habitants du Salavès ne paraissent pas avoir été dotés d'une opiniâtreté et d'une ardeur au travail moins constantes que celles des habitants de leur chef-lieu. Cette carence apparente dans la mise en valeur des sols n'est que la conséquence de leur fidélité à l'agronomie traditionnelle de nos régions. Les paysans de la plaine du Bay ne cherchèrent jamais à s'évader du système de culture extensive dont la jachère bi-annuelle était la caractéristique essentielle.

L'histoire économique des contrées méridionales repose sur la recherche d'un équilibre entre l'élevage et les cultures vivrières. Le problème qui se posait à tous les agriculteurs était de trouver un juste milieu entre le terroir réservé aux céréales et le terroir desti-

(11) J. B. DUBOIS - Ouvrage cité.

né à fournir la nourriture du cheptel nécessaire aux labours et à l'engrais des terres à blé. Une trop grande extension des cultures vivrières risquait de se traduire par une chute brutale des rendements provoquée par le manque de fumure et d'animaux de trait. A l'opposé, une trop grande place laissée à l'élevage signifiait automatiquement la disette de céréales à l'époque de la soudure.

Une étude des anciens compois et des archives communales du Salavès permet de mettre l'accent sur ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui « le complexe du fourrage ». Chaque laboureur apparaissait comme hanté par l'idée de se procurer coûte que coûte la provision de foin du mulet ou de la mule qui lui étaient indispensables pour tirer l'araire au moment des semailles et pour charrier et dépiquer les gerbes une fois la récolte terminée. Il ne pouvait être question pour lui de nourrir toute l'année de gros mangeurs tel un cheval ou une paire de bœufs. Les recensements les plus anciens que nous possédions indiquent que mules et mulets forment le plus fort contingent des animaux de trait du canton, surtout dans les villages de la plaine du Bay où ils représentent plus des trois-quarts du gros bétail (12). Les bœufs sont plus nombreux dans les communes à habitat épars où les ménagers des grands mas les utilisent pour les gros labours. Une centaine de juments sont également employées dans l'agriculture, mais les chevaux recensés appartiennent pour la plupart aux voituriers et aux rouliers de SAUVE et de DURFORT.

Pour les petits exploitants de la plaine de Bay, tous les moyens étaient bons pour s'assurer les réserves nécessaires en mettant à profit les ressources locales, car la vie en économie fermée et le manque de numéraire leur interdisaient d'acheter des fourrages à l'extérieur.

La prairie naturelle apparaît, à cette époque, comme la principale certitude de remplir son fenil tous les ans. Chaque cultivateur possède au moins un tènement dans le terroir des « prés » qui se situe en général en bordure des « valats » qui drainent la plaine du Bay. Le compois de SAVIGNARGUES (13) établi en 1672 est plein d'enseignements sur cette ruée vers l'herbe.

Le quartier de Bay est non seulement morcelé entre les propriétaires du village qui y possèdent tous un ou plusieurs près d'une vingtaine d'ares, mais aussi entre des cultivateurs de communautés voisines que la rareté des prairies naturelles dans leur propre terroir a poussés à en acquérir dans la juridiction de SAVIGNARGUES plus richement dotée à ce point de vue. Douze habitants du village limitrophe de Saint-Jean-de-Serres figurent ainsi dans le compois où ils voisinent avec des propriétaires de Canaules et de Logrian. Et quel étonnement de découvrir que deux cultivateurs d'Aujargues et de St-Mamert, villages distants de quelque vingt kilomètres, possédaient, eux aussi leur pré à SAVIGNARGUES.

(12) Voir A.D.G. 12, M52 Recensement des bestiaux de 1807

(13) Archives municipales de SAVIGNARGUES

Le liseré de prairies naturelles qui suit le cours des « valats » dans la plaine de Bay était trop exigü pour nourrir toute l'année les animaux de travail auxquels venaient s'ajouter les quelques moutons que chaque particulier élevait pour leur laine et leur fumier ! Comme dans toutes les régions méditerranéennes, les paysans durent s'ingénier à multiplier les pacages afin de ne recourir à leurs réserves de fourrage qu'en cas d'absolue nécessité. La jachère bi-annuelle correspond davantage au besoin de doubler chaque année le terroir réservé au parcours qu'au besoin de laisser reposer les terres à céréales. Ce genre d'assolement qui exigeait de larges espaces explique que les cultivateurs de Canaules et de Savignargues aient exploité des faïsses, malgré l'étendue des terres de plaine qu'ils avaient à leur disposition. Les champs en friche et les terres débarrassées de leur récolte **étaient obligatoirement soumis** à la vaine pâture dans les villages agglomérés où l'enchevêtrement des parcelles rendait impossible une dépaissance individuelle. Les terroirs de ces villages agglomérés étaient en effet découpés en de multiples quartiers spécialisés suivant leurs aptitudes géologiques et eux-mêmes morcelés entre tous les propriétaires, car chacun avait voulu posséder son tènement particulier au lieu-dit « le Vignau, l'Olivette, les Prés ou les Planes... »

Une délibération du Conseil municipal de Canaules prise en application de la loi du 18 juillet 1837, codifie les usages existant depuis des temps immémoriaux. Elle nous précise très bien les raisons d'être du droit de parcours et nous révèle le soin avec lequel il avait été organisé. (14)

« La commune comprend environ 80 familles dont les propriétés sont composées de parcelles et de tènements mélangés, ce qui oblige les habitants à se supporter les uns les autres, en ce qui concerne le droit de parcours à exercer sur les terres incultes ainsi que sur les terres en chaume. Il faut favoriser ce parcours tant pour les troupeaux que pour le gros bétail, pendant la dépaissance du jour, attendu que les troupeaux bonifient les terres ensemencables et que le gros bétail peut prendre sa vie dans la belle saison, ce qui est avantageux à la majeure partie des habitants, vu le manque de fourrage dans la commune et de ressources pour s'en procurer ».

Chaque habitant avait le droit de mettre au parcours quatre bêtes à laine par hectare de terrain dont il était propriétaire, mais il était tenu obligatoirement de les faire transhumier à la montagne de la première quinzaine de juin jusqu'au 24 Août. En ce qui concerne le gros bétail, la dépaissance collective n'était ouverte qu'à dater du quinze avril de chaque année ; de plus, pour pouvoir envoyer une grosse bête au parcours, il fallait être possesseur d'au moins un hectare de terrain. Les intérêts individuels des propriétaires étaient cependant protégés avec une certaine libéralité car il leur était facile de mettre en défense les terres en chaume. Il leur suffisait de

(14) Archives Municipales de CANAULES - Registre des Délibérations de 1831 à 1856.

semer alternativement, en bonne semence, une bande d'un quart de la largeur pour réserver la totalité du champ d'une Saint-Martin à l'autre.

On ne retrouve aucune trace de ces pratiques collectives dans les archives des communes à habitat éparé où la structure de la propriété favorisait une dépaissance individuelle.

Construits à la lisière de la garrigue et des terres à céréales, situés au centre même de l'exploitation d'un seul tenant, les mas constituaient des emplacements de choix pour l'élevage des ovins. Depuis des temps lointains, les maziers s'étaient orientés vers cette branche d'activité qui représentait leur principale ressource. La grande superficie de leur exploitation qui dépassait en général 100 hectares, leur permettait d'abandonner une grosse partie des terres à la dépaissance. Le recensement des bêtes à laine de 1744 (15) nous indique que pour environ 2.000 moutons élevés par les villageois de la plaine du Bay, il y en avait près de 5.200 dans les mas.

Toute l'histoire agricole de l'Ancien Régime est marquée par des conflits entre les petits propriétaires et les puissants ménagers qui, en dépit de l'étendue de leurs devoirs particuliers ne se privaient pas de profiter au maximum des herbages communaux. Ainsi nous voyons, en 1757, la communauté de Savignargues en procès avec les sieurs Bernard, rentiers des mas de la Rouvière et de Comiac, qui ont fait pacager plus de trois cents bêtes dans toute l'étendue de la juridiction de Savignargues.

La pratique de la jachère et de la vaine pâture s'avérant souvent insuffisante les petits paysans devaient s'ingénier de mille et une façons pour remédier à la pénurie de fourrages. La paille de blé était très recherchée : mêlée au foin, elle devenait un complément de nourriture fort acceptable ; en 1777, les habitants de Savignargues furent contraints de plaider pour trouver un vendeur, tant il était difficile de se procurer de la paille. Ils engagèrent un procès contre Jean FRANC, fermier du bénéfice de Savignargues, afin de l'obliger à leur vendre les pailles provenant des gerbes de la dîme qu'il avait emportées chez lui, à Canaules, pour les y faire dépiquer (16)

Certains, pendant la belle saison, économisaient sur la nourriture à l'écurie en faisant pacager leurs mules toute la nuit dans les aires qu'ils possédaient au sortir du village (17). Ils ne pouvaient les envoyer ailleurs, car la dépaissance nocturne dans les terres soumises au parcours était formellement interdite à cause des abus qu'elle aurait entraînés et du grave péril qu'elle aurait constitué pour les récoltes encore pendantes.

Enfin, quand la vendange avait été enlevée, on se hâtait d'envoyer le bétail dans les vignes pour qu'il profite des feuilles avant qu'elles ne sèchent (18).

(15) A.D.G. Série C. 1083 Etat du bétail à laine dans le diocèse de NIMES.

(16) Archives Locales de Savignargues - Délibération de l'assemblée des habitants. Feuilleté éparé 1777.

(17) A.D.H. Série C. 297

(18) - idem -

Malgré tous les soins déployés pour assurer la nourriture du cheptel, l'équilibre agricole resta précaire tout au long de l'Ancien Régime, surtout dans les villages où les petits propriétaires se trouvaient continuellement sous la menace d'une récolte de céréales déficitaire ou d'une sécheresse redoutable pour les herbages. Les autres ressources suffisaient à peine à la satisfaction des besoins domestiques et ne jouaient qu'un rôle insignifiant dans la vie économique.

Chaque propriétaire possédait son jardin et sa chènevière dans le quartier des Horts situé sur les meilleures terres proches de la ligne de puits qui avait fixé la population. Le sol soigneusement ameubli était constamment bonifié par l'apport du fumier de mouton dont c'était la principale utilisation. En plus du chanvre, on y faisait venir des légumes secs, quelques rares légumes verts, comme les choux et les blettes et des plantes aromatiques telles que persil et fenouil.

Les vignes étaient reléguées aux confins du terroir, sur les sols argileux où les céréales ne donnaient rien. Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que les rendements n'aient pas dépassé 12 hectolitres à l'hectare (19).

Le vignoble avait d'ailleurs une tout autre allure qu'aujourd'hui. Les plants étaient tous mêlés sans que l'on cherchât à sélectionner les espèces ; les souches étaient tenues à 1,50 mètres du sol, et l'espace entre les rangées était souvent occupé par des cultures intercalaires comme l'indique le terme de « terre et vigne » qui revient fréquemment dans les compois. Parfois même, la vigne grimpait en treille sur les arbres ; on retrouve dans les archives locales des actes de cession de terres bordées de « perras » (20) portant vigne.

Le vin ne faisait l'objet d'aucun commerce car chaque propriétaire ne cultivait en vigne que la superficie nécessaire à sa consommation familiale. A Savignargues, en 1672, les deux plus petits exploitants dont la propriété ne dépasse pas, au total, trois hectares, possèdent chacun environ un hectare de vigne, soit autant que les plus riches propriétaires de l'endroit.

Le terme d'olivette « ruinée » que nous rencontrons souvent dans les compois de Savignargues et de Canaules, nous montre que l'olivier était à la limite de sa culture dans la plaine du Bay et que les gelées hivernales y étaient particulièrement néfastes pour cet arbre fragile. Seuls les cultivateurs de DURFORT avaient réussi à donner une certaine importance à leurs olivettes sur les collines exposées au Sud.

Quelques lignes d'arbres fruitiers tels que poiriers et cerisiers venaient compléter le paysage agricole de la plaine du Bay, tandis que les châtaigniers de la zone pré-cévennique apportaient un précieux complément hivernal aux habitants de DURFORT et de FRES-SAC.

(19) Voir A.D.G. - 12 M 52 - Recensement de 1807 - Canton de Lédignan.

(20) Poiriers sauvages.

Tous les sondages faits dans les archives du canton nous permettent de conclure que l'agronomie ancienne n'était que rarement orientée vers la vente des produits du sol.

Il s'agissait avant tout de subsister et l'activité de la majorité des cultivateurs se bornait à obtenir les produits indispensables à la nourriture et à la vie domestique. Que ce soient les artisans de SAUVE cherchant un complément de ressources dans une exploitation intensive de leur terroir, ou les petits propriétaires des villages du canton écartelés entre les cultures vivrières et l'élevage, tous avaient pour but immédiat la satisfaction de leurs propres besoins. Seule la nécessité de se procurer le numéraire indispensable pour le paiement des impôts et des droits féodaux poussait le cultivateur à livrer sur les marchés de SAUVE et d'ANDUZE quelques produits excédentaires, lorsque la récolte avait été particulièrement bonne.

Cependant, les fermiers et les métayers qui exploitaient les grands domaines des mas pour le compte des riches bourgeois de SAUVE et de la région étaient tenus d'écouler chaque année une part importante de leur récolte de céréales afin d'acquitter leurs redevances. A ces revenus venait s'ajouter le produit de la vente des brebis et des agneaux qu'ils écoulaient aux foires de SAUVE et d'ANDUZE, au départ et à l'arrivée des transhumants. Mais les gros ménagers étaient en trop petit nombre pour donner un certain relief à la vie économique des campagnes.

CHAPITRE II

LA REVOLUTION AGRICOLE

On peut à juste titre qualifier de révolution les profondes modifications qu'a subies l'ancien système de culture au cours du XIX^m siècle, car elles ont été accompagnées d'une transformation complète de la structure agraire, des techniques agricoles et surtout de la mentalité paysanne.

Ces bouleversements ne se sont pas effectués brutalement ; ils ont pris corps peu à peu sous l'influence sporadique de facteurs économiques et humains fort dissemblables dont l'action conjuguée a permis de passer insensiblement de systèmes de culture reposant sur la satisfaction immédiate des besoins vitaux à un mode d'exploitation tourné vers la spéculation et le profit.

La situation géographique du canton, à l'intersection d'une zone de contact et d'un axe de circulation, favorisait les apports étrangers tandis que la diversité des sols offrait un terrain de choix pour expérimenter des plantations dont les voyageurs vantaient les mérites. Cette réceptivité de la région aux influences extérieures se traduisit dans l'histoire agricole du XIX^m siècle par une série de tentatives dont le but était d'introduire et de développer des cultures de rapport, susceptibles d'accroître les ressources en numéraire de la paysannerie.

Le mûrier apparaît comme un des premiers agents qui ait contribué à l'éclatement de l'ancienne agronomie, moins peut-être à cause de son rôle économique qu'à cause de l'évolution psychologique dont il a été le principal facteur.

Sous l'impulsion des intendants qui avaient cherché à en multiplier les plantations, « l'arbre d'or » s'était peu à peu introduit dans le système de culture traditionnel sans en menacer la fragile ordonnance.

Planté en bordure des champs ou en lignes espacées pour permettre les cultures intercalaires, il n'empiétait qu'au minimum sur les terres à céréales. Les cultivateurs pouvaient se consacrer à la sériciculture sans que leurs productions essentielles ne souffrissent du manque de soins, car l'élevage du ver à soie s'insérait entre les roulages et les moissons, dans un temps mort du cycle ancestral des travaux agricoles.

Enfin, la vente de la soie grège constituait un appoint en numéraire fort précieux en un siècle où les impositions n'avaient cessé de croître.

Il est difficile de préciser la date exacte de l'apparition du mûrier dans le canton mais le premier essor des plantations se situe vraisemblablement vers le milieu du dix-huitième siècle. D'après l'intendant de BALAINVILLIERS (1) les vers à soie réussissaient bien mieux sur les côteaux pré-cévenniques que dans les plaines du bas-Gard où l'humidité de l'air et la chaleur donnaient une feuille trop grasse et trop riche en eau. Favorisée par les conditions climatiques de la région, la culture du mûrier devait rapidement s'étendre, en particulier sur les collines qui avoisinent DURFORT. En 1807 (2) il y avait déjà 17.000 mûriers dans le canton dont 8.000 pour le seul territoire de la commune de DURFORT-St-MARTIN. On peut chiffrer à 15.000 quintaux métriques la production moyenne de feuilles de mûrier, ce qui correspondait à la faculté d'élever annuellement plus de 1.000 onces de graine.

Pendant la période révolutionnaire, la sériciculture avait marqué un temps d'arrêt consécutif à la fermeture des débouchés étrangers qui avait paralysé l'industrie de la soie. On avait même enregistré un certain recul à SAUVE où les habitants n'avaient pas remplacé les arbres détruits par le terrible hiver de 1789.

Avec la reprise du commerce extérieur, les plantations recommencèrent à se multiplier dès les dernières années du régime napoléonien, en particulier dans la plaine du Bay où le mûrier, qui, jusqu'alors n'avait occupé que la bordure des terres, prit possession du champ lui-même. Les premiers quartiers que l'on consacra à sa culture furent ceux dont le sol était trop ingrat pour recevoir des céréales. A Canaules, les lieux-dits où l'on rencontre les terres à mûriers au moment de la confection du cadastre (1813) n'avaient constitué jusque là que des pâtures. Ils portent d'ailleurs, des noms très significatifs : la Bartasse (les Broussailles), les Grèzes (les Grès)... Ces terres étaient situées pour la plupart dans des bas-fonds où l'arbre était très exposé aux gelées de printemps, mais la récolte n'était pas compromise car de nouveaux bourgeons venaient remplacer ceux qui avaient été tués par le froid et la végétation se trouvait simplement retardée.

Après 1820, les nouvelles plantations ne se limitèrent plus aux terres les moins fertiles et le mûrier commença à faire son apparition dans le terroir qui, depuis des siècles, était réservé aux céréales. Cette prise de possession avait été rendue possible par deux facteurs essentiels qui avaient sensiblement modifié les composantes de l'équilibre agricole traditionnel.

D'une part, on voyait s'éloigner le spectre de la famine, car la libre circulation des grains donnait au cultivateur la certitude qu'il pourrait se procurer les céréales nécessaires avec le numéraire que la sériciculture lui apportait en quantité croissante. En outre, l'arrivée massive par le port de Marseille, des blés danubiens, dont le

(1) BALAINVILLIERS. Mémoires (1788) Bibliothèque Municipale de Montpellier
Manuscrit 48. Voir Diocèse de NIMS et Diocèse d'ALES.

(2) A.D.G. 12 M 52 - Enquête agricole de 1807

prix très bas concurrençait les blés languedociens, garantissait un approvisionnement régulier à un tarif raisonnable.

D'autre part, les ressources réservées au bétail se trouvaient accrues avec l'apparition des premiers fourrages artificiels. Déjà, en 1788, un mémoire adressé à BALAINVILLIERS (3) mentionnait qu'aux environs de SAUVE et d'ANDUZE on bonifiait les terres en semant de la luzerne dans les terrains gras et limoneux et de l'esparcette sur les sols maigres et légers.

Dans son mémoire de 1805, J. B. DUBOIS (4) signale à propos des prairies artificielles que « quelques Sauvains éclairés ont commencé à donner l'exemple par des essais heureux. Le sainfoin a particulièrement réussi et la culture en serait très avantageuse si elle était généralisée dans le canton ». L'extension des prairies temporaires aux dépens de la jachère morte se poursuivit régulièrement dans la première moitié du XIX^{me} siècle et libéra partiellement le cultivateur du complexe du fourrage.

Une véritable fièvre de plantation s'empara des paysans du canton qui, en un demi-siècle, quadruplèrent la production de cocons. Au moment où les maladies s'abattirent sur les vers à soie, le total des graines mises à l'incubation dans le canton dépassait 4.000 onces (5) ce qui nécessitait la feuille de plus de 60.000 mûriers. Au cours de la seule année 1857 où déjà l'épidémie menaçait sérieusement la sériciculture, on avait planté encore plus de 2.000 jeunes arbres.

A cette époque, le principal producteur demeurait la commune de DURFORT-St-MARTIN avec plus de 15.000 mûriers, dont 3.500 pour le seul grand domaine de VIBRAC. A SAUVE, les plantations avaient réoccupé la plaine du Vidourle et on y dénombrait 10.000 arbres en pleine production. Dans la plaine du Bay, où on comptait 35.000 mûriers en 1857 contre 5.500 en 1807, certains villages qui ignoraient la sériciculture au début du siècle, étaient devenus des centres d'éducation du ver à soie. A St-JEAN-DE-CRIEULON où, en 1807, on pouvait à grand peine élever une once de graine, on avait mis, en 1857, 250 onces à l'incubation. Cette petite commune qui, à la Révolution, n'était (6) d'après Rivière, qu'un vallon infertile, couvert de landes et de bruyères, était devenue, en cinquante ans, un petit village au terroir bien cultivé. Les habitants s'étaient partagé la portion orientale du domaine de Vibrac qui avait été morcelé après la Révolution.

Pour mettre en valeur ces terres, jusqu'alors utilisées uniquement comme pâturages, ils avaient multiplié les plantations de mûriers et avaient réussi à rattraper le retard qu'ils avaient sur les communes voisines.

(3) A.D.H. Série C. 47 - Mémoires adressés à de BALAINVILLIERS sur les facultés des habitants de l'intendance du Languedoc.

(4) J. B. DUBOIS Ouvr. cité.

(5) Voir A.D.G. 12 M 91 Statistique agricole de 1857

(6) Rivière - Statistique du Gard - 1843

Tandis que dans les villages l'élevage du ver à soie était resté strictement familial, il était pratiqué dans les mas sur une grande échelle et la majorité des exploitations dépassait 50 onces. La main-d'œuvre temporaire était fournie par les jeunes Cévenoles qui descendaient jusqu'aux moissons. Souvent, le propriétaire de mûriers se différenciait de l'éleveur de vers à soie. Un entrepreneur, le magnanier, s'occupait entièrement de l'éducation des vers et utilisait pour cela la feuille et les locaux mis à sa disposition contre une redevance forfaitaire. Parfois même, sur les très grandes exploitations, les plantations de mûriers dépassaient les possibilités d'élevage et la feuille fraîche était vendue sur place aux petits propriétaires des villages voisins.

En admettant qu'à cette époque, le rendement moyen ait été de un kilogramme de cocons pour un gramme de graines mises à l'incubation, un quintal de feuilles qui se payait cinq francs permettait d'obtenir deux kilogrammes de cocons vendus cinq francs le kilo, ce qui donnait un revenu brut partagé également entre l'éleveur et le propriétaire de mûriers.

Le domaine de Vibrac s'était spécialisé dans la vente de la feuille fraîche aux habitants du village voisin, DURFORT ; le quart des terres arables était planté en mûriers dont le produit net atteignait chaque année 15.000 francs-or et représentait le tiers des revenus de l'exploitation (7)

L'essor considérable de la sériciculture devait avoir de profondes répercussions sur la vie et la physionomie du canton. Les mûriers devinrent un des éléments essentiels du paysage non seulement à travers la campagne, mais aussi à l'intérieur même des villages.

Tous les éleveurs en avaient planté dans leur cour, l'abri des maisons les protégeait des gelées de printemps. Leur jeune feuille servait à nourrir les vers dans les premiers âges en attendant la repousse des bourgeons sur les mûriers de plein champ atteints par la gelée.

Pour loger les « canis » sur lesquels les vers étaient élevés, il fallut transformer les maisons d'habitation. Les grands bâtiments étroits à deux étages que l'on voit un peu partout dans le canton, datent de la première moitié du dix-neuvième siècle.

Parfois on se contentait d'ajouter un étage supplémentaire aux anciennes demeures et ces rajouts sont encore facilement décelables de nos jours.

Dans une région où le bois de menuiserie était fort rare, le mûrier avait pris une grande place dans la vie domestique ; il était utilisé dans la fabrication des tables et des chaises ou encore des volets, des portes et des encadrements. Plus tard, quand le vignoble prendra le pas sur la sériciculture, c'est au bois de mûrier que

(7) Registre des Délibérations du Conseil Municipal. Archives locales de DURFORT 1852 à 1859 - Délibération de Février 1858.

l'on fera appel pour la confection des tonneaux et des piquets de vigne.

Tous les sous-produits de l'élevage des vers à soie étaient employés dans l'agriculture et rendaient divers services aux exploitants. La litière était déposée au pied des mûriers ou d'autres plantes cultivées et constituait un engrais de premier ordre, équivalent par sa teneur en azote à cinq fois son poids de fumier de ferme. On tamisait les déjections qui étaient destinées à l'engraissement du porc familial car elles étaient très riches en principes nutritifs.

Fin Août, on taillait les mûriers et on engrangeait les fagots utilisés, pendant l'hiver, pour la nourriture à l'étable des chèvres et des brebis.

Même les rameaux dépouillés de leurs feuilles trouvaient leur emploi à l'époque des vendanges. Ces dernières étaient plus tardives qu'aujourd'hui et le Ban des vendanges n'était publié qu'aux premiers jours d'Octobre lorsque les pluies d'automne avaient déjà fait leur apparition. Pour pouvoir faire circuler les charrettes chargées de raisins sur les chemins transformés en fondrières on étendait des branchages de mûrier aux passages les plus difficiles.

Le mûrier était devenu, peu à peu, un des pivots de l'exploitation agricole et cette primauté sur toutes les autres cultures avait fortement imprégné la psychologie paysanne. En même temps qu'il rendait de multiples services aux cultivateurs, « l'arbre d'or » avait décuplé les rentrées de numéraire et éveillé chez les paysans un esprit de négoce qui devait faire éclater définitivement les cadres de l'agronomie traditionnelle. Les échanges commerciaux et les foires connurent une ampleur qu'ils n'avaient plus atteinte depuis les époques les plus florissantes du Salavès. En 1847 (8) nous voyons le Conseil Municipal de SAUVE demander la prolongation d'un jour de la foire du 29 juin qui « acquiert de plus en plus d'importance... du fait qu'elle est placée à une époque très favorable ; le numéraire est alors plus commun car on vient de faire la récolte du ver à soie... »

Lorsque la pébrine et la flâcherie viendront décimer les élevages de vers à soie et anéantir la richesse principale du canton, les paysans ne reviendront pas à l'ancien système agronomique, mais chercheront une nouvelle culture susceptible de leur procurer des ressources en numéraire équivalentes à celles qu'ils tiraient du mûrier. La maladie qui avait fait son apparition aux environs de 1850, ne commença à produire ses effets sur l'agriculture du canton qu'à partir de 1857. Tandis que cette année-là on avait encore planté 2.000 mûriers, en 1859, on n'en plantait plus que 715 et en 1860, à peine 300. Au cours des années suivantes, les arrachages dépasseront de plus en plus les plantations, surtout dans la plaine du Bay. Les éleveurs qui, en 1860, mettaient à l'incubation plus de 5.500

(8) Archives locales de SAUVE. Registre des Délibérations du C. M. de 1845 à 1853 - Délibération du 14 Novembre 1847.

onces de graines se découragèrent devant les progrès foudroyants de la maladie et, en 1866, diverses délibérations de Conseils Municipaux nous apprennent que la récolte était devenue à peu près nulle.

Dès que la ruine de la sériciculture fut une certitude, la vigne apparut aux paysans de la plaine du Bay comme la culture qui leur permettrait de retrouver dans un bref délai, leur richesse perdue. Ils avaient l'exemple tout proche des cultivateurs du bas-Gard qui, dans la première moitié du XIX^{me} siècle, avaient multiplié les vignes sur les défrichements de la garrigue. Les principaux obstacles qui, jusqu'alors s'étaient opposés à l'extension du vignoble étaient en voie de disparaître.

Si la sériciculture avait connu un grand essor à une époque où les moyens de communication étaient encore fort onéreux, c'est parce que la soie grège était un produit d'une grande valeur sous un volume réduit dont le transport ne représentait qu'une faible partie du prix de revient. Avant la construction du réseau ferré, le vin, marchandise pondéreuse et encombrante, était grevé de lourdes charges lorsqu'on l'expédiait au loin et les frais de transport rendaient impossible une extension des débouchés. Le rail, en abaissant de près de cinq fois le coût des expéditions et en les accélérant allait modifier complètement les données du problème de l'écoulement de la production vinicole.

Lorsque la crise séricicole se précise dans le canton, on parle sérieusement de la construction du Rodez-Méditerranée par Ganges, Sauve et Quissac, avec raccordement en gare de Gallargues à la ligne Montpellier-Beaucaire.

A la même époque, la généralisation de la charrue à roues et du travail par attelage allait permettre la mise en valeur des bancs calcaires du Berriassien qui, jusqu'alors, étaient couverts de pâturages et « d'haras ».

Les gros propriétaires fonciers avaient pensé réaliser une opération fructueuse en vendant une partie de leurs terres incultes aux habitants des villages qui voulaient employer les revenus de la sériciculture à agrandir leur petit domaine. Ainsi, en étudiant la matrice cadastrale de SAINT-NAZAIRE-des-GARDIES, nous apprenons que les propriétaires de Caunelle avaient, en 1848 et 1849, cédé de petites parcelles de terres hermes à des Logrianais. En 1856, lorsque le Sauvain Albert THOMAS vend sa propriété de BAREL, sise sur le territoire de St-NAZAIRE, le mas est partagé entre deux acquéreurs tandis que le tiers du domaine, environ 40 hectares, est morcelé entre les habitants de LOGRIAN et de CANAULES. Ce sont toutes ces terres nouvellement acquises par les petits propriétaires qui, après avoir été défrichées, seront les premières conquêtes du vignoble naissant.

Enfin, avec le développement du commerce colonial et de la navigation maritime à vapeur, le port de Marseille était devenu un centre distributeur de tourteaux d'arachide et de coton qui constituaient un précieux engrais pour l'agriculture méridionale. Ils permettaient à la fois de réduire le nombre de têtes de bétail en éco-

nomisant le fumier de ferme, et de diminuer les terres réservées aux céréales en accroissant les rendements.

Une délibération du Conseil municipal de St-NAZAIRE-des-GARDIES (9) qui insiste sur l'urgence de la construction du Rodez-Méditerranée, résume toutes les conditions favorables à l'extension du vignoble : «... L'agriculture se ressentira de la manière la plus efficace de l'établissement d'une voie ferrée, attendu qu'elle pourra lui permettre de faire usage des engrais que la cherté des transports lui interdit. En présence des traités de commerce et dans l'espoir de jouir des bienfaits du chemin de fer, des défrichements s'opèrent chaque jour et déjà, de grands tenements herms ont été convertis en **vignobles** qui prendront un plus grand développement quand la certitude d'un transport facile et économique se sera réalisé. Confiant dans la sollicitude du gouvernement pour les intérêts de populations si cruellement éprouvées par la maladie du ver à soie qui est aujourd'hui la ruine du propriétaire... »

Pendant toute la première moitié du XIX^{me} siècle, la superficie plantée en vigne dans le canton était restée à peu près constante autour de 500 hectares. Dans la plaine de Bay, le nombre d'hectares plantés en vigne était à peu près équivalent au nombre de familles d'exploitants et la production locale était légèrement supérieure à la consommation car les rendements avaient augmenté depuis le début du siècle. L'excédent de récolte était écoulé à dos de mulet, vers les Cévennes et le Gévaudan. A SAUVE, on dénombre 220 hectares de vignes, mais il s'agit, pour la plupart, d'enclos mêlés d'arbres fruitiers dont la production moyenne est inférieure aux besoins de la population.

Lorsque se dessine la faillite du ver à soie, le vignoble est en proie à l'oïdium et les rendements ont diminué de 90 %. Mais dès que le soufre aura permis de conjurer cette maladie cryptogamique, les cultivateurs du canton commenceront à planter de nouvelles vignes. Les propriétaires de Logrian où les atteintes de l'oïdium semblent insignifiantes sont les premiers à étendre leur vignoble ; en 1857, ils ont déjà planté cinq hectares et en 1858, une douzaine d'hectares. En même temps, les défrichements se multiplient dans la plaine de Bay et, en 1858, 46 hectares sont prêts à recevoir des ceps. En 1860, l'oïdium est en régression dans tout le canton et la superficie totale en vignes passe de 508 à 568 hectares. Dès lors, l'impulsion est donnée et en douze ans, le vignoble va quintupler sa superficie dans la plaine de Bay. Rapidement, il ne se contente plus des terres gagnées sur les « harmas », et il s'étend aux dépens des céréales et des mûriers que l'on arrache avec une frénésie égale à celle qui avait présidé à leur plantation. Les grandes propriétés suivent l'exemple des petits exploitants et convertissent une partie de leur domaine en vignoble. A St-NAZAIRE-des-GARDIES, les ceps qui occupaient 20 hectares en 1857, s'étendent sur 200 hectares en 1872 (10) ; si on estime à une cinquantaine d'hectares la part des

(9) Archives locales de St-NAZAIRE-DES-GARDIES - Dél. du 4 février 1862.

(10) Voir A.D.G. 13 M. 201 - Enquête sur l'apparition du Phylloxera.

paysans des villages voisins, il faut attribuer 120 hectares de plantiers aux 12 gros exploitants de la commune. Mais c'est dans les communes où domine la petite propriété que la proportion des vignes est la plus grande car les petits exploitants consacrent tout leur domaine à cette nouvelle spécialisation. A Savignargues on a converti en vignoble 215 hectares sur les 277 que compte la commune, soit plus des trois-quarts de la superficie totale. La vigne y apparaît déjà comme une monoculture à laquelle sont sacrifiées toutes les autres productions.

Dans la région de DURFORT, on ne passa pas brusquement de la sériciculture à la viticulture : pendant une dizaine d'années, les propriétaires se tournèrent vers l'élevage des bestiaux qu'ils engraisaient avec les milliers de quintaux de feuille de mûrier disponibles tous les ans. Dans une délibération de Février 1868 (11) le Conseil Municipal de DURFORT demande l'établissement d'une foire aux bestiaux à DURFORT le 1er octobre de chaque année, car, « depuis l'insuccès de la récolte des vers à soie, les propriétaires se sont vu contraints de transformer le rapport de leur propriété et d'élever des bestiaux sur une plus grande échelle ». Une autre délibération nous apprend que la première foire se tint le 1er octobre 1869 et qu'elle connut un concours de monde inattendu.

Ce n'est que lorsqu'ils auront vu leurs voisins se lancer avec succès dans la viticulture que les habitants de DURFORT feront provision de cépages dans le bas-pays et en planteront une cinquantaine d'hectares. Mais à peine ce nouveau vignoble commence-t-il à être en plein rapport que les premiers symptômes du phylloxéra apparaissent sur le territoire de la commune.

Le « pourri des racines », comme on l'appelait alors, fut décelé pour la première fois dans le canton en 1870, à Savignargues, commune la plus orientale, d'où il se propagea vers l'Ouest. Les territoires de Canaules, St-Nazaire et Logrian furent atteints en 1872, et, en moins de deux ans, les jeunes vignes de la plaine de Bay furent ravagées par l'insecte destructeur qui affectionnait particulièrement les plants d'alicantes et d'aramons. Poursuivant sa marche vers l'Ouest, le phylloxéra fit, en 1873, son apparition à DURFORT et, l'année suivante à SAUVE et à FRESSAC. En 1875, les plants récents avaient été complètement détruits et il ne subsistait plus de l'ancien vignoble que quelques cépages au bois dur comme la clairette et le picpoul qui avaient un peu mieux résisté.

A Canaules, seuls deux propriétaires fortunés qui possédaient de nouvelles vignes en bordure des ruisseaux purent les inonder pendant l'hiver en élevant des digues et les préserver ainsi du phylloxéra (12).

Les populations rurales du canton furent sévèrement frappées pour la deuxième fois en moins de vingt ans. Toutes les économies qui avaient été investies dans les défrichements et la plantation

(11) Archives locales de DURFORT - Registre des délibérations du C. M. 1866-1875

(12) On peut voir encore aujourd'hui à Canaules les vestiges de ces travaux d'irrigation

du vignoble étaient définitivement perdues. Cette nouvelle crise laissa le paysan sans réserves de numéraire pendant une vingtaine d'années et incapable d'entreprendre de sitôt de nouvelles expériences.

Par une cruelle ironie du sort, l'année où le phylloxéra fit des progrès foudroyants fut l'année même (1872) où l'on inaugura le tronçon Ganges-Gallargues du Méditerranée-Rodez qui devait permettre d'écouler facilement la production du nouveau vignoble. A la même époque on étudiait sérieusement un projet de transversale Mas-des-Gardies-Quissac destinée à relier directement le bassin d'Alais à Montpellier en desservant les villages de la plaine de Bay.

La présence du rail en plein centre agricole du canton suffit à empêcher le cultivateur, découragé par ses expériences de monoculture, de retourner à l'ancien système de culture extensive reposant sur la satisfaction des besoins locaux.

Exception faite pour Savignargues, toutes les communes du canton, n'avaient consacré qu'une portion des terres labourables à la viticulture. Les traditions céréalières qui s'étaient maintenues intactes, surtout chez les gros propriétaires, aidèrent l'agriculteur à traverser cette période difficile.

La jachère morte tendait à disparaître avec le déclin de l'élevage et la généralisation de l'emploi des sons et repasses dans l'alimentation du bétail. L'utilisation accrue des tourteaux comme fumure permettait un assolement biennal faisant alterner blé et avoine sur le même champ. Cet engrais arrivait des huileries sous forme de plaques que l'on broyait avant l'épandage dans des moulins actionnés par une mule. Enfin, l'apparition des premières faucheuses javeuses allait épargner une main-d'œuvre de spécialistes fort onéreuse et raccourcir considérablement le temps de la moisson.

La production des communes de Canaules et St-Nazaire était devenue largement excédentaire et alimentait un important courant commercial, surtout à destination des marchés d'Anduze et de St-Jean-du-Gard. Les délibérations municipales réclamant l'établissement d'une gare au pied des Gardies témoignent de cette transformation des cultures grâce à l'utilisation massive des tourteaux :

« Le commerce de Canaules fournit les engrais nécessaires à la plus grande partie des propriétaires des environs ; ce commerce des tourteaux ne peut aller qu'en croissant par suite de la maladie de la vigne qui obligera à ensemençer de plus grandes étendues qu'on ne le faisait jadis... » (13)

Une délibération de 1881 signale qu'on reçoit annuellement à Canaules 60 wagons de tourteaux et que certaines années on en a dégaré jusqu'à 130 wagons en provenance de MARSEILLE-SAINT-CHARLES.

(13) Archives locales de Canaules - Registre des délibérations municipales de 1874 à 1878 (9 mai 1875)

Si les gros et moyens exploitants qui disposaient encore de quelques capitaux s'orientèrent vers la culture des céréales, les petits propriétaires durent faire à nouveau appel au ver à soie pour se procurer un revenu minimum. Les épidémies de pébrine et de flâcherie avaient été enrayerées grâce aux méthodes de sélection imposées par les travaux de Pasteur. Les rendements des graines mises à l'incubation étaient doubles de ceux de la première moitié du XIX^m^e siècle, en raison d'une pratique moins empirique de l'éducation. Malheureusement, la chute de la production française, par suite de la maladie des vers, avait coïncidé avec la période de libre-échange et le percement de l'isthme de Suez. Les industriels français prirent l'habitude d'importer de grosses quantités de soies d'Extrême-Orient arrivant dans nos ports à des prix extrêmement bas. Lorsque, après 1870, la soie méridionale réapparut sur le marché, elle eut à lutter contre une très forte concurrence étrangère qui, malgré le protectionnisme, maintint les prix français à un niveau très inférieur à celui de 1850.

Néanmoins, les petits propriétaires se retournèrent vers la sériciculture car elle seule leur permettait de se procurer de précieuses disponibilités sans investir de capital. L'élevage du ver à soie revint à l'honneur surtout dans les villages où, par suite de la structure de la propriété, le vignoble avait fait les plus gros progrès. Grâce à l'augmentation des rendements, la production en cocons des villages de Canaules et Savignargues devint supérieure à ce qu'elle était avant la maladie. Cependant, pour planter des vignes, on avait arraché les champs de mûrier et la quantité d'onces mises à l'incubation dépassait rapidement les possibilités locales. Le prix de la feuille de mûrier monta en flèche : en 1880, le quintal qui valait deux francs à SAUVE et trois francs à DURFORT, se vendait cinq francs à CANAULES et six francs à Savignargues (14)

Les éleveurs de ces villages durent faire appel à des trésors d'ingéniosité pour nourrir les vers dans les derniers âges. Ils allaient chercher de la feuille jusque dans les environs de Ganges à une quarantaine de kilomètres de chez eux. Quand le soir venait, le propriétaire attelait sa charrette et partait prendre livraison de la feuille fraîchement coupée. Il marchait toute la nuit car il lui fallait être de retour à l'aube avant que les premiers rayons du soleil ne viennent échauffer le précieux chargement.

Toutefois, exception faite pour Canaules et Savignargues, la sériciculture ne reprit jamais son importance passée dans le reste du canton. Dans les communes à habitat dispersé, les gros « mazières » ne voulurent jamais plus se consacrer à une spéculation d'un profit aléatoire. Dans les villages de DURFORT, LOGRIAN et ST-JEAN-DE-CRIEULON, l'émigration avait surtout frappé les familles nombreuses. Celles-ci avaient toujours figuré parmi les plus importants éleveurs et la sériciculture, faute d'une main-d'œuvre suffisante au moment de l'éducation des vers, ne put jamais reprendre son essor.

(14) A.D.G. 13 M 221 Déclarations de récolte de vers à soie de 1880-81-82.

Enfin, à SAUVE, l'élevage du ver à soie périclita de 1880 à 1890 pour des raisons toutes particulières. Dans l'étude des variations de cultures depuis 1850, nous avons laissé de côté l'évolution du chef-lieu de canton. La révolution agricole y avait pris des formes différentes sous l'action de facteurs particuliers, en rapport avec l'activité industrielle de la ville.

Dès 1846, une crise sévère, due à la mévente des textiles atteint l'industrie sauvaine et de nombreux ouvriers sont jetés sur le pavé. Or, cette crise éclate à un moment où les prix agricoles et notamment celui du pain sont en hausse constante. Le 10 Janvier 1847 le Conseil Municipal décide l'ouverture d'un atelier de charité sur les chemins considérant que « beaucoup de familles sont dans un dénuement total » (15). Cette mesure ne pouvait apporter qu'un soulagement éphémère à la condition misérable de la classe ouvrière et il fallut rechercher des solutions susceptibles de procurer un minimum de ressources aux sans travail.

On eut alors l'idée de demander au Préfet d'autoriser le défrichement des terrains communaux non boisés de Coutach comme on l'avait fait jusqu'à la Révolution :

« L'anéantissement total de la fabrication de tissus dont notre ville fait le commerce a forcé les fabricants de renvoyer un grand nombre d'ouvriers ; il paraît même certain que plusieurs de ces messieurs vont fermer leurs ateliers et renvoyer encore un nombre considérable d'hommes et de femmes qu'ils occupent et qui ne gagnent leur vie que de cette manière. Il faut donc demander l'autorisation de défricher les terrains non boisés de Coutach où ne croissent que des plantes parasites et où on n'a jamais vu ni un chêne vert, ni un chêne blanc. Ces terrains une foisensemencés procureraient beaucoup de blé, de légumes et d'autres denrées et amèneraient, par ce moyen, l'abondance dans notre petite cité comme elle le faisait jadis lorsque les défrichements étaient permis... » (16)

Cette requête fut agréée et la communauté obtint la distraction de 173 hectares soumis au régime forestier qui furent amodiés entre les habitants de SAUVE moyennant une redevance très minime.

Cette nouvelle ruée vers les essarts ne se limita pas au terroir communal : les Sauvains qui possédaient encore quelques disponibilités firent l'acquisition de petites parcelles de bois et de pâtus dans la garrigue crétaée. Les sieurs FERMAUD et SOULIER, propriétaires du domaine de PERDIGUIER, cédèrent ainsi 24 ha de bois et 40 ha de pâtus pour être défrichés ; ils furent imités par les frères VALETTE qui vendirent 24 ha de pâtus dans le terroir de VALFONS.

Cependant cette fièvre des défrichements ne dura que le temps de la crise industrielle ; dès qu'un mouvement de reprise s'amorça

(15) Archives municipales de SAUVE - Registre des délibérations municipales 1845-1853 - Délibérations du 10 janvier 1847.

(16) Voir Archives municipales de SAUVE - idem - Délibération du 15 Mai et du 25 Juin 1847.

dans la bonneterie beaucoup de journaliers abandonnèrent les essarts les plus ingrats. En 1860, 36 ha seulement des biens amodiés par la municipalité étaient encore mis en valeur, les autres pâtus communaux distribués en 1849 avaient été rachetés par deux gros propriétaires. De même sur les 90 ha de parcelles acquis à des particuliers dans la garrigue crétacée les deux tiers redevinrent rapidement des friches et des landes où seuls des « clapas » et des murs en pierre sèche témoignent aujourd'hui, de cette occupation passagère.

Pourtant en 1872, avec la mise en exploitation du Rodez-Méditerranée, la vocation fruitière des essarts qui n'avait pu s'épanouir pleinement faute de débouchés prit un essor extraordinaire et l'arboriculture qui n'avait été jusque-là qu'une ressource d'appoint devint pour les Sauvains, une source nouvelle de richesses.

De tous les arbres fruitiers qui prospéraient pêle-mêle dans les enclos, le cerisier fut celui dont le produit se révéla le plus facilement transportable à une grande distance. La variété de cerise la plus communément cultivée, « la cerise de SAUVE » est un superbe bigarreau à la chair dure et ferme, qui supporte très bien les voyages. Dès que le chemin de fer fut ouvert, la culture prit son essor dans un terrain particulièrement favorable. Une des espèces les plus répandues parmi celles qui croissent à l'état spontané sur la « terra rossa » de décomposition des calcaires, est le mérisier ou « Mahaleb Sainte-Lucie ». Cet arbre constitue un merveilleux porte-greffe pour le cerisier qui commence à porter des fruits la troisième année et atteint un rendement intéressant dès la cinquième année.

Les habitants de SAUVE, héritiers d'une vieille tradition arboricole, n'eurent qu'à se baisser pour multiplier leur verger en un temps record. En 1880, soit huit ans à peine après l'entrée en service du chemin de fer, la culture était déjà florissante et la cerise de SAUVE avait conquis la notoriété sur le marché français et même étranger. A cette date, on expédiait, au cœur de la récolte, jusqu'à 23 wagons par jour à destination de PARIS et de l'Angleterre.

Les achats étaient effectués par l'intermédiaire de courtiers agissant pour le compte de gros commissionnaires des halles centrales de PARIS qui recherchaient les cerises de SAUVE parce qu'ils pouvaient les expédier avec profit à LONDRES, à BRUXELLES et même jusqu'en RUSSIE. Si l'on se rapporte aux chiffres relevés par les agents des Contributions directes sur les registres du P.L.M. aux environs de 1885, on peut évaluer à plus de 100.000 kilogs les expéditions annuelles par rail. Le kilo de cerises s'achetait alors de 60 à 70 centimes, le rapport de cette culture dépassait 60.000 frs-
or chaque année. A la même époque le revenu total des 500 ha de terres labourables de la commune était estimé à 37.000 frs par les Contributions directes. Si l'on se réfère au rendement moyen fixé par cette administration à six kilogs par cerisier, on peut chiffrer entre 20 à 25.000 le nombre d'arbres en pleine production. Il est impossible de leur attribuer une superficie bien définie, car le nouveau verger s'étendait à travers toute la garrigue et se mêlait intimement aux cultures arbustives traditionnelles.

La production demeura entre les mains des petits cultivateurs et des journaliers qui entouraient de soins minutieux les quelques dizaines de cerisiers qu'ils avaient greffés dans leurs enclos. Cette culture demeura limitée à la petite propriété car elle exigeait une main-d'œuvre importante à certaines époques bien précises. Au moment de la récolte toute la population disponible était employée pour la cueillette des cerises et leur transport par les « marches-pieds » des essarts jusqu'aux ateliers d'expédition qui occupaient un nombreux personnel féminin.

Un souci louable de publicité se manifestait dans la présentation et l'emballage. Les bigarreaux étaient artistement disposés la queue en dedans dans de petites corbeilles d'osier contenant environ cinq kilos de fruits. On avait soin de placer sur le dessus les plus belles cerises qui constituaient un « chapeau » fort appétissant. Les expéditeurs se montraient d'une si grande sévérité dans la réception qu'ils allaient jusqu'à refuser les fruits démunis de leur queue.

Avec ce développement prodigieux de la culture du cerisier, la mise en valeur de la garrigue de SAUVE avait perdu définitivement son caractère traditionnel de culture d'appoint. Toutes les autres activités agricoles furent délaissées, en particulier l'élevage du ver à soie dont les derniers âges coïncidaient avec l'époque de la récolte des cerises. Par des voies et des moyens différents de ceux de la plaine du Bay, un bouleversement complet s'était effectué dans la mentalité des cultivateurs sauvains qui s'étaient eux aussi, orientés résolument vers la recherche des profits spéculatifs. L'esprit de négoce ancré solidement chez les habitants et le réseau ancestral de relations commerciales joints aux conditions favorables du terroir avaient permis ce brusque passage de l'agronomie ancienne à une forme moderne d'exploitation. On peut considérer les Sauvains comme des précurseurs en matière de production fruitière car ce n'est qu'au vingtième siècle que le commerce des fruits et primeurs commença à prendre, en France, l'essor qu'il connaît aujourd'hui.

Si l'évolution fut moins rapide dans les autres villages du canton, à cause des nombreux déboires qu'avaient connus les cultivateurs dans leurs tentatives successives de spécialisation, elle était cependant complètement terminée à la fin du dix-neuvième siècle. La voie était ouverte pour une culture dont les profits rémunérateurs allaient attirer la grande majorité des exploitants agricoles.

CHAPITRE III

LE REGNE DE LA VIGNE

Assez tôt, les agriculteurs de la plaine de Bay entreprirent de replanter quelques vignes. A l'origine, ils avaient seulement pour but de s'assurer une petite récolte pour leur consommation personnelle. Après le phylloxéra, le vin était devenu une denrée très rare et très chère que l'on ne voyait plus sur la table des vignerons qu'en certaines occasions exceptionnelles, comme le 14 juillet ou la fête locale.

Les Canaulois nés aux environs de 1875, racontent que lorsqu'ils voulaient manger des raisins au cours de leur prime jeunesse ils étaient obligés de monter aux arbres. Cette boutade s'explique par le fait que les treilles que l'on avait coutume de faire grimper sur des poiriers sauvages avaient été épargnées par le phylloxéra.

Le désir de retrouver dans son verre sa boisson traditionnelle poussa le cultivateur, dès 1880, à planter quelques arpents de jacquez. Ce plan direct qui donnait un vin fort grossier, fut vite délaissé devant le succès des nouvelles méthodes de greffage des anciens cépages français sur les porte-greffes américains mieux résistants au phylloxéra. A partir de 1886, les gros exploitants des mas de St-NAZAIRE-DES-GARDIES et les propriétaires de CANAULES, plus fortunés que ceux des autres villages du canton, commencèrent à investir dans de nouvelles plantations les bénéfices que leur procuraient les hauts rendements des céréales.

Le cours élevé des vins, le souvenir encore récent de la prospérité des années qui avaient précédé le phylloxéra, les encouragements du législateur, qui exonéra d'impôt foncier pendant quatre ans les terres reconverties en vigne (1) incitèrent les cultivateurs de ces deux communes à replanter une partie de leurs plus riches parcelles, à l'image des cultivateurs du bas-Gard et de la Vaunage. La mise en service, depuis 1884, de la voie ferrée de Quissac à Mas des Gardies, avec une gare au centre de la plaine de Bay, laissait entrevoir de grandes possibilités d'évacuation de la récolte. En 1890, le Conseil Municipal de St-NAZAIRE réclama avec véhémence l'adjonction d'une gare de marchandises à la gare de voyageurs :

« Attendu que les produits agricoles sont dans un état prospère et qu'ils tendent même à augmenter.

(1) Loi du 1er Décembre 1887 et décret du 21 Juin 1892.

Attendu que les engrais tant chimiques que naturels pourront être livrés en gare...

Attendu que les produits de la viticulture sont d'année en année plus encourageants à cause du nombre croissant d'hectares plantés en vigne et déjà en plein rapport, ce qui va obliger les propriétaires à chercher de nouveaux débouchés... » (2)

Le riparia « Gloire » s'était révélé comme un porte-greffe excellent, très bien adapté aux marnes néocomiennes de la plaine de Bay. Les hauts rendements obtenus par les cépages français, parmi lesquels dominait largement l'aramon, provoquèrent un afflux d'argent frais qui fut immédiatement réinvesti dans de nouvelles plantations. Le vignoble se multiplia sur les meilleures terres de St-NAZAIRE et de CANAULES où il devint rapidement plus étendu qu'avant le phylloxéra, comme nous le montre le tableau des surfaces plantées en vigne en 1872, 1900 et 1913.

COMMUNES	Hectares 1874 (3)	Hectares 1900 (4)		Hectares 1913 (5)
		Produc- tifs	Vignes jeunes	
CANAULES	280	462	00	325
LOGRIAN	140	95	15	100
PUECHREDON	?	99		100
St-JEAN-de-CR.	120	114	19	100
St-NAZAIRE	200	243	43	200
SAVIGNARGUES	215	65	30	137
<u>Total Est-Canton</u>	<u>1.000</u>	<u>1.078</u>	<u>107</u>	<u>962</u>
DURFORT	100	112	2	188
FRESSAC	?	25	1	30
SAUVE	220	85	4	177
<u>Total Ouest-Canton</u>	<u>350</u>	<u>222</u>	<u>7</u>	<u>395</u>
TOTAL CANTON	1.350	1.300	114	1.357

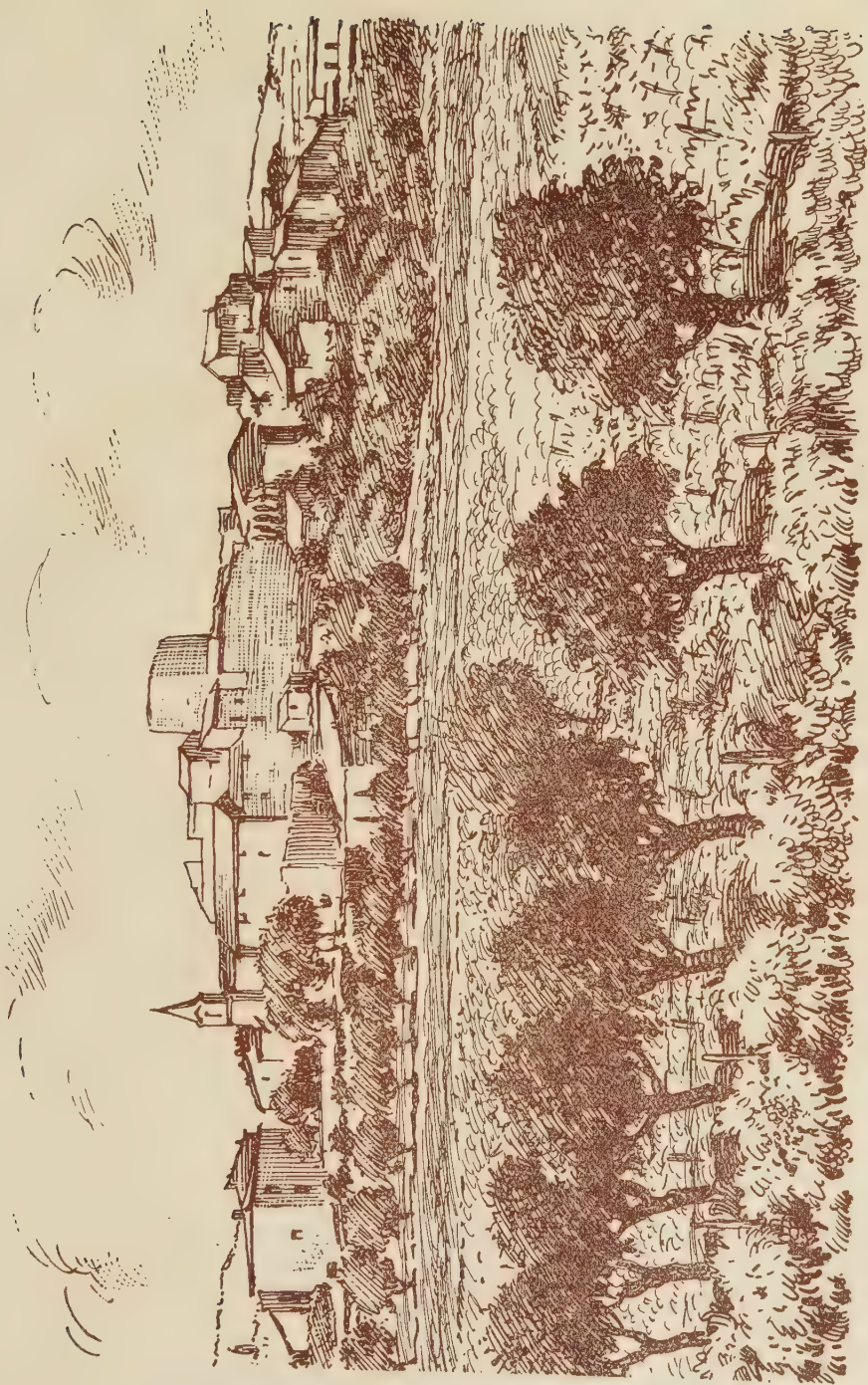
La reconstitution du vignoble s'était accomplie plus lentement dans les autres villages du canton, en particulier à SAUVE et à SAVIGNARGUES.

(2) Archives locales de St-NAZAIRE-DES-GARDIES Registre des D. M. 1890

(3) A.D.G. 13 M 201.

(4) A.D.G. 12 M 222 Statistiques agricoles de l'année 1900

(5) A.D.G. 13 M 991 et 996 Déclarations de récolte (avec correctifs de l'auteur, rendus nécessaires par la déclaration dans la commune de vinification et non pas dans la commune où se trouve le vignoble).



DURFORT - Vue générale (au premier plan, les mûriers bordant les vignes)

En avril 1891, le maire de SAUVE, CONDUZORGUES déclare péremptoirement : « Les vignes détruites par le phylloxéra n'ont pas été et ne pourront jamais être reconstruites » (6). Si cette affirmation gratuite se vérifia pour les vignettes mêlées d'arbres fruitiers qui prospéraient dans les essarts, elle fut infirmée par le développement du vignoble dans la plaine du Vidourle où il occupa peu à peu la majeure partie des sols alluviaux. Cette conquête du terroir traditionnellement réservé aux céréales avait commencé plus tôt que ne le laisserait supposer la déclaration du maire. Le rapport contradictoire d'un Inspecteur des Contributions Directes signale qu'en 1890, il y avait déjà 27 hectares en plein rapport qui, dans l'année avaient donné 1420 hectos de vin naturel, plus 180 hectos de vin par addition de sucre ; il y avait, en outre, 12 hectares de vigne nouvellement plantées. Si, en 1900, le vignoble sauvain ne s'étendait que sur une centaine d'hectares, sa production était déjà largement supérieure à celle des anciennes vignettes de la garrique détruites par le phylloxéra.

CANAULES et St-NAZAIRE avaient pris la tête de la reconversion dans le canton, car ces deux communes comptaient une majorité de gros et de moyens exploitants. Il est normal que le village de SAVIGNARGUES, où la petite propriété demeure la règle générale, fût celui où la replantation fit les plus lents progrès. Nous avons déjà noté que les cultivateurs de SAVIGNARGUES avaient été ceux qui avaient planté la plus grande proportion de vignes avant le phylloxéra. Ils avaient été les plus touchés par le fléau et l'on comprend qu'ils aient manifesté une certaine répugnance à revenir à la monoculture. La replantation ne prit son essor que lorsque ces cultivateurs purent se rendre compte par eux-mêmes du succès des porte-greffes américains dans les communes voisines. En 1900, le vignoble de SAVIGNARGUES était en voie de reconstitution, puisque pour 65 hectares productifs, on comptait 30 hectares de plantiers.

Dans tout le canton, on constate un souci majeur de conserver le potentiel séricicole ; les mûriers furent bien davantage respectés qu'ils ne l'avaient été dans la période anté-phyloxérique. Les statistiques agricoles de 1900 signalent de nombreuses vignes qui comptaient seulement 2.000 pieds à l'hectare, par suite de la présence de rangées intercalaires de mûriers.

La crise de surproduction qui paralysa le marché des vins de 1900 à 1907 donna raison à tous ceux qui n'avaient pas sacrifié à la monoculture. Les communes de CANAULES et St-NAZAIRE furent celles qui souffrirent le plus de la chute des cours. Il apparut même que la superficie plantée était exagérée, puisque, si l'on peut faire crédit aux statistiques, près d'un tiers du nouveau vignoble fut arraché. Si ce mouvement de recul ne connut peut-être pas en réalité une telle ampleur, il n'en est pas moins confirmé par les témoignages que nous avons recueillis. On arracha les vignes les plus

(6) Rapport du Maire de SAUVE - séance du 4 avril 1891 Vergèze, Imprimerie Sully Fournier 1891.

récemment plantées ou celles qui, situées dans les bas-fonds humides subissaient les attaques du Mildiou. Cette maladie cryptogamique avait été introduite par l'intermédiaire des porte-greffes américains ; les premiers temps, on n'y attacha guère d'importance et l'on se contenta, une ou deux fois l'an, de procéder à un sulfatage rudimentaire qui consistait à asperger les souches avec un balai de bruyère que l'on trempait dans un seau. Les progrès rapides du mildiou obligèrent les cultivateurs à se munir d'appareils à sulfater portatifs et à appliquer un nombre croissant de traitements à la bouillie bordelaise, surtout les années pluvieuses. Comme l'époque des sulfatages coïncidait avec les derniers âges du ver à soie, il fallut bientôt faire un choix. Pendant la crise de la viticulture, la sériciculture l'emporta et le nombre de ceps fut en régression.

Lorsque le marché des vins fut assaini et que les cultivateurs furent assurés de vendre à un prix rémunérateur, le vignoble reprit son extension, mais ce fut surtout dans les communes qui s'étaient montrées les plus réfractaires avant 1900. On assista entre 1908 et 1914 à une répartition plus rationnelle des vignes dans le canton, car le tableau des superficies plantées en 1913 paraît mieux en rapport avec les possibilités de chaque terroir et les disponibilités en main-d'œuvre des différentes communes.



L'essor rapide du vignoble languedocien donna naissance dans notre contrée à une activité originale qui demeure aujourd'hui encore une des caractéristiques de l'économie du canton de SAUVE et des cantons limitrophes. La demande de plants américains pour la reconstitution entraîna la création d'un commerce particulier : le commerce des racinés. Les vignes-mères américaines produisent des sarments qui sont coupés à des longueurs différentes suivant le diamètre. Ceux qui mesurent moins de 6 millimètres d'épaisseur sont sectionnés en boutures de 60 centimètres qui sont plantées en pépinière au printemps et revendues l'année suivante sous le nom de racinés. Les plus gros sarments, les mètres, sont ensuite divisés en trois pour être greffés sur table et sont mis en terre après que la soudure se soit accomplie dans des conditions déterminées de température et d'humidité. Ces plants sont vendus sous le nom de racinés soudés-greffés ou plus simplement de racinés-greffés. Ils produisent un an plus tôt que les racinés ordinaires, mais souvent le vigneron préfère enter lui-même les greffons qu'il a sélectionnés sur des souches de son choix.

Au début de la replantation, les propriétaires préparaient eux-mêmes les boutures qu'ils voulaient utiliser, mais avec le développement du vignoble on vit s'amorcer une spécialisation. Le premier foyer de préparations de racinés semble avoir été le canton de ST-HIPPOLYTE-DU-FORT où quelques petits négociants du chef-lieu et de Monoblet, s'orientèrent vers le commerce des plants de vigne aux environs de 1890. Ils bénéficiaient pour le débouturage d'une main-d'œuvre féminine abondante et bon marché par suite de la stagnation de l'industrie de la soie. Comme le textile, la vente des racinés est basée sur une confiance absolue envers le vendeur, car il est difficile, pour quelqu'un qui n'est pas spécialiste d'identifier

la nature d'un plant. Les négociants de St-HIPPOLYTE et de MO-NOBLET, héritiers de vieilles traditions commerciales surent rapidement s'assurer une clientèle de plus en plus étendue.

A l'autre extrémité du canton de SAUVE, un pépiniériste de SAINT-BENEZET, petit village voisin de LEDIGNAN, se tourna lui aussi vers la vente des racinés. Petit à petit, tous les villages situés entre ces foyers consacrèrent une partie de leurs terres à la plantation de vignes-mères. La vente des sarments était alors, à superficie égale, d'un rapport presque aussi grand que la production des raisins, pour un travail bien inférieur. Il suffit, en effet, d'un déchaussage à la fin de l'hiver et d'un labour de printemps pour produire des bois vigoureux. Les marchands de racinés favorisèrent la culture des vignes-mères dans la région car ainsi ils pouvaient facilement surveiller les plantations et s'assurer de la nature des sarments qu'ils achetaient. Pour éviter des frais de manutention, ils créèrent dans les villages producteurs, des chantiers de débouturage où ils utilisèrent la main-d'œuvre féminine inoccupée.

Les premiers chantiers étaient des terrains vagues où les femmes travaillaient debout. Avec l'allongement de la saison de débouturage, les conditions de travail s'améliorèrent quelque peu. Chaque ouvrière eut sa chaise et son chevalet où étaient fixés des calibres pour mesurer l'épaisseur des boutures. Les sarments de vigne à bois sont coupés vers la fin de l'automne au ras de la souche ; pour éviter de faire le tour du pied-mère on utilise une petite hache dont les deux tranchants sont dans des plans perpendiculaires. On fait ensuite des paquets qui sont transportés au chantier où le premier travail des déboutureuses consiste à détacher les papillotes (les vrilles). Elles débitent ensuite chaque sarment au sécateur en commençant par le talon et en mesurant la longueur exacte des boutures sur des repères peints sur la planche de leur chevalet.

A l'origine, les déboutureuses n'étaient même pas protégées des intempéries par les petits hangars recouverts de tôle ondulée qui, aujourd'hui, sont un des éléments caractéristiques du paysage de nos villages. Pour se mettre à l'abri du mistral, particulièrement violent à l'époque du débouturage, les ouvrières jetaient derrière elles les débris de sarments qui, en s'amoncelant, constituaient peu à peu un écran contre les rafales de vent. En quittant leur maison, elles emportaient une « chaufferette » garnie de braise qui leur donnait l'illusion d'être chauffées en travaillant.

A CANAULES, deux propriétaires essayèrent de se spécialiser dans la production des racinés en créant leur propre chantier de débouturage. Leurs efforts demeurèrent infructueux, car ils furent limités dans l'extension de leurs pépinières par le faible débit des puits à roue qu'ils utilisaient pour arroser les boutures. C'est ce même problème de l'eau qui fit obstacle au développement du commerce des racinés dans le canton de St-HIPPOLYTE et qui déplaça le foyer principal d'activité dans la plaine de QUISSAC et dans la Gardonnenque entre Lézan et Boucoiran où les terres alluviales facilement irrigables, de la vallée du Vidourle et de la vallée du Gardon d'Anduze se prêtaient admirablement aux pépinières de plants américains.

Cependant, les marchands de racinés conservèrent l'habitude de se fournir en boutures dans le bassin de Bay car les terres fortes argileuses donnent des sarments plus vigoureux et plus résistants à la sécheresse que les sols limoneux.

Le canton de SAUVE se consacra donc uniquement à la production des bois et à leur débouturage pour le compte des pépiniéristes des cantons limitrophes. En 1914, une centaine d'hectares étaient convertis en vignes-mères, dont la grande majorité des plants étaient des riparias « gloire ». Les principaux producteurs étaient les villages de LOGRIAN et de CANAULES.

Cette activité secondaire était et reste encore trop intimement liée à la viticulture pour soustraire le vigneron au danger de la spécialisation. L'amplitude des variations des cours est bien plus exagérée que celle du marché des vins, dont elle subit les fluctuations. L'offre est absolument rigide, car on est obligé de tailler les vignes à bois tous les ans si on veut qu'elles continuent à produire. Les années de mévente du vin voient l'arrêt des plantations et une chute verticale du prix des plants américains. Parfois même, les producteurs sont obligés de brûler les sarments qu'ils n'ont pas réussi à écouler.



Cette place prédominante prise par la vigne dans l'agriculture du canton allait avoir de profondes répercussions sur les techniques d'exploitation, sur la structure agraire et sur la physionomie des villages. La transformation de nos campagnes, amorcée avec la sériciculture, reçut une nouvelle impulsion qui acheva de leur donner le visage qu'elles présentent aujourd'hui.

Communes	Enquête agricole 1900 (7)		Enquête agricole 1929 (8)	
	Chevaux	Mules et Mulets	Chevaux	Mules et Mulets
CANAULES	50	48	67	33
LOGRIAN	35	16	57	2
PUECHREDON	8	13	15	4
St-JEAN-de-C.	35	12	39	00
St-NAZAIRE-des-G.	12	43	32	12
SAVIGNARGUES	22	17	37	2
Total EST-CANTON	162	149	247	53
DURFORT	64	16	65	16
FRESSAC	12	3	18	5
SAUVE	50	26	54	16
Total OUEST-CANTON	126	45	137	37
TOTAL CANTON	288	194	384	90

(7) A.D.G. 13 M 222

(8) Direction des Services Agricoles du Gard.

Sur le plan des techniques agricoles, la principale modification a trait à la composition du cheptel d'exploitation. Le cheval qui, jusqu'à la deuxième moitié du 19^{me} siècle, était exclu de la plaine de Bay, devint le compagnon obligatoire du viticulteur au détriment du mulet.

L'évolution déjà commencée en 1900 dans les villages de l'Est se poursuivait jusqu'en 1929, avec un temps d'arrêt entre 1914 et 1920 dû aux réquisitions.

Avant l'apparition des premières défonceuses à vapeur, le cheval s'était révélé indispensable aux travaux de plantation du vignoble. Les cultivateurs se réunissaient entre parents et amis pour mettre en commun leurs animaux de trait. Un premier attelage par couple de deux ou trois paires de mules retournait la terre et, dans ce sillon passaient deux chevaux tirant en ligne une charrue défonceuse. Une équipe de bêcheurs creusait au « luchet », dans la raie ainsi tracée, les trous destinés à recevoir les plants.

Pour les nombreux labours nécessaires à la vigne, on préféra le cheval plus docile, plus maniable et surtout plus adroit que le mulet. Au moment des vendanges, le cheval, meilleur limonier, tirait plus facilement les lourdes charrettes chargées de raisins. Enfin, avec le développement de la circulation automobile, le mulet, plus ombrageux, devenait un risque d'accidents permanent.

Mais surtout, les principaux obstacles qui s'étaient autrefois opposés à l'adoption du cheval disparurent complètement au début du XIX^{me} siècle. L'extension des luzernières résolvait le problème de l'alimentation ; l'introduction des assurances-bétail faisait s'évanouir la crainte de voir un capital important brusquement anéanti par la maladie, car le cheval est un animal bien plus fragile que le mulet. Enfin, l'enrichissement apporté par la vigne permettait l'investissement de sommes plus importantes dans le cheptel vif.

Cet apport d'argent frais rendit possible de nombreuses améliorations dans le matériel utilisé. Toutes ces nouvelles acquisitions profitèrent non seulement à la vigne, mais aussi aux autres cultures de plein champ. Le remplacement de la charrue Dombasle par la charrue américaine ou allemande permit d'obtenir des sillons plus ouverts et mieux aérés. L'adoption de la herse canadienne pour le sarclage des vignes hâta la disparition de la pesante herse que l'on avait coutume d'utiliser pour les semailles. Enfin, pour gagner du temps sur les anciennes cultures, on généralisa l'emploi de la faucheuse et de la moissonneuse-lieuse.

L'enrichissement des vigneronns se traduisit également par un changement assez profond de la structure agraire dans les communes où existaient de grandes propriétés appartenant à des familles ne résidant pas dans le pays. Chaque période de prospérité viticole a coïncidé avec une main-mise progressive des habitants des villages sur ces terres plus ou moins bien cultivées. Cette extension de la petite et moyenne propriété avait déjà commencé à l'époque de la sériciculture avec l'acquisition d'une partie de la plaine de St-NAZAIRE par les habitants de LOGRIAN et de St-JEAN-DE-CRIEULON. Le fermage qui était la règle générale pour les grandes exploitations

s'opposait à la mise en valeur intensive de ces domaines. Le preneur n'avait pas intérêt à investir des capitaux dans de nouvelles plantations, tandis que le bailleur ne pouvait espérer récupérer les dépenses engagées dans la constitution du vignoble par une plus-value correspondante de la valeur du fermage. Aussi les possesseurs de ces gros domaines préférèrent-ils le céder par petites parcelles à des cultivateurs désireux d'accroître la superficie de leur vignoble.

La première propriété à être vendue par lots fut celle du mas de Caunelle qui appartenait alors à un notaire de Lédignan. Cet homme d'affaires réalisa une fructueuse opération en cédant une partie des terres labourables à des Logriens, en 1900 et 1901. A la même époque, les Rodier de la Bruguière, descendants d'une riche famille de commerçants anduziens, se dessaisirent de quelques parcelles de l'immense domaine que leurs ancêtres avaient acquis à CANAULES et à SAVIGNARGUES au moment de la Révolution. Les habitants de CANAULES leur achetèrent des terres hermes dans le quartier de la Rouvenède ; c'est à l'occasion du défrichement de ce terroir que les premières charrues défonceuses tirées par des locomobiles à vapeur firent leur apparition dans la plaine de Bay.

Ce démembrement de la grande propriété cessa pendant la crise viticole, mais il reprit en 1914, lorsque le relèvement des cours eut apporté de nouveaux capitaux aux petits exploitants. Le propriétaire de Caunelle recommença à vendre des lots morcelés, puis il céda le mas lui-même avec les champs y attenants, non sans s'être réservé 13 hectares des meilleures terres qu'il aliéna avec profit en 1915 et 1917 et 1926. En définitive, le domaine de Caunelle qui groupait 150 hectares au moment de la confection du cadastre, n'en compte plus aujourd'hui que 46, tout le restant ayant été acquis par des habitants de Logrian et de St-Jean-de-Crieulon.

Les Rodier de la Bruguière mirent en vente tous les biens qu'ils possédaient encore dans le canton. A CANAULES, un négociant en grains et tourteaux acheta leur château et les terres circumvoisines, deux de leurs anciens fermiers devinrent propriétaires des mas y attenants et la vingtaine d'hectares qui restaient furent partagés entre différents habitants du village. A St-NAZAIRE, leur domaine qui totalisait 180 hectares fut divisé en deux lots principaux dont les bâtiments d'exploitation étaient pour l'un le Château des Gardies et pour l'autre sa métairie de l'Eglise. Des lots plus petits furent acquis par quelques habitants de St-JEAN-DE-CRIEULON ; enfin, un dernier lot d'une trentaine d'hectares situés pour la moitié dans la plaine de Cabrière fut vendu seulement en 1938 par les héritiers des Rodier à un immigrant cévenol.

La fin de la grande guerre fut marquée par la mise en vente de propriétés qui étaient restées partiellement en friche pendant le conflit, faute de main-d'œuvre. A CANAULES, le dernier domaine ayant appartenu à une des familles de l'ancienne bourgeoisie sauvaine, fut acquis en 1920 par un habitant du village. En 1921, Canaulois et Logriens se partagèrent les terres qu'un des co-propriétaires du Mas de Barel, un Nimois, aliéna définitivement. Bien que les héritiers de l'autre co-acquéreur du domaine aient acheté

alors un lot important, ils ne possèdent aujourd'hui qu'une trentaine d'hectares d'une exploitation qui, lorsqu'elle s'était vendue comme Bien National, en comptait plus de cent vingt.

Ce morcellement de la plaine de Bay semble avoir pris fin dans la décade commencée en 1921. D'une part les terres susceptibles d'être mises en vente étaient devenues plus rares et elles avaient acquis une plus-value élevée. D'autre part, seuls les tout petits exploitants possédant des propriétés inférieures à deux ou trois hectares continueront à essayer d'agrandir leur domaine. Les autres propriétaires se contenteront des terres qu'ils possèdent déjà et chercheront à augmenter leur production surtout en améliorant les rendements. Les bénéfices réalisés seront dorénavant investis dans l'achat d'engrais chimiques dont l'emploi se généralise et dans la modernisation d'un matériel dont la rusticité était incompatible avec la culture intensive.

C'est dans la décade 1921-1930 que se répandra dans le canton l'usage des pulvérisateurs à traction animale qui remplaceront avec profit les sulfateuses à dos d'homme. A la même époque, on s'occupe de perfectionner le matériel de cave. L'emploi des fouloirs à vendange, puis des foulo-pompes va permettre d'abandonner l'antique procédé du foulage aux pieds. On construit de nouvelles cuves, les chais s'agrandissent ; souvent même on abandonne les anciennes installations trop exiguës, pour bâtir des caves plus vastes où la vinification s'opère rationnellement. On élève aussi de grands hangars pour loger un matériel de plus en plus encombrant. Les villages et les mas qui avaient crû en hauteur à l'époque du ver à soie vont maintenant s'étaler en largeur. Partout la vigne laisse son empreinte.



Le vignoble, faute de soins avait été en régression pendant la grande guerre. Les attaques du mildiou en 1915 et 1917 avaient obligé à arracher des ceps, principalement dans la plaine de Bay. La reconstitution prit son essor vers 1921-1923 lorsque le cheptel vif eut retrouvé son ancien chiffre.

Superficie en vignes du canton (9)	1913	1920	1925	1929	1939	1951
Plaine de Bay	962	690	800	930	1125	1230
Ouest du Canton	295	350	395	470	525	520
<u>Total du canton</u>	<u>1357</u>	<u>1040</u>	<u>1195</u>	<u>1400</u>	<u>1650</u>	<u>1750</u>

Si, en 1929, les vignes n'avaient pas encore atteint leur superficie d'avant-guerre dans la plaine de Bay, elles avaient conquis une centaine d'hectares supplémentaires dans la commune de DURFORT, en particulier dans les mas de Saint-Martin-de-Saussenac.

(9) Chiffres établis d'après les déclarations de récolte.

Grâce à la généralisation de nouveaux porte-greffes, mieux adaptés aux terrains calcaires, tels que le Monticola (Rupestris du Lot) et le 3309, le vignoble continua à progresser dans le canton, malgré la législation restreignant les plantations. Les derniers « harmas » calcaires furent défoncés et se couvrirent de ceps.

Pendant la guerre de 1939-45, la production faiblit par suite du manque d'engrais chimiques. Mais la superficie du vignoble ne fut pas entamée car, au contraire de la Grande Guerre, la main-d'œuvre ne fit jamais défaut. D'autre part, la faible pluviosité enregistrée au cours de cette période limita l'extension du mildiou. Seuls quelques exploitants des mas délaissèrent franchement la vigne pour des cultures vivrières, mais à la libération, la presque totalité des ceps était encore en état de produire, comme le prouve l'excellente récolte de 1944. Seuls, les sols étaient épuisés et il fallut plusieurs années pour retrouver le rendement de 1939.

La gelée de 1948 vint frapper le vignoble de la plaine de Bay au moment où il allait retrouver sa production d'avant-guerre et il fallut attendre 1950 pour enregistrer une récolte légèrement au-dessus de la moyenne. Les rendements demeurent encore généralement faibles, car on peut estimer qu'un quart du vignoble vient d'être entièrement renouvelé depuis la Libération. On a même planté une centaine d'hectares supplémentaires dans l'Est du canton.

La principale caractéristique des nouvelles vignes est la prédominance des hybrides dans les bas-fonds les plus exposés à la gelée et au mildiou. Ils ont également la préférence dans les tènements éloignés du centre de l'exploitation où il est difficile d'apporter des soins constants. Les nouveaux cépages les plus en faveur actuellement sont les S.V. 12.375 pour les blancs et les S.V. 18.315 pour les noirs. On les greffe en général sur Monticola ou sur Berlandieri 161.49.

Si les hybrides semblent devoir assurer une récolte moins irrégulière et épargner une main-d'œuvre abondante au moment des sulfatages et du soufrage, leur rendement restera souvent inférieur à celui des aramons. D'autre part, ce n'est pas le vin qu'ils produisent qui peut actuellement résoudre le problème de la qualité.

La superficie des vignes à bois est également en très nette augmentation car le marché des racinés est allé sans cesse en s'élargissant avec la création de nouveaux porte-greffes destinés à l'exportation. De plus, certains propriétaires limités par le contingentement des vignes à fruits, ont planté des vignes-mères qui ne sont soumises à aucune restriction. Cependant, la production des sarmements est devenue une pure spéculation car la vogue des nouveaux plants est souvent passagère et la demande varie considérablement d'une année à l'autre. Seuls les pépiniéristes sont à même d'estimer les possibilités d'écoulement, et le cultivateur qui croit avoir choisi un plant avantageux arrive souvent sur le marché quand la demande est complètement tarie. Actuellement, par exemple, on assiste à un véritable engorgement sur les 41 B dont les vignobles champenois et algériens avaient fait ample provision après la Libération ainsi que sur les diverses variétés de Téléki exportées en Allemagne, en Europe-Orientale et en Crimée.

Avec la nouvelle crise vinicole qui se dessine, la plantation marque un temps d'arrêt et le marasme s'étend au marché des porte-greffes traditionnels. Les profits réalisés par les propriétaires de vignes à bois dans les années qui ont suivi la Libération sont en constante regression.

L'interdépendance du commerce du vin et du commerce des racinés aggrave la menace qui pèse sur les viticulteurs du Salavès.

La faiblesse des rendements que l'on constate dans l'ensemble du canton, place les exploitants dans une position défavorable par rapport aux producteurs du bas-pays. La fréquence des années de gelée et de mildiou maintient la récolte moyenne autour de 50 hectos à l'hectare. L'absence de hauts rendements n'est pas compensée par une plus-value sur la qualité, les attaques de la gelée et du mildiou abaissant non seulement le volume de la récolte, mais aussi sa teneur alcoolique.

Quand le vin se vend bien, les producteurs de notre région participent à la prospérité générale, mais ils paraissent occuper une position marginale qui les rendra plus vulnérables si la crise viticole s'accélère. Le problème est de savoir si les autres ressources du terroir peuvent leur permettre de franchir ce nouveau cap difficile.

CHAPITRE IV

LES VESTIGES DE LA POLYCLTURE TRADITIONNELLE

Malgré l'importance prise par le vignoble, la plupart des productions traditionnelles du Salavès n'ont pas été abandonnées. La surface utile du canton qui représente sensiblement le tiers de la surface totale est équitablement partagée entre la vigne et les terres labourables. Si l'on examine l'état agricole de chaque commune ou de chaque exploitation, on s'aperçoit que cette répartition par moitié est, en général, partout respectée. La vigne est, de loin, la culture dominante, mais elle n'est pas une monoculture : c'est là une des caractéristiques du canton.

Plusieurs raisons peuvent expliquer la place importante qu'ont conservée les anciennes productions dans l'économie rurale du Salavès. Les unes ont trait à la faiblesse relative des rendements obtenus par la vigne, d'autres, d'ordre psychologique, sont consécutives à l'échec des tentatives antérieures de spécialisation, d'autres enfin se rapportent au manque de main-d'œuvre dans l'Est du canton et au manque de capitaux dans la partie Ouest.

Cependant, les cultures traditionnelles ont subsisté dans la mesure où elles ne contrariaient pas les travaux indispensables à la vigne. Si les principales céréales et les fourrages artificiels occupent encore annuellement plus de 1500 hectares, c'est qu'ils nécessitent des soins limités. Les avoines et les luzernières nécessaires à la nourriture du cheptel d'exploitation sont d'ailleurs complémentaires de la culture de la vigne.

Par contre, l'élevage des vers à soie a périclité car il se situait à l'époque des sulfatages. La pénurie de main-d'œuvre a également précipité la disparition de la culture du cerisier, mais pour des motifs étrangers à l'essor du vignoble.

Enfin, le mouton qui faisait partie autrefois de l'équilibre agricole, a été définitivement chassé de la plaine de Bay. Les derniers troupeaux cherchent leur maigre nourriture dans les garrigues dont ils demeurent la principale utilisation.

La culture des céréales a reculé davantage devant les fourrages artificiels que devant le développement du vignoble. Celui-ci a fait beaucoup de progrès aux dépens des « harmas » jadis réservés aux pacages. Si l'on considère que la moitié des terres étaient laissées en jachère, on peut estimer qu'aujourd'hui les emblavures sont encore les deux tiers de ce qu'elles étaient sous l'ancien régime.

Comme les rendements ont augmenté d'autant, on peut supposer que quantitativement la production est identique à ce qu'elle était autrefois.

Les principales transformations résident dans l'abandon progressif de la jachère et dans la répartition des différentes céréales.

Total du canton (en hectares)	1857 (1)	1909 (2)	1929	1949
Jachères	602	450	420	357
Blé	1005	610	262	137
Avoine	300	383	337	274
Orge	05	60	265	293
Plantes sarclées	44	30	30	30
Fourrages artificiels	144	450	545	758
<u>Total terres à céréales</u>	<u>2100</u>	<u>1983</u>	<u>1859</u>	<u>1849</u>

La comparaison avec la statistique de 1857 qui marque la fin de la sériciculture, nous montre que la caractéristique essentielle de l'évolution des emblavures est la disparition des champs de blé. Seules les communes de CANAULES et de St-NAZAIRE-des-GARDIES où les rendements ont été toujours supérieurs à ceux du canton, font encore entrer le blé dans leurs assolements. La fixation autoritaire du prix du blé a placé les cultivateurs du Salavès dans une position défavorable et les a conduits à s'orienter vers une céréale secondaire d'introduction récente. L'orge chevalier, appelé communément paumelle, s'est répandu dans le canton seulement au début du siècle. Plus rustique que le blé, il convenait davantage aux terres pauvres des étages calcaires ; plus résistant à la sécheresse, il était mieux adapté au climat de nos régions. Les rendements à l'hectare varient entre 20 et 25 quintaux pour l'ensemble du canton, tandis que le blé ne dépasse 20 quintaux que dans les terres les plus fertiles. La liberté des cours des céréales secondaires a fait préférer la culture de la paumelle qui laissait des bénéfices plus substantiels. Enfin, aujourd'hui, l'orge constitue la base de l'alimentation du porc familial et des animaux de basse-cour.

La superficie ensemencée en avoine a très peu varié depuis un siècle. Cette céréale reste un des éléments essentiels de la nourriture du cheptel qui travaille. La légère diminution enregistrée ces dernières années semble coïncider avec l'essor de la mécanisation à St-NAZAIRE et à CANAULES, avec comme corollaire la diminution du nombre de chevaux. Ces deux communes représentent, en effet, près de 50 % de la production du canton.

(1) A.D.G. 12 M 91

(2) A.D.G. 12 M 406

Dans la plaine de Bay, les assolements ont lieu dans l'ordre suivant : blé ou orge, avoine, orge, sainfoin ou luzerne. Parfois les céréales alternent pendant quatre ans, l'orge étant cultivé deux années consécutives. Dans la région de DURFORT, les cultures se répartissent ainsi : orge, avoine, fourrage annuel.

Les semailles ont lieu en général avant l'hiver, bien que quelques cultivateurs aient coutume de semer leur paumelle au printemps. On préfère être débarrassé de tous ces travaux au moment de la taille et des déchaussages de la vigne. C'est surtout lorsque l'automne a été très pluvieux que l'on enregistre une proportion notable de céréales de printemps.

La superficie occupée par les plantes fourragères a crû jusqu'à atteindre celle réservée aux emblavures. La production de la plaine de Bay est même devenue légèrement excédentaire ; les laitiers de SAUVE et de QUISSAC, les vigneron de la vallée de MONTFERRAND viennent s'approvisionner en fourrages à CANAULES. Ce fait est particulièrement caractéristique de la transformation qui s'est opérée dans l'agronomie de la région. Le prix élevé de la luzerne et du sainfoin depuis la Libération a donné un nouvel essor à cette culture et explique les progrès récents qu'elle a réalisés aux dépens des céréales.

Le sainfoin occupe les terres pendant trois ans, mais il ne produit que les deux dernières années. Seule, la première coupe est engrangée comme fourrage. On laisse grainer le regain qui est dépiqué pour la semence.

Les luzernières sont conservées, en général, pendant cinq ou six ans. On les fauche quatre fois par an. La troisième coupe est souvent réservée pour le commerce des graines de semence. Au total, sainfoins et luzernes occupent à peu près la même superficie.

Une nouvelle légumineuse prend actuellement de l'extension dans l'Est du canton. La vesce, fourrage annuel, trouve sa place dans l'assolement triennal qui y est pratiqué. Plante étouffante, elle nettoie complètement les champs et détruit toutes les herbes parasites. Parfois elle est semée avec des céréales secondaires ; le mélange, fauché en vert, constitue un excellent fourrage.

Dans les grandes exploitations de la plaine de Bay, son introduction récente semble devoir favoriser la disparition de la jachère. Une fois semée, la vesce n'exige plus aucun soin si on la laisse grainer ; la récolte est faite à la moissonneuse-batteuse.

La structure de la propriété dans les communes à habitat épars avait, jusqu'à maintenant, empêché la suppression complète de la jachère. Faute d'une main-d'œuvre suffisante, les gros propriétaires étaient souvent obligés de laisser en repos leurs terres à céréales. Ils craignaient aussi que la récolte des fourrages artificiels ne porte préjudice aux travaux de la vigne, lors des années pluvieuses. Le fanage de la première coupe de sainfoin et de luzerne exige alors des soins prolongés ; comme le mildiou est à redouter justement ces années-là, on risque de compromettre la récolte de raisins. De

plus, si l'on veut obtenir une deuxième coupe de luzerne abondante, il faut procéder à un traitement par les insecticides qui, s'il est effectué, s'exerce au détriment du temps consacré à la vigne.

Les soins constants qu'ils faut apporter aux ceps pendant le mois de Mai et le mois de Juin ont précipité la disparition de l'activité qui avait fait la première fortune des paysans du canton. Le ver à soie avait permis à tous les villageois de traverser sans trop de mal la crise viticole des premières années au siècle. Mais la reprise du marché du vin ayant coïncidé avec une nouvelle baisse sur la soie, le petit propriétaire ne voulut plus s'astreindre à un élevage qui lui imposait un allongement épuisant de la journée de travail. Comme la restriction des naissances avait réduit la main-d'œuvre familiale, la sériciculture périclita dans tout le canton.

Après la guerre de 1914, on assista à un phénomène bien plus grave qui réduisit à néant les possibilités d'une reprise. Les paysans détruisirent le précieux capital que les générations précédentes leur avait laissé en héritage. Ils s'en prirent d'abord aux dernières « plantades » qu'ils convertirent en vignes ou en luzernières. Ce furent ensuite toutes les rangées de mûriers situées en bordure des terres qui disparurent une à une. Les vigneron reprochaient à l'arbre d'or de gêner la végétation des souches environnantes. Malgré la loi du 26 Janvier 1941, interdisant formellement l'arrachage, les derniers survivants sont en constante régression. Seuls, quelques petits propriétaires possédant encore une chèvre conservent une ligne de mûriers pour faire leur provision de fagots. Bientôt, l'arbre d'or ne sera plus qu'une curiosité, comme le sont aujourd'hui les petits élevages de vers à soie qu'un nombre de plus en plus réduit de vieilles « magnanières » s'obstine à maintenir, pour profiter de la feuille qu'on leur laisse gratuitement.



Si l'on se promène à travers la garrigue de SAUVE, on voit partout des mérisiers à l'état sauvage, mais il est très rare de rencontrer un cerisier cultivé. Là aussi, une activité florissante a complètement disparu. Mais, cette fois, il ne faut pas incriminer la vigne. La culture fruitière était demeurée l'exclusivité des propriétaires des essarts et les exploitants des mas de la plaine du Vidourle et de la garrigue crétacée ne s'y étaient pas intéressés. Comme ce sont eux qui représentent actuellement 95 % de la récolte vinicole de SAUVE, on ne peut accuser la vigne d'avoir distrait la main-d'œuvre nécessaire à la production des cerises.

Entre 1886 et 1921, la population de SAUVE a diminué d'un tiers. Cette perte de substance suffit à expliquer la décadence d'une culture qui exigeait une main-d'œuvre très abondante aux époques de pointe. D'autre part, les cerises du Vaucluse et de la région de Remoulins qui arrivaient sur le marché bien avant la cerise de SAUVE lui avaient fait perdre son caractère de primeur aux Halles de Paris et il en était résulté une sérieuse baisse des cours. Enfin, faute de moyens financiers pour lutter efficacement contre l'invasion de la mouche du cerisier, les bigarreaux furent attaqués par le ver et perdirent leur réputation de qualité.

Pendant la guerre de 1914-1918, le verger sauvain périclita et le commerce des cerises fut sérieusement touché. Après 1920, on essaya de le ranimer en important la variété de cerises qui avait fait la fortune de Remoulins, le « Reverchon » ou « Reine Hortense » qui mûrit vers le 22 Mai. On espérait ainsi lutter de vitesse avec les exportateurs provençaux ; malheureusement, le Reverchon est un arbre qui demande des soins constants. C'était exactement le contraire de ce qui aurait convenu aux bonnetiers et aux boisseliers de moins en moins attirés par l'arboriculture. De plus, le fruit du Reverchon supporte mal le voyage et arrive souvent en mauvais état. La renommée de la cerise de SAUVE avait vécu.

Plus heureux que le mûrier et le cerisier, l'olivier occupe encore une centaine d'hectares dans le canton. Certes, les olivettes sont reléguées dans les essarts les plus éloignés du plateau de Coutach ou sur les faïsses des environs de DURFORT où aucune autre culture ne serait rentable, mais depuis l'occupation, on assiste à un renouveau de leur mise en valeur. L'olivier est une culture que l'on abandonne quand le produit est dérisoire, mais c'est un arbre que l'on n'arrache pas. Il suffit de le tailler de temps à autre pour le maintenir en état, et, si les cours de l'huile s'élèvent sensiblement il ne reste plus qu'à le travailler autour du pied pour obtenir une récolte satisfaisante.

Un moulin à huile qui fonctionne à SAUVE et à DURFORT quelques jours seulement, transforme sur place une production qui varie énormément d'une année à l'autre. En outre, les olives vertes alimentent encore les conserves traditionnelles dites à « la pitchouline ».

Le dernier symbole de la polyculture méditerranéenne, le mouton, est relégué sur les garrigues infertiles du crétacé supérieur et dans les landes de la région pré-cévenole.

En un siècle, l'élevage des ovins a fait une chute vertigineuse. Actuellement, chaque mouton a en moyenne trois hectares de bois et de garrigue à sa disposition. Le manque de nourriture n'est donc pas à l'origine de la régression du troupeau.

On peut invoquer des motifs d'ordre social, tels que la déchéance des pratiques communautaires qui a complètement éliminé le petit élevage familial et le morcellement de certaines grandes propriétés qui a réduit le nombre de gros éleveurs.

Moutons et brebis de plus d'un an	1857 (3)	1909	1929	1949
Plaine de Bay	4.200	3.000	1.500	1.000
Ouest du canton	4.300	2.700	1.700	620
Total du canton	8.500	5.700	3.200	1.620

Cependant, le principal facteur de la disparition des ovins paraît avoir été, avec la diminution de la jachère, les progrès rapides du vignoble. Il existe chez le viticulteur, un préjugé qui veut que le mouton soit tenu le plus loin possible des souches, quelle que soit la saison.

Beaucoup de « mazières » ont abandonné l'élevage quand ils ont eu planté quelques hectares de vigne. Les derniers troupeaux se trouvent aujourd'hui, dans les grands domaines exploités extensivement sans spécialisation aucune. Ils y passent souvent l'été car ils disposent de quelques prairies naturelles.

Une expérience d'élevage intensif a été tentée avec succès par un gros propriétaire de FRESSAC, entre les deux guerres. Il s'était spécialisé dans l'engraissement des agneaux de boucherie destinés aux villes de la région. Actuellement, cet élevage spéculatif paraît en sommeil, faute de bérgeries expérimentées.

La mise en valeur des quelques 5.000 hectares de bois et de garrigues de notre canton est bien imparfaitement réalisée par l'élevage du mouton. Les coupes de chênes-verts y sont effectuées anarchiquement, suivant les prix du bois et les besoins de trésorerie des gros propriétaires qui possèdent la majeure partie des surfaces boisées. Il faut faire exception pour la forêt communale de SAUVE, dont les 620 hectares de chênes verts sont exploités rationnellement par les Services des Eaux et Forêts.

Dans la région pré-cévenole, 80 hectares de châtaigniers continuent à apporter une récolte peu coûteuse aux habitants de DURFORT et de FRESSAC. Il faut également signaler les chênes truffiers des collines de DURFORT qui font vivre deux ou trois spécialistes. Enfin, dans la garrigue de SAUVE, la cueillette du laurier et du thym alimente un petit courant commercial à destination principalement de Lyon.

Cette longue énumération des ressources agricoles du canton nous permet de mettre l'accent sur leur diversité. Cependant bien que beaucoup apparaissent comme insuffisamment exploitées, aucune ne donne l'impression de pouvoir succéder à la vigne si un jour celle-ci était appelée à disparaître.

TITRE II

UNE FORMULE ORIGINALE D'UTILISATION DE LA GARRIGUE

CHAPITRE I

ORIGINE ET UTILISATIONS DES FOURCHES DE SAUVE

La Trinita, mi fraïre, es tamben coumparadiisso a-n-uno fourco, a-n-uno poulido fourco, d'aquéli fourco de falabrégué que fan à Saouvo. (1)

(La Trinité, mes frères, est comparable aussi à une fourche, à une jolie fourche, de ces fourches de micocouliers qu'ils font à SAUVE).

Cette aimable comparaison nous montre que MISTRAL connaissait une des cultures les plus typiquement méridionales. S'il n'avait peut-être pas voyagé jusqu'à SAUVE, il savait du moins que l'arbre de légende où les hommes font pousser les fourches existait réellement. Aujourd'hui encore, tous ceux qui ont la bonne fortune de traverser le terroir de SAUVE, ne manquent pas de remarquer ces souches massives à ras du sol d'où partent des rejets terminés invariablement par trois rameaux. Un méridional averti reconnaîtra aussitôt le célèbre micocoulier, si souvent lié au folklore provençal.

Toute l'originalité des habitants de SAUVE consiste à savoir cultiver cet arbre de façon à lui faire littéralement pousser des fourches. Une vieille industrie de transformation complète cette culture qui, au cours des siècles, a donné naissance à des institutions remarquables. Leur étude occupera une place importante dans cet ouvrage et permettra de révéler le rôle de précurseur que les Sauvains ont joué en matière d'association agricole.

Le micocoulier de Provence ou « *Celtis Australis* » (Prov. et Languedocien : Fanabriguier ; catalan : lladoner) appartient à la famille des celtidés. Il croît spontanément sur tout le pourtour de la Méditerranée et s'accommode de tous les terrains, sauf toutefois des sols trop marécageux. Il résiste assez bien aux gelées et l'on montre à SAUVE d'énormes souches plusieurs fois centenaires. Les micocoules, petites boules noires qui mûrissent à la fin de l'été,

(1) MISTRAL : Proso d'armana - La Trinita.

sont trop pauvres en pulpe pour tenter d'autres consommateurs que les enfants et les oiseaux.

Il faut éviter une confusion que font assez fréquemment les habitants du Midi de la France en appelant indifféremment cet arbre « alisier ou micocoulier ». En réalité, ces deux termes désignent deux espèces tout-à-fait dissemblables, (2) dont les fruits seuls sont d'un aspect identique. L'alisier est une rosacée comme l'aubépine, le sorbier et encore le pommier et le cognassier. C'est donc très improprement que l'arbre à fourches est souvent appelé alisier.

Le micocoulier n'est pas seulement l'ornement des promenades de beaucoup de villes méridionales, c'est aussi une matière première utilisée depuis très longtemps pour de nombreuses fabrications. Cette industrie repose sur la propriété du bois de se travailler à chaud comme une véritable matière plastique. Dans son *Traité de l'Exploitation des Bois* (3), paru en 1764, DUHAMEL du MONCEAU nous rapporte que, dans le Roussillon, on emploie le micocoulier pour faire des cannes, des manches de fouets (industrie toujours active dont le produit est vendu sous le nom de « Perpignan »), des perches pour la pêche à la ligne, des baguettes de fusil et des brancards de chaise légère. A la même époque, l'abbé BOISSIER de SAUVAGE signale qu'il sert également à fabriquer des cerceaux pour les cuves et tonneaux. (4)

De nos jours, le micocoulier alimente une vieille industrie artisanale en Catalogne (colliers de joug : collares) et dans le Seo d'Urgel (armatures de bâts dites « tafarras » ou « rabastas », richement décorées à l'aide de pointes rougies au feu). Dans les hautes vallées pyrénéennes du versant espagnol, telles le Pallar et la Ribagorça, ses propriétés élastiques l'ont toujours fait utiliser comme ligature pour attacher le timon au joug, aux lieux et places des courroies ou des cordes employées ailleurs. (5)

Des recherches sérieuses permettront peut-être un jour, à des ethnologues de parler d'une civilisation du micocoulier, tellement grand est le rôle qu'il paraît avoir joué dans la vie des montagnards des Pyrénées du Levant.

A SAUVE même, son bois est employé pour la fabrication des attelles de collier et des manches de faux, parallèlement à la manufacture des fourches.

(2) CABANNES : alisier et micocoulier - Bulletin Sté Agriculture du Gard n. 50-1903, pages 61 à 65

(3) DUHAMEL du MONCEAU - *Traité de l'Exploitation des bois* PARIS 1764, tome 1, page 214

(4) BOISSIER de SAUVAGE - *Disctionnaire languedocien* - article « micocoulier »

(5) Renseignements fournis par R. VIOLANT y SIMORRA, conservateur du Musée « Pueblo Espagnol » à BARCELONE

Mais c'est seulement cette dernière utilisation qui, par le chiffre important de la production et l'extension du commerce, mérite d'être prise en considération.

La production des fourches se caractérise par sa localisation. Les centres de culture sont bizarrement dispersés, sans qu'il soit possible de déceler un lien géographique qui les rapproche. En plus de SAUVE, seul producteur en France, le micocoulier est cultivé à ma connaissance, en vue de la fabrication des fourches, à Alentorn, dans la moyenne vallée du Sègre (province de Lerida) et dans la région de Castellon de la Plana (province de Valencia). D'autres fourchiers existaient dans l'île de Majorque et peut-être au Portugal. Jusqu'au moment où j'entrepris mes recherches, industrie française et industrie espagnole s'ignoraient réciproquement. Il me fallut exhiber des photographies prises à Alentorn aux producteurs sauvains pour qu'ils fussent convaincus qu'ils ne détenaient pas un monopole de la spécialité en Europe.

Un autre trait curieux de la localisation de cette culture est qu'elle se trouve strictement limitée au territoire de la commune productrice. Quel que soit le chemin par lequel on aborde SAUVE, les fourchiers annoncent que l'on a pénétré à l'intérieur de son terroir. Il existe bien quelques micocouliers cultivés dans les communes limitrophes de ST-HIPPOLYTE, POMPIGNAN et QUISSAC mais la production est infime en comparaison de celle de SAUVE. On observe le même phénomène à Alentorn, en Catalogne ; les fourchiers sont concentrés sur le territoire de la commune et dans les environs ; seuls deux ou trois paysans du village voisin de Vall-Llebreira se consacrent à cette culture.

Il semble que l'on se trouve en présence d'un monopole existant depuis des temps immémoriaux ; les traditions familiales ont conservé de père en fils les secrets de la technique et de la taille qui consistent à faire prendre la forme d'une fourche à la jeune pousse du micocoulier.

Certaines dispositions des actes d'association passés à SAUVE au XVIII^{ème} siècle entre les producteurs de fourches témoignent que la communauté a toujours veillé jalousement à ce que ces pratiques ne sortent pas de son territoire. (6)

Devant l'identité des procédés de culture et des techniques industrielles que l'on observe à SAUVE et en Espagne, on est en droit de se demander comment des villages aussi éloignés ont pu être les héritiers d'une même production. Il faut ici faire appel à la géographie humaine qui va nous permettre de découvrir l'origine commune de cette industrie en nous renseignant sur l'envahisseur ou le colonisateur susceptible d'avoir introduit cette pratique à la fois dans la péninsule ibérique et en Septimanie.

(6) L'art. 17 du bail de 1773 publié en annexe prévoit que tout facturier de SAUVE coupable d'avoir travaillé une fourche provenant d'un taillage étranger se verra confisquer ses fourches et son atelier.

N'ayant pu déceler nulle part ailleurs en Europe et principalement en Italie, des traces de la culture du micocoulier, nous sommes disposés à exclure l'hypothèse d'un apport de la civilisation romaine. Si le caractère méditerranéen du micocoulier nous interdit de songer à une origine septentrionale, il nous incline, par contre, à faire remonter la production des fourches aux invasions arabes. Les Maures n'étaient-ils pas à la fois, les arboriculteurs expérimentés et les artisans ingénieux capables de posséder tous les secrets de la taille et de la fabrication ? Si leur séjour en Espagne, dans des lieux où l'on produit des fourches ne peut faire aucun doute, il est plus difficile d'expliquer comment leurs techniques sont parvenues jusqu'à SAUVE.

Il faut, tout d'abord, noter que les Arabes n'ont pas introduit l'arbre lui-même puisque celui-ci croît spontanément dans toute l'Europe méditerranéenne. Ils auraient seulement apporté l'art de tailler et de facturer la variété croissant à l'état naturel dans le pays. C'est ce qui expliquerait que l'on cultive une variété différente de micocoulier à SAUVE et à ALENTORN.

L'absence d'un dépouillement des archives notariales de SAUVE nous empêche de dater exactement l'époque où la culture du micocoulier est mentionnée pour la première fois. Le plus ancien document inventorié qui en témoigne est un acte de vente (7) passé en 1360 entre Philippe ROUVIER, drapier de SAUVE et Guillaume COSTE « forgerius », c'est-à-dire fabricant de fourches (catalan : « forcaire »). Mais l'existence de cette industrie paraît bien antérieure à cette date. (Voir Cartulaire de Maguelone).

L'arbre à fourches n'est d'ailleurs pas le seul indice qui nous permette de penser que notre région ait reçu des apports orientaux par l'intermédiaire des Arabes. Une antique légende qui repose peut-être sur les allures sémites du fond de la population sauvaine, circule encore dans les villages voisins et veut faire des habitants de SAUVE les descendants d'une vieille colonie sarrazine. Sans qu'il soit besoin de citer le « Portaletum de Mauri » (8) (la porte du Maure) mentionné dans un acte notarié du 12 Septembre 1504, il est possible de déceler de nombreux indices d'une influence orientale, tant à SAUVE que dans la ville voisine d'ANDUZE. L'industrie jadis florissante de la poterie vernissée disparue aujourd'hui à SAUVE et mourante à ANDUZE, n'est-elle pas une industrie typiquement arabe ? Et ces vers à soie dont les documents récemment découverts (9) viennent de nous révéler l'existence à ANDUZE dès le XIII^{me} siècle, par qui donc ont-ils pu être introduits ?

En l'absence de données précises, on ne peut que faire diverses hypothèses sur la façon dont ces apports orientaux sont parvenus

(7) A.D.G. série E 1263 - Registres de la seigneurie de Monoblet - 18 décembre 1360

(8) A.D.G., série E1001 registres d'Antoine CLARIS - Notaire à SAUVE.

(9) A.D.G. série H - Supplément hôpital d'ALES H 24

jusqu'à notre région. Il est possible que les envahisseurs arabes aient laissé des garnisons permanentes à SAUVE et ANDUZE lors de nombreux raids qu'ils firent à travers toute la SEPTIMANIE entre 712 et 759. Ces deux villes qui commandaient l'entrée de défilés cévenols, ont très bien pu servir aux Arabes de couverture et de protection contre un retour offensif des populations des Cévennes où leur crainte mystérieuse de tout ce qui était montagne les avait empêchés de pénétrer. Les guerriers maures ont pu ainsi introduire certaines de leurs industries, soit qu'ils les aient enseignées aux autochtones, soit qu'eux-mêmes se soient définitivement fixés dans le pays.

Il se peut encore que ces techniques aient été apportées par les colons espagnols qui, appelés par CHARLEMAGNE (10) vinrent mettre en valeur les terres que la population de la SEPTIMANIE, décimée par les invasions, avait laissées en friches. Ces immigrants qui avaient vécu près d'un siècle au contact des occupants arabes, avaient très bien pu assimiler leur civilisation et s'en faire les propagateurs.

De toute façon, qu'il s'agisse de fourches, de la poterie vernissée ou de la soie, chacune de ces industries n'a pu être introduite que par des groupes humains suffisamment denses pour apporter toutes les techniques et même les instruments indispensables. Il ne saurait être question de l'apport isolé d'un croisé ou d'un moine qui aurait ramené du Levant ou d'ailleurs, des secrets de taille ou de fabrication.

A ce sujet, il faut faire justice d'une légende que les Sauvains aiment à conter, selon laquelle l'art de fabriquer les fourches aurait été implanté à SAUVE par un moine qui l'aurait appris en Chine! Nous voilà bien près de la légende qui voudrait que l'élevage des vers à soie ait été introduit en Europe par un moine grec qui aurait ramené du Celeste Empire, des graines dissimulées dans une canne creuse. La réalité, s'il est exact que les fourches de micocouliers sont cultivées en Chine, comme l'aurait vu de ses propres yeux un Sauvain en voyage dans ce pays (11) leur industrie a été introduite en Europe, comme pour la soie, par l'intermédiaire des Arabes.

Il est à remarquer que l'usage des fourches de micocoulier ne s'est jamais répandu au-delà de l'Europe Méridionale. Les paysans des contrées plus septentrionales continuèrent à utiliser jusqu'aux temps modernes, des fourches à deux becs, grossièrement façonnées, courtes et pesantes, qu'ils ne prenaient même pas la peine d'écorcer. Ils les coupaient sur toutes sortes d'arbres tels que noisetiers, ormeaux et frênes où ils pouvaient trouver des branches propres à prendre la forme de cet instrument. Le rythme ralenti de l'agriculture d'autrefois pouvait fort bien s'accommoder d'outils rudimentaires qui ne coûtaient que la peine de les couper. Mais les fourches de micocoulier devaient se révéler un instrument indispen-

(10) Histoire générale du Languedoc - tome 1 page 815 (éd. Privas).

(11) Jean GERMAIN. Sauve, antique et cureuse cité P. 420

sable dans les pays où l'on dépiquait le blé en le faisant fouler aux pieds des animaux (latin « *calcare* » d'où provençal « *caucada* »). C'est ce qui explique que les débouchés de cette industrie ne se soient jamais étendus au-delà des régions méditerranéennes où l'on pratiquait ce genre de dépiquage.

La « *caucada* » était, en effet, à l'honneur sur tout le pourtour de la Méditerranée et en particulier en Italie, en Provence, en Languedoc et dans la Péninsule Ibérique. Pour l'avoir vue pratiquée pendant la dernière guerre par des cultivateurs désireux de se soustraire à la réquisition, il est facile de s'imaginer ce que devait être son déroulement, il y a plusieurs siècles. Chaque paysan possédait alors, près du village, une aire de terre battue où il portait ses gerbes après les avoir laissées quelques jours en meule, sur le champ.

Dès les premières lueurs de l'aube, le voilà levé avec toute sa famille pour charrier l'eau avec laquelle il va arroser le sol de son aire. En séchant, la terre forme une croûte uniformément plate dont la dureté facilite le dépiquage. Cet arrosage se répètera plusieurs fois dans la journée pour éviter la formation de poussière qui souilleraient les grains dépiqués.

Une fois l'aire bien imbibée, on y entasse les gerbes, droites les unes contre les autres, l'épi vers le haut. Avant de les faire fouler par des bêtes de somme qui tournent en rond, il faut attendre que le soleil soit assez haut pour que la chaleur de ses rayons puisse dessécher la paille et aider à la séparation du grain de la balle qui l'enveloppe. Parfois, les animaux traînent un pesant rouleau de pierre ou encore une lourde planche garnie de silex tranchants : (« *el trillo* » usité en Espagne). Ces instruments complètent l'action mécanique des sabots et accélèrent l'opération.

Quand le cultivateur juge le foulage suffisant, il arrête ses bêtes. A ce stade, le dépiquage n'est pas près d'être terminé, car il reste à séparer le grain et la paille. L'homme doit lui-même intervenir et la chaleur de l'été rend sa tâche harassante. L'opération était si pénible que le verbe latin « *tripaliare* » signifiant dépiquer, est passé dans les langues romanes avec le sens plus général d'effectuer un travail quelconque, puisqu'il n'est autre, en français, que le verbe travailler (équivalent espagnol « *trabajar* » et portugais « *trabalhar* »)

Les fourches de micocoulier avaient justement pour avantage d'atténuer la pénibilité de ce travail qui devait s'accomplir au cœur des journées les plus brûlantes de Juillet et Août. Leur légèreté et leur grande maniabilité les rendaient fort propices à l'opération qui consiste à séparer le grain des pailles à demi-hachées. On utilisait à cet effet des fourches de grandes dimensions dites « *espaliadouïres* » (du latin, *expaliare* « enlever la paille ») dont les becs longs et très écartés permettent de prendre un maximum de paille à chaque fourchée. D'autre part, le bout émoussé des fourchons offre l'avantage de ne pas rayer la surface de l'aire qui doit rester rigoureusement lisse.

Quand la paille a été portée à la grange, il reste sur l'aire un mélange de grains, de balles et de menue paille qui est ratissé et éventé. On utilise pour cela des fourches plus petites dites « ventadouïres » (du latin « ventare » éventer) dont les becs sont plus resserrés et plus courts que ceux des espaliadouïres. A la faveur du vent, les balles, brins de paille et poussières projetés en l'air sont séparés du grain qui retombe sur l'aire où il ne reste plus qu'à le ramasser. Dans les régions où l'on ne connaissait pas les fourches de micocoulier, on employait à la place des ventadouïres, de lourdes pelles de bois (12) qui augmentaient la fatigue.

L'usage des fourches de micocoulier pour le dépiquage était à tel point répandu dans les contrées méditerranéennes, que chaque paquet de douze destiné à la vente comportait obligatoirement quatre « espaliadouïres » et quatre « ventadouïres » (13).

Les producteurs sauvains ne réussirent jamais à introduire l'emploi de leurs fourches dans les pays où l'on battait au fléau. Les paysans ne purent jamais se déterminer à acheter assez cher des fourches qui ne leur étaient pas absolument nécessaires car les pailles battues conservent toute leur longueur et il est bien plus facile de les séparer que celles qui ont été dépiquées et hachées par les sabots des animaux. De plus, le battage au fléau se faisait le plus souvent sous la grange, à temps perdu pendant les journées pluvieuses d'automne et d'hiver ; les cultivateurs étaient moins pressés de finir que les paysans méridionaux qui devaient obligatoirement profiter de la sécheresse estivale pour terminer leur « caucada ».

La disparition de ce mode de dépiquage a, d'ailleurs, créé un temps mort dans le cycle des travaux agricoles de nos régions et le mois d'Août est devenu un mois de repos. Les propriétaires que la manne viticole a comblés en profitent pour partir en vacances tout comme les citadins et certains de nos villages sont presque déserts à cette époque de l'année.

L'adoption du battage mécanique devait avoir de profondes répercussions sur l'industrie des fourches. Avant de les examiner, nous allons étudier rapidement l'art si particulier de faire pousser les fourches et nous nous arrêterons plus longtemps sur les institutions originales que devait faire naître le quasi-monopole dont étaient détenteurs les producteurs sauvains.

(12) Paul MARRES - Les Grands Causses p. 31

(13) Jean ASTRUC - Mémoires pour servir à l'Histoire Naturelle du Languedoc -
Partie II - Chapitre III



FORCAIRE CATALAN au TRAVAIL

Opération de redressage du manche sur un pilier à encoches
Contre le mur, à gauche, fourche dans son « escaletto »

(Photo de l'auteur)

CHAPITRE II

CULTURE DU MICOCOULIER ET TECHNIQUE INDUSTRIELLE

Parmi les divers arbres fruitiers qui prospèrent dans la « terra rossa » issue de la décomposition des calcaires, le micocoulier constitue la culture la plus dense et la plus remarquable de la garrigue de SAUVE. Il semble avoir trouvé son terrain de prédilection dans les lapies et les dolines qui constellent le plateau karstique jusqu'au bois de Coutach. C'est dans ces creux argileux que les premiers fourchiers ont du être exploités, en particulier dans le quartier des « Issarts » où une véritable forêt de micocouliers vient lécher les murs du vieux SAUVE. Par la suite, la culture s'est étendue sur l'autre rive du Vidourle, jusque dans la garrigue de Perdiguier; mais le micocoulier y est planté en ligne ou en bordure des champs et sa végétation ne possède plus la spontanéité qui la caractérise dans les fentes des lapies.

Ce qui rend remarquable la culture du micocoulier, c'est la taille spéciale dont il est l'objet pour en faire un arbre à fourches. La graine qui germe donne naissance à une seule tige que l'on coupe presque au niveau du sol lorsqu'elle atteint l'âge de cinq ou six ans. C'est de cette cépée que vont partir les rejets destinés à devenir des fourches. On a soin, par la suite, de maintenir cette souche le plus bas possible afin de pouvoir plus facilement tailler les futures fourches et d'avoir moins de bois inutile à nourrir. Cette cépée atteint en vieillissant d'énormes dimensions et rappelle, en plus trapu, les vieux saules tétards des pays bocagers.

Chaque tronc se trouve chargé d'un grand nombre de rameaux à la fois, mais presque tous d'un âge différent, ce qui assure une production à peu près identique tous les ans. On laisse croître les rejets sans en prendre aucun soin jusqu'à ce qu'ils atteignent une certaine grosseur et surtout une longueur suffisante pour faire une fourche (de 1 m. 60 à 1 m. 90 environ). S'il arrive qu'un de ces rejets ne pousse pas assez droit, ce qui est rare, on le coupe au ras de la cépée pour l'empêcher de consommer inutilement une partie de la sève destinée à l'accroissement des autres. Quand la branche conservée — le manche de la future fourche — a atteint la longueur voulue, en général au bout de deux à trois ans, on arrête sa croissance en coupant son extrémité pendant l'hiver. L'endroit où la section est pratiquée se situe immédiatement au-dessus des bourgeons qui paraissent aptes à former la plus belle fourche ou, comme on dit à SAUVE, la plus belle « fleur de lys ». C'est, en effet, une caractéristique de la variété cultivée à SAUVE de pousser à

l'aisselle de chaque feuille trois boutons qui forment entre eux comme une espèce de fleur de lys. Au printemps, les trois bourgeons vont donner naissance à des rameaux qui constitueront les trois dents de la fourche. Il se peut que des bourgeons inférieurs produisent des rameaux latéraux ; le cultivateur les élague vers la mi-juin pour qu'ils ne préjudicient pas à la croissance des fourchons en détournant une partie de la sève. Il s'agit de hâter au maximum la végétation des rameaux destinés à devenir les becs de la fourche en canalisant vers eux tous les principes nutritifs disponibles.

Il faut, en même temps, veiller à ce que les trois branches qui constituent les fourchons, parviennent simultanément au même degré de grosseur. Il faut éviter qu'un rameau trop gourmand n'accapare la majorité de la sève et ne se développe aux dépens des deux autres, ce qui aurait pour résultat de donner une fourche dissymétrique dont certaines dents offriraient une résistance à la rupture insuffisante. On ralentit la croissance du rameau le plus vigoureux en l'effeuillant et même, si cela ne suffit pas, en lui sectionnant l'extrémité, de façon à arrêter la montée de la sève et la diriger vers les rameaux les plus chétifs. Aussi simple qu'elle paraisse, cette opération demande des soins attentifs et une longue pratique. Si l'on coupe trop de bois au rameau gourmand, on risque de le faire périr, si l'on n'en coupe pas assez, on est parfois obligé de laisser la fourche une année de plus sur le plant afin que les branches plus minces atteignent la grosseur de la première.

D'autre part, la végétation des fourchons varie avec la vigueur et l'âge de l'arbre, la nature du sol et l'état hygrométrique de l'air. Chaque cas devient un cas d'espèce soumis à l'expérience de l'arboriculteur. C'est ainsi que pendant un printemps et un été trop humides, il faut visiter les fourches assez fréquemment et les élaguer à propos : quinze jours de négligence suffisent pour rendre les becs inégaux et retarder ou perdre une récolte. Au contraire, lorsque le temps est particulièrement sec, on ne peut enlever du bois qu'avec beaucoup de précautions car, si l'on en coupe plus qu'il ne faut, les rameaux sont exposés à se dessécher et mourir.

Si toutes ces pratiques ont été minutieusement suivies, la fourche arrive à maturité six à sept ans après la première pousse du rejet. Un micocoulier est donc en état de donner une récolte treize à quatorze ans après avoir été semé, les rejets sont d'autant plus nombreux que la cépée est ancienne, mais leur croissance est moins rapide.

La récolte qui se faisait autrefois à la fin de l'hiver a lieu depuis quelques années à la mi-automne, lorsque les feuilles ont fini de tomber et que la sève est moins abondante. C'est, d'ailleurs, la seule opération dont l'époque ait varié depuis les premières relations qui nous ont été faites sur la culture du micocoulier. Le procédé lui-même est invariable ; les manches sont coupés au ras du tronc ; on utilise un maillet et un ciseau appelé « escouapié ». On opère de manière à ce que la tranche de la section soit rigoureusement lisse et que l'eau de pluie ne corrompe pas le bois en y séjournant.

En plus de deux ou trois binages annuels pour aérer les racines et détruire les herbes parasites, toute la culture réside donc dans une série de tailles appropriées dont les principales ont lieu quelque temps avant les pousses du printemps et de l'automne. Un temps de lune invariable (trait caractéristique de l'agronomie arabe) dont on se transmet religieusement le secret de génération en génération, est affecté à chaque opération. Mais le véritable secret, c'est une longue expérience et une connaissance parfaite de cette arboriculture originale, que seule peut faire acquérir une sérieuse pratique échelonnée sur un grand nombre d'années. C'est ce qui explique le désintéressement de plus en plus marqué des jeunes générations envers une culture pourtant rémunératrice.



L'ingéniosité du cultivateur ne saurait cependant suffire à produire des fourches de qualité marchande, car la fourche plate et dissymétrique que l'on vient de couper sur l'arbre, ne pourrait être utilisée telle qu'elle est. Une industrie de transformation, pour le moins aussi remarquable que la culture, va s'en emparer et la façonner avant de la livrer au commerce.

Si la culture s'est perpétuée au cours des siècles en restant identique à elle-même, il n'en a pas été ainsi pour l'industrie des fourches qui a subi de sérieuses transformations. Toutes ces modifications sont le résultat d'un changement de structure par suite de la différenciation entre culture et fabrication. Autrefois, le paysan était en même temps l'artisan qui, au cours des journées pluvieuses et des longues soirées d'hiver, usinait lui-même, à domicile, les fourches qu'il avait récoltées sur ses micocouliers. C'est du reste ce que l'on peut voir aujourd'hui encore, en Espagne, où la production a conservé sa structure archaïque. Le « forcaire » est à la fois arboriculteur, boisselier et marchand de fourches ; il y a quelques années à peine, le paysan d'ALENTORN qui avait terminé sa fabrication attelait sa mule ou son bourricot et s'en allait vendre ses fourches sur les marchés voisins de CATALOGNE. Cette organisation archaïque, symbole du décalage économique entre les deux versants des Pyrénées, nous ramène de quelques siècles en arrière. Il suffit, en effet, de parcourir certaines provinces d'Espagne pour avoir un tableau fidèle de l'agriculture de la France méditerranéenne sous l'ancien régime.

Il y a plusieurs siècles que l'on a dépassé, à SAUVE, le stade primitif de l'économie familiale. Lors de la passation des premiers baux d'association, à la fin du XVII^{me} siècle, sur 150 cultivateurs de micocouliers, il n'y en avait plus **qu'une dizaine qui manufacturaient** eux-mêmes leurs fourches (1). Il existait depuis longtemps déjà, des ouvriers spécialisés travaillant dans leur atelier pour le compte

(1) A.D.G. Série G 185 Pièce (1)

de négociants qui leur donnaient à usiner les fourches qu'ils achetaient aux producteurs. C'est cette division ancienne du travail qui explique les nombreux perfectionnements dont a bénéficié l'industrie sauvaine.

L'opération initiale de la fabrication consiste en un chauffage des fourches fraîchement coupées, dans un four à bois ; jadis, à SAUVE (et aujourd'hui encore, en Espagne) cette opération se faisait en plein air ; on posait les fourches vertes en appui les unes contre les autres, de façon à ce qu'elles fassent un certain angle avec le sol ; sous le chapeau ainsi constitué, on plaçait un tas de broussailles sèches auxquelles on mettait le feu.

Sous l'action de la chaleur, l'écorce se décolle du liber et on la détache rapidement en longues lanières, à l'aide d'un couteau ou d'une petite serpe. Le manche, assoupli par la température à laquelle on l'a porté, est redressé sur un pilier muni d'encoches où on lui donne un profil rigoureusement droit. On utilise aussi les propriétés élastiques du bois encore chaud pour communiquer aux trois fourchons une disposition symétrique et un certain rayon de courbure. L'instrument essentiel pour réaliser cette opération est un moule de bois en forme d'échelle à trois barreaux (d'où son nom d'escalette). On introduit le trident dans cette grille en faisant passer chaque bec au-dessous de la traverse médiane et au-dessus des deux traverses extérieures ; ils acquièrent ainsi une forme incurvée qui facilite la rétention des pailles et fourrages. On maintient les fourchons latéraux à une même distance du fourchon central en plaçant entre eux des bouts de bois d'égale longueur appelés « téoulés » parce qu'autrefois on utilisait des morceaux de tuile.

Il faut enfin que le plan du trident fasse un certain angle avec le manche, ce qui facilite la préhension des pailles jonchant le sol. Ce pliage s'effectue dans une sorte d'étau qui permet de donner au manche une inclinaison de près de 45° par rapport aux fourchons et de le laisser un long moment dans cette position. Cet étau que les Sauvains appellent « métier », est le seul instrument qui ne soit pas représenté dans l'atelier du « forcaire » espagnol. Il n'est d'ailleurs pas mentionné par ASTRUC (2) dans la description de l'industrie des fourches de SAUVE, au début du dix-huitième siècle. Il semble qu'on se trouve en présence d'un perfectionnement assez récent.

Il ne reste plus qu'à faire acquérir définitivement au trident la forme qu'on vient de lui donner. Toujours enserrée dans « l'escaletto », la fourche est laissée pendant une vingtaine d'heures dans le four que l'on clôt hermétiquement. Par dessiccation, les fibres de micocoulier vont conserver désormais la courbure qu'on leur a imprimée.

Avant d'introduire la fourche dans le four, l'ouvrier sauvain ne manque pas d'enrouler une spirale d'écorce autour du manche et de

(2) Jean ASTRUC - Ouvrage cité

l'entre-becs. Lorsque la fourche est brunie par la fumée, la partie protégée par l'écorce demeure blanche et dessine une agréable arabesque, une fois la lanière enlevée.

Au sortir du four, on démoule, on épointe les becs et on polit l'extrémité du manche pour faciliter son maniement. La fourche est terminée. Il n'a pas fallu plus de vingt-quatre heures pour transformer la fourche brute en une fourche prête à être vendue.

Il semble qu'autrefois le processus de fabrication ait été bien plus lent et que l'extension du commerce ait entraîné une réduction des délais de manutention. Il n'y a qu'à regarder ce qui se passe encore en Espagne, où les diverses opérations de la fabrication sont réparties tout au long de l'année agricole. On coupe les fourches en Décembre, à la mauvaise saison. Après avoir été chauffées, elles sont pelées et redressées. On les abandonne ensuite à sécher dans de grands hangars jusqu'au début du printemps. A la fin Avril, on les met à tremper pendant une dizaine de jours ; l'eau possède la propriété de restituer leur élasticité aux fibres de micocoulier, ce qui permet de travailler les becs et de les introduire dans les moules. On replace ensuite les fourches sous les hangars jusqu'à complète dessiccation et, vers la mi-juin, lorsqu'approchent les dépiquages, on démoule et on effectue les dernières opérations de finition.

L'évolution de l'industrie sauvaine s'est donc traduite par une accélération du rythme de fabrication. L'avancement de la récolte de Mars à Novembre correspond également, à la nécessité de se trouver le plutôt possible sur le marché. La transformation des débouchés a exigé un étalement de la vente sur toute l'année, alors qu'autrefois la grande majorité des demandes se plaçait au début de l'été.

Mais cette évolution n'a été possible que grâce à la concentration des instruments de fabrication qui a résulté de l'entente entre les producteurs. En effet, la production des fourches de micocoulier déjà remarquable par la culture et la technique industrielle, présente, depuis des siècles, une organisation qui n'est pas moins originale.

CHAPITRE III

LA NAISSANCE D'UNE ASSOCIATION DE PRODUCTEURS

SOUS L'ANCIEN REGIME

Ce ne fut pas une de mes moindres surprises que de découvrir, au cours de mes recherches, que l'industrie des fourches avait donné naissance, en plein cœur de l'ancien régime, à une institution qui rappelle, par bien des points, les syndicats agricoles modernes. Les seules associations de producteurs que l'on connaisse à pareille époque sont les fruitières où les paysans jurassiens se réunissaient pour la fabrication en commun du fromage de gruyère. L'entente entre les propriétaires de fourchiers fait donc figure d'ancêtre de nos actuels groupements d'exploitants pour la vente collective de leurs produits.

On peut penser que la localisation de la culture sur le seul territoire de la ville de SAUVE a favorisé les rapprochements entre les habitants, qu'unissaient, depuis des temps immémoriaux, de nombreuses pratiques communautaires telles que le droit d'esplèche et le droit de défrichement. Le monopole quasi-absolu dont jouissaient les producteurs sauvains, a sans doute, facilité lui aussi, la constitution d'une entente susceptible de contrôler entièrement le marché des fourches. Mais il a fallu aussi que tous les propriétaires soient animés d'un esprit hautement collectiviste pour que l'association puisse prospérer tout au long du XVIII^{me} siècle et traverser sans dommages la crise individualiste de 89. Ce courant d'idées est-il lié au protestantisme qui rassemblait l'unanimité de la population sauvaine, à la veille de la Révocation de l'Edit de Nantes ? Il serait peut-être osé de l'affirmer trop hâtivement, mais il est pour le moins curieux de constater que les premiers embryons de coopératisme se sont développés dans des milieux protestants depuis les associations ouvrières de la région Lyonnaise, jusqu'à l'école de Nîmes, en passant par les « Equitables Pionniers de Rochdale ».

Un volumineux dossier constitué en 1813 par le secrétaire de la mairie de SAUVE (1), nous permet de suivre pas à pas l'histoire de l'entente entre les propriétaires de micocouliers, pour la vente

(1) A.D.G. série C 185

en commun de leurs fourches brutes. Nous voyons cette association élaborer, peu à peu, ses règles d'organisation en se détachant de la communauté avec laquelle on l'avait d'abord confondue. Nous la voyons aussi, véritable innovation pour l'époque, en butte au Parlement de Toulouse et à la Cour des Aides de Montpellier. Et quelle surprise de découvrir que ce Syndicat de producteurs n'a été viable que grâce à la protection des intendants et de l'autorité royale.

Les archives de la mairie de SAUVE ne permettent pas de remonter au-delà de 1680 et l'absence de dépouillement des archives notariales nous interdit d'avoir des renseignements précis sur l'organisation de la production au-delà de cette date.

Dès le Moyen Age, la division du travail entre cultivateurs et artisans était chose faite et peu à peu les propriétaires de fourchiers étaient devenus les victimes des marchands sauvains, qui leur achetaient les fourches brutes à vil prix et les faisaient usiner par des ouvriers à leurs gages. La douzaine de vertes qui s'était vendue jusqu'à trois francs, ne valait plus, vers 1680, que le prix d'une livre de lard, c'est-à-dire six sols (2) et, parfois même, le propriétaire ne parvenait pas à vendre toute sa récolte.

La première association que l'on voit apparaître pour échapper à l'emprise des marchands, est une entente entre les ouvriers qui se réunissent pour acheter les fourches vertes en commun et les travailler pour leur propre compte. C'est en 1688, trois ans après la Révocation de l'Edit de Nantes, qu'ils s'associent pour prendre les fourches des propriétaires au prix de 20 sols la douzaine, pendant cinq ans. Cette première entente doit leur rapporter de sérieux profits puisque, le 23 mars 1693, ils passent un nouveau bail de cinq ans au prix de 40 sols la douzaine. Des contestations s'étant élevées au sujet de la recevabilité des fourches, ce nouveau bail prévoit que des experts jugeront si les fourches offertes sont de qualité marchande et peuvent être acceptées par les facturiers. D'autre part, l'entente a été mise en péril au cours du premier bail par des propriétaires qui ont vendu leurs fourches à d'autres acheteurs ; c'est pourquoi les bénéficiaires du bail de 1693, stipulent que toutes les fourches qui se recueilleront dans le taillable de SAUVE, leur seront obligatoirement livrées, exception faite de celles provenant de dix particuliers qui cultivent et fabriquent eux-mêmes leurs fourches.

Cet acte est consenti par les Consuls de SAUVE qui sont censés représenter la totalité des propriétaires de fourchiers ; il est passé en présence de l'assemblée des habitants et figure au registre des délibérations municipales (3). Cette délibération fut soumise à l'homologation de la Souveraine Cour du Parlement de Toulouse, pour permettre aux facturiers de se faire bailler la totalité des fourches, au besoin par la contrainte.

(2) Une livre de lard vaut en 1950, 150 francs ; la douzaine de fourches est vendue aujourd'hui 1.200 francs par la coopérative.

(3) Archives de la Mairie de SAUVE ; voir la délibération du 8-2-1693.

En résumé, on se trouve en 1693, en présence de deux groupements distincts : d'une part, une association volontaire de facturiers en fourches, qui jouit d'un monopole d'achat et, d'autre part, l'ensemble des propriétaires de micocouliers qui sont tenus de livrer obligatoirement leurs fourches aux bénéficiaires d'un bail passé sous l'égide de la communauté. Pourtant, seul devait subsister le groupement des producteurs qui avait été imposé par les clauses du bail de 1693.

Lorsque ce bail vient à échéance, il semble que les propriétaires ont compris l'intérêt qu'ils ont à vendre toutes leurs fourches en commun et ils vont les donner au plus offrant, en l'occurrence, le sieur Jacques DUFOUR, riche commerçant de Sauve qui, le 12 février 1698, se fait adjuger la totalité de la récolte pendant cinq ans au prix de 50 sols la douzaine, dans les formes et conditions du bail précédent. Dès lors, en face des producteurs, il ne va plus y avoir un groupement de facturiers, mais un seul co-contractant qui possèdera à la fois le monopole d'achat et le monopole de vente. Il fera usiner les fourches vertes par des ouvriers qui seront rétribués à la pièce. Cependant, lors du bail suivant, en 1703, on assiste à une collusion entre les principaux marchands et les fourches sont adjudgées pour 9 ans, à 45 sols seulement au sieur DESPUECH. L'homologation de ce bail n'est plus soumise au Parlement de Toulouse, mais à l'Intendant de BASVILLE qui intervient en vertu de ses pouvoirs de Police Administrative.

Lorsque ce nouveau bail arrive à expiration, on assiste à de nouvelles manœuvres des marchands sauvains qui essayent de peser sur les prix ; désireux d'écarter cette menace, les habitants de SAUVE font appel à l'Intendant qui décide que l'adjudication se fera par devant lui, en son hôtel de Montpellier, pour qu'elle ait lieu en toute impartialité.

Finalement, le 7 juin 1712, un bail de neuf ans est passé au sieur NOLIBET, au prix de 56 sols, six deniers la douzaine, à savoir : 54 sols à l'habitant et 2 sols 6 deniers pour réparer l'église. Ce même bail impose à l'adjudicataire un plafond qu'il ne pourra pas dépasser pour la revente des fourches aux consommateurs ; ce maximum est fixé à 5 francs la douzaine pour éviter que le bailliste ne profite de sa position de monopoleur.

Ce bail de 1712, présente pour nous, un très grand intérêt car il marque un tournant décisif dans l'histoire de l'entente entre propriétaires. Les profits réalisés au cours des baux précédents, avaient éveillé la cupidité des marchands sauvains, rendus furieux par l'intervention de l'Intendant qui les privait d'une source de revenus faciles. Les trois principaux, les sieurs DUFOUR, DESPUECH et DURANC, déclarent qu'ils veulent interjeter appel au Conseil du Roi des Ordonnances de l'Intendant, concernant la passation et l'exécution du bail. Puis, jouant sur l'antagonisme qui oppose les Parlements aux Intendants, agents de l'extension de l'autorité royale, ils s'avisent de se pourvoir devant le Parlement de TOULOUSE. Celui-ci, dans un arrêt du 25 Février 1713, fait défense aux parties de faire poursuite ailleurs que devant les juges ordinaires, sauf l'appel

au Parlement. Il enlève ainsi à l'Intendant toute compétence au sujet du conflit soulevé par les demandeurs. Mais ce qui est le plus important pour nous, sans s'arrêter aux ordonnances de de BASVILLE, le Parlement casse le bail de 1712, **comme l'ouvrage du monopole**. Il serait curieux de connaître les principes généraux qui ont motivé les grandes lignes de cet arrêt, mais il nous a été impossible d'en retrouver les motifs. Toutefois, les dispositifs nous apportent une confirmation sur la position des Parlements vis-à-vis des monopoles : tout acte entaché de monopole est nul « ipso facto » ; c'est là une condamnation anticipée des ententes et des cartels.

Voilà notre association en grand péril, car à cette époque, l'autorité du Parlement de Toulouse est encore difficile à contrebalancer dans la province de Languedoc. L'intendant de BASVILLE est lui-même découragé. Pourtant, dans son entourage, quelqu'un a gardé confiance ; c'est Jean Antoine de CLARIS, seigneur de FLORIAN, conseiller à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier et grand-père du fabuliste. Ses attaches avec la région de SAUVE vont faire de cet érudit, féru d'histoire locale, le défenseur de la cause des producteurs de fourches ; mais, laissons-lui la parole : (4)

« Comme j'avais l'honneur d'être auprès de lui (M. de BASVILLE) et qu'il n'ignorait pas l'intérêt que je portais à cela, je vis le moment qu'il était rebuté, car il me dit en propres termes **« qu'il ne voulait pas se battre avec le Parlement »**. Je l'encourageais pourtant en lui représentant que le Parlement portait mal à propos son attention sur un fait de police qui était essentiellement de sa juridiction et il me demanda alors si je pouvais faire un mémoire qui, en soutenant l'adjudication, pouvait détruire l'idée du monopole ».

Il nous a été permis de retrouver aux Archives Nationales, un extrait de ce mémoire tel qu'il fut présenté au Conseil du Roi par le Contrôleur général des Finances DESMARETS de St-SORLIN. L'intendant apporte de nombreux arguments pour demander l'annulation de l'arrêt du Parlement de Toulouse, qui est dit-il insoutenable à la fois dans la forme et dans le fond : (5)

« En la forme, tout d'abord, parce que le Parlement n'a pu prendre connaissance d'une ordonnance rendue par l'Intendant, ensuite parce que les opposants avaient eux-mêmes déclaré qu'ils relèveraient leur appel au Conseil.

Au fond, parce qu'il ne saurait être question de monopole, l'adjudicataire n'ayant pas la possibilité de revendre les fourches au-dessus d'un prix-plafond fixé dans le bail, et surtout parce qu'il s'agit d'une affaire de police concernant un bail, de biens de communauté dont l'intendant a fait l'adjudication et dont le produit est destiné à acquitter la taille ».

(4) A.D.G. Série C 185, Liasse 3 - Lettre du sieur de FLORIAN à l'Intendant - 13 Septembre 1746.

(5) A.N.G. 774 - Minutes d'analyse présentées au Conseil du Roi par le contrôleur général des Finances (9 Mai 1713)

A notre avis, une confusion est faite par l'intendant, entre la généralité des particuliers qui récoltent des fourches et la communauté de SAUVE elle-même. Il est intervenu pour homologuer le bail des fourches, parce qu'il a cru qu'il s'agissait d'un revenu communal et toute sa ligne de conduite s'explique par une distinction qu'il n'a pas su faire. L'absence de cadre juridique où placer une organisation hybride pour l'époque a conduit tout naturellement à l'assimiler à la personne morale dont elle se rapprochait le plus. Cette confusion est évidente dans le mémoire qui est adressé au Conseil du Roi.

Pour obtenir la confirmation de ces ordonnances, l'intendant appuie sur le fait que le produit de la vente des fourches est indispensable à l'acquittement des tailles. Il ajoute même que le montant annuel de l'adjudication est remis directement aux collecteurs en déduction de ce qui est dû par chacun des habitants pour la taille. On ne retrouve dans aucun autre document la mention d'une telle pratique et il semble que ce soit là une invention pure et simple de de BASVILLE, désireux d'étayer sa thèse avec le maximum d'arguments.

Toujours est-il que le Conseil du Roi fit siennes les conclusions de l'intendant et ne laissa pas passer une occasion de battre en brèche l'autorité du Parlement de Toulouse. Par un arrêt du 9 Mai 1713 (6), le Conseil évoque l'affaire à lui et casse les décisions du Parlement.

« Sa Majesté voulant arrêter les suites d'un conflit que les dits DURAND, DUFOUR et Consorts, n'ont affecté de former que par un esprit de cabale et dans la vue de se perpétuer la jouissance de la dite ferme des fourches à vil prix, contre l'intérêt de la communauté et de la plus grande partie des habitants qui n'ont que cette seule ressource pour acquitter leurs impositions.

Où le rapport du sieur DESMARETS.

Sa Majesté, en son Conseil, a évoqué et évoque à soy et à son dit Conseil, la demande formée au Parlement de Toulouse par les dits DURAND, DUFOUR et Consorts, et sans s'arrêter à l'arrêt rendu au dit Parlement, le 25 Février dernier, ordonne que l'adjudication concernant les fourches de la communauté de SAUVE et l'ordonnance rendue en conséquence par le Sieur de BASVILLE... seront exécutées, sauf aux parties en cas d'appel à se pourvoir au Conseil avec défense de se pourvoir ailleurs à peine de nullité... et sans que les appellations puissent retarder l'adjudication et les dites ordonnances qui seront exécutées par provision jusqu'à ce qu'autrement, par sa Majesté, en ait été ordonné ».

Ainsi, le Conseil du Roi approuvait l'intervention de l'intendant et lui donnait tous les pouvoirs pour régler la vente en commun des fourches. Jean de CLARIS nous rapporte la satisfaction de de BASVILLE lorsqu'il apprit l'annulation de l'arrêt du Parlement (7) « M. de BASVILLE, qui n'avait pas regardé la chose avec

(6) A.D.H. série A. 38 ou A.N. E. 851 A

(7) A.D.G. Série C. 185 Liasse 3 - Lettre déjà citée

indifférence me le marqua bien car le soir où il reçut l'arrêt du Conseil, il me fit l'honneur de me l'annoncer par ces mots : « notre arrest est venu avec toutes ses « sausses ».

Désormais, l'entente entre les producteurs allait pouvoir s'épanouir librement et s'organiser intérieurement sans crainte d'être troublée dans son fonctionnement. Cependant, suivant en cela l'intendant, le Conseil du Roi a assimilé l'adjudication des fourches à une ferme publique et c'est pour cette raison qu'il ôte toute compétence au Parlement de Toulouse. Le Conseil n'a pas saisi l'existence propre du groupement de propriétaires à côté de la communauté et on ne peut déduire de sa décision la position du pouvoir royal vis-à-vis des ententes d'agriculteurs pour la vente en commun de leurs produits.

Pourtant, les intérêts de la communauté et des propriétaires vont être assez divergents pour que l'association fasse craquer rapidement le cadre dans lequel on l'a ensermée à tort. Un des premiers actes des producteurs, après l'arrêt du 9 mai 1713, va être de se doter d'administrateurs autonomes. Jusqu'alors, les consuls étaient chargés de faire appliquer les décisions prises par l'Assemblée Générale des Producteurs que l'on confondait avec l'Assemblée Générale des habitants. On leur reprocha de ne pas avoir suivi avec assez de soins les affaires de la société et même, dans certaines occasions difficiles, d'avoir refusé le secours de leur autorité. Les propriétaires comprirent la nécessité d'avoir un représentant spécial chargé de veiller à l'exécution de toutes les clauses du bail et de poursuivre le jugement des procès et oppositions où l'association serait mise en cause. Un des articles du bail de 1721, comporte la nomination d'un syndic distinct des représentants officiels de la Communauté. Pour l'assister, il est prévu un conseil de propriétaires qui va jouer le rôle d'un véritable conseil d'administration dont il serait le Président.

Le premier syndic élu par l'assemblée des producteurs est un homme de loi, Me Pierre DURANC, notaire à SAUVE.

Dès ses débuts, il va intervenir dans un procès (8) où la société aura l'occasion de préciser sa personnalité propre et de se dissocier de la Communauté. Dans le bail de 1712, passé au sieur NOLIBET, marchand de SAUVE, une clause avait prévu une retenue de 2 sols 6 deniers par douzaine de fourches, pour être affectée à la réparation de l'église que les camisards avaient incendiée en 1702. Au cours des deux premières années de son bail, l'adjudicataire NOLIBET avait bloqué la somme correspondante, ensuite, il l'avait intégralement versée aux producteurs, pour les sept autres années.

A la fin du bail, les propriétaires de fourches s'aperçurent que les sommes retenues pendant les deux premières années du bail, n'avaient pas été remises à la communauté pour être affectées à la reconstruction de l'église. Ils en demandèrent la restitution par l'intermédiaire de leur syndic, Pierre DURANC, devant le premier Con-

(8) A.D.H. Série C 885

sul de la Bourse des Marchands de Montpellier. Comme le syndic intervenait, non pas au nom de la communauté, mais au nom de l'ensemble des producteurs de fourches, il se vit opposer par NOLIBET une exception lui déniait tout droit de plaider en vertu du vieil adage « en France, nul ne plaide par Procureur ». Il fallut que Pierre DURANC se fasse signer par l'ensemble des propriétaires un acte de syndicat du 15 Novembre 1725 qui l'habilitait spécialement à demander en justice la restitution des sommes dues par NOLIBET.

Muni de cet acte de syndicat, Pierre DURANC se pourvut à nouveau devant la Bourse des Marchands de Montpellier, mais le sieur NOLIBET, qui était un personnage éminemment processif (9) invoqua une « sauvegarde de Bourse » et le premier consul de la Bourse des Marchands se dessaisit de l'affaire et, s'appuyant sur l'arrêt de 1713, renvoya les parties devant l'intendant de Bernage (13 décembre 1725). Celui-ci rendit une ordonnance condamnant NOLIBET à verser les sommes qu'il avait retenues, à la communauté de SAUVE.

Mais ce n'est pas ce que désiraient les sociétaires qui avaient demandé que ce reliquat soit restitué, non pas à la Communauté, mais à eux-mêmes, au prorata de leurs livraisons pendant les deux années en litige.

Le 20 avril 1727, Pierre DURANC provoqua une réunion du Conseil Politique (10) de la Communauté de SAUVE et inspira une délibération qui mettait en relief l'autonomie de la société des producteurs de fourches ; « la communauté de SAUVE est composée d'environ cinq cents habitants (11), de ce nombre, il y en a environ cent qui ont des fourches dans des pièces qui leur appartiennent. Tous les fruits qui y croissent doivent conséquemment tourner à leur profit, sans que le corps de la communauté y puisse prétendre ».

N'ayant pas eu satisfaction, le Syndic revient à la charge et étaie sa thèse de nouveaux arguments dans un acte du 8 avril 1729 : « les particuliers qui produisent des fourches, n'ont jamais entendu donner à la communauté le produit de 2 sols 6 deniers de retenue, mais ont entendu d'en faire un prêt à la communauté ; celle-ci ne l'a pas entendu autrement. S'il en était autrement, il s'en suivrait que cette partie des particuliers qui ont des fourches et qui ne représentent qu'à peine le quart de la communauté, supporteraient eux seuls les réparations de l'église et déchargeraient ainsi de ces réparations les autres trois-quarts des habitants qui n'ont point de fourches, bien qu'ils soient les principaux taillables ».

Ce procès contre NOLIBET avait donc permis à l'entente entre producteurs d'affirmer son existence propre et de se dégager de la

(9) Voir A.D.H. Série C. 84 Procès entre le sieur NOLIBET et M. de LIMERY Seigneur de DURFORT, au sujet du droit de castancé.

(10) Conseil municipal qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil de la Société des Fourches.

(11) Par habitants, il faut entendre chefs de famille. La population de SAUVE est alors d'environ 2.500 personnes.

communauté avec laquelle elle avait d'abord été confondue. En même temps, l'accent mis sur le caractère prolétarien de cette association qui groupe les plus pauvres habitants de SAUVE, petits artisans, ouvriers, travailleurs de terre dont les quelques quartes de garrigue plantées en micocouliers constituent le seul revenu constant et régulier.

L'intendant de BERNAGE a si bien compris la distinction entre association et communauté, que, le 27 Février 1738, il rejette la proposition qui lui est faite de renouveler le bail arrivant à expiration. Il déclare ne plus avoir à connaître de cette affaire, attendu que la chose ne regarde pas la communauté en général, mais seulement les particuliers qui recueillent les fourches dans leurs fonds. C'est à eux de les vendre comme ils le trouveront à propos et même à en disposer comme ils aviseront.

Par là, de BERNAGE entendait priver l'association de son investiture et la laisser agir par elle-même, en donnant aux propriétaires de micocouliers la liberté d'en faire partie ou de s'en retirer. Il estimait que son prédécesseur était intervenu parce qu'il avait cru apporter son aide à la communauté ; l'association s'en étant dissociée, il n'entrerait plus dans les prérogatives de l'intendant de veiller à son fonctionnement.

Au même moment, le groupement de producteurs se trouve en butte à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, qui cherche à l'imposer en se fondant sur la conception inverse. Elle voudrait taxer les revenus de la société au titre des droits sur les ressources des communautés. Dans ce but, elle présente au Conseil du Roi un mémoire dans lequel elle demande l'attribution des contestations qui naissent au sujet de la perception du droit en question.

Pris entre deux feux, les producteurs s'adressent au Syndic général de la province du Languedoc, qui obtient un arrêt du Conseil du Roi, en date du 23 décembre 1738. Aux termes de cet arrêt, l'intendant est commis pour passer le bail en la forme et manière ordinaire pour le présent et l'avenir.

D'autre part, pour éviter des litiges quant à l'attribution des procès où l'association pourrait être engagée, le roi attribue à l'intendant toute cause, juridiction et connaissance des contestations qui pourraient naître au sujet de l'exécution des baux et interdit à toutes ses cours et autres juges de s'en saisir.

Cette fois, le Conseil du Roi a statué en pleine connaissance de cause et sa décision ne saurait s'expliquer par une confusion. Il confirme implicitement que l'entente entre propriétaires pour la vente en commun de leurs produits, est parfaitement légale. Bien plus, il vient à leur aide en enjoignant à l'intendant d'homologuer le bail, ce qui conserve à l'association son caractère obligatoire. En même temps, reconnaissant que la nature juridique de l'association est impossible à définir, il prévient tous les conflits de compétence qui risqueraient d'en découler. Il réserve à l'intendant tous les procès qui pourraient naître à l'occasion des baux, c'est-à-dire à l'occasion

de l'activité de la société dont toutes les règles de fonctionnement sont contenues dans les baux d'adjudication novennaux.

Ainsi, le Conseil du Roi précisait définitivement l'existence et l'autonomie de l'association dont la validité n'allait plus être contestée jusqu'à la Révolution. En 1747, par mesure de précaution, les producteurs demandèrent au Conseil du Roi, l'homologation du bail passé le 6 septembre 1746 au sieur CAMPEL et ils obtinrent un arrêt (12) en date du 27 Mars 1747, qui confirmait purement et simplement l'arrêt de 1738.

Entre temps, en 1741, l'assemblée générale des producteurs avait pris une délibération mettant en évidence les liens de solidarité qui unissaient tous les membres de l'association. Au cours de l'hiver, certains propriétaires avaient été les victimes de mal-intentionnés qui avaient détruit une grande partie de leur récolte encore pendante, en coupant les becs des futures fourches. Nous sommes à l'époque où, en dépit des persécutions, les assemblées protestantes se font de plus en plus nombreuses, ce qui nous incline à voir, dans ces déprédations, un épisode de la guerre sourde que se livrent les deux factions religieuses. Mais, peut-être, cet acte de vandalisme est-il tout simplement le fait d'habitants envieux des bénéfices réalisés par les producteurs de fourches.

A la suite de ces destructions, l'entente pour la vente en commun allait se doubler d'une **véritable assurance mutuelle**, par laquelle tous les membres se garantissaient réciproquement leur récolte. L'Assemblée générale des producteurs réunis le 27 mars 1747, décida que le montant des dégâts serait supporté en commun par les habitants recueillant des fourches, chacun en proportion de la quantité qu'il récoltait habituellement.

Des résolutions identiques ayant été prises dans des cas semblables, le 6 mars 1746 et le 11 mars 1770, la garantie solidaire des producteurs pour la conservation de leur récolte devint un des articles principaux de l'association.

Jusqu'en 1773, date à laquelle nous nous arrêterons pour étudier, en détail, l'association et son fonctionnement, les baux se succèdent sans apporter d'éléments nouveaux dans l'organisation des propriétaires de fourches. Toutefois, en 1756, le bail d'adjudication ne fut pas passé en la forme ordinaire. Les producteurs sont particulièrement satisfaits de leur bailliste. Maître CAMPEL, qui est preneur depuis dix-huit ans. Par l'intermédiaire de leur syndic, Gabriel SEGURET, ils demandent que le nouveau bail soit passé directement à Me CAMPEL sans qu'il soit besoin de recourir à des enchères.

S'il faut en croire SEGURET, les motifs qui militent en faveur du renouvellement de l'adjudication à Me CAMPEL, sont particulièrement éloquentes. « On ne peut point se plaindre de la manière avec laquelle le sieur Gilles CAMPEL a exploité les deux baux qui lui ont

déjà été passés. On doit louer sa charité envers les habitants pauvres à cause des secours qu'il leur a souvent procurés en leur avançant gratuitement partie et souvent l'entier prix de leurs fourches, avant même que la coupe en fut faite... pendant le temps des deux baux à lui passés, aucune contestation ne s'est élevée entre lui et les habitants comme il est arrivé très souvent avec d'autres baillistes... On lui doit même cette obligation d'avoir fait passer des fourches dans des provinces où elles n'étaient pas connues avant lui et d'avoir, par là, procuré un plus grand débit ».

L'Intendant souscrivit à cette requête et dispensa les producteurs d'observer les formalités habituelles de publication et de réception des offres. Il reconnaît qu'il ne pourrait pas faire opposition car, dit-il, il ne s'agit pas d'une communauté, mais d'une réunion de particuliers qui sont libres de passer un nouveau bail dans les conditions qui leur plaisent.

A l'expiration du bail, en 1764, la situation du marché des fourches est particulièrement critique. Les producteurs sont moins satisfaits de leur bailliste que neuf ans auparavant puisqu'ils ne demandent pas de renouvellement direct et ils reviennent à l'ancienne formule des enchères.

Cet exemple nous montre la souplesse de l'organisation qui peut s'adapter facilement aux circonstances. Les règles de fonctionnement ne sont point immuables et les modifications apportées dans chaque nouveau bail font, peu à peu, de l'association, une merveilleuse mécanique dont l'étude va nous arrêter plus longtemps.

CHAPITRE IV

LES STATUTS DE L'ASSOCIATION EN 1773

Pour étudier le fonctionnement de l'entente entre producteurs, nous avons choisi le bail de 1773, car on peut considérer qu'à cette date, l'association a acquis sa forme définitive et est arrivée au terme de l'évolution qu'elle a subie tout au long du XVIII^m siècle. Le groupement de propriétaires qui avait vu le jour sous la pression d'influences extérieures, a élaboré ses règles intérieures au fur et à mesure que de nouveaux problèmes se posaient à lui. Pour tourner ces difficultés, au cas où elles seraient venues à se représenter, on ajoutait un ou plusieurs articles aux clauses des baux que l'on renouvelait. Les lacunes qu'offraient les statuts se comblaient peu à peu et l'organisation intérieure de l'association en 1773 pourrait encore servir de modèle à beaucoup de nos syndicats agricoles.

Les différents arrêts du Conseil du Roi, font de l'entente une personne morale autonome dont l'existence est reconnue officiellement. Cependant, sa nature juridique reste imprécise et sous bien des aspects, l'association est assimilée à la communauté avec qui elle avait été primitivement confondue.

En vertu de ses pouvoirs de tutelle administrative, l'Intendant possède une compétence absolue pour tous les litiges où tous les producteurs sont engagés et c'est lui qui veille au bon fonctionnement du groupement. C'est le premier Consul de SAUVE qui préside toutes les assemblées de producteurs au même titre qu'il préside l'assemblée générale des habitants. D'ailleurs, dans les baux, le propriétaire de fourchiers est appelé tout simplement l'habitant, ce qui est particulièrement significatif, jusqu'au nom de ferme attribué au bail, par tous les documents officiels, qui évoque l'adjudication d'un revenu public.

L'Association ne possédait pas de patrimoine propre et les seuls actes écrits qui témoignaient de son existence étaient les baux novennaux. Ceux-ci constituent la pièce maîtresse de l'édifice et contiennent toutes les règles d'organisation et de fonctionnement du groupement. C'est sur un de ces baux (1), véritable cahier des charges auquel souscrivait l'adjudicataire que nous allons puiser les renseignements concernant la vie du syndicat.

(1) Voir Bail de 1773 - A.D.G. Série C 185 Publié en annexe.

Le bail lui-même est à la fois un acte d'association entre les producteurs et un contrat auquel adhère l'adjudicataire. Il contient toutes les règles et conditions, sous lesquelles les producteurs, réunis en assemblée générale, décident d'affermir les fourches pendant les années à venir.

L'Assemblée a lieu une fois tous les neuf ans et ses décisions constituent l'acte d'association par lequel les propriétaires s'unissent pour la vente en commun de leurs fourches à un fermier. En 1773, il y a 39 habitants qui participent à l'assemblée ; ce chiffre paraît assez réduit par rapport à celui des producteurs qui doit osciller entre 150 et 200. Comme il n'est prévu aucune condition de quorum, nul ne vient contester les décisions qui deviendront obligatoires pour tous les propriétaires, après homologation du bail par l'intendant.

Pour la durée du bail, l'Assemblée délègue ses pouvoirs à des représentants élus à la majorité. A leur tête se trouve le syndic qui est chargé de présider au déroulement des opérations résultant de l'exécution du bail. Il représente l'association en justice, dans tous les procès où elle peut être engagée. C'est lui qui sert d'intermédiaire entre les producteurs d'une part, l'intendant et le bailliste, d'autre part. Pour le dédommager de son activité, il est prévu une retenue de 6 deniers sur chaque douzaine de fourches ; sa rémunération annuelle varie donc autour de 2.000 sols (100 L.) De plus, tous les frais qu'il engage à propos de la passation du bail ou de son exécution lui sont remboursés, au besoin par un prélèvement sur chaque douzaine de fourches, après autorisation de l'Intendant.

L'Assemblée élit également, parmi les producteurs, un Conseil Ordinaire de 12 membres qui ont pour mission d'assister le syndic dans toutes les affaires importantes. Leurs fonctions sont gratuites. Un an avant l'expiration du bail, c'est le Conseil qui prépare la future assemblée et demande à l'Intendant de rendre une ordonnance permettant aux habitants qui récoltent des fourches de se réunir à nouveau.

Au cas où un des conseillers vient à décéder au cours du bail ou bien se trouve parent avec le bailliste, les autres administrateurs nomment un autre producteur pour le remplacer.

Les décisions de l'Assemblée vont servir de cadre à l'adjudication qui aura lieu dans l'hôtel de l'Intendance de Montpellier, à la date fixée par l'Intendant. Entre le jour de l'assemblée générale et celui des enchères, le syndic doit assurer la publicité de l'adjudication dans toutes les localités importantes de la région de SAUVE. A cet effet, il est tenu de faire exécuter trois publications, de huitaine en huitaine et de faire apposer les affiches, tant dans la ville de SAUVE que dans les villes voisines de SOMMIERES, ANDUZE, St-HIPPOLYTE et MONTPELLIER.

Le bail constitue, pour les enchérisseurs, un véritable contrat d'adhésion dont ils sont tenus d'accepter toutes les clauses. Le preneur n'est maître que du prix auquel il propose d'acheter les fourches pendant la durée du bail, et encore a-t-il souvent la main for-

cée par le jeu des enchères ; il est sous l'étroite dépendance de l'association et de ses représentants dont il n'est qu'un simple mandataire.

La coupe, la livraison et le règlement des fourches sont organisés en détail. Le Conseil Ordinaire fixe annuellement la date de la récolte et le bailliste ne peut rien contre cette décision. Au cas où il voudrait apporter quelque retard, le syndic peut faire procéder lui-même à la réception des fourches, ce qui met l'adjudicataire dans l'obligation d'ouvrir ses magasins (art. 5 du bail de 1773).

Les propriétaires ont un délai de six jours à partir de la date fixée par le conseil, pour procéder à la coupe de leurs fourches. Au jour prévu pour la recette, ils alignent leur récolte au-devant de leur maison, où elle sera examinée par des experts. Ceux-ci sont nommés chaque année par le Conseil Ordinaire, qui les choisit en général parmi les plus anciens cultivateurs. Le bailliste est convoqué à leur nomination, mais il n'a qu'une voix consultative. Au cas où il possède des raisons légitimes pour récuser un des experts proposés, « il les exposera au Conseil qui y aura tel égard qu'il conviendra, après qu'il se sera retiré » (art. 4)

Chaque fourche est examinée par les deux experts : en cas d'avis opposés, il est fait appel au tiers expert pour les départager. Ils ne peuvent procéder à la recette des fourches de leurs parents et alliés au second degré ; ils sont alors remplacés par d'autres experts non suspects, qui sont proposés et commis verbalement par deux des conseillers (art. 11). Experts et tiers experts reçoivent chacun une rémunération de trois deniers par douzaine de fourches acceptées ; pour que la recette ait lieu en toute impartialité, elle doit être effectuée en présence du syndic et du bailliste, mais ceux-ci n'ont aucun avis à donner et veillent simplement à la régularité des opérations.

En contre-partie de toutes ces mesures destinées à assurer l'intégrité des experts, leurs décisions sont irrévocables et ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de contestations, tant de la part des propriétaires que de la part du bailliste, c'est une condition expresse du bail (art. 9). Ce sont les nombreux procès nés à l'occasion de la recevabilité des fourches, lors des premiers pas de l'association, qui sont à l'origine de l'insertion de cette clause dans les baux ultérieurs. Admettre que les avis des experts étaient susceptibles d'un appel, c'était s'exposer à des récriminations continuelles, qui pouvaient mettre en péril l'existence même de la société.

Les fourches qui ne sont pas jugées de recette sont coupées au bec sur le champ et rendues à leur propriétaire, qui n'aura d'autres ressources que d'en utiliser le manche. Les fourches acceptées sont transportées dans les magasins de l'adjudicataire par les soins du producteur.

Leur règlement est entouré de multiples garanties qui assurent le producteur de toucher intégralement le montant de ses livraisons, quelque effort que le bailliste puisse faire pour se dérober. Là encore, ce dernier demeure lié par les clauses du bail d'adjudication auquel il a adhéré.

Le syndic remet à chaque producteur un certificat mentionnant la quantité de fourches qu'il a livrées et le bailliste est tenu de verser le montant de la récolte au vu de ce reçu. Pour favoriser les petits propriétaires, toujours à court de numéraire, l'article 9 prévoit que les quantités n'excédant pas dix douzaines, seront payables dès le lendemain du jour de la recette ; le surplus sera remboursable le Lundi de la Pentecôte.

Au cas où l'adjudicataire refuserait de payer, il peut y être contraint à la requête du syndic ou du producteur, après un simple commandement préalable, sans aucune autre formalité de justice. Les cautions qu'il a présentées lors de la passation du bail sont obligées, solidairement avec lui et, comme ce sont, en général, les plus riches bourgeois de SAUVE, le propriétaire est certain de se voir régler la totalité de sa récolte aux dates prévues.

Ainsi organisée dans ses moindres rouages, l'entente fonctionna avec bonheur tout au long de l'Ancien Régime. Le souci de laisser aux producteurs et à leurs représentants le rôle essentiel dans le fonctionnement de l'association, l'impartialité qui présidait à toutes les opérations de recette et à leur règlement, le désir de venir en aide aux propriétaires les moins favorisés, expliquent la cohésion et la solidité de l'entente. Cependant, sa position de monopoleur devait entraîner de curieuses répercussions sur la vente des fourches aux consommateurs.

CHAPITRE V

UN EXEMPLE DE MALTHUSIANISME ECONOMIQUE

DU XVIII^m SIECLE

La vente en commun des fourches s'était traduite par une amélioration continue des prix, en faveur des producteurs. La douzaine de fourches qui valait 10 sols en 1680, avant la constitution de la première entente, était déjà payée 50 sols par les adjudicataires du bail de 1688. La collusion de certains acheteurs provoqua un léger fléchissement des cours en 1703, mais, après l'intervention de l'intendant, les prix reprirent leur courbe ascendante pour se stabiliser aux environs de 65 sols, entre 1730 et 1766.

Cependant, cette augmentation des prix à la production n'avait pas eu pour corollaire une élévation des prix à la consommation. La plus-value perçue par les propriétaires avait été compensée par une réduction progressive de la marge bénéficiaire du bailliste. Les consommateurs n'avaient pas été lésés par la constitution d'un monopole de vente, du fait que depuis 1711, on avait toujours inséré dans le bail, la clause qui limitait le prix de vente des fourches manufacturées pendant toute la durée de l'adjudication. Entre 1711 et 1775, bien que le prix d'achat des fourches brutes fût passé de 56 sols à 73 sols la douzaine, le plafond imposé au bailliste demeura fixé à 100 sols la douzaine. Le profit du bailliste avait été en décroissant, car ses charges étaient demeurées constantes. C'est à lui qu'incombait intégralement la rémunération des ouvriers, facturiers et les frais de magasin. Par ailleurs, il devait verser chaque année sa quote-part sur les indemnités dues au syndic et aux experts. Enfin, c'est lui seul qui supportait les risques d'un engorgement du marché et la charge des invendus. Depuis 1711, une clause de l'adjudication prévoyait que les fourches encore en magasin à l'expiration du bail, seraient détruites en pure perte pour le bailliste. Les producteurs avaient voulu ainsi se prémunir contre la négligence ou l'incapacité d'un adjudicataire et éviter la constitution de stocks qui auraient pesé sur les prix, lors de la passation du nouveau bail.

Jusqu'en 1766, l'association avait donc fonctionné à l'avantage de toutes les parties. Les producteurs étaient assurés d'écouler toute leur production à un taux rémunérateur et de se retrouver en présence d'un marché complètement assaini, au moment du renouvellement du bail. Les consommateurs achetaient à un prix invariable des fourches dont la qualité marchande était allée en s'améliorant. Enfin, le bailliste lui-même devait y trouver son compte, malgré la réduction de ses bénéfices, puisqu'à chaque adjudication on

voyait se présenter un grand nombre d'enchérisseurs. Cependant, la prospérité même de l'entente allait la placer dans une situation difficile.

Les profits réalisés par les producteurs avaient entraîné la multiplication des fourchiers et un accroissement des quantités offertes annuellement sur le marché. Vers 1750, quelques hivers rigoureux ayant fait périr la quasi-totalité des oliviers, les habitants de SAUVE les avaient remplacés par de nombreuses plantations de micocouliers. De 1727 douzaines en 1739, la production s'était élevée à 2.665 douzaines en 1758. Cette année-là, le bailliste possédait en magasin, 5.200 douzaines d'invendus, soit la valeur de deux récoltes.

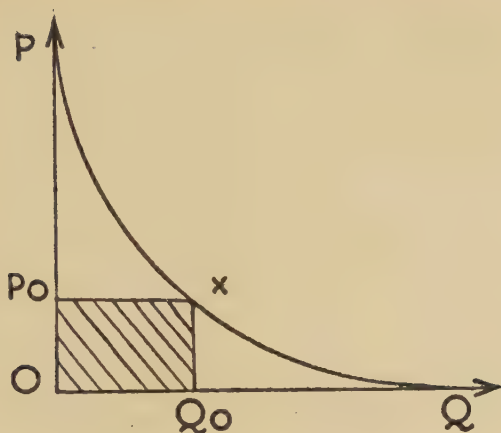
Néanmoins, lors du renouvellement du bail, en 1764, David DEVEZE surenchérissant sur l'adjudicataire, prend les fourches à 3 livres 13 sols la douzaine, soit une augmentation de 8 sols par rapport au prix payé pendant le bail précédent. Cette élévation des cours provoque un afflux supplémentaire de fourches et la recette de 1766 atteint 3.000 douzaines, bien que les experts se soient montrés extrêmement sévères pour la réception des fourches brutes. Ils en avaient refusé plus de 300 douzaines comme impropres à la fabrication, alors que lors des baux antérieurs, on en coupait annuellement cent douzaines au maximum. L'accroissement du stock est tel qu'en 1767, il reste les trois quarts de la récolte en magasin à la date du 5 Août, époque où, d'ordinaire, toutes les fourches ont été absorbées par les besoins du dépiquage. L'adjudicataire qui a payé aux producteurs le montant de la recette, se trouve dans une situation critique et cherche à se démettre de sa charge. Il s'adresse au Conseil des habitants et demande la passation d'un nouveau bail à la folle-enchère.

Pour la première fois, les membres de l'association vont se trouver en face du problème de la surproduction. Jusqu'alors, c'est le bailliste qui avait cherché lui-même à trouver des solutions, mais en 1767, l'engorgement est si grand que l'adjudicataire se rend compte qu'avec le prix auquel il s'est engagé à payer les fourches vertes, il est en train de courir à sa ruine.

Il aurait certes été possible aux producteurs d'imposer le respect des clauses du contrat et d'obliger l'adjudicataire à recevoir leurs fourches jusqu'à expiration du bail, mais l'effondrement des cours qui en aurait résulté, aurait lourdement pesé sur les offres de prix, lors de la nouvelle adjudication. L'essentiel, pour les propriétaires était de trouver une solution qui leur garantisse un prix rémunérateur au cours des années à venir.

Leur maîtrise absolue de l'offre permettait d'envisager plusieurs solutions. De nombreux économistes, et en particulier A. C. PIGOU (1) ont démontré que le bénéfice maximum en cas de monopole de vente, était atteint pour une quantité déterminée de

(1) A.C.P. PIGOU - Economics of Welfare



marchandises. Si l'on considère la courbe de la demande, cette quantité Q est telle que l'aire du rectangle $OP_0 \times Q_0$ soit maximum.

Les vendeurs de fourches se trouvaient en présence de deux catégories d'utilisateurs bien distinctes. Les dépiquages absorbaient, chaque année, une quantité constante de fourches et il aurait fallu une hausse importante de la marchandise pour détourner

les acheteurs. A côté de cette demande rigide, existait une demande bien plus élastique constituée par les besoins de la fenaison et du battage au fléau, pour lesquels les fourches de micocouliers n'étaient pas indispensables. Il semble que dès le début de l'entente, les producteurs aient délibérément négligé ce dernier marché. Pour le conquérir, il aurait fallu appliquer des tarifs peu élevés qui auraient considérablement réduit le bénéfice global de l'association. ASTRUC nous rapporte, vers 1720 que les paysans des contrées où l'on bat le blé avec le fléau « ne peuvent point se déterminer à acheter assez cher des fourches qui ne leur sont pas absolument nécessaires, ou du moins, dont ils savent se passer ». Les producteurs s'étaient contentés du marché méridional où ils étaient assurés d'écouler leurs fourches à un prix avantageux.

Avec l'accroissement de la production, les besoins de ce marché allaient être largement dépassés, malgré les efforts du bailliste CAMPÉL, pour s'assurer des débouchés rentables dans d'autres régions où l'on pratiquait le dépiquage, notamment au PIÉMONT. Il était impossible à l'association de limiter la production annuelle car elle n'avait pas les pouvoirs de réglementer la plantation des fourchiers.

D'autre part, le micocoulier est un arbre qui, comme le caféier et l'hévéa, ne devient de plein rapport que de longues années après avoir été planté. Lorsqu'on prend conscience de la surproduction, il ne peut plus être question de faire arracher les plants. Il ne restait plus aux producteurs de fourches qu'à chercher à tirer le meilleur parti d'une récolte dépassant les besoins des pays méridionaux, acquéreurs au prix fort.

Dans son traité sur le « Mécanisme des Prix » (2) Jean MARCHAL nous indique que le détenteur d'un monopole agricole n'est

(2) Jean MARCHAL « Le Mécanisme des Prix » 2e édition Librairie de Médecis Paris 1948

pas maître du volume de sa production et qu'il s'agit pour lui de vendre à un prix tel que son chiffre d'affaires soit maximum. Pour résorber les quantités qui, jetées sur le marché, provoqueraient un dépassement du prix optimum, le monopoleur agricole a le choix entre le stockage, la dénaturation, la dérivation vers un marché extérieur et, enfin, la destruction.

Le stockage est la solution qui se présente immédiatement à l'esprit et c'est celle qu'adoptèrent les premiers baillistes qui eurent à faire face à la surproduction. Dans le cas des fourches, ce ne pouvait être qu'une solution provisoire car il était impossible de réduire la production pour les années à venir. De plus, il n'y avait jamais de récolte déficitaire. Au contraire, à l'époque où les magasins commençaient à ne plus pouvoir se vider, c'est-à-dire vers 1760, les dernières plantations de micocouliers arrivaient à maturité et la production annuelle allait sans cesse croissant. D'autre part, le bois de micocoulier qui a été travaillé à la chaleur, se déforme peu à peu avec le temps et les stocks perdent, à la longue, une grosse partie de leur valeur marchande. C'est pourquoi le bailliste, Maître CAMPEL, eut l'idée d'orienter les cultivateurs de micocouliers vers une autre production.

La dénaturation consiste à transformer un produit de façon à pouvoir l'écouler sur un autre marché intérieur. Un exemple que connaissent bien les viticulteurs languedociens est la distillation du vin en alcool. Il ne pouvait être question de modifier les fourches déjà récoltées; la seule transformation qu'il était possible de pratiquer était celle de la jeune pousse sur l'arbre lui-même. C'est ce qu'avait compris Me CAMPEL lorsqu'en 1758, il proposa qu'une partie des micocouliers soit élevée en cercles pour cuves et tonneaux. Malheureusement, ce conseil ne fut pas suivi par les habitants inconscients du danger de surproduction et aveuglés par les bénéfices qu'ils avaient retirés de la vente des fourches.

La dérivation des stocks vers un marché extérieur ne fut jamais envisagée. Elle aurait consisté à appliquer un tarif élevé dans les pays méridionaux où l'utilité des fourches de micocouliers était maximum et à écouler le surplus de la production à bas prix dans les autres contrées. Cette solution se serait heurtée à de nombreux obstacles et aurait été difficilement viable. L'insuffisance et la cherté des moyens de transport, les barrières économiques entre provinces, l'adoption d'un tarif différentiel suivant les utilisateurs constituaient, à l'époque, autant de problèmes insolubles.

Il ne restait plus qu'une solution qui était la destruction des quantités excédentaires. Ce fut celle-là qu'adoptèrent les producteurs sauvains, tout comme à la même époque, la Compagnie des Indes Anglaises qui jetait à la mer les épices qu'elle ne pouvait plus écouler.

Après l'intervention de l'Intendant, le bailliste DEVEZE revint sur sa décision d'abandonner son bail à la folle-enchère. Le 11 février 1769, les producteurs passèrent avec lui, un accord par lequel le prix d'achat des fourches vertes était réduit de 73 sols à 61 sols la douzaine. En contre-partie de l'abaissement de prix qui lui était

consenti, le bailliste se soumettait à faire détruire chaque année, en pure perte, 300 douzaines de fourches parmi celles qui avaient été reçues pour bonnes par les experts.

Désormais la surproduction s'aggravant, la pratique des destructions va devenir une des conditions essentielles des baux (3)¹. Lorsque le bail de David DEVEZE arrive à expiration, en 1773, la nouvelle adjudication a lieu aux enchères comme les précédentes, avec cette différence que ce n'est plus l'offre de prix que l'on accroît, mais la quantité de fourches à couper en pure perte. Le prix d'achat est fixé une fois pour toutes à 66 sols la douzaine et le bail est adjudgé au dernier surenchérisseur, Maître CAMPEL, qui se soumet à faire détruire annuellement 500 douzaines de fourches.

Malgré ces réductions, les magasins demeurèrent encombrés et, en 1775, les producteurs passèrent un traité avec le bailliste qui s'engageait à faire briser chaque année 300 douzaines supplémentaires, soit au total 800 douzaines de fourches sur une récolte que l'on peut évaluer à 3.000 douzaines. En compensation, on autorisait l'adjudicataire à augmenter son prix de vente à la consommation de 5 à 6 livres la douzaine.

C'était la première fois, depuis 1711 que le plafond imposé au bailliste était relevé. En pleine crise de surproduction, les cultivateurs sauvains avaient trouvé le moyen de faire financer les destructions par les consommateurs.

Ce qui apparaît, au point de vue moral, comme une monstruosité n'est, au point de vue économique, que la conséquence logique du monopole dont jouissait l'association. Il est curieux de voir que les lois économiques qui ont été élaborées pour des cas abstraits se trouvent vérifiées, lorsqu'on se rapproche dans la réalité, des données théoriques posées par les auteurs. Dans le cas de l'entente pour la vente en commun des fourches, la concurrence est insignifiante et les producteurs possèdent la maîtrise absolue du marché des fourches à dépiquer.

D'autre part, comme il s'agissait d'un produit agricole, le coût marginal des fourches brutes tendait vers zéro, ce qui écartait tout calcul de valeur dans l'esprit des propriétaires. Les conditions posées par COURNOT ou par A. C. PIGOU se trouvaient réalisées et nous constatons que les théories de ces deux auteurs ont été confirmées par les faits.

Cette pratique des destructions se poursuit tout au long du XIX^{me} siècle, chaque fois qu'il y eut des menaces d'engorgement du marché. Elle ne s'atténua que lorsque l'entente eut réussi à écouler à bas prix, une part importante de sa production dans les territoires d'Afrique du Nord.

(3) Voir Bail de 1773, Annexe - Article 1.

Ce malthusianisme économique était bien loin du but qu'avait poursuivi de BASVILLE, en apportant son appui au groupement de propriétaires. L'Intendant avait cherché à protéger à la fois producteurs et acheteurs contre les abus des intermédiaires, ce faisant, il avait rendu l'entente entre propriétaires si puissante que, finalement, les intérêts des consommateurs devaient être lésés.

Cette évolution met en évidence le danger des associations de vente qui ne sont pas maîtresses du volume de leur production. Lorsqu'on se trouve en présence d'une marchandise dont toutes les sources sont entre les mains d'une même entente, les consommateurs deviennent les victimes des manipulations plus ou moins heureuses que le monopoleur entreprend pour maintenir un cours rémunérateur.

CHAPITRE VI

L'ENTENTE ENTRE PRODUCTEURS

DE LA REVOLUTION A NOS JOURS

Comment le groupement des propriétaires de fourches allait-il franchir la grande tourmente individualiste qu'est la Révolution de 89 ? Déjà, lors de la passation du bail de 1782, on perçoit les prémices de ce grand mouvement d'idées : au nom de la liberté du commerce, quatre gros propriétaires forment opposition et refusent de livrer leurs fourches au bailliste. Il est curieux de retrouver dans les arguments que développe leur procureur, un écho fidèle des doctrines des physiocrates et de TURGOT (1) : « les fourches qu'ils recueillent sont pour eux (les opposants), une denrée comme le sont bien d'autres, le blé par exemple ; il est du droit commun que chacun doit avoir la liberté de disposer de son bien et de vendre ses denrées... Ils ne mettent aucun empêchement à ce que les autres habitants qui recueillent des fourches se syndiquent, s'ils le trouvent à propos, mais ils entendent, de leur côté, vendre leurs fourches à leur gré, ainsi qu'ils ont la liberté de vendre leurs autres denrées. En conséquence, ils se refusent à ce que leurs fourches soient comprises dans l'adjudication ». C'est le principe de l'appartenance obligatoire au syndicat qui est mis en cause pour la première fois. Le monopole de l'association est en danger ; cependant, l'Intendant, par une ordonnance du 14 octobre 1783 et le Conseil du Roi, par un arrêt du 20 mars 1785, confirment le bail et déboutent les demandeurs, en s'appuyant sur les arrêts précédents.

L'entente entre producteurs allait traverser un plus grave péril lorsque les autorités qui l'avaient toujours protégée eurent disparu après 89. Lors du renouvellement du bail, en 1791, les producteurs firent appel au Directoire du Département pour qu'il donne force obligatoire aux décisions de l'Assemblée des producteurs, en se substituant à l'Intendant. Par un arrêté du 12 Août 1791, le Directoire départemental refusa d'autoriser le syndic à passer le bail en la forme ordinaire, libre ensuite aux propriétaires de se réunir entre eux comme bon leur semble, sans cependant que ceux qui n'auraient pas adhéré à la convention, puissent être soumis à l'exécuter. Au nom des principes libéraux, on permet aux producteurs

(1) A.D.G. Série C 185 - liasse

d'organiser la vente comme il leur plaît, mais au nom de ces mêmes principes on leur interdit d'intégrer dans leur syndicat ceux qui désirent écouler leur récolte autrement. L'entente, qui se voit retirer toute investiture officielle, va perdre définitivement le caractère semi-public, et le monopole absolu dont elle avait joui depuis l'intervention de DE BASVILLE. On peut toutefois penser que cette réunion d'agriculteurs pour la vente en commun de leurs produits conserva un caractère spécial aux yeux des autorités puisqu'elles ne l'interdirent jamais, en vertu de la loi « Le CHAPELIER ».

Les producteurs furent obligés de souscrire un acte privé d'association; c'est suivant cet acte que le syndic passe un nouveau bail novennal avec Maître CAMPEL, le 25 janvier 1792. En vertu des liens qui unissaient auparavant association de producteurs et communauté des habitants, les représentants officiels de la Municipalité continuent à assister à la passation du bail.

Cependant, les dépréciations successives du papier-monnaie vont obliger l'adjudicataire à résilier son bail, le 5 Pluviose, an IV. On ne trouve plus, alors, de bailliste et les propriétaires organisent une Régie Commune pour la transformation et la vente à la consommation. Pour la première fois, on va se trouver en présence, non seulement d'un syndicat de vente, mais aussi d'une coopérative pour l'usinage des fourches brutes. L'association atteint un stade supérieur à une époque où, paradoxalement, le courant individualiste triomphe partout. C'est là une preuve de la solidité des liens communautaires qui unissent, depuis un siècle, les producteurs sauvains.

Malheureusement, cette formule inédite d'organisation vient à une époque où l'inflation des assignats a précipité le marasme économique. En peu de temps, on assiste à un engorgement des magasins et à un effondrement total des prix. C'est la fin de l'expérience de la Régie commune, car les producteurs reviennent alors à l'ancienne formule de la vente en commun à un seul adjudicataire qui, en période de rétrécissement du marché, avait l'avantage de leur garantir un prix stable pendant la durée du bail. En 1797, un bail est passé pour six ans au sieur Claude SAILLER, au prix de 4 livres 6 sols la douzaine. En 1803, c'est au prix de 5 livres 2 sols que Maître CAMPEL reçoit, pour neuf ans, l'adjudication des fourches. Ces deux baux renferment une clause prévoyant des destructions annuelles.

A cette époque, le Préfet du Gard, J. B. DUBOIS, qui s'intéresse aux cultures de la Garrigue sauvaine et plus particulièrement au micocoulier, s'émerveille devant l'organisation des propriétaires et rêve de l'étendre à d'autres productions: « qui sait s'il ne serait pas souhaitable que, dans certaines localités, on formât de semblables institutions pour maintenir les qualités de quelques produits de la nature ou de l'industrie **et en étendre le succès:** » (2)

En 1812, l'engorgement est considérable et le syndicat est gêné dans ses manipulations par les propriétaires qui vendent leurs fourches sans passer par le bailliste. Finalement, le nouveau bail est adjudgé au sieur BERNARD, au prix de 5 livres la douzaine et sous la réduction d'une fourche par douzaine de vertes et de deux cents douzaines de fourches facturées.

Par ailleurs, le Gouvernement cherche à assimiler la vente en commun des fourches au revenu d'un établissement public et à la soumettre aux charges et retenues dont sont passibles les biens et produits communaux. Les producteurs s'élèvent contre cette menace d'un nouvel impôt et le Greffier de la Mairie de SAUVE rédige le rapport qui a servi de point de départ à notre étude. L'auteur cherche à montrer, à travers l'historique de l'entente, l'indépendance des producteurs vis-à-vis de la communauté; il signale que la Cour des Comptes qui avait voulu imposer le Syndicat pour le même motif, avait été déboutée par l'Arrêt royal du 23 décembre 1736. Il se-rait, poursuit le Greffier, injuste de « charger de quelque nouvel impôt, un sol qui fournit une contribution foncière proportionnée à ses revenus réels et dont le produit paie, encore, un droit considérable, lors de l'enregistrement des baux ». (3)

Le greffier profite de la rédaction de ce rapport pour demander au Préfet que le syndicat soit placé sous la protection des autorités supérieures, c'est-à-dire que l'on revienne au régime de l'entente obligatoire. « Les meilleurs établissements, ajoute-t-il, ont besoin d'un appui tutélaire pour se soutenir contre l'ignorance et le caprice de quelques individus ». (3)

Malgré leurs efforts, les producteurs ne purent jamais obtenir le renouvellement des anciens arrêts royaux et le syndicat conserva un caractère strictement privé. L'acquisition d'un patrimoine immobilier allait pourtant renforcer sa personnalité.

Jusqu'à la Révolution, l'existence de l'association était établie par la coutume et les divers arrêts royaux et les baux en étaient la confirmation écrite. Après 89, le syndicat cessait d'exister de plein droit et, avant chaque renouvellement du bail, les propriétaires devaient passer un véritable acte d'association qui n'engageait que les signataires, pour une période limitée. Désormais, par l'achat de biens propres, la continuité de l'association dans le temps allait être rétablie.

En 1813, les casernes de SAUVE, vendues aux enchères, avaient été adjudgées au notaire, Maître VERDEILLE. Les propriétaires s'avisèrent qu'ils pourraient avoir là, un local suffisamment spacieux pour y installer leurs ateliers et leurs magasins.

Le 18 Mars 1815, ils passèrent un contrat qui leur transférait la pleine propriété de tout le corps de bâtiments, sous réserve des droits que la Mairie s'était conservés d'y tenir la prison et le temple protestant.

L'acte de vente des casernes (4) se présente comme une véritable déclaration des statuts de l'association. Les producteurs sont obligés de définir cette personne morale qui va être détentrice d'un patrimoine distinct de celui des membres du syndicat. Cette codification des règles de fonctionnement constituera, désormais, pour l'association, un cadre juridique dans lequel les baux futurs viendront obligatoirement s'insérer.

La notion de personne morale étant assez imprécise à l'époque, l'article 3 de l'acte de vente insiste sur la nette délimitation entre le patrimoine collectif de l'association et les patrimoines particuliers de ses membres : « Aucun propriétaire ou particulier ne pourra s'attribuer le droit de diviser ou morceler ce bâtiment ou d'en jouir ou disposer autrement que par l'organe et l'intervention du Conseil de la Société. Les casernes seront considérées comme une dépendance nécessaire de toutes les propriétés qui produisent... des fourches dans la commune de SAUVE. »

L'article suivant indique que les propriétaires qui se retireraient de la société, perdraient tout droit sur la jouissance des casernes; ils ne pourraient le récupérer qu'en revenant au sein de l'association. Enfin, le dernier article renferme le mode de dévolution de l'actif au cas où la dissolution de la société serait décidée à la majorité de ses membres.

Le premier bail qui suivit l'achat des casernes, fut celui du 15 Janvier 1821 (5). De nouvelles clauses prévoient l'affectation des casernes au bailliste, Alexandre SALLES de SALLELES. Il reçoit la jouissance des bâtiments de la société pour la durée de son bail, moyennant une redevance annuelle de deux cents francs. Il est prévu, également, qu'à l'expiration du bail, il pourra conserver certaines pièces qui lui serviront de magasin pour les fourches restant à vendre.

L'association se maintint sous cette forme tout au long du dix-neuvième siècle, mais, en 1903, à l'expiration du bail passé avec le sieur FORESTIER, les propriétaires abandonnèrent ce mode d'exploitation bi-centenaire pour une formule nouvelle qui leur semblait mieux adaptée aux exigences de l'économie moderne. Ils imaginèrent de confier la vente et l'usinage des fourches à une société anonyme dont ils seraient eux-mêmes les actionnaires. Ils passèrent, avec la société, un bail qui lui conférait la jouissance des casernes pendant trente ans.

Cependant, cette société devait rapidement devenir un instrument entre les mains des plus gros propriétaires qui en étaient les promoteurs. Il fallait, en effet, posséder plus de cinq actions de cent francs pour devenir administrateur. Les petits récoltants étaient défavorisés et, à l'expiration du bail, en 1933, la majorité des proprié-

(4) Archives Notariales de SAUVE, Me VERDIER, Notaire. Registre 1815-1816
Acte du 18 mars 1815.

(5) Archives notariales de SAUVE, Me VERDIER - Notaire - Registre 1821-1822-1823 - Acte n. 6

taires refusèrent de laisser les casernes à la disposition de la société. Il s'ensuivit un procès retentissant entre les producteurs et cette société et, au bout de plusieurs années, les casernes furent restituées aux propriétaires récoltant des fourches.

Ceux-ci revinrent à la forme coopérative en créant l'association « des Producteurs de Fourches Réunis », qui est l'héritière de l'ancienne entente entre propriétaires. Elle se consacre à la fois à l'usinage et à la distribution des fourches et autres produits du micocoulier.

Ce retour à l'ancien mode d'exploitation démontre que la formule coopérative paraît être la plus propre à l'écoulement d'une marchandise dont la production se trouve concentrée dans un même terroir.



Dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, les cultivateurs ont eu à faire face à un resserement des débouchés. Le marché de la fourche de micocoulier s'est trouvé gravement menacé à la fois par l'abandon de l'antique procédé de dépiquage et par l'apparition de la fourche à dents de fer, dite « américaine ».

L'adoption, en France, des égreneuses, après 1850, puis des batteuses mues par une locomobile à vapeur, après 1890, devaient porter un coup fatal au dépiquage sur l'aire. Les producteurs furent, peu à peu, contraints d'abandonner la fabrication des « ventadouïres » et des « espaliadouïres » pour se consacrer uniquement à la fabrication de la fourche standard, dite « charretière », propice à de nombreux usages : fenaison, manutention des pailles et foin. Plus grave fut la menace constituée par l'introduction sur le marché français, des fourches en fer, à la fin du XIX^{me} siècle. Leur plus grande solidité les fit préférer aux fourches de bois pour la manutention des produits pondéreux : fumiers, racines fourragères. Les producteurs sauvains durent trouver de nouveaux débouchés ; les cultivateurs indigènes d'Afrique du Nord, qui ne pouvaient acheter les fourches en fer, à cause de leur prix élevé, sont devenus les meilleurs clients des coopérateurs sauvains, qui leur envoient surtout des produits de dernier choix, à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués dans la métropole.

Néanmoins, la production annuelle qui, en 1914, s'élevait encore à 6.000 douzaines, n'était plus que de 3.000 douzaines pendant les années 30. La pénurie des métaux ferreux accrut la demande pendant la guerre et on a vendu jusqu'à 4.700 douzaines en 1942 et 4.000 douzaines en 1947. Mais, depuis cette date, on est revenu aux chiffres d'avant-guerre et, en 1950, on a vendu seulement, 2.500 douzaines de fourches.

La chute enregistrée depuis la première guerre mondiale correspond, en partie, à la cessation complète des achats de l'intendance. L'armée absorbait, chaque année, un fort contingent de fourches en bois, destinées à la cavalerie. Elles étaient préférées aux fourches en fer car, avec elles, on ne risquait pas de blesser les chevaux

en leur apportant leur nourriture (6). La motorisation de l'armée a entraîné la disparition de ce débouché sûr et régulier.

D'autre part, la mécanisation de l'agriculture, l'emploi des pick-up ballers et des botteleuses pour la manutention des pailles et fourrages, raréfie, de plus en plus, l'usage des fourches. Les seuls débouchés qui resteront ouverts seront les pays de montagne, où toute motorisation demeure impossible et les pays coloniaux, à agriculture rudimentaire. Un effort de lancement devrait être fait dans ces pays pour arriver à compenser les marchés qui se ferment peu à peu ; il est à remarquer que, si l'on fait exception de l'Afrique du Nord l'aire de vente des fourches de micocouliers ne s'est guère étendue depuis le XVIII^{me} siècle, malgré les moyens d'expansion qu'offrent les transports modernes. Les principaux consommateurs demeurent les départements des anciennes provinces de Languedoc, de Provence et de Dauphiné.

Une publicité dans des journaux spécialisés à destination de la Savoie et des départements pyrénéens, pourrait porter ses fruits dans l'immédiat. A plus lointaine échéance, on pourrait sonder les possibilités des territoires d'Afrique et du Moyen-Orient. La faiblesse des prix de revient permettrait de pratiquer un dumping temporaire susceptible d'imposer les fourches de SAUVE dans ces pays et de leur assurer un écoulement régulier.

Cependant, la recherche de nouveaux débouchés ne saurait être possible si la dépréciation de la marchandise, que l'on constate depuis quelques années, venait à s'aggraver. Un des grands avantages de l'association avait été une garantie constante de la qualité, car la sévérité des experts conduisait à n'admettre à l'usinage, que les fourches de très bonne valeur marchande. La pratique des réductions avait contribué à la réputation des produits de SAUVE, car on détruisait, après chaque récolte, les fourches de dernier choix.

Les défauts que l'on constate, actuellement, ne sont pas imputables à la fabrication, mais à la culture du micocoulier lui-même. Les propriétaires de fourchiers n'apportent plus, en général, les soins minutieux qu'exige la taille des pousses destinées à former les fourches. Malgré la sévérité du contrôle de la coopérative à la réception, les fourches vertes acceptées ne présentent pas les mêmes qualités de fini que jadis. Lorsque les vieux cultivateurs, héritiers des traditions centenaires auront disparu, la culture des fourches sera en grand danger. Il serait opportun de former de jeunes spécialistes susceptibles d'assimiler la technique délicate de la taille. Etant donné la structure actuelle de l'exploitation, il s'avère impossible d'intéresser les jeunes propriétaires à acquérir cette formation ; le petit nombre de fourchiers possédés par chacun ne peut pas faire apparaître comme rentable le long apprentissage nécessaire ; il faudrait que les Coopérateurs sauvaïns, qui se sont si souvent imposés comme des précurseurs, montrent, une fois de plus,

(6) Cette propriété a fait adopter les fourches de SAUVE par les Haras et les écuries de course.

le chemin et mettent en commun leurs tènements de micocouliers. Les cultivateurs que l'on éduquerait pourraient ainsi trouver un champ d'action suffisamment étendu pour que leur formation soit rentable. Chaque propriétaire n'aurait plus alors qu'à tenir en état ses parcelles, le travail délicat étant accompli par des spécialistes. C'est à cette seule condition qu'il sera, je crois, possible de trouver des jeunes gens qui veuillent apprendre la technique de la taille et, en maintenant la qualité des produits, de sauver la culture du micocoulier. D'autre part, il serait ainsi possible de contrôler la production et de l'adapter à la demande.

Il faudrait aussi envisager l'étude d'un décret qui rendrait obligatoire l'appartenance à la coopérative. La leçon du passé nous montre tous les bienfaits que les producteurs en ont retirés. Le nombre de fourches actuellement usinées par les industriels dissidents est certes minime, mais leur affectation à la coopérative permettrait à ses administrateurs d'avoir une politique constructive.

Il ne faudrait pas surestimer l'importance de l'industrie des fourches dans l'économie du canton. En 1949, le revenu brut de la récolte a atteint trois millions et demi de francs, tandis que la récolte de vin pour la seule commune de CANAULES s'élevait à plus de cent millions de francs. La production des fourches n'a toujours été qu'une industrie d'appoint ; sous l'ancien régime, à une époque où le numéraire était rare, elle constituait une précieuse ressource, ce qui explique l'intérêt que lui portèrent les intendants.

Aujourd'hui, il y a quelque 250 coopérateurs, ce qui représente, en 1950, une moyenne annuelle de 120 fourches et de 12.000 frs de recette brute par propriétaire. La fabrication occupe une vingtaine d'ouvriers pendant quatre à six mois, suivant l'ampleur de la récolte.

Ces chiffres sont loin de justifier l'étude importante que nous avons consacré à cette industrie, mais son histoire méritait bien que l'on s'y arrêât.

TITRE III

LA PERSISTANCE DE L'ACTIVITÉ TEXTILE TRADITIONNELLE

CHAPITRE I

L'ANCIENNE INDUSTRIE LAINIERE

La permanence des productions artisanales contraste vivement avec les multiples variations de la vocation agricole du canton. De même que les boisseliers étaient restés, au cours des siècles passés, attachés à leur industrie traditionnelle, les artisans du textile demeurèrent fidèles à la même branche d'activités. Seuls, les bouleversements du marché du vêtement entraînèrent des transformations qui se traduisirent alternativement dans le choix de la matière première utilisée et dans la présentation du produit fini.

Les symboles de cette continuité furent, à l'origine, les métiers de bois ancestraux où l'on tissa, tour à tour, les rustiques cadis, les pessots et les futaines, puis, plus tard, les métiers à plat où l'on fabriqua des bas « tant de laine, soye et coton » jusqu'au début du vingtième siècle. Ce précieux instrument occupait la place d'honneur dans l'étroite demeure de l'artisan dont il constituait souvent l'unique capital. On comprend que les fabricants d'étoffes et de bas se soient difficilement résolus à abandonner ce gagne-pain traditionnel, en dépit de longues périodes de mévente.

De plus, que ce soit la boissellerie ou le textile, leur pratique est le fruit d'un dur apprentissage qui fait toute la valeur professionnelle de l'ouvrier. Ce potentiel en nature est complètement anéanti si l'on change d'activité. Cette spécialisation ne se retrouve pas dans l'agriculture; elle explique, en partie, la persistance des anciennes industries en face des transformations des cultures chez une population très perméable aux influences extérieures.

Depuis leur origine, les principales activités artisanales sont restées concentrées au chef-lieu de canton. Les fileuses, les ourdisseurs et les tisserands épars dans les villages voisins restèrent toujours dans l'orbite des marchands et fabricants de SAUVE. Si l'on fait exception des quelques dizaines de métiers battant à DURFORT, l'étude de l'industrie cantonale va se résumer à celle du textile sauvain.



Sous la dynastie des Bermond, les Basses-Cévennes étaient déjà réputées pour leurs étoffes de laine. Les troupeaux élevés dans la région donnaient, en abondance, des toisons de première qualité.

Les olivettes des collines pré-cévenniques fournissaient l'huile indispensable à l'ensimage. La densité de la population accrochée à la faille, l'aptitude des habitants à tirer profit des apports étrangers et l'existence de courants commerciaux très actifs, favorisèrent le développement de l'industrie lainière qui occupa, de très bonne heure, une place primordiale dans l'économie du Salavès.

Comme pour la manufacture des fourches, une très ancienne division du travail avait réparti la fabrication des tissus entre de nombreux intermédiaires. Au départ, le facturier en laine collectait les toisons pour les faire laver, huiler et filer. Il livrait les écheveaux aux ourdisseurs qui étaient spécialisés dans la confection des fils de chaîne ou « estame ». Filature et ourdissage étaient, la plupart du temps, réalisés dans les campagnes du Salavès et de la région de Lasalle. Les femmes maniaient la quenouille et le fuseau, tandis que les hommes se consacraient au peignage et à la fabrication de l'estame lors de la morte-saison agricole ou au cours des longues soirées d'hiver.

Le tisserand, au contraire, était un véritable artisan occupé une grande partie de l'année à la confection du cadis. Il fallait une très longue pratique pour arriver à lancer la navette avec habileté et rapidité et atteindre ainsi un rendement qui permit d'affronter une sévère concurrence. Aidé par ses enfants ou son apprenti qui le pourvoyait en canettes, le tisserand, levé dès l'aurore, poursuivait jusqu'à une heure fort avancée, sa tâche monotone, rythmée par le claquement régulier du peigne qui s'interrompait parfois, juste le temps de renouer un fil cassé. Anduze et Sauve étaient les deux principaux centres de la fabrique de cadis qui avait essaimé dans les villages pré-cévenols de Monoblet, Saint-Hippolyte, Pompignan. On travaillait surtout en vue de la foire de Beaucaire où l'on écoulait une grande part de la production.

Une fois terminée, la pièce de drap passait à l'atelier du foulonnier d'où, après avoir été dégraissée et foulée, elle sortait prête à recevoir la teinture. Le cadis des Basses-Cévennes était tissé avec des laines de pays non triées; le mélange de toisons blanches et noires donnait une étoffe de couleur brunâtre qu'il n'était pas possible de teindre. L'habitude de vendre des tissus en apprêt se conserva à Sauve, après que l'on eût abandonné la fabrication de cette étoffe grossière et l'art de la teinturerie ne vint jamais compléter l'industrie textile locale. Aujourd'hui encore, les bonnetiers expédient, soit à NIMES, soit à SAINT-HIPPOLYTE, les articles qu'ils doivent faire teindre.

Avec la Renaissance, on assista à une nette amélioration dans la présentation des étoffes tissées dans la région. Les toisons furent triées suivant leur couleur; un plus grand soin fut apporté au peignage des laines destinées à la confection de l'estame; en même temps, on accrut la largeur des pièces de drap afin de pouvoir les écouler dans les provinces éloignées où la demande était différente de celle du Languedoc. Le commerce de ces étoffes appelées « pesots » et, parfois, « serges tramières » ou tout simplement « tra-

nières », car la trame était constituée de laine cardée, connu un grand essor à partir du dix-septième siècle.

On réussit même à les introduire sur des marchés étrangers à la faveur des guerres de Louis XIV qui interdirent l'accès des côtes italiennes aux vaisseaux anglais (1). Les laines des Basses-Cévennes étaient pareilles à celles employées en Angleterre pour la fabrication des « sempiternes » ou « serges impériales », héritée des provinces flamandes. Il suffit aux tisserands du Salavès de modifier le montage des chaînes et des peignes sur le métier pour offrir des serges absolument identiques. On alla même jusqu'à imiter le plomb aux armes d'Angleterre pour expédier ces étoffes dans le Royaume de Naples où les marchandises françaises étaient prohibées. Lorsque le marché italien se fut rouvert aux navires britanniques, les sempiternes des Cévennes trouvèrent un nouveau débouché en Espagne, à l'occasion de la guerre de Succession. Malheureusement, les fabricants du Gévaudan et des Hautes-Cévennes, qui tissaient des laines inférieures mêlèrent leurs envois à ceux des Basses-Cévennes et, bientôt, les serges languedociennes perdirent leur réputation et furent éliminées des marchés extérieurs.

Au cours du dix-septième siècle, on vit apparaître, également à Sauve, une nouvelle fabrication, comme en témoigne le terme « fustainier » que l'on retrouve dans les documents relatifs à cette époque. D'après Ivan GAUSSEN (2), c'est dès la fin du seizième siècle que la confection d'étoffes mêlées de laine et de coton se serait introduite à Sommières.

Les procédés rudimentaires que l'on employait alors pour la filature ne permettaient pas de fabriquer des chaînes de coton suffisamment résistantes et les tisserands ne pouvaient utiliser la nouvelle fibre textile que pour la trame de leurs étoffes. Le produit de cette combinaison était une sorte de velours assez grossier, la fûtaine, dont les Sauvains continuèrent à se vêtir jusqu'à la fin du 19^m siècle. Déjà, différents des autres habitants du Salavès par certaines de leurs mœurs et par la particularité de leur patois, les habitants de Sauve s'en distinguèrent aussi par leur costume. (3)

Cependant, l'apparition du coton allait accélérer la désaffection des artisans locaux envers l'industrie des tissus de laine, déjà con-

(1) A.D.H. Série C 2349-1729 : Projet de rétablissement de la fabrique des serges.

(2) Ivan GAUSSEN. Les foires et marchés de SOMMIÈRES en Languedoc, NIMES - Imprimerie CHASTANIER 1921

(3) On m'a conté, à ce sujet, une anecdote significative. A la fin du siècle dernier on jouait à QUISSAC une pièce dont l'action se plaçait sous la Terreur. L'acteur amateur qui incarnait Robespierre n'ayant pas eu le temps de quitter ses vêtements de travail fit son entrée en scène en costume de futaine. Un spectateur s'écria en le voyant apparaître : « Sabié pas que Robespierre era de Saouvo » (Je ne savais pas que Robespierre était de Sauve).

currencée par les progrès de la fabrique de bas. En 1783, le rapport des inspecteurs des manufactures ne signale plus que 200 pièces de serge au bureau de visite de DURFORT et ne mentionne plus le bureau de SAUVE (4) où, en 1761, on avait encore recensé 7.000 pièces de drap (5). La Révolution et l'Empire virent la disparition complète de cette production au profit d'une fabrication bien plus rémunératrice.

(4) A.D.H. Série C 2585

(5) A.N.F. 12 1349.

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT DE LA BONNETERIE

La fabrique de bas, de gants et de bonnets au crochet est une très vieille activité féminine. Cependant elle ne commença à prendre l'allure d'une industrie qu'après l'invention, en Angleterre, du métier à maille. Celui-ci fut introduit dans le Gard par le Nimois GRIZOT qui, aux environs de 1680, ramena clandestinement, de LONDRES, les dessins de toutes les pièces qui le composent. La première utilisation du « métier à cueillir » fut la confection des bas dont la demande avait été décuplée par l'adoption de la culotte, en matière de vêtements. La bonneterie prit rapidement une grande importance, non seulement dans les grandes villes du Languedoc, mais aussi dans les bourgs des Basses-Cévennes et en particulier à SAUVE.

Cette nouvelle fabrication rencontra, dans notre région, un terrain très favorable. L'extension du commerce des « drapades » cévénoles avait modifié la structure de l'industrie locale. Peu à peu, certains facturiers en laine avaient réussi à intégrer toutes les opérations et à faire entrer sous leur coupe les divers artisans intervenant dans la filature, le tissage et la finition. Le tisserand lui-même était devenu un simple ouvrier à domicile travaillant à façon, sur de la marchandise qui ne lui appartenait plus. Cette sujétion de l'industrie lainière à quelques riches marchands-fabricants, facilita la nouvelle orientation de l'activité textile.

D'autre part, il semble que les artisans sauvains aient cherché à se soustraire à la sévère réglementation instituée par l'ordonnance de Juillet 1696. Pour maintenir la qualité des diverses étoffes, des arrêtés fixaient avec minutie la largeur des peignes, la longueur et le nombre des fils de chaîne à utiliser pour chaque fabrication. Des inspecteurs étaient chargés de contrôler l'exécution de ces prescriptions, tandis que, dans chaque centre important, un corps de jurés-gardes avait pour mission d'apposer sa marque sur toutes les pièces terminées. Cette tutelle devint rapidement insupportable aux tisserands du Salavès qui avaient toujours travaillé sans aucune contrainte.

Enfin, l'emprise croissante des jurandes et des corporations sur la vie spirituelle de leurs membres incita les Nouveaux Convertis, qui étaient restés, au fond de leur cœur, fidèles au protestantisme, à exercer une activité jouissant encore d'une certaine liberté de par sa nouveauté.

Cependant, les marchands fabricants qui avaient développé le commerce des bas dans les grandes villes craignirent de voir le contrôle de la fabrication leur échapper si la bonneterie s'éparpillait dans les campagnes. Soutenus par les facturiers en laine qui voyaient leur main-d'œuvre les abandonner, ils demandèrent que la profession fut soigneusement réglementée. Le 30 Mars 1700, ils obtinrent un arrêt général qui autorisait la fabrication des bas au métier dans 17 villes bien déterminées, parmi lesquelles se trouvaient seulement pour le Languedoc, Toulouse, Nîmes et Uzès. Pour que le travail puisse être aisément surveillé, la manufacture de bas « tant de soye, fil, laine, poil, coton et castor » était strictement prohibée dans tous les autres points de la province.

Les faiseurs de bas cévenols ne s'inclinèrent pas et continuèrent leur fabrication. Finalement, une convention fut passée le 10 Février 1713 devant l'intendant de Basville, autorisant les artisans des campagnes à se consacrer à cette industrie, sous certaines conditions bien précises. Ils étaient tenus de suivre les statuts des bonnetiers nîmois et ils étaient astreints au droit de visite des jurés gardes de cette ville. D'autre part, ils devaient obligatoirement avoir été reçus maîtres devant la jurande de Nîmes et payer, chaque année, un droit d'enregistrement à celle-ci (1).

Cette sujétion administrative se transforma rapidement en une dépendance économique de plus en plus étroite et les faiseurs de bas du Salavès cessèrent d'être tributaires des négociants sauvains pour passer sous la tutelle des marchands nîmois.

On peut essayer d'expliquer cette évolution par la Révocation de l'Édit de Nantes qui obligea un grand nombre de riches bourgeois sauvains à émigrer en Suisse ou à interrompre toute activité commerciale. Cependant le facteur essentiel de cette substitution du négoce nîmois au négoce local réside dans les transformations profondes du marché textile. D'une part, la place de plus en plus importante des matières exotiques entrant dans la fabrication battit en brèche le quasi-monopole dont les facturiers en laine avaient joui jusqu'alors pour l'approvisionnement des métiers. D'autre part, la spécialisation des articles et l'élargissement des débouchés dépassèrent les capacités des marchands sauvains dont le réseau traditionnel de relations commerciales ne sortait pas du cadre régional. Même lorsque un arrêt de 1756 eut rendu à la bonneterie son entière indépendance, les fabricants des Cévennes restèrent sous la coupe des négociants nîmois et ils conservèrent la coutume de porter leurs bas tricotés à Nîmes chez l'apprêteur qui faisait aussi fonction de courtier et achetait comptant.

Jusqu'aux environs de 1740, les bas de laine représentèrent les neuf-dixièmes de la production totale. Ils se distinguaient surtout

(1) A.D.H. Série C 2633

par leur qualité médiocre, mais leur bon marché facilitait leur écoulement (il est curieux, à ce sujet, de constater qu'à deux siècles de distance, les caractères originaux de la bonneterie sauvaine se retrouvent inchangés dans l'industrie actuelle). Un artisan fabriquait à l'époque, de trois à cinq paires de bas chaque jour. La douzaine de bas de femmes à deux fils qui se vendait alors huit livres exigeait seulement une faible quantité de laine valant environ une livre et demi (2). Le fort pourcentage de main-d'œuvre incorporé dans le prix de vente permettait aux fabricants de comprimer sensiblement leurs tarifs, en cas de nécessité.

Vers le milieu du dix-huitième siècle, la fabrique de bas de soie fit de rapides progrès avec le développement du mûrier dans les Basses-Cévennes. En 1768, les bas de soie étaient même devenus la principale production. La qualité des articles n'était guère supérieure à celle des bas de laine, car on n'utilisait presque uniquement que de la soie de pays. Le caractère familial de la filature était un sérieux obstacle à son perfectionnement. Les sériciculteurs devaient eux-mêmes leurs cocons dont ils ne prenaient même pas la précaution d'étouffer la chrysalide dans leur four à pain. Le mari filait le matin, la femme l'après-midi et la servante le soir, tandis qu'un jeune enfant actionnait la manivelle du tour. Les soies obtenues étaient sales et très irrégulières. Concurrencés par les bonnetiers nimois qui utilisaient des soies espagnoles de qualité supérieure, les faiseurs de bas du Salavès optèrent pour le coton pendant le règne de Louis XVI.

Sous l'impulsion des négociants nimois qui achetaient sur la place de Barcelone des quantités croissantes de coton indien, la filature de cette fibre s'était répandue dans la Gardonnenque et dans les Basses-Cévennes.

Les rames étaient cardées et filées au rouet par les paysans de la région qui délaissèrent la préparation de l'estame. On préférait le coton, car il était moins sale que la laine imbibée d'huile et bien moins difficile à travailler. Les bonnetiers purent ainsi s'approvisionner facilement en fils de coton dont l'emploi se généralisa dans l'industrie du bas. Jusqu'à la fin du XIX^{me} siècle, les différentes fibres textiles furent, tour à tour, utilisées car les fabricants suivirent fidèlement les exigences d'une demande fort versatile.

Le premier débouché qui s'était ouvert à la bonneterie gardoise avait été le marché espagnol et le marché des Indes Occidentales. Les élégantes Madrilènes et les riches créoles recherchaient surtout les bas de soie à coin, tandis que les Catalanes faisaient grande consommation de bas de laine écarlates. Cependant, l'arrêt de 1758 qui avait autorisé l'exportation des métiers à bas favorisa la constitution d'une activité concurrente en Catalogne. Ses promoteurs réussirent même à s'attacher le concours d'ouvriers languedociens. Pour protéger leur industrie naissante, les Espagnols mirent des droits prohibitifs sur les articles français en 1778 (3) et, plus tard,

(2) A.D.H. Série C 2260 (Mai 1745)

(3) A.D.G. 12 M 49. Rapport sur l'Industrie du Gard (1813)

firent défense d'importer des bas à coin de couleur, tant dans la métropole que dans les Colonies.

Éliminés des marchés de Cadix et de Lisbonne, les négociants Nimois développèrent leurs envois à destination de la Russie et des Allemagne. Les fabricants sauvains réussirent à maintenir le chiffre de leurs exportations en se consacrant à la confection de bas et de bonnets de coton dont la Catalogne absorbait des lots très importants, car le bon marché des articles de SAUVE leur permettait de supporter des droits d'entrée très élevés.

Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, tous les marchés extérieurs se fermèrent et la bonneterie connut une longue période de marasme. Pourtant, dans son mémoire de 1801, J.B. DUBOIS (4) signale qu'elle occupait à SAUVE, 600 ouvriers dont un tiers seulement pour la soie. Il rapporte que les bas de soie étaient pareils à ceux fabriqués à SAINT-HIPPOLYTE et à GANGES, que les bas de coton égalaient ceux du VIGAN et de SUMENE, mais que les bonnets de coton, qui étaient la spécialité de SAUVE, étaient d'une qualité inférieure.

Les divers recensements effectués sous l'Empire, nous permettent de nous faire une idée exacte de l'état de l'industrie sauvaine à cette époque. Le tirage de la soie occupait seulement quatre particuliers pendant une quarantaine de jours au chef-lieu de canton ; vingt-cinq ouvriers groupés dans huit petits ateliers filaient les cocons récoltés à DURFORT, dont la production annuelle s'élevait à 160 kilogs de soie contre 100 kilos à SAUVE (5). Il y avait alors au chef-lieu de canton près de 200 ouvriers fabriquant des bas de soie, mais la plupart travaillaient pour le compte de marchands nimois ; seuls, trois entrepreneurs occupaient au total quinze ouvriers et huit artisans isolés échappaient à cette tutelle.

Le déclin de la bonneterie avait amené certains fabricants de SAUVE à acquérir des machines à filer et à se consacrer à la filature industrielle du coton. En 1811, 200 ouvriers rassemblés dans 21 établissements produisaient annuellement plus de 8.000 kilos de filés (6), SAUVE et le Vigan étaient alors les seuls centres textiles gardois où le « jenny » était utilisé. L'introduction de cette nouvelle machine avait fortement réduit le nombre de bras occupés dans la filature et avait ruiné l'industrie familiale du rouet.

Bas et bonnets de coton étaient fabriqués dans 10 usines qui comptaient au total 130 ouvriers et dans une vingtaine d'ateliers familiaux. Les divers recensements signalent que cette activité avait diminué de moitié depuis la Révolution.

Enfin, il faut également mentionner une industrie dérivée du développement rapide de la bonneterie dans la région. Il existait, en effet, à SAUVE, quatre ateliers de serrurerie où l'on fabriquait et où

(4) J. B. DUBOIS - Ouvr. cité.

(5) A.D.G. 12 M 49

(6) A.D.G. 12 M 50 Etat de l'industrie en 1811

l'on réparait les métiers à bas. Les maîtres-serruriers embauchaient à temps des compagnons étrangers, lorsque la demande était pressante. Le fer qu'ils utilisaient leur parvenait de Bourgogne, via Lyon, tandis que le charbon arrivait des mines d'ALAIS. Un tiers environ des métiers montés à SAUVE, étaient vendus dans les centres textiles avoisinants.

Le trait caractéristique de l'état de l'industrie sauvaïne, au début du XIX^{me} siècle est le phénomène de concentration qui se dessine dans la filature et la bonneterie de coton. Certes, les usines occupent en moyenne une dizaine d'ouvriers seulement, mais le règne de l'artisan à domicile paraît près de sa fin. Le processus de groupement est assez simple: dans la filature, le prix élevé du métier renvideur exclut toute possibilité de travail à domicile; dans la bonneterie, les faiseurs de bas isolés étaient devenus de véritables travailleurs à façon et le transfert des métiers dans les ateliers des marchands-fabricants ne faisait que changer le mode de rémunération, le salaire à la journée remplaçant le salaire aux pièces.

Sous la Restauration, la bonneterie de coton demeura stationnaire, car le marché des bas subit le contre-coup de l'adoption du pantalon long par les hommes. Par contre, les bas de soie connurent une nouvelle faveur à la suite des commandes importantes passées par les États-Unis.

A SAUVE, leur fabrication reprit son ancienne importance au détriment de la filature de coton qui disparut complètement car le manque de capitaux empêcha les industriels de se procurer les « mule-jenny » dont l'usage se répandait dans le Nord de la France.

En 1834, il y avait à SAUVE, 450 métiers produisant des bas et des bonnets de soie, et 170 métiers fabriquant des bas communs et des bonnets de coton (7). Une trentaine de faiseurs de bas étaient recensés dans le canton, principalement à DURFORT. La filature et l'ouvrason de la soie avaient pris de l'importance avec l'essor de la sériciculture; à SAUVE, notamment, il y avait plusieurs moulins à ovale pour la torsion de la soie grège.

Malgré l'importance prise par l'industrie de la soie, SAUVE était en tête de toutes les villes du Gard pour la production d'articles de coton. Elle fut moins touchée par la crise qui s'abattit sur la fabrique de bas de soie à partir de 1835. La fermeture complète du marché américain frappa durement cette activité déjà ébranlée par le remplacement du soulier découvert par la bottine qui permit aux élégantes de se passer d'un article relativement coûteux. Tous les métiers sauvaïns se reconvertirent rapidement pour travailler le coton et, en 1839, il ne restait plus dans la ville, un seul bonnetier utilisant la soie comme matière première. Contrairement aux autres villes des Basses-Cévennes, SAUVE ne revint jamais à la fabrique de bas de soie et se distingua ainsi de SAINT-HIPPOLYTE, de GANGES et du VIGAN.

(7) A.D.G. 14 M 102 et 103

La bonneterie de coton subit, elle aussi, les contre-coups de la crise générale de 1847-1848. De nombreuses usines renvoyèrent leur personnel et les ouvriers furent obligés, comme nous l'avons déjà vu, soit d'émigrer, soit de se consacrer à des défrichements de garrigue. Un mouvement de reprise se dessina vers 1856, malgré la naissance d'une industrie concurrente en ALLEMAGNE. En 1860, il y avait à nouveau à SAUVE, près de 500 métiers tricotant le coton.

Les ouvrières à domicile, inoccupées depuis la disparition des bas de soie dont elles cousaient les broderies, trouvèrent une précieuse ressource dans le travail à la main du filet et, surtout, du crochet. Sous la dénomination de « filet » on englobait la fabrication des gants et des résilles, avec des cordonnets de filoselle qui provenaient des déchets de cocons cardés. Les ouvrières au crochet produisaient des fichus et des bonnets de laine qui connurent une grande faveur entre 1855 et 1890.

Aussi grande qu'apparaisse la diversité dans la présentation des articles tricotés à SAUVE, à la main ou au métier, un trait commun suffisait à identifier leur origine. La bonneterie de SAUVE se distinguait toujours par la qualité inférieure et le prix de revient excessivement réduit de ses fabrications. Si l'on examine, en détail, les composantes de celui-ci, on s'aperçoit que tous les éléments entrant en ligne de compte, favorisaient cette production bon marché. La matière première utilisée était la plupart du temps de dernier choix; alors que les bonnetiers du VIGAN fabriquaient uniquement des bas de coton fil d'Ecosse (8), les Sauvains ne tricotaient que des bobines de coton grossièrement tordu. Le prix de la journée de travail resta toujours inférieur à celui des autres bourgades des Basses-Cévennes, exception faite pour SUMENE; d'autre part, sa durée fut toujours supérieure d'une heure et le repos du lundi ne fut jamais observé à SAUVE. Enfin, les frais généraux étaient réduits à l'extrême car seul, l'amortissement d'un outillage fabriqué à bon compte dans le pays, constituait une charge sérieuse. Sous le second Empire, la concentration industrielle s'était accentuée et la moyenne des usines s'était élevée à une quarantaine d'ouvriers; en cas de crise, les patrons renvoyaient un certain nombre de bonnetiers et comprimaient à volonté leurs frais de fabrication. Quand la situation se rétablissait, ils réembauchaient et occupaient au maximum tous leurs métiers disponibles.

Toute l'histoire de la bonneterie sauvaine est une succession de périodes de prospérité et de périodes de marasme car, en plus des crises économiques générales, elle subissait également, des crises dues à son caractère particulier. Les articles de SAUVE étaient écoulés par l'intermédiaire des négociants nimois dans les pays étrangers peu industrialisés où la population ne jouissait encore que d'un faible pouvoir d'achat. La bonneterie étant une activité qui exige davantage de main-d'œuvre que de capitaux, fut une des premières industries à se développer dans ces pays dont les gouvernants la protégèrent énergiquement contre la concurrence étrangère-

(8) Fil de coton à deux brins très tordus ensemble

re. Les bonnets et les bas de SAUVE furent ainsi chassés, comme nous l'avons vu, successivement de Catalogne, d'Amérique et d'Allemagne.

Les exigences de la vie moderne et surtout de la mode vestimentaire entraînèrent l'abandon définitif du bonnet de nuit et des bas et mi-bas de coton. L'industrie sauvaine, durement frappée dans ses fabrications traditionnelles, connut un moment difficile au début de la troisième République. Le brassage des populations et le progrès des communications avaient égalisé le prix de la journée de travail, tandis que le législateur avait uniformisé sa durée légale. Placés dans une position moins favorable, les fabricants sauvains s'orientèrent alors vers une nouvelle branche d'activité, faisant surtout appel à la main-d'œuvre féminine à domicile. L'industrie sauvaine prit, dorénavant, un nouvel aspect, mais ses caractères originaux n'en subsistèrent pas moins.

CHAPITRE III

LA FABRIQUE DE SOUS-VETEMENTS

Souvent désignée sous le générique de bonneterie, l'industrie du sous-vêtement doit, en réalité, en être distinguée. Confondue, à l'origine, avec la fabrique de bas et de bonnets, elle s'en est peu à peu différenciée jusqu'à constituer une branche d'activité complètement autonome.

Le critère permettant de délimiter ces deux fabrications doit être recherché non pas dans la nature des articles tricotés, mais dans la matière première utilisée et surtout, dans la clientèle contactée.

La bonneterie emploie principalement de la soie naturelle et du nylon, tandis que l'industrie du sous-vêtement ne consomme presque exclusivement que du coton, de la laine ou de la rayonne. La première intéresse seulement la fraction la plus aisée de la clientèle féminine, alors que la deuxième s'adresse aux personnes des deux sexes et à toutes les couches de la population. Le marché est donc totalement différent, suivant l'activité considérée; chacune d'elles possède, de ce fait, une vie vraiment indépendante.

La fabrique de bas de soie qui représentait, récemment encore, l'essentiel de l'industrie des petites villes de St-Hippolyte, Ganges, Sumène et Le Vigan a, depuis longtemps, disparu des ateliers sauvains. La production de sous-vêtements constitue l'originalité du textile de notre chef-lieu de canton par rapport à celui des bourgades cévenoles voisines. A QUISSAC seulement l'on rencontre une activité identique, mais il s'agit d'une usine créée par un fabricant de SAUVE.

Le premier article produit par la fabrique de sous-vêtements, dans la région, fut la chaussette à mailles grosses et moyennes, de consommation courante. Vers 1880 apparut dans les Basses-Cévennes une petite machine à tricoter rectiligne, le métier DUBIED qui, sous l'impulsion de quelques bonnetiers sauvains, connut rapidement une grande faveur. Les acquéreurs préférèrent confier ces métiers à des ouvrières à domicile plutôt que de les grouper dans leurs ateliers. Chaque petit industriel possédait, dans les villages cévenols voisins, une gérante qui répartissait le travail entre les tricoteuses de sa localité. Elle distribuait le coton ou la laine fournis par l'entrepreneur et collectait les chaussettes terminées. Le renfort était fabriqué à SAUVE, sur des métiers spéciaux; il était remis aux ouvrières à façon qui le branchaient sur leur machine et tricotaient le talon et le pied. Elles faisaient, en général, une dou-

zaine de paires par jour, ce qui leur assurait une rémunération quotidienne de un franc cinquante. Cette activité s'étendit jusque dans des communes éloignées comme Lasalle, Sainte-Croix-de-Caderle, Saint-Martial où les fabricants sauvains trouvaient une main-d'œuvre féminine inoccupée depuis la disparition de la filature à domicile.

Le bon marché de ces articles leur assura un débouché facile et donna une nouvelle vigueur au textile sauvain. Les grandes possibilités d'écoulement affranchirent les fabricants de la tutelle des négociants nimois et l'industrie de notre chef-lieu de canton retrouva son indépendance.

Les bénéfices réalisés par les entreprises les plus importantes furent investis dans l'achat d'un nouveau métier à mailles, le métier circulaire, que l'on importa, à l'origine, d'Angleterre et de Hollande. Cette machine, qui travaille en continu, permet une production en grande série et une économie sensible de main-d'œuvre.

Cependant, lorsque cette invention fit son apparition à SAUVE, aux environs de 1900, la commune n'était pas encore électrifiée et deux hommes étaient nécessaires pour faire tourner les métiers de gros diamètre. On avait soin de laisser tomber une maille afin de pouvoir ouvrir suivant une génératrice, le cylindre d'étoffe terminé. Des ouvrières taillaient à l'intérieur de la pièce ainsi obtenue, diverses sortes de sous-vêtements féminins. Pour économiser cette main-d'œuvre de coupe et de couture, on préféra rapidement, utiliser tel quel le rouleau sortant du métier et lui donner une façon rudimentaire, grâce à un procédé d'enformage assez primitif. Le futur bas ou la future camisole étaient enfilés, après avoir été mouillés au préalable, sur les moules de bois dont ils épousaient grossièrement les contours, en séchant au soleil. Après cette opération, il ne restait plus qu'à accomplir les menus travaux de finition : surjetage du pied ou des manches, couture des boutonnières, fixation des attaches...

Bientôt, les camisoles de SAUVE, vendues à un prix excessivement réduit, devinrent la grande spécialité du textile local. C'est, en effet, un des traits caractéristiques de l'industrie française du sous-vêtement que sa dispersion dans un grand nombre de départements, chaque petit centre se consacrant à la production d'un article bien déterminé. Un marché presque illimité s'offrit aux dessous tricotés qui remplacèrent fort économiquement la lingerie féminine traditionnelle. Les camisoles de deuxième choix, objets de grande consommation, assurèrent la prospérité des plus gros établissements de SAUVE.

Le coût élevé du métier circulaire interdisait aux petits artisans à domicile de s'en procurer et, seuls, les industriels importants bénéficièrent des progrès de la fabrique de sous-vêtements. Il en résulta une reprise du processus de concentration, un moment interrompu avec l'extension de la machine à tricoter les chaussettes. Ce groupement de l'activité textile dans quelques usines bien outillées allait être à l'origine d'un événement lourd de conséquences pour la vie économique de notre chef-lieu de canton.

Les deux plus gros fabricants, DEVEZE et DUFOUR, décidèrent de transférer leur entreprise dans la ville de NIMES et déménagèrent la totalité de leur équipement industriel. Nous avons déjà vu les répercussions de cet exode sur le plan démographique, le personnel de ces deux établissements ayant suivi leurs employeurs. Il semble que ce soient surtout des raisons de convenance personnelle qui aient incité les deux plus importants manufacturiers à aller s'établir au chef-lieu du département. Ainsi, le caprice de deux particuliers suffit à réduire presque de moitié le potentiel textile de la communauté sauvaine.

Il faut toutefois ajouter que les transformations récentes des conditions économiques et sociales, en égalisant le coût de la main-d'œuvre à Nîmes et à Sauve, avaient supprimé le principal avantage dont avaient joui les employeurs sauvains. Par ailleurs, ceux-ci se sentaient isolés, tant au point de vue des possibilités d'approvisionnement en matière première, qu'au point de vue des facilités d'écoulement; si, avant les progrès de l'automobile, les représentants des filateurs du Nord de la France ou les acheteurs pour le compte des gros intermédiaires plaçaient facilement Nîmes sur leur itinéraire de prospection, un voyage jusqu'à SAUVE risquait souvent de leur faire perdre un temps précieux. Enfin, le meilleur marché du courant électrique et la présence de spécialistes susceptibles de réparer rapidement la mécanique compliquée des métiers, peuvent avoir été autant de raisons qui influencèrent les deux fabricants sauvains dans leur décision de s'établir à Nîmes.

Par une fâcheuse coïncidence, deux industries dérivées de l'activité textile traditionnelle disparurent brusquement, à peu près à la même époque. Une fabrique de pantoufles de feutre, fondée à la fin du siècle dernier par Alphonse DUFOUR, avait occupé jusqu'à une cinquantaine d'ouvriers. Elle périclita rapidement après la mort de son animateur et ferma complètement ses portes en 1914.

Ce fut un motif d'ordre différent qui entraîna l'abandon de la production de coton hydrophile dans laquelle s'était spécialisée la maison SARRAN, depuis 1885. L'usine où l'on cardait le coton brut s'était établie dans le lit même du Vidourle dont les eaux calcaires convenaient particulièrement au blanchiment de l'ouate. En 1916, un incendie détruisit complètement cet établissement à qui la guerre procurait une grande activité. Faute de capitaux, il ne put jamais être rééquipé et la vingtaine de cardeurs qu'il employait ne retrouvèrent plus leur occupation.

La fin de la grande guerre fut marquée par la disparition complète de la fabrique de bas; les métiers séculaires à plat sur lesquels une dizaine de vieux artisans s'obstinaient à travailler ne furent plus en mesure de lutter avec les métiers perfectionnés où le rôle de l'ouvrier se réduisait à une simple surveillance. De même l'industrie de la chaussette s'éteignit lentement, le rendement de la machine à tricoter utilisée ayant été largement dépassé par de nouvelles inventions fonctionnant à l'électricité.

Le commerce des camisoles fut sérieusement concurrencé par la mode de la chemise américaine. La grande majorité des femmes

adoptèrent celle-ci et il fallut se contenter de la clientèle rurale et de celle des personnes d'un certain âge. Les industriels sauvains achetèrent de nouveaux métiers de plus petit diamètre qui leur permirent de s'orienter vers d'autres fabrications fort diverses, tout en restant fidèles au principe traditionnel de la production à bon marché. Il n'aurait, d'ailleurs, pu être question pour eux, de lutter dans le domaine de la qualité avec les bonnetiers de Troyes qui avaient conquis la primauté en matière de lingerie fine et d'articles de luxe et de demi-luxe. Les fabricants de SAUVE continuèrent à se consacrer au tricotage de sous-vêtements de consommation courante à mailles grosses et moyennes.

Les filés de coton arrivent indifféremment des trois grands centres de production français : Nord, Alsace et Normandie. Il s'agit en grande majorité, de cotons de qualité moyenne. La laine représente, actuellement, à peine 20 % des matières premières utilisées. Quant à la rayonne, elle n'est employée qu'en période de pénurie.

Au chapitre des articles féminins, la fabrication des camisoles est maintenant largement dépassée par celle des combinaisons et des culottes indémaillables. La gamme des sous-vêtements masculins va sans cesse en s'élargissant: slips, maillots de corps, lous de mer (tricots à manches courtes)... Suivant la teneur des carnets de commande, telle ou telle de ces spécialités prend le pas sur toutes les autres.

A la sortie de la confection, des ouvrières expérimentées trient les articles et les répartissent en deux catégories suivant les défauts de fabrication plus ou moins apparents: mailles filées, rattrapages, etc... Ce que l'on appelle premier choix, est réservé à la clientèle des grands magasins parisiens et des grossistes en mercerie. Le deuxième choix constitue la plus grande partie de la production; ce sont les articles de bataille qui, par l'intermédiaire des courtiers toulousains sont répartis à la masse innombrable des marchands forains. Le sous-vêtement de SAUVE est ainsi vendu au déballage sur tous les marchés de province et de la banlieue parisienne. Les territoires coloniaux absorbent un contingent important de cette catégorie d'articles ; l'Afrique Occidentale et Equatoriale, achètent surtout des maillots et des tricots pour homme, tandis que Madagascar fait une grande consommation de lous de mer. Enfin, les commandes régulières de l'Intendance, assurent une cadence minimum en période de mévente.

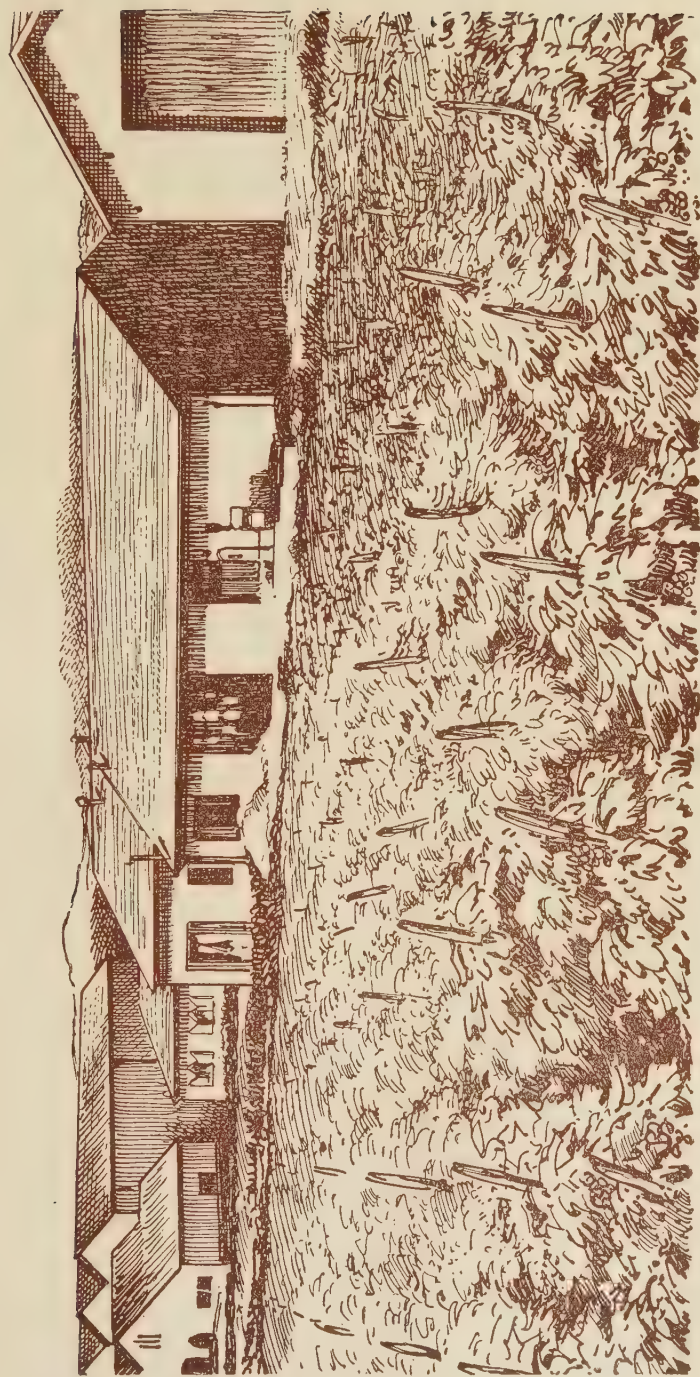
Il semblerait, à première vue, que la fabrique de sous-vêtements à bon marché doive échapper aux crises économiques, car elle répond à une demande qui paraît plus rigide que celle de la bonneterie et des articles de luxe. En réalité, l'étude du marché du vêtement en période de restriction du pouvoir d'achat, nous apprend que les consommateurs réduisent, d'abord, les dépenses consacrées à l'habillement et en premier lieu, celles réservées au renouvellement de leur linge de corps. On peut, en effet, se permettre de porter des sous-vêtements usés et reprisés, alors qu'un costume ou une robe élimés ne peuvent pas passer inaperçus. Enfin, les articles de SAU-

VE s'adressent à une clientèle qui demeure assez peu sensible au lancement d'une nouvelle mode et qui ne peut être ranimée pendant les époques de marasme.

Malgré leur bas prix de revient, les productions sauvaines doivent lutter avec une concurrence de plus en plus sévère de la part des industries allemandes et italiennes, sur les marchés d'exportation et même sur le marché français. Par ailleurs, les bonnetiers de Roanne se sont spécialisés dans des fabrications identiques à celles de Sauve et de Nîmes et ils leur disputent leurs débouchés traditionnels.

L'industrie sauvaine continue à se caractériser par l'alternance des périodes de prospérité et de mévente avec les conséquences habituelles: chômage temporaire, réduction des horaires de travail, faillite des entreprises marginales. Les mouvements de reprise se dessinent brusquement et leur amplitude est d'autant plus grande que la crise a été sévère. Le manque de trésorerie interdit de travailler pour le stock quand les carnets de commande sont dégarnis; d'autre part, la diversité et la variabilité de la demande empêchent de connaître l'article qui fera prime sur le marché au moment du redémarrage.

Au premier trimestre 1952, la fabrique de sous-vêtements sauvaine, qui avait occupé près de 300 personnes en 1947-48, n'employait plus que 200 ouvriers et ouvrières travaillant à horaire réduit. Ces coups d'accordéon successifs vident, chaque fois, le chef-lieu de canton d'une fraction de son capital industriel et humain et marquent une nouvelle étape de sa décadence économique.



CANAULES — Le QUARTIER des COOPÉRATIVES

de gauche à droite : Coopérative Vénicole, Coopérative d'Approvisionnement et Coopérative de Battage

(Photo Pierre Gaujoux)

TROISIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES ACTUELS

CHAPITRE I

L'EQUIPEMENT FONCIER

La question de l'équipement agricole se présente sous un jour distinct dans chaque partie du canton.

A l'Ouest, nous trouvons deux agglomérations dont les cultivateurs vont en s'appauvrissant d'année en année tandis qu'à l'Est, les milieux ruraux connaissent, depuis un demi-siècle, un enrichissement constant. A l'intérieur même de ces deux zones, le problème se pose différemment suivant la structure et le mode d'exploitation des propriétés.

La disparition des cultures fruitières a achevé la ruine des petits cultivateurs sauvains, dont le seul capital consistait dans les quelques outils nécessaires à l'entretien des arbres. Le morcellement et l'exiguité de leurs biens interdisaient une autre forme de mise en valeur que le travail manuel. Les quelques-uns qui se consacrent encore à des activités purement agricoles, exploitent de petits lopins de vigne disséminés à travers les garrigues. En 1951, sur un total de 9.000 hectolitres de vin déclarés en mairie de SAUVE, ils représentent à peine une production de 700 hectos, soit une moyenne de 10 hectos pour chacun des 70 récoltants demeurant dans l'agglomération. Ce chiffre apparaît comme dérisoire en face des 8.300 hectos souscrits par les 20 exploitants des mas de la plaine du Vidourle et de la garrigue crétacée. Le centre de gravité de l'activité agricole s'est déplacé du centre, vers la périphérie.

La même situation se retrouve dans le Nord-Ouest du canton; les mas pré-cévenols de Saint-Martin-de-Saussenac et de Fressac ont réussi à conserver, tant bien que mal, leur potentiel cultural, alors que les villageois de DURFORT assistent inconsciemment à la dépréciation continue de leur cheptel mort et vif.

Depuis 1930, le nombre d'animaux de trait possédés par les habitants de la commune a diminué de moitié. En 1952, on peut estimer qu'un cultivateur sur deux se loue à la journée, soit chez un plus gros propriétaire, soit chez un exploitant des mas voisins. En retour, celui-ci lui prête un attelage lorsqu'il a un labour à faire

sur ses propres pièces. Au moment des vendanges, plusieurs familles se réunissent pour former une « colle » où les uns apportent le cheval et le matériel, les autres la main-d'œuvre de coupe.

Cette dépréciation du capital agraire résulte, non seulement de la faible superficie et de la pauvreté du sol des terres mises en valeur par les habitants de SAUVE et de DURFORT, mais surtout de l'absence totale de réserves en numéraire — tant qu'il s'est agi de cultures arbustives et d'élevage familial, un travail acharné pouvait compenser le manque d'outillage. Lorsque la vigne est devenue la culture essentielle, les petits exploitants qui, tous, ont voulu s'y consacrer, se sont heurtés à la loi des rendements maxima. L'impossibilité de constituer l'équipement nécessaire à la viticulture les a placés dans une position défavorable par rapport aux autres vignerons, dont l'avance est allée en s'accroissant.

L'absence séculaire de ressources en numéraire explique aussi que le phénomène d'appropriation des grands domaines ne se soit pas accompli dans la partie occidentale du canton. Les agglomérations de SAUVE et de DURFORT sont environnées de mas d'une cinquantaine d'hectares dont les terres s'étendent jusqu'aux abords même de ces deux localités. La plupart, surtout à SAUVE, appartiennent à des personnes étrangères au canton qui se préoccupent fort peu de les voir exploités rationnellement et les abandonnent à des fermiers ou à des métayers qui se contentent de mettre en valeur les champs entourant l'habitation et délaissent souvent les écarts périphériques. Ainsi, peut-on voir de vastes friches joignant les lopins de terre cultivés intensément par les petits propriétaires villageois.

Le problème est particulièrement évident pour l'immense domaine de Vibrac, qui s'étend à moins de deux kilomètres de l'agglomération de DURFORT. Les terres à blé jadis réputées par le gros-seur des épis qui y venaient, sont devenues, aujourd'hui, des landes incultes ; les prairies naturelles irrigables qui bordent le Crieulon ont été envahies par des herbes parasites, enfin, les vignes que le propriétaire avait plantées au début du siècle, ont dépéri faute de soins et sont maintenant complètement abandonnées. C'est un des paradoxes des conditions juridiques actuelles que ces champs fertiles en déshérence à proximité d'un village dont les habitants émigrent les uns après les autres, faute d'une surface utile suffisante pour conduire une exploitation rentable.

Bien que près de la moitié des terres labourables de la plaine de Bay fassent partie de domaines à habitat dispersé, leur mise en valeur est, en général, bien plus satisfaisante que dans l'Ouest du canton. La transformation qui s'est produite dans le mode d'exploitation des grandes propriétés paraît être à l'origine de cette situation favorable. Les mas appartenant à des personnes n'y résidant pas ont été, peu à peu, rachetés par des habitants des villages voisins ou par des émigrants cévenols qui s'y sont établis pour les faire valoir directement. Les quelques étrangers qui possèdent encore une propriété dans la plaine de Bay, observent une politique de présence pour contrôler le métayer ou le « païre » qui l'exploite.

La mise en valeur intensive de ces grands domaines a été une des causes de l'arrêt de leur morcellement entre les cultivateurs des villages voisins. Les « mazières » de Saint-Nazaire n'ont plus vendu que quelques parcelles situées au Sud de la voie ferrée de Lézan à QUISSAC. Celle-ci marque, aujourd'hui, la limite du terroir exploité par les habitants de LOGRIAN car ces derniers n'ont pu acquérir des terres situées en deçà. Le remblai artificiel où circule le rail a joué, ici, un rôle assez inattendu dans l'évolution de la structure agraire.

A l'opposé de ce qui a eu lieu dans la plaine de St-Nazaire, on constate un mouvement de remembrement dans les communes à habitat groupé de l'Est du canton. La diminution de la parcellisation semble avoir été favorisée par la disparition de la division ancestrale du terroir en cantons spécialisés et par la fin de la ruée vers les prairies naturelles et de leur émiettement.

A ces éléments de regroupement, il faut ajouter la dépossession des petits lopins de terre appartenant à des « brassiers » (1) et le maintien intégral des héritages à cause de la faiblesse du taux de natalité. Ainsi, malgré le morcellement des grandes propriétés, la tendance au remembrement l'a emporté depuis la confection du premier cadastre. A SAVIGNARGUES où, pour une superficie totale de 277 hectares, on dénombrait 695 parcelles en 1820, on n'en recense plus que 505, sur le cadastre refait en 1933.

La nécessité d'un regroupement administratif se fait moins sentir que dans la partie orientale du canton. Il suffirait d'encourager la tendance actuelle en favorisant les échanges entre particuliers et en contrôlant, éventuellement, les ventès de propriétés pour éviter l'aloissement des champs de grandes dimensions. De cette façon, on arriverait à mieux adapter la structure agraire aux nouvelles techniques d'exploitation qui se font jour dans la plaine de Bay.

La mécanisation poussée de l'agriculture y constitue, en effet, le phénomène dominant de la vie rurale de ces deux dernières décades. Les premiers tracteurs furent des tracteurs à chenille dont quelques gros propriétaires des mas ou des villages firent l'acquisition pour accélérer les travaux qu'ils consacraient aux céréales et pour disposer d'une plus grande partie de leur temps au profit de la viticulture. L'émulation aidant, on put dénombrer, en 1939, une dizaine d'exploitations motorisées dans les deux communes de CANAULES et de SAINT-NAZAIRE. On notait déjà, à l'époque, une tendance en faveur des tracteurs à voie étroite pouvant être employés aux labours de la vigne.

Après 1944, l'essor de la motoculture reçut une nouvelle impulsion avec l'apparition des tracteurs à roue, équipés de moteur à essence de moins de trente chevaux et susceptibles d'être utilisés à

(1) Nom donné autrefois aux petits cultivateurs qui, par suite de l'exiguïté de leur héritage, étaient obligés de se louer à la journée chez les gros propriétaires (Quartier de la Brasserie à LOGRIAN).

une grande variété de travaux. Les premiers modèles introduits dans le pays, après la Libération, furent importés des U.S.A... En 1946, le parc de machines agricoles du canton était, avec une trentaine de tracteurs, bien plus important que celui des cantons limitrophes. Il représentait, à lui seul, plus de la moitié du total de l'arrondissement du Vigan.

Ce parc s'accrut d'une dizaine d'unités, entre 1947 et 1950 avec la vogue des « Ferguson » fabriqués en Angleterre, qui ne cessa qu'après la restriction autoritaire des importations. Aujourd'hui, les propriétaires qui se motorisent, achètent différents modèles français, sans que l'on puisse déceler une préférence affirmée pour une des trop nombreuses marques qui se disputent la clientèle des vignerons.

Au premier trimestre 1952, on dénombre, dans tout le canton, quarante-cinq tracteurs, dont les deux tiers sont rassemblés à CANAULES et à SAINT-NAZAIRE. La structure des propriétés, dans cette dernière commune à habitat épars et leur superficie variant autour de 70 hectares expliquent facilement que onze exploitants sur treize, se livrent à la motoculture. Il est, par contre, plus étonnant de constater que plus du tiers des vignerons de CANAULES soient possesseurs d'un tracteur, quand on sait, qu'en France, un paysan seulement sur vingt-deux en est propriétaire (2).

Si l'on classe les déclarants de récolte de CANAULES en ordre décroissant d'après leur superficie en vigne, on s'aperçoit que ce sont les seize plus gros viticulteurs qui se sont motorisés, à l'exception cependant d'un vieil original. Les exploitants travaillant plus de sept hectares de vigne possédaient autrefois deux ou plusieurs animaux de trait ; tous ont maintenant remplacé un ou deux chevaux par un tracteur. La physionomie et la vie agricole du village connaissent, de ce fait, une nouvelle phase de transformations.

Le voyageur présent à l'heure du retour des labours ne manque pas d'être impressionné par le défilé des tracteurs rentrant à vive allure, qui lui donnent l'illusion de vivre un film d'anticipations. A côté de cette note de modernisme, la motoculture apporte de nombreuses améliorations dans la mise en valeur de nos campagnes. Son efficacité permet, avant tout, grâce à la polyvalence des nouveaux modèles et à la gamme étendue de leurs outils portés, d'accélérer le rythme des travaux agraires les plus longs et d'atténuer ainsi, l'antagonisme latent entre la vigne et les autres activités culturelles.

Le dilemme sulfatage ou fenaison se trouve résolu d'une part par l'emploi de « tobogans » tractés ou d'appareils portés pour la pulvérisation des bouillies anticryptogamiques et, d'autre part, par l'utilisation des lames coupeuses et même de pick-up ballers pour la coupe et le ramassage des fourrages artificiels. Luzernières et sainfoinières sont en train d'occuper définitivement, dans les grandes propriétés, les terres que l'on laissait en jachère, faute de main-

(2) Fin 1951 163.000 tracteurs immatriculés pour 3.563.000 exploitations agricoles (Argus de l'Automobile du 28 Février 1952).

d'œuvre au moment de la récolte. Enfin, le travail au phare permet de prolonger, tard dans la nuit, les courtes journées d'automne et d'ensemencer, en temps voulu, les champs à céréales, en profitant au maximum des périodes où il ne pleut pas.

La mécanisation de l'agriculture dans la plaine de Bay ne paraît pas devoir s'arrêter à la constitution d'un parc de tracteurs impressionnant. En 1951, un des plus gros exploitants de CANAULES a fait l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse. Cette apparition semble, toutefois, prématurée car elle n'a pas été suivie de la construction d'un séchoir mécanique pour les grains qui sont coupés et dépiqués encore chargés d'humidité. Pour remédier à cet inconvénient, est né un curieux mode de battage, dit dépiquage à point fixe. Le propriétaire qui veut faire appel à la moissonneuse-batteuse utilise d'abord, sa moissonneuse-lieuse ordinaire; ensuite, lorsque les gerbes sont suffisamment sèches, il les fait dépiquer à même le champ. Ce procédé de battage revient meilleur marché que le battage à la machine sur l'aire et épargne la confection d'un gerbier.

La modernisation continue du cheptel d'exploitation dans la plaine de Bay contraste, depuis un demi-siècle, avec la dépréciation permanente du capital foncier de l'Ouest du canton.

Elle contribue largement au déplacement vers l'Est, du centre de gravité économique; et elle permettra, sans doute, à cette partie du canton de faire plus facilement face à une grave crise viticole.

CHAPITRE II

INVESTISSEMENTS ET RENTABILITE

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons surtout, à la partie dynamique du canton, car on ne peut vraiment pas parler d'une politique d'investissements dans la région de SAUVE et DURFORT. Cette carence se retrouve à la fois dans le domaine de l'équipement des particuliers et dans celui des dépenses des collectivités. Les communes de la plaine de Bay ont, par contre, à l'image de leurs administrés, entrepris de gros travaux de modernisation pour améliorer les conditions de vie domestique.

On est en droit de se demander si cette politique audacieuse a apporté des résultats en rapport avec la masse des capitaux investis. Il faut toutefois noter que cette question est faussée à la base par la dépréciation continue de notre monnaie depuis 1914. Les communes du canton ont été largement favorisées par la pratique de l'auto-financement permanent chez les particuliers et de l'emprunt à long terme chez les collectivités. Il en est résulté, pour leur actif mobilier et immobilier, une plus-value constante qui explique aujourd'hui leur situation privilégiée.

Pour étudier le problème de la rentabilité des investissements publics et privés, nous ne pourrions qu'avoir recours à des comparaisons entre les résultats obtenus pour des mises de fonds de même nature. La complexité des questions soulevées nous interdit d'apporter des solutions absolues et nous oblige à nous contenter de solutions relatives.

Si l'on considère les dépenses publiques engagées pour l'amélioration de la vie domestique, on constate que leur volume est tout à fait différent suivant que l'on a affaire à des villages ou à des écarts. L'équipement des communes à habitat dispersé exige des capitaux bien plus importants que celui des localités agglomérées. Cependant, aujourd'hui, les populations éparses n'ont plus rien à envier au point de vue modernisation à celles des villages. Seuls, les mas rattachés à des communes à habitat groupé sont souvent défavorisés par rapport à l'agglomération dont ils dépendent, car ils représentent un appoint électoral négligeable. Le problème de l'équipement est alors mûrement pesé par le Conseil Municipal, en fonction des dépenses qu'il doit entraîner. L'électrification des écarts de la ville de SAUVE, qui a été achevée en 1949 a coûté plus de 30 millions à la commune, alors que seuls, une centaine d'habitants en bénéficient. La charge des emprunts que la municipalité a contractés pèsera lourdement sur le budget local, si la dépréciation du franc vient à être conjurée.

Dans tous les autres cas, les travaux de modernisation ne sont entrepris qu'en fonction de l'habileté des maires à obtenir des subventions ou à lancer des emprunts. Dans les projets préliminaires, les questions de rentabilité et d'utilité relative ne jouent qu'un rôle secondaire. L'absence d'un plan général d'équipement inter-communal explique qu'un ordre d'urgence n'ait pas été établi dans la réalisation des diverses adjudications. Aussi peut-on voir, aujourd'hui, l'eau courante dans tous les mas de SAINT-NAZAIRE-DES-GARDIES, alors que les quatre cents habitants du village de DURFORT en sont encore au stade des puits et des bornes-fontaines.

A ce sujet, il est intéressant de comparer le coût de l'eau distribuée dans des écarts et dans une localité agglomérée. Nous avons pris pour exemple, l'adduction d'eau qui dessert les trois communes de St-NAZAIRE, St-JEAN-DE-CRIEULON et LOGRIAN et celle qui dessert l'agglomération de CANAULES. La première, achevée en 1937 avait coûté alors 1.300.000 francs financés pour les trois-quarts par un emprunt amortissable en 30 ans, consenti par la Caisse de Crédit aux Départements et Communes. Après la guerre, elle a dû être remise en état et a subi de nombreux travaux d'amélioration, d'où une dépense supplémentaire de 2.000.000 de francs empruntés au Crédit Foncier.

Les frais de pompage sont d'autant plus importants qu'il faut monter l'eau jusqu'à 165 mètres pour la distribuer jusqu'aux mas les plus élevés de St-NAZAIRE. A CANAULES, l'adjudication terminée en 1934, a coûté seulement 314.000 francs et a été subventionnée à 80 % par le Pari Mutuel. En 1951, les budgets des deux adductions d'eau s'établissaient ainsi :

Syndicat St-NAZAIRE, St-JEAN-DE-CRIEULON et LOGRIAN			
Recettes		Dépenses	
14.000 m ³ à 32 - 42	453.880	Amortissements et annuités	
Subventions des communes	310.120	1) Emprunts 1937	53.300
		2) Emprunts 1949-50	180.700
		Electricité	300.000
		Personnel	200.000
		Entretien et renouvellement du matériel	30.000
Total	764.000	Total	764.000

VILLAGE DE CANAULES			
Recettes		Dépenses	
Part des particuliers.. . . .	63.000	Amortissements et annuités...	3.200
Part de la commune.. . . .	49.200	Electricité	41.000
		Personnel	18.000
		Entretien et renouvellement du matériel	50.000
Total	112.200	Total	112.200

A CANAULES, la part de la commune représente l'eau fournie gratuitement aux bornes-fontaines, aux colonnes de sulfatage et aux douches municipales. Si l'on admet que l'on y a pompé, dans l'année, 25.000 m³ d'eau, le prix de reviens mètre cube est légèrement inférieur à cinq francs, alors qu'il dépasse cinquante francs pour le syndicat intercommunal (1). S'il faut faire la part de la dévaluation du franc dans l'amortissement des emprunts, il n'en subsiste pas moins que les dépenses courantes sont cinq à six fois moins élevées pour l'adduction de Canaules que pour le syndicat qui dessert un grand nombre de mas isolés.

Beaucoup d'habitants des villes pourraient envier le confort dans lequel vivent certains exploitants des mas de la plaine de Bay : eau courante, électricité et même téléphone. L'excellent état du réseau de chemins vicinaux leur permet de se rendre en quelques minutes au village voisin pour y faire leurs provisions. Bien mieux, les camionnettes des commerçants qui viennent jusque dans leur cour leur épargnent souvent ces déplacements.

Cependant, cette élévation sensible des conditions de vie des populations éparses peut avoir des conséquences dangereuses sur le plan économique car elle risque de favoriser l'écèlement des propriétés d'un seul tenant, susceptibles d'une mise en valeur rationnelle. Chaque mas devient le germe en puissance d'un hameau où pourraient s'établir plusieurs exploitants qui se partageraient le domaine et le convertiraient presque intégralement en vignes. Ce phénomène est, d'ailleurs, déjà perceptible dans deux mas de ST-NAZAIRE-DES-GARDIES.

Le seul problème important qui n'ait pas encore été résolu, dans la plaine de Bay, est celui de la concentration des écoles primaires. Le réseau routier faciliterait pourtant le transport quotidien des élèves à l'aide de petits autobus ou de « breaks » d'une douzaine de places. Il semble que l'Etat n'ait pas saisi le bouleversement des conceptions traditionnelles en matière de localisation de l'enseignement, à la suite du développement des transports automobiles; aux Etats-Unis, actuellement, 50 % des autobus en service sont utilisés pour le convoyage journalier des écoliers. Dans le canton qui nous intéresse, les investissements à réaliser pour concentrer les activités scolaires dans deux ou trois villages deviendraient parfaitement rentables du fait de la suppression possible de trois ou quatre postes d'instituteur. De plus, le ramassage des élèves habitant les mas, leur épargnerait les longs trajets qu'ils doivent effectuer à pied.

S'il est assez difficile de saisir exactement la rentabilité de l'équipement collectif, il est encore plus délicat de calculer des prix de revient agricoles car chaque exploitation particulière pose des problèmes entièrement différents. Tout au plus, peut-on dégager quelques idées générales en comparant les rendements obtenus pour la culture qui constitue la richesse essentielle du canton.

(1) Le prix du m³ d'eau était à PARIS au 1er Janvier 1952 de 24 francs

Nous avons choisi, pour cette étude, la commune de CANAULES où les rendements sont, en général, les plus élevés et les plus constants. L'année pilote que nous avons pris comme base, est l'année 1949 où le rendement à l'hectare se rapproche le plus de la moyenne des récoltes d'avant-guerre. Suivant les résultats obtenus, nous avons classé les exploitants en cinq grandes catégories.

COMMUNE DE CANAULES. Déclaration de récolte 1949
Classification des exploitations suivant les rendements à l'hectare

Rendement en hectos à l'hectare	Exploitants		Superficie en vigne		Production		OBSERVATIONS
	Total	%	Total	%	Total	%	
75<R<90	5	11	56 ha	14	4.450 hl	22	Exploitations directes où le père et le (ou les) fils travaillent sur la propriété (5)
60<R<75	8	19	77	18	5.213	25	Exploitations directes (7) + une grosse exploitation de 30 Ha de vigne avec mécanisation poussée.
45<R<60	14	30	93	23	4.743	23	Exploitations directes avec surface en vigne supérieure aux possibilités de main-d'œuvre (6), Métayers (2), Petites exploitations parcelaires sans gros moyens financiers (6)
30<R<45	13	28	133	32	4.745	23	Grosses exploitations extensives (3) Exploitants amateurs (7) petits exploitants des mas (3)
15<R<30	6	12	54	13	1.329	7	Fermiers (5) + un petit exploitant spécialisé dans les vignes à bois
Total R=50	46		413		20.480		

On remarque, tout de suite que, dans un village où l'aisance des habitants laisserait supposer que les viticulteurs tirent de substantiels profits de leur exploitation, près de la moitié des vignes sont

prises en valeur d'une façon qui laisse beaucoup à désirer. L'homogénéité des catégories où sont classés les divers vigneron corrobore suffisamment cette affirmation.

Cette constatation n'est d'ailleurs pas seulement valable pour une commune ou une culture données, elle pourrait s'appliquer également à l'agriculture française en général. Dans le commerce et dans l'industrie, l'entreprise qui n'est pas économiquement viable disparaît un jour ou l'autre, après avoir été mise en faillite; dans l'agriculture, un ou plusieurs des éléments qui jouent dans la production ne sont pas rémunérés à leur juste valeur, mais l'exploitation continue à subsister et, seule, la productivité d'ensemble souffre de cet état de chose.

D'autre part, ce sondage nous montre les dangers qu'il y aurait à définir des zones à vocation viticole d'après les rendements moyens de telle ou telle commune. On risquerait de condamner à l'arrachage des propriétaires dont l'exploitation est parfaitement rentable. Les auteurs du projet d'assainissement du marché du vin par la création autoritaire d'une aire de culture de la vigne devront tenir compte de cette disparité de la production à l'intérieur d'une zone géographique homogène.

Il serait plus opportun de réviser la législation sur les Bénéfices Agricoles, qui pénalise, actuellement, les propriétaires qui dépassent 37 hectolitres à l'hectare. Il faudrait, au contraire, prévoir une fiscalité qui frapperait lourdement les rendements trop inférieurs à la moyenne locale annuelle et détournerait de la vigne certaines catégories d'exploitants: propriétaires de grands domaines pratiquant la viticulture extensive, c'est-à-dire avec un personnel trop réduit en regard de la superficie - exploitants amateurs pour lesquels la culture constitue une ressource d'appoint et qui possèdent néanmoins plusieurs hectares de vigne...



Si l'on veut examiner les prix de revient de la bonneterie sauvaine, la complexité du problème nous empêche, là aussi, de tirer des conclusions définitives. Les grosses entreprises ont toutes pour point de départ, un petit atelier familial qui s'est peu à peu développé par auto-financement et il est très difficile de saisir exactement la part de capital à rémunérer. Le type de l'affaire de famille qui s'est agrandie d'elle-même est l'usine Monbounoux, qui occupe aujourd'hui plus de la moitié des ouvriers et ouvrières du textile sauvain. Une visite de cet établissement consiste surtout à grimper des escaliers, parcourir de longs corridors et franchir de multiples portes car les diverses installations sont réparties dans divers immeubles juxtaposés que le fondateur a acquis dans le vieux quartier de SAUVE, tout autour de son atelier primitif, au fur et à mesure de l'extension de son entreprise.

Mais c'est peut-être plus encore sur le plan de l'amortissement de l'équipement mis en œuvre, qu'apparaît la complexité du problème de la rentabilité de la bonneterie. A l'inverse de ce qui se passe

dans d'autres branches industrielles où les machines peuvent être réglées en vue d'effectuer des travaux différents, le métier à sous-vêtements, lui, n'est conçu que pour une fabrication déterminée et il ne correspond qu'à une certaine dimension de maille et à un seul diamètre déterminé des pièces à fabriquer. C'est ce qui explique l'impression d'inactivité que l'on ressent en visitant une usine de bonneterie, les métiers destinés à la confection d'un article qui ne figure pas sur les carnets de commande restent obligatoirement inoccupés (1).

Tant que les industriels sauvains se sont contentés d'un matériel peu compliqué fabriquant des sous-vêtements de qualité moyenne, l'amortissement de l'outillage n'entraînait que pour une faible part dans le prix de revient. Mais depuis la Libération, ils ont voulu acheter des métiers de plus en plus chers et de plus en plus complexes pour la production d'articles de demi-luxe : tricot à côtes, indémaillables et interlock. Les fabricants de SAUVE risquent de s'es-souffler à vouloir suivre les fluctuations de la mode en matière de sous-vêtements au lieu de continuer à se consacrer aux articles traditionnels à bon marché dont l'écoulement est plus régulier. Bien plus, les progrès techniques constants de la bonneterie font que les métiers utilisés deviennent rapidement périmés et doivent être remplacés par des machines susceptibles de lutter avec une concurrence sévère.

La provision pour renouvellement du matériel prend une importance capitale; si elle n'est pas répercutée sur les prix de vente, les fabricants sont alors obligés d'interrompre leur politique d'auto-financement. Comme leur activité est trop précaire pour pouvoir intéresser des capitaux extérieurs, ils risquent d'être dépassés dans la course à la modernisation du matériel. Il semble qu'il ne faille pas aller chercher plus loin les causes des difficultés financières auxquelles doivent faire face aujourd'hui deux des plus importantes usines de SAUVE.

(1) Voir journal « Les Echos » du 28 Mars 1952. Enquête sur la bonneterie en France.

CHAPITRE III

LE COMPLEXE AGRICULTURE-INDUSTRIE

Sauf sur un plan purement local, à l'époque de la mise en valeur de la garrigue sauvaine par les artisans du textile, il n'y a jamais eu, dans le canton, une interpénétration étroite des activités agricoles et industrielles. Le cloisonnement ancestral qui existe encore entre la population de SAUVE et les habitants des villages voisins a toujours fait obstacle à des échanges normaux de main-d'œuvre entre le chef-lieu et les localités purement rurales. L'histoire économique du canton depuis sa création se caractérise par l'indépendance totale de l'activité des communes agricoles vis-à-vis de celle de SAUVE. Les problèmes qui se posent au sujet de l'emploi du capital humain vont revêtir des aspects sensiblement différents. A SAUVE, il s'agit principalement, de ranimer l'arboriculture traditionnelle, ou tout au moins de sauver ce qui en subsiste, en lui restituant la main-d'œuvre masculine que la bonneterie et la boissellerie ont absorbées à leur profit. Dans les localités viticoles, il s'agit surtout de trouver une occupation rémunératrice à l'excédent de personnel féminin qui reste disponible une grande partie de l'année.

L'abandon progressif des essarts de la garrigue sauvaine, résulte moins du départ d'une partie de la population que d'un changement complet dans la structure sociale. Tant que le travail artisanal a constitué le facteur essentiel de la production, les tisseurs ou les faiseurs de bas ont été en mesure d'apporter des soins particuliers à leur verger, aux moments opportuns : taille, binage, cueillette... La prolétarianisation des travailleurs à domicile et leur enrégimentement dans des ateliers aux horaires stricts ont mis un terme à la combinaison de l'arboriculture et de l'activité industrielle. La cause de ce divorce est davantage l'évolution de la psychologie ouvrière plutôt que la rigidité du temps de présence en usine. Le bonnetier ou le boisselier qui a terminé sa journée dans l'entreprise où il est employé, considère que son devoir quotidien est accompli ; la certitude de toucher un salaire en fin de quinzaine l'a libéré de la hantise de la disette qui poussait autrefois les artisans à rechercher des ressources complémentaires dans la mise en valeur de la garrigue.

En sortant de l'usine, il préférera aller jouer au ballon sur la Vabre ou faire une partie de cartes dans un café plutôt que d'essayer d'améliorer ses conditions d'existence en se livrant à un travail ingrat et fort aléatoire.

La première chose à faire pour changer cet état d'esprit fort compréhensible est de restituer son attrait à la culture des essarts en la rendant susceptible de profits rémunérateurs. Nous avons vu que l'essor du cerisier aux environs de 1880 avait été lié à la réussite du commerce des bigarreaux. On pourrait essayer de relancer la cerise de SAUVE, le « duraou », en utilisant ses propriétés de supporter sans dommages, les plus longs voyages. Les progrès de l'aviation des transports, lui offrent des possibilités d'expédition vers les pays tropicaux où, considérée comme fruit exotique, elle trouverait un marché avantageux au sein de la clientèle de luxe. Cette étude mérite d'être faite par les compagnies de navigation aérienne. L'ouverture d'un débouché rentable suffirait à faire greffer les innombrables mérisiers qui fleurissent en pure perte dans les dolines fertiles. Le problème de la lutte contre la mouche du cerisier pourrait être résolu par l'utilisation de l'hélicoptère pour la pulvérisation des insecticides.

On pourrait également, songer à introduire d'autres espèces arbustives dans les essarts. Le caroubier nous paraît être une de celles qui auraient le plus de chances d'y réussir. Sa culture connaît actuellement, un grand essor en Afrique du Nord et en Catalogne, dans la province de Gerone où, en automne, au moment de la récolte, l'odeur pénétrante des caroubes ne cesse de vous poursuivre. La gousse, qui possède de grandes qualités énergétiques, est utilisée pour l'alimentation des animaux de trait; de la fève, l'industrie chimique tire le « néogum » que l'on emploie pour l'apprêt des tissus. Ces deux produits trouveraient, dans la région même, un débouché immédiat.

Cependant, la mise en valeur de la garrigue ne saurait renaître seulement de l'initiative privée. Il faudrait s'assurer la collaboration des plus gros employeurs sauvains pour que l'on puisse organiser et coordonner les activités agricoles et industrielles. Une réduction des horaires de travail en usine, pendant les périodes de pointe en arboriculture serait une première amélioration; l'époque de la taille d'hiver coïncide d'ailleurs, avec la morte-saison en bonneterie. On pourrait ensuite, en instituant le système des deux huit, c'est-à-dire d'équipes qui se relaient au milieu de la journée, libérer les ouvriers toute la matinée ou toute l'après-midi. Ce procédé aurait, en même temps du point de vue industriel, l'avantage de réduire les dépenses d'amortissement en occupant les machines pendant une période plus longue.

Il faudrait aussi envisager une redistribution des nombreux essarts abandonnés pour donner à tous ceux qui voudraient les mettre en valeur, une superficie correspondant aux possibilités de chacun. Seules, des solutions hardies peuvent sauver l'exploitation de la garrigue salvaine, aussi bien pour les cultures fruitières que pour la production des fourches.

Dans les communes viticoles, les questions de plein emploi de la main-d'œuvre offrent un aspect différent. En ce qui concerne le personnel masculin, le seul problème qui se pose est celui de l'équilibre entre la morte-saison et l'époque des gros travaux agricoles: déchaussages, sulfatages, moissons.

Le léger excédent de journaliers que l'on constate en automne et en hiver, pourrait être résorbé par la création d'une distillerie coopérative fonctionnant seulement six mois de l'année. Il sera de plus en plus difficile de trouver les domestiques dont on a besoin à partir du printemps. Le réservoir de main-d'œuvre temporaire de la basse-Lozère est maintenant tari; les habitants de la haute-vallée du Tarn qui n'ont pas émigré, ont découvert dans les cultures fruitières une occupation suffisamment rémunératrice pour ne plus aller se louer à la belle saison, dans la région viticole. Les boisseliers de SAUVE qui connaissent souvent, à cette époque, un chômage partiel, vont s'embaucher chez les vigneronns de la Vaunage, mais ne viennent jamais travailler dans les autres communes du canton.

La question de l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre féminine revêt, dans les villages, une acuité particulière. Depuis la fin du siècle, la femme a été progressivement chassée du champ et elle ne peut plus avoir une activité agricole que pendant quelques jours de l'année seulement. Des travaux qui lui étaient traditionnellement dévolus, certains comme le ramassage des sarments et le liage des gerbes, sont aujourd'hui effectués mécaniquement, d'autres, comme l'élevage des vers à soie et la garde du troupeau familial sont totalement abandonnés. Seules, les vendanges lui offrent encore une occupation temporaire.

Cependant, le potentiel féminin disponible pour des activités extra-domestiques, est demeuré constant. Si l'ascension sociale de l'épouse du vigneron aisé lui impose, maintenant, de vaquer uniquement à des travaux ménagers, le nombre de femmes susceptibles d'être employées hors de leur foyer s'est maintenu, par suite du remplacement des domestiques célibataires par des « paires » mariés. Dans les villages de la plaine de Bay, on peut estimer que restent inoccupés, entre 15 et 20 % de la population totale : jeunes filles et épouses de « paires », de journaliers agricoles et de petits propriétaires.

Les marchands de racinés mettent à profit cet excédent de personnel féminin pour faire débiter leurs sarments d'une façon très économique. Le salaire des déboutureuses est directement proportionnel au rendement car elles sont payées intégralement aux pièces, à tant le cent. Fin 1951, une bonne ouvrière gagnait de six à huit cents francs par jour, pour neuf à dix heures de travail. Les charges sociales des entrepreneurs sont très réduites à cause de la non-affiliation de leur personnel temporaire à la Sécurité Sociale. Quant à leurs frais généraux, ils sont à peu près nuls, du fait que chaque ouvrière fournit elle-même ses instruments de travail et que les installations en tôle ondulée sont très rapidement amorties.

Pourtant, malgré ces conditions d'emploi en marge de la législation en vigueur, l'annonce d'une prolongation de la saison de débouturage est accueillie partout comme un heureux événement. Avec les vendanges, elle constitue, en effet, dans les villages, le seul moyen de faire rentrer un peu plus de numéraire dans les foyers des petits exploitants et des ouvriers agricoles.

A DURFORT également, la main-d'œuvre féminine reste en partie inutilisée, depuis la fermeture de la filature de soie. Dans les locaux vacants de celle-ci, les usines PAULHAN, de LASALLE et ANDUZE ont installé un atelier de confection de vêtements pour homme. Ils y occupent une vingtaine de jeunes filles qui sont rétribuées aux pièces.

A cette seule exception, la plupart des femmes en mesure de travailler restent inemployées une grande partie de l'année. Les industriels sauvains pourraient, en organisant des services de transport quotidiens, trouver, dans les villages du canton, un personnel d'appoint aux époques de pleine activité. Mais ils préféreraient s'adresser, sans doute, aux ouvrières à domicile de SAUVE à qui ils fournissent actuellement de moins en moins d'ouvrage. Ils ont tendance à rassembler dans leurs usines toutes les opérations qu'ils confiaient, autrefois, à des confectionneuses à domicile. Seul, le rattrapage des mailles filées est encore fait à l'extérieur.

Dans un souci louable de rationalisation et de standardisation, ils ont constitué une sorte de chaîne de finition pour le tissu tricoté par les métiers - chaque ouvrière est affectée à un poste fixe où elle accomplit un travail bien déterminé: coupe, surjetage et couture à la machine, pose des boutons et des élastiques, apprêt et pressing, contrôle et triage, emballage et expédition. Cette nouvelle organisation entraîne une économie appréciable, mais elle a eu pour conséquence de diminuer le nombre de femmes occupées à la fabrique de sous-vêtements.

Le remplacement complet des hommes par des ouvrières pour la surveillance des métiers et le système de deux équipes se relayant dans la journée permettraient d'accroître le personnel féminin; il faudrait alors que les débouchés réservés à l'industrie sauvaine s'élargissent considérablement. On pourrait, également, songer à occuper temporairement les femmes à la récolte des fruits, mais il faudrait favoriser l'essor de l'arboriculture dans une région très voisine, car l'épouse se décide difficilement à abandonner son ménage pour une longue période.

Il semble donc que le problème du plein emploi de la main-d'œuvre féminine ne sera pleinement résolu que lorsqu'on aura créé dans la plaine de Bay, une petite industrie reposant sur la transformation d'un produit agricole local. Mais celui-ci reste à déterminer.

CHAPITRE IV

CONCENTRATION INDUSTRIELLE ET COOPERATION AGRICOLE

Aussi bien dans le domaine de l'agriculture que dans celui des industries sauvaines, les dernières décades nous font assister à un regroupement des unités d'exploitation. Ce phénomène se traduit d'une façon différente pour chacune des deux activités considérées, mais son origine est partout liée à l'évolution générale de l'économie moderne. La nature spéculative des principales cultures soumet maintenant les paysans aux mêmes obligations de rationalisation que les manufacturiers de SAUVE. C'est pourquoi nous voyons au moment présent les vigneron de la plaine de Bay se réunir dans de multiples coopératives, tandis que les dernières formes d'industrie artisanale et familiale disparaissent, une à une, au profit de trois ou quatre grosses entreprises de bonneterie ou de boissellerie.

Par un curieux paradoxe, le mouvement coopératif actuel, a pris naissance dans la plaine viticole de l'Est du canton, alors que les cultivateurs sauvains, qui se sont montrés des précurseurs sur ce chapitre, ne sont jamais allés au-delà de l'association des producteurs de fourches. La violente rivalité qui opposait les deux factions religieuses a toujours fait obstacle à des tentatives de groupement autres que le syndicat ancestral. Il y a quelques années encore, catholiques et protestants possédaient chacun leurs boulangeries et leurs boucheries attitrées, leurs cafés particuliers et même leur propre société de musique.

Les industriels ont bénéficié, d'ailleurs, de cet antagonisme spirituel qui a détourné les ouvriers du fondement de la lutte des classes; l'histoire sociale de la bonneterie sauvaine n'a jamais été marquée par des grèves ou des conflits aigus.

Une structure religieuse identique a empêché, également, les petits cultivateurs de DURFORT de se réunir dans des associations et accentué ainsi le décalage économique de leur système d'exploitation.

Dans l'Est du canton, l'essor relativement tardif de la coopération agricole est dû à l'existence de courants politiques opposés. Pour expliquer ceux-ci, il faut remonter jusqu'à la deuxième moitié du dix-neuvième siècle où l'on assiste dans la plaine de Bay, surtout à CANAULES, à la naissance d'un noyau de francs-maçons au sein de la communauté protestante qui englobe alors la quasi-totalité des habitants. S'il est difficile de saisir exactement le rôle exact joué par ce courant maçonnique affilié au rite Ecossais dans la vie publique des villages, on doit lui attribuer d'importantes répercus-

sions tant sur le plan économique que sur le plan spirituel. Au point de vue économique, en favorisant la diffusion du St-Simonisme, il a chassé tout esprit de routine de la classe paysanne et a préparé le terrain pour la série d'expériences entreprises avec succès par les cultivateurs de CANAULES et des communes voisines. Cette foi dans le progrès ne s'est jamais démentie, même après la disparition de la loge, aux environs de 1900, et elle est à la base de l'avance prise par les exploitants de la plaine de Bay, en matière de modernisation.

Au point de vue spirituel, la franc-maçonnerie est à l'origine de la forte proportion de libres-penseurs dans l'Est du canton. Elle a préparé le milieu d'où sont écloses, à la fin du dix-neuvième siècle, les puissantes sections du parti socialiste unifié, dont le succès sur le plan local s'explique par son anticléricalisme de combat (1)

En faisant éclater en deux fractions hostiles le mouvement socialiste, le Congrès de TOURS de 1920 a créé, dans tous les villages du canton, un violent antagonisme entre les deux partis nés de la

(1) ELECTIONS AU CONSEIL GENERAL DE 1901. Résultats du Premier Tour

Communes	Inscrits	Votants	Expri- més	Socia- liste Révol. Puech- Bourguet	Social. Unifié Plantier Noguier	Modéré (Protes- tant) Perrier	Conser- vateur Pompeny
Canaules	139	103	102	0	79	22	0
Durfort	275	183	181	6	57	89	27
Fressac	28	19	19	0	10	9	0
Logrian	125	84	81	0	59	17	5
Puechredon	16	9	9	0	8	1	0
St-Jean-de-C.	58	39	39	0	12	22	5
St-Nazaire- des-Gardies	28	21	21	0	14	6	1
Sauve	738	553	545	32	194	119	189
Savignargues	43	33	33	3	22	8	0
TOTAL	1450	1044	1031	41	455	293	227

PLANTIER-NOGUIER élu au deuxième tour par 552 voix contre 505 voix à Pannet, candidat radical anticollectiviste.

scission. En marge de ces deux principales tendances, les protestants pratiquants constituent un courant indépendant dont les sympathies oscillent entre le radicalisme et l'extrême-gauche suivant la situation sociale des intéressés. Cette complexité de l'échiquier politique a voué à l'insuccès, après la grande guerre, toutes les tentatives de coopération, chaque faction torpillant les projets élaborés par des adversaires. (2)

Il fallut attendre la crise du 6 Février 1934 et le rapprochement des deux partis d'extrême-gauche pour voir s'élaborer, dans l'Est du canton, le premier syndicat d'exploitants agricoles. Ce fut une association de défense contre le fléau qui menace chaque année les vignes de la plaine de Bay. La seule lutte possible contre les gelées de printemps réclame une adhésion complète de tous les viculteurs, car il ne saurait être question d'une protection individuelle par des nuages de fumée artificielle. La nécessité œuvra davantage pour la création d'un syndicat contre la gelée que n'importe quelle tendance associationniste.

Cette initiative revint aux vignerons de CANAULES qui, comme nous allons le voir, furent à la base de toutes les coopératives fondées, par la suite, dans le canton. Un de leurs plus grands mérites

(2) ELECTIONS AU CONSEIL GENERAL DE 1925. Résultats du Premier Tour

Communes	Inscrits	Votants	Exprimés	Charles Plantier Communa	Georges Bruguier Socialiste S.F.I.O.	Robert Curé de Sauve
Canaules	135	122	122	73	36	13
Durfort	218	145	145	32	85	28
Fressac	30	21	21	1	20	0
Logrian	92	65	63	13	43	7
Puechredon	21	15	15	9	6	0
St-Jean-de-C.	41	36	36	3	13	20
St-Nazaire- des-Gardies	27	19	18	4	9	5
Sauve	606	479	475	16	275	184
Savignargues	40	31	31	11	17	3
TOTAL	1210	933	926	162	504 ELU	260

est de ne pas s'être limités au cadre local et d'avoir sollicité les cultivateurs des communes voisines pour chaque nouveau projet. Ce souci d'élargir le cercle d'adhérents des associations agricoles constitue un gage de leur rentabilité.

Le syndicat contre la gelée, mis sur pied en 1934, groupa la totalité des exploitants de CANAULES et de St-NAZAIRE-des-GARDIES. Au début, on disposa de moyens rudimentaires pour combattre le refroidissement nocturne; le brouillard artificiel était émis à l'aide de goudron que l'on faisait brûler dans de vieux pneus de camion. Par la suite, le syndicat fit l'acquisition d'appareils fumigènes de l'armée, mais l'échec de la lutte contre certaines gelées noires, notamment en 1948, provoqua de nombreuses démissions et seuls, aujourd'hui, les propriétaires les plus menacés utilisent encore ce matériel.

Plus importante fut la création, en 1937, d'une coopérative de battage qui rassemble tous les producteurs de céréales de CANAULES, à l'exception d'un seul, lui-même entrepreneur de battage, et 80 % des exploitants de St-NAZAIRE et de St-JEAN-DE-CRIEULON.

Le projet récent de remplacement de l'ancien matériel par une moissonneuse-batteuse a été écarté, non seulement faute d'installations de séchage pour les grains, mais aussi, par suite de l'incompatibilité de ce mode de dépiquage avec la propriété collective. Tous les cultivateurs ont besoin de moissonner en même temps et il faudrait plusieurs « combinés » pour satisfaire simultanément toutes les demandes.

En sommeil pendant l'occupation, le mouvement coopératif allait s'épanouir après la Libération, d'une part grâce aux encouragements de l'Etat et aux prêts des organismes publics, d'autre part grâce à l'évolution du problème politique dans l'Est du canton. Le rapprochement, pendant la Résistance, des courants protestants et communistes ainsi que l'affaiblissement général de la S.F.I.O., ont considérablement atténué les questions de parti qui avaient jusqu'alors entravé les progrès de la coopération agricole. (3)

(3) ELECTIONS AU CONSEIL GENERAL D'OCTOBRE 1951 RESULTATS DU PREMIER TOUR

Communes	Inscrits	Votants	Exprimés	P.C.F. (Martin)	S.F.I.O. Reschosky + Bruguier	Indép. (Germain)
Canaules et Arg.	272	226	224	192	19	13
Logrian	153	114	112	62	45	5
Puechredon	32	19	19	11	5	3
St-Nazaire-des-G.	58	30	30	11	3	16
St-Jean-de-Cr.	65	45	44	20	5	19
Savignargues	86	59	59	36	23	0
Fressac	52	40	40	28	5	7
Durfort	392	256	252	135	54	63
Sauve	895	612	606	231	118	257
TOTAUX	2005	1401	1386	726 ELU	277	383

En 1945, fut créée une coopérative Régionale d'Approvisionnement avec CANAULES comme centre. Toutes les communes du canton, y compris SAUVE, y ont adhéré ainsi que la plupart des villages périphériques. Elle se consacre surtout à l'achat des engrais et des sulfates et plus généralement, à celui de tous les produits dont les agriculteurs peuvent avoir besoin pour leur exploitation. Si sa réussite n'est pas encore complète, elle a eu, du moins, l'avantage d'obliger les négociants de la région à réduire considérablement les marges bénéficiaires dont ils avaient joui jusqu'à présent.

En 1946, la coopérative de battage s'adjoignit une section de labour à laquelle adhèrent également, les villages de LOGRIAN et de SAVIGNARGUES. A cet effet, elle fit l'acquisition d'un tracteur « CATERPILLAR » de 60 chevaux destiné aux défoncements et aux labours profonds. Cet engin s'est révélé comme le complément indispensable des tracteurs légers qui ne peuvent être utilisés que pour des labours superficiels. Au moment du dépiquage, le tracteur a remplacé la vieille locomobile à vapeur qui actionnait le matériel de battage.

La coopérative possède également, un trieur à grains pour la semence et un moulin à paumelle, dont la farine est l'aliment de base du porc familial.

La réalisation la plus conséquente fut celle de la coopérative vinicole de CANAULES terminée pour la récolte 1947. Prévue, à l'origine, pour 20.000 hectos, sa capacité vient d'être portée à 32.000 hectos, par des agrandissements récents. Ses fondateurs, qui ont tablé sur les possibilités de transport de la vendange par tombereau sur pneus et même par camion, ont bâti leur cave à une faible distance de la riche plaine de St-NAZAIRE pour permettre aux viticulteurs de cette commune et de LOGRIAN de bénéficier de ses installations. Déjà, une vingtaine d'exploitants de ces deux communes vinifient à la coopérative de CANAULES. Malgré l'éloignement, certains vigneron de SAVIGNARGUES ont, eux aussi, souscrit des parts de cave. Un projet encore plus révolutionnaire est, d'ailleurs, à l'étude pour étendre les avantages de la coopérative à tous les villages du canton. On envisage l'établissement de dépôts de vendange en un point central des communes qui désireraient s'affilier ; le raisin, foulé, serait transporté quotidiennement par camion-citerne jusqu'à CANAULES où il serait vinifié et stocké.

Quelques gros propriétaires de CANAULES qui avaient récemment investi des sommes importantes dans la modernisation de leurs installations de vinification, n'ont pas adhéré à la cave, mais le volume de leur récolte peut justifier cette attitude. Le principal bénéficiaire de la coopérative vinicole est, en effet, le petit exploitant qui peut ainsi profiter d'un matériel perfectionné. Le traitement scientifique de la vendange assure, également, une sensible amélioration de la qualité qui vaut actuellement aux producteurs, la clientèle de quelques grandes maisons de vin parisiennes. Enfin, le vigneron coopérateur réalise une grosse économie de main-d'œuvre au moment de la récolte, car tous les travaux harassants de préparation des installations, de décuvage et de pressoir lui sont maintenant épargnés.

La construction de la cave coopérative a eu pour conséquence de rendre disponibles les locaux où chaque propriétaire possédait ses cuves et ses foudres. Certains les transforment en remises pour le matériel d'exploitation, d'autres encore y font construire des appartements. La physionomie du village de CANAULES est également modifiée par la création, à proximité de la localité, d'un quartier spécialisé où voisinent les bâtiments de la cave vinicole, de la Coopérative d'Approvisionnement et de la Coopérative de Battage. Les promoteurs du mouvement pensent y adjoindre, dans un proche avenir, un silo à grains pour le stockage des céréales et un atelier coopératif dont les adhérents disposeraient d'un personnel qualifié pour l'entretien de leur cheptel d'exploitation.

Il faut également signaler un projet de coopérative oléicole qui intéresse les cultivateurs de l'Ouest du canton et qui a le mérite, lui aussi de se placer sur un plan intercommunal et même intercantonal, puisque l'initiative en revient à des propriétaires de la région de St-Hippolyte-du-Fort. La réalisation de ce syndicat peut, seule, assurer la sauvegarde du capital oliviers de DURFORT et de SAUVE.

Si cette tentative aboutissait, les avantages d'une transformation collective seraient étendus à tous les principaux produits agricoles du canton. Tout au plus pourrait-on suggérer une au deux expériences coopératives qui permettraient de préserver et peut-être de ranimer les derniers vestiges de la polyculture traditionnelle et, en même temps, de réaliser une mise en valeur plus complète de toutes les ressources du terroir.

La création d'un troupeau collectif rétablirait les pratiques d'élevage communautaires disparues, il y a un siècle à peine, comme la fixation de la période de la récolte par le Conseil d'administration de la Coopérative vinicole fait revivre l'antique Ban des Vendanges. Le principal reproche que les vigneronns adressaient au mouton ne tient plus aujourd'hui; ils prétextaient qu'en piétinant les vignes après les pluies d'automne, il tassait la terre et gênait les labours de printemps; cet argument n'est plus valable depuis la multiplication des tracteurs dont la puissance suffit à éliminer cet inconvénient. Il faudrait, là encore, se placer sur le plan inter-cantonal pour pouvoir combiner les différentes possibilités de chaque commune. Le troupeau passerait l'automne et l'hiver dans les vignes, puis il serait conduit dans les garrigues qui forment un arc de cercle autour de la cuvette de Bay, au moment où les pluies de printemps font germer une abondante végétation de graminées. Ensuite, il transhumait comme autrefois, à partir de la première quinzaine de juin et reviendrait à la mi-Août pacager les chaumes de la plaine de St-NAZAIRE.

On pourrait ainsi faire vivre, dans le canton, deux ou trois mille ovins supplémentaires, sans porter préjudice aux cultures principales; les ressources en fourrages artificiels permettraient d'envisager l'engrais d'agneaux de boucherie. Enfin, le fumier de bergerie compenserait largement le manque de fumier de ferme résultant de la mécanisation.

Bien qu'il ne nécessite qu'une faible mise de fonds, un tel projet rencontrerait bien plus de difficultés que tous ceux qui ont été réalisés jusqu'à présent. En laissant de côté le problème général de l'absence de bergers qualifiés, il se heurterait à de multiples résistances particulières. Seule, une législation autorisant, comme jadis pour la compascuité, la majorité à imposer ses décisions aux réfractaires faciliterait le succès de cette expérience.

Plus facile, serait la création d'une coopérative intercommunale de sériciculture pour éviter l'arrachage des derniers mûriers. Des équipes de femmes pourraient effectuer la cueillette de la feuille qui serait transportée par camion, jusqu'au local où les vers à soie seraient élevés scientifiquement. On pourrait utiliser, à cet effet, en l'aménageant, une cave désaffectée. Les bénéfices seraient répartis entre les propriétaires de mûriers, au prorata du nombre de pieds qu'ils mettraient en coopérative.

Bien que la plupart de ces projets soient encore loin du stade des réalisations, on peut considérer comme satisfaisante la situation du mouvement coopératif agricole, surtout dans l'Est du canton. La majorité des groupements existants enregistrent une augmentation continue du nombre de leurs adhérents; les derniers récalcitrants perçoivent, peu à peu, le profit qu'ils peuvent retirer des diverses associations. Seule, la Coopérative d'Approvisionnement est en légère perte de vitesse; tous ses membres n'ont pu, encore, apprécier, d'une façon tangible, les avantages qu'elle apporte, car elle a dû amortir, au cours des premières années, de grosses dépenses d'installation (matériel roulant, entrepôts...)

La menace qui pèse sur les petits cultivateurs suffit à leur faire comprendre le danger de rester isolés en face de propriétaires entreprenants et pourvus de gros moyens financiers. Ils ont sous les yeux, à chaque extrémité du canton, l'exemple de deux exploitants puissamment outillés qui, dans les vingt dernières années, ont considérablement agrandi leurs domaines aux dépens des petits paysans marginaux. A CANAULES, un des premiers propriétaires s'étant livré à la motoculture, possède actuellement, cinquante hectares de vignes et de terres labourables au lieu de vingt seulement en 1931. A FRESSAC, un riche cultivateur et éleveur a acquis la totalité de la fertile plaine de la Leque et exploite, en 1952, un domaine de cent soixante hectares, soit un peu plus du quart du territoire de la commune.

Si le mouvement coopératif venait à faiblir, les petits vigneron subiraient sans doute le sort des artisans sauvains qui en sont actuellement réduits à s'embaucher comme ouvriers dans les usines de la localité. Le phénomène de concentration qui s'était amorcé dès le début du dix-neuvième siècle, arrive maintenant à maturité et le glas de la petite et moyenne entreprise semble avoir définitivement sonné. En 1952, il n'y a plus que trois ateliers familiaux et une affaire occupant cinq ou six personnes, en face des établissements MOMBOUNOUX qui groupent 150 ouvriers et de deux autres sociétés qui peuvent employer chacune, de soixante à soixante-dix individus.

La complexité accrue du matériel et la nécessité de le renouveler constamment ont éliminé les petits artisans de la fabrique de sous-vêtements.

Sur le plan économique, nous avons vu les dangers de la concentration lorsque nous avons étudié le départ, avant 1914, des deux plus grosses usines de SAUVE pour le chef-lieu du département. Le même péril se retrouve aujourd'hui, car les deux sociétés mentionnées ci-dessus, sont devenues l'objet de spéculations plus ou moins heureuses et l'équipement de l'une d'elles est en passe d'être transféré vers d'autres centres de bonneterie.

Sur le plan social, la prolétarianisation de la classe des artisans combinée avec l'affaiblissement des luttes religieuses résultant de la désaffectation des cultes et du plus grand brassage des populations, replacera les rapports ouvriers et patronaux dans leur véritable cadre. Cette transformation explique, d'ailleurs, le fort pourcentage de voix recueilli par le parti communiste depuis la Libération.

Le même phénomène de regroupement des entreprises industrielles se retrouve dans la boissellerie. La manufacture des fourches a, depuis longtemps, donné naissance à des fabrications dérivées dont la plus importante est celle des manches de pelles et de pioches en bois de chêne et de châtaignier. Cette industrie, qui débite 30 tonnes de bois par jour, occupe une soixantaine d'ouvriers. Comme pour le sous-vêtement, les articles manufacturés sont, en général, des produits bon marché, de qualité inférieure.

Actuellement, il n'y a plus qu'un seul artisan boisselier et deux affaires de moyenne importance contre quatre à la Libération. La Société Générale des fourches (qu'il ne faut pas confondre avec la Coopérative, qui travaille uniquement le bois de micocoulier) a absorbé la société « LA FORESTIERE » et la Société AZEMA. Ainsi, la destinée économique du chef-lieu de canton ne dépend plus maintenant que de trois ou quatre personnes.

CHAPITRE V

CONCLUSIONS

A LA RECHERCHE DE CADRES

ET DE CENTRES DIRECTEURS

Tout au long de notre étude, nous avons mis en évidence les profondes différences qui existaient entre les diverses parties du canton, tant au point de vue de la géographie physique et humaine, qu'au point de vue des activités agricoles et industrielles.

La disparité des morceaux que les auteurs du découpage cantonal avaient rassemblés dans leur puzzle n'a fait que s'accroître depuis le début du dix-neuvième siècle. Le chef-lieu de canton qui, déjà à cette époque, n'était plus en mesure d'assumer un rôle directeur n'a pas cessé de périliter depuis lors, tandis que les transformations de l'économie rurale ont révélé la vocation agricole de la plaine de Bay et ont fait de l'Est du canton, la partie dynamique du Salavès.

Tous les avantages géographiques qui furent à l'origine de la croissance de SAUVE n'entrent plus, aujourd'hui, en ligne de compte. Le chemin des Ruthènes, devenu sous les Romains la voie d'Aix à MONTAUBAN puis, plus tard, la route d'étapes de TOULON à BREST, est aujourd'hui délaissé au profit de la transversale de MONTPELLIER à TOULOUSE, par le seuil de NAUROUZE. Les quelques routiers qui l'empruntent encore partiellement font d'ailleurs plutôt escale à St-HIPPOLYTE ou à QUISSAC. SAUVE est, en effet, maintenant, largement dominée par ses deux anciennes dépendances distantes de quelques kilomètres seulement.

Dépassée par SAINT-HIPPOLYTE depuis près de trois siècles, elle l'est également par QUISSAC depuis la Libération et il ne saurait plus être question d'ajouter quelques familles de charbonniers imaginaires sur les listes de recensement pour avoir l'illusion d'être toujours supérieurs à cette rivale, comme cela était fait entre les deux guerres.

Pourtant SAUVE n'est jamais entrée dans l'orbite économique de ses deux riches voisins par suite du cloisonnement ancestral de ses habitants. Cependant, le vieux dicton du SALAVES « De toutes les nations, fuyez les gens de SAUVE » est en train de se vider de son sens car le mélange démographique résultant de l'essor des

communications fait perdre à la population son originalité ethnique. Plus rien désormais ne semble devoir faire obstacle à l'intégration de SAUVE dans la zone d'influence de QUISSAC ou de SAINT-HIP-POLYTE.

Bien plus, les deux principaux employeurs de SAUVE habitent maintenant ces deux villes et il suffirait qu'il leur prenne fantaisie de transférer, l'un sa fabrique de sous-vêtements, l'autre sa scierie, au lieu de leur résidence pour achever la ruine économique du chef-lieu de canton où il ne subsisterait plus grande activité.

Les familles disposant de capitaux importants ont, depuis longtemps, quitté le pays ou bien se sont peu à peu ruinées si elles y sont restées. L'ensemble de la population est considérablement vieille et son état sanitaire laisse encore beaucoup à désirer; chaque été, les habitants sont affaiblis par des accès de dengue, forme atténuée de paludisme, qui sévit à l'état endémique.

Mais le plus grave problème est celui de l'absence de cadres susceptibles de ranimer les activités traditionnelles. On comprend que les individus les plus entreprenants aient fui une cité que la succession de crises économiques semble vouer à une ruine inéluctable, mais on peut regretter que rien n'ait été fait pour les retenir.

Les artisans et les commerçants qui entretiennent une certaine vie dans les petits centres de province ont, eux aussi, déserté SAUVE en grande majorité. Le grand concours d'affluence aux foires n'est qu'un souvenir. Pour les habitants du canton, SAUVE n'est plus que la résidence du percepteur et des gendarmes !!

Dans la plaine de Bay, au contraire, un village prend, peu à peu, l'allure d'un centre directeur. Cette évolution a peut-être été retardée par la construction de la voie ferrée à une certaine distance de l'agglomération de CANAULES. Les anciens racontent malicieusement, que le maire parti pour demander la création d'une gare tout à côté du village parcourut toutes les rues de NIMES sans arriver à trouver la porte de la préfecture. En réalité, le MAIRE DE SAINT-NAZAIRE qui disposait d'appuis influents, avait réussi à faire adopter son point de vue contraire aux intérêts des habitants de CANAULES. Aujourd'hui, la désaffection pour cette voie ferrée secondaire et la faveur de la route départementale ALES-QUISSAC, qui traverse la localité sur toute sa longueur, ont fait disparaître cet inconvénient mineur.

Nous avons vu le rôle primordial joué par CANAULES dans le mouvement d'émancipation des idées et dans la naissance du coopératisme agricole. Ses initiatives dans le domaine des cultures ont toujours servi d'exemples aux propriétaires des communes voisines.

Cette primauté peut s'expliquer par le fait qu'il n'y a jamais eu une émigration de qualité, contrairement aux autres villages du canton. L'aisance des propriétaires a retenu leurs fils et leur a fait préférer l'exploitation familiale à une quelconque place de fonctionnaire.

D'autre part, les bénéfices ne se sont jamais évadés vers des placements extérieurs et ont toujours été réinvestis dans les propriétés. Ainsi un village dont les habitants étaient très pauvres en numéraire, il y a encore un siècle, possède-t-il aujourd'hui un capital d'exploitation enviable.

La population, qui était descendue à 376 individus en 1946, du fait de la mécanisation, est remontée à nouveau au-dessus de 400. Trait significatif, la crise du logement y sévit comme dans une grande ville et les jeunes ménages ont de la peine à s'installer. Avec ses terrains de football et de basket, son foyer communal de 250 places, son quartier des coopératives, CANAULES fait déjà figure d'un petit centre rural.

Le seul obstacle à l'éclosion complète de cette vocation paraît être l'absence d'un arrière pays suffisamment étendu. Géographiquement, la plaine de Bay est une toute petite unité. On pourrait y rattacher les deux communes de SAINT-THEODORIT et de BRAGASSARGUES, trop éloignées de leur chef-lieu de canton et très voisines de CANAULES au point de vue économique et social. A ce sujet, il faut signaler qu'il serait difficile d'intégrer le village de ST-JEAN-DE-SERRES dans ce nouveau complexe, bien qu'il soit distant de CANAULES de deux kilomètres seulement.

Cette localité fut une des très rares collectivités catholiques de la Gardonnenque à ne pas se convertir au calvinisme, en 1559. Depuis, un fossé spirituel l'a complètement isolée des villages voisins. Malgré la proximité des deux agglomérations, il n'y a jamais eu de mariage entre un Canaulois authentique et une habitante de ST-JEAN-DE-SERRES. Certes, aujourd'hui, le temps n'est plus où les enfants se livraient à des batailles rangées au sortir de l'école, mais toute initiative émanant de CANAULES est immédiatement suspectée de communisme et les propriétaires de ST-JEAN-DE-SERRES n'ont jamais adhéré à un groupement coopératif lancé dans l'autre localité.

Quant au village de DURFORT, et à ses satellites de FRESSAC et ST-MARTIN-DE-SAUSSENAC qui ont toujours été écartelés entre SAINT-HIPPOLYTE, ANDUZE et même ALES, ils pourraient trouver dans CANAULES, le centre directeur qui leur a fait défaut. La similitude des activités agricoles et des façons de penser pourrait compenser l'éloignement relatif.

Sur le plan local, le problème des cadres se pose plus à DURFORT que partout ailleurs. Il faudrait que l'Etat délègue des fonctionnaires dynamiques, en l'occurrence des instituteurs susceptibles de relever le niveau intellectuel et capables d'animer un embryon de vie collective. Sinon, le village, vidé de sa substance vive par les différentes expériences minières, sombrera dans une déchéance économique complète.

Il n'est certes pas, dans nos intentions, de demander la création d'un canton plus rationnel dont Canaules deviendrait le chef-lieu; le partage des arrondissements en d'étroites circonscriptions

est trop périmé aujourd'hui pour qu'on essaie de le remettre à l'honneur par un découpage plus harmonieux. La désuétude des anciennes divisions territoriales apparaît d'ailleurs clairement dans le Salavès où les grandes administrations : Justice, Finances, Travaux Publics, Education Nationale, P.T.T... ont fait éclater le cadre cantonal.

La justice de paix a été accouplée avec celle de Quissac et de Sommières; les communes du canton ont été réparties entre les recettes des Contributions Indirectes d'Anduze et de Saint-Hippolyte-du-Fort, tandis que le receveur de l'Enregistrement de cette dernière ville se voyait attribuer la totalité des cantons de Sauve et de Quissac; ces deux circonscriptions sont également du ressort d'un même agent-voyer; les candidats au certificat d'études primaires ne passent plus leur examen au chef-lieu depuis 1925 et sont obligés de se présenter à Quissac; enfin, au début 1953, les abonnés au téléphone ont été raccordés directement au central de Sommières et les communications ne sont plus retransmises par la poste de Sauve.

Nous nous sommes seulement, attachés à définir une circonscription homogène au point de vue économique et humain et nous pensons y avoir rassemblé tous les éléments nécessaires pour qu'elle puisse, le cas échéant, être utilisée comme région-pilote dans le plan de transformation de l'Economie Languedocienne. Située en dehors de la zone irrigable par les canaux du Bas-Rhône-Languedoc la plaine de Bay est susceptible de servir aux essais d'une culture nouvelle sans qu'il soit nécessaire d'arracher les vignes: la solution idéale consistant à trouver une plante résistant à la sécheresse et capable d'alimenter une industrie locale de transformation.

La vieille tradition de la boissellerie sauvaine devrait faire de l'ancienne capitale du Salavès un des principaux maillons de la chaîne des industries du bois et de la cellulose qui se développera un jour prochain, autour du Massif de l'Aigoual. L'œuvre remarquable de reboisement entreprise depuis un demi-siècle par les Eaux et Forêts a doté les Cévennes gardoises d'un précieux capital qui permettra, sans doute, d'utiliser la main-d'œuvre des anciens centres bonnetiers et de donner à ceux-ci un regain d'activité durable.

La perméabilité des habitants du Salavès aux apports extérieurs et leur faculté d'assimiler les techniques nouvelles devraient favoriser la transformation de l'économie actuelle. Pour l'instant, il s'agit avant tout de bien se convaincre que les deux activités qui ont fait vivre le canton depuis 1890 n'aboutiront plus qu'à un gaspillage de main-d'œuvre et de capitaux si elles sont maintenues au cours des prochaines décades. Nous considérons que notre ouvrage n'aura pas été inutile s'il a pu faciliter cette prise de conscience des dangers d'une économie reposant essentiellement sur la viticulture et la bonneterie.

Au cours de notre étude du pays de SAUVE, nous avons cependant rencontré trop de bouleversements dans les activités rurales et industrielles pour vouloir apporter des solutions définitives sus-

ceptibles d'être étendues à des zones plus vastes. Notre plus grande satisfaction sera d'avoir réussi à saisir les étapes les plus marquantes de l'évolution démographique et économique d'une contrée typiquement méridionale qui, par ses caractères originaux et son passé captivant, nous a permis d'ajouter un nouveau chapitre à l'histoire des régions méditerranéennes.

APPENDICE

BAIL DES FOURCHES DE SAUVE

PASSE EN 1773

L'An mil sept cent soixante et treize et le vingt-huitième jour du mois de Mars après-midi, le général des habitants de la présente ville de SAUVE qui recueillent des fourches, étant assemblée en la forme ordinaire, dans l'hôtel de ville, par devant Monsieur Jean Louis ALDEBERT, sieur de Bragassargues, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-LOUIS, ancien commandant de bataillon du régiment de Piedmont, présentement consul du dit SAUVE.

Auquel ont été présents et assemblés :

Sieur Jean Pierre JUSTIN LANDRAU, second consul, Me Gabriel SEGURET avocat et notaire royal, syndic des dits habitants, Mes Claude DURANC, seigneur de Plantat, Alexandre CHABAUD, seigneur de Perdiguier, Pierre JALLAGUIER, bourgeois, Gilles CAMPTEL, notaire royal, Pierre CHABAUD, Jacques DUFOUR, Henri GREFFEULHE, Jean ROUSSEL, David MASSIP, Pierre BRUGUIER, Louis ARNAUD, Jean THEROND, Jean LIRON, Jean DURANC, Pierre LIRON, Antoine LIRON, François CHAPON, Noé FERRIER, Jean-Joseph THEROND, Jean ANGEL, David DEVEZE, Jean ANDRE, Claude SALLIER, Jean-François ROUQUETTE, Jean DURANC, Jean ROUQUETTE, Jacques LAUSSIRE, Jean SEGUIN, Etienne DIDE, Pierre BLANC, David DEVEZE, fils d'autre, David DEVEZE, boulanger, François CAUSSE, Louis ASTRUC, Louis LIRON, Jacques VILLENEUVE, de cette ville.

Par le dit Me SEGURET, syndic des dits habitants, a été proposé que, sur la requête qu'il a présentée à Monseigneur l'intendant de cette province, en conséquence de la délibération prise par le Conseil Ordinaire des dits habitants, le septième du courant, il a été rendu une ordonnance par le dit seigneur Intendant le 18 de ce mois, qui permet aux habitants de s'assembler de nouveau, par devant Mrs les Officiers Municipaux, à l'effet d'arrêter les articles et conditions sous lesquelles ils entendent affermer les fourches qu'ils recueilleront dans leurs fonds pendant neuf ans, qui commenceront à la récolte de l'année 1775 - ordonne qu'il sera ensuite par lui procédé en son hôtel à Montpellier, le 4 Mai prochain, trois heures de relevée, à l'adjudication de la nouvelle ferme des dites fourches, en faveur de celui ou de ceux qui feront la condition meilleure à l'extinction des feux, en donnant bonne et suffisante caution et qu'il sera à cet effet à la diligence du syndic des dits habitants, fait trois publications et apposé des affiches de huitaine en huitaine, tant dans la présente ville de SAUVE qu'en celles de SOMMIERES, ANDUZE, St-HIPPOLYTE et MONTPELLIER, dans lesquelles affiches il sera fait mention de la ferme, du jour, lieu et heure indiqués pour la dite exécution des articles et conditions qui auront été arrêtés et cependant que toutes offres et enchères seront reçues aux greffes du dit Seigneur Intendant où il sera donné communication des dits articles et du précédent bail, Requérant l'assemblée d'entendre la lecture de la dite ordonnance et de délibérer sur son exécution.

Sur quoi l'assemblée, après avoir entendu la lecture de l'ordonnance mentionnée en la proposition ci-dessus, a unanimement délibéré qu'elle sera exé-

cutée en tout son contenu et en conséquence charge le dit notaire Gabriel SÉ-
GURET, qu'elle nomme pour son syndic de faire à ce sujet toute diligence con-
venable et de se transporter ensuite à la ville de MONTPELLIER, le quatrième
du mois de Mai prochain, pour la passation du nouveau bail des fourches, lui
donnant pour cela tous les pouvoirs requis et nécessaires, lequel bail sera passé
pour neuf ans, qui commenceront à la récolte de l'année mille sept cent soixan-
te et quinze, sous les clauses et conditions suivantes, qui seront insérées dans
le bail et qui ont été unanimement arrêtées par l'assemblée.

- ARTICLE PREMIER -

L'adjudicataire ou bailliste sera tenu de donner bonne et suffisante cau-
tion connue et afin d'éviter toute discussion à ce sujet, aucun prétendant ne
pourra être admis à faire des offres qu'il n'ait préalablement remis l'état de ses
cautions pour être agréé par le dit syndic et reçues par Monseigneur l'Inten-
dant s'il y a lieu, lesquelles cautions seront présentes lors des dites offres ou
quelqu'un de leur part dûment fondé de procuration. Lorsque le prix des four-
ches sera à trois livres six sols la douzaine, les surdites qui seront ensuite faites
ne seront reçues que pour couper annuellement une quantité de fourches que
le bailliste délivrera de celles qui auront été reçues par les experts, laquelle
coupe se fera chaque année en présence du syndic, tout de suite après la re-
cette finie par les mêmes experts, qui y auront procédé et il sera libre au bail-
liste de donner à couper des fourches vertes ou facturées pourvu qu'elles soient
entières ainsi qu'il se pratique pendant le bail actuel, auquel effet la coupe des
dites fourches pour la première année du prochain bail, ne se fera que dans le
mois de Septembre de la dite année, lesquelles fourches coupées annuellement
seront en pure perte par le bailliste, lequel ne pourra en donner à couper d'au-
tres que celles qui auront passé par la recette des experts et en cas de fraude
de sa part à ce sujet, il sera tenu de donner pour sa contrevention vingt-cinq
douzaines de fourches pour être coupées en sus du nombre qui sera porté par
son bail et cela pour chaque douzaine de fourches qu'il aurait frauduleusement
présentées à couper, à raison de quoi le Conseil des dits habitants pourra pren-
dre telles précautions qu'il jugera convenable.

ARTICLE DEUXIEME

Les fourches seront annuellement coupées en Lune Vieille dans le mois de
Mars, soit que la dite lune ait pris son commencement dans le mois de Février
ou dans le mois de Mars, suivant ce qui sera trouvé le plus convenable par le
conseil ordinaire des dits habitants, et s'il arrivait qu'il n'y eut pas un temps
suffisant de Lune Vieille dans le mois de mars, la coupe sera continuée jus-
qu'au cinq d'Avril, de sorte qu'il y ait six jours libres chaque année pour fai-
re la dite coupe, laquelle sera annuellement fixée par le Conseil Ordinaire qui
sera composé de Mrs les Consuls, du dit Syndic et des douze conseillers, qui
seront ci-après nommés.

ARTICLE TROISIEME

Le Syndic fera assembler en un lieu convenable, par devant MM. les Cons-
suls, le Conseil Ordinaire des dits habitants, pour fixer le jour auquel la cou-
pe des dites fourches devra commencer et auquel elle devra finir et pour nom-
mer les deux experts et le tiers expert qui devront procéder à la recette, les-
quels seront tenus de prêter serment de bien et dûment s'acquitter de leurs
fonctions par devant l'un des Consuls.

ARTICLE QUATRIEME

Le bailliste sera appelé à la dite assemblée par un simple avertissement à son domicile, comme le seront les conseillers sans que son absence la puisse faire retarder ou renvoyer et s'il y assiste, il ne pourra y avoir aucune voix délibérative, mais au cas où il ait des raisons légitimes pour récuser un de ceux qui seront proposés pour experts et tiers-experts, il les exposera à l'assemblée qui y aura tel égard qu'il conviendra après qu'il se sera retiré.

ARTICLE CINQUIEME

Après la coupe des fourches, la recette en sera faite par les experts et tiers experts qui auront été nommés pour cela le jour qui sera concerté entre le syndic et le bailliste et au cas que celui-ci y voulut porter retardement à la dite recette, le syndic pourra lui-même en fixer le jour et y faire procéder tout de suite sans que le bailliste puisse s'y opposer mais il sera, au contraire, tenu de faire ouvrir ses magasins pour y recevoir les fourches recueillies.

ARTICLE SIXIEME

Toutes les fourches qui ne seront pas trouvées de recette, seront sur le champ coupées par les experts, quand bien même l'habitant et même le bailliste conviendraient de les recevoir pour bonnes, à peine de confiscation de toutes les bonnes contre l'habitant, applicable au bureau de Charité de cette ville, de la perte de leur salaire et d'être privés pour toujours d'être nommé en cette qualité, contre les experts qui auraient connivé et de dix livres d'amende contre le bailliste.

ARTICLE SEPTIEME

La recette sera faite en la présence du syndic et en la présence du particulier et du bailliste afin d'éviter toutes plaintes et toutes contestations et que les experts puissent procéder en toute liberté. Le rebut des fourches appartiendra à l'habitant.

ARTICLE HUITIEME

A l'effet de procéder à la recette, les habitants seront tenus de sortir et de ranger leurs fourches par douzaines au devant de leur maison, lorsqu'ils en seront avertis par le syndic. La recette faite, chaque habitant sera tenu de faire porter tout de suite les fourches reçues pour bonnes, après que le bailliste les aura fait marquer, s'il le trouve à propos, dans les magasins que celui-ci indiquera dans la ville ou, le faubourg, de proche en proche autant qu'il sera possible, et le syndic délivrera à l'habitant un certificat contenant la quantité de fourches lui appartenant, qui auront été de recette.

ARTICLE NEUVIEME

Le bailliste sera tenu de payer sur le dit certificat à l'habitant ou au syndic, si l'habitant le trouve à propos, le montant de ses fourches de recette, savoir celles qui n'excéderont pas dix douzaines d'abord après la recette finie, et celles au-dessus, le lendemain de la Pentecôte.

ARTICLE DIXIEME

Si le bailliste refusait de faire les dits paiements aux termes ci-dessus fixés il y sera contraint ensemble ses cautions solidairement l'une pour l'autre, par corps et par saisie de leurs biens, à la requête du syndic ou de l'habitant, en vertu de son bail, après un simple commandement préalable, sans aucune autre formalité de justice, en cas de contestations à ce sujet qui ne pourront pas, néanmoins, retarder ni arrêter les exécutions ci-dessus, lesquelles seront continuées nonobstant toutes oppositions, les habitants et le bailliste demeureront soumis à la juridiction de Monseigneur l'Intendant, conformément à l'arrêt du Conseil du Roy du 7 Mars 1747 et autres précédents.

ARTICLE ONZIEME

Les experts et tiers experts ne pourront procéder à la recette des fourches de leurs parents et alliés au second degré, laquelle sera faite par d'autres experts non suspects, qui seront proposés et commis verbalement par deux des conseillers.

ARTICLE DOUZIEME

Les experts et tiers experts procéderont à la recette avec modération, prudence et équité et ne recevront aucune fourche qui n'ait cinq pouces moins un quart de longueur au pied, deux pans un pouce de long au bec, pour celles appelées « espaliadouïres » et deux pans pour celles appelées « ventadouïres ».

Ils se serviront, à cet effet, de la mesure ordinaire qui leur sera remise par le syndic et le bailliste. Les habitants ne pourront, en aucune façon, réclamer des opérations des experts sous quel prétexte que ce puisse être, ce qui sera une condition expresse du bail. Le Syndic tiendra un livre exact contenant le nombre de fourches, tant de recette que de rebut qu'auront chaque année les habitants, qui sera signé à la fin de la recette par lui et les experts et tiers experts qui sçauront le faire, pour y avoir recours en cas de besoin.

ARTICLE TREIZIEME

Si le bailliste est étranger, il sera tenu d'élire dans le bail ou dans le registre du greffe de cette communauté un domicile dans cette ville où tous exploits lui seront valablement signifiés, et de tenir ses magasins en la présente ville comme ils l'ont toujours été, afin que les étrangers et les habitants puissent s'y pourvoir et dans le cas qu'il refuse d'en donner aux personnes qui en demanderont, il en sera plaint au syndic qui fera à ce sujet les représentations convenables au bailliste et s'il ne voulait point y référer et qu'il persiste dans son refus, le syndic sera autorisé à faire ouvrir ses magasins sans aucune formalité de justice et fera délivrer des fourches à ceux qui en demanderont au prix ordinaire ci-après fixé et s'il était exposé quelques frais à ce sujet, le bailliste sera tenu de les rembourser en pure perte pour lui et sans espoir de répétition.

ARTICLE QUATORZIEME

Pour que le bailliste n'abuse pas de l'avantage d'être le seul distributeur des fourches et que le public et les particuliers n'en souffrent point, il ne pourra vendre en gros les fourches qu'à raison de trente livres la charge, qui est le

prix ordinaire et accoutumé qu'on a toujours fixé dans les précédents bails pour éloigner tout soupçon de monopole, en détail à raison de dix sols chaque fourche et au cas où le bailliste vendrait les fourches au-delà du prix sus-dit, le syndic est chargé de le poursuivre par devant Monseigneur l'Intendant pour le faire condamner aux peines de droit commun comme concussionnaire et pour le rendre responsable des dommages et intérêts que le public et les habitants pourraient souffrir de sa contravention.

ARTICLE QUINZIEME

Le bailliste sera tenu de payer en son propre pour les frais de la recette, trois deniers pour chaque douzaine de fourches de recette et les habitants un sol qui leur sera retenu par le bailliste sur chaque douzaine de fourches, ce qui fait en tout quinze deniers dont il appartiendra six au syndic et trois à chacun des experts et tiers experts que le bailliste sera tenu d'avancer et de payer incontinent après la recette des fourches finie.

ARTICLE SEIZIEME

Les habitants ne pourront retenir ni cacher aucune fourche même pour leur usage, mais ils seront, au contraire, tenus de les représenter toutes à la recette, et, en cas de contravention, il sera condamné à cent sols d'amende au profit du Bureau de charité de cette ville et à la perte des dites fourches qui seront confisquées et coupées.

ARTICLE DIX-SEPTIEME

Tous les ouvriers et manufacturiers en fourches seront tenus de travailler et facturer la quantité que le bailliste leur fera remettre moyennant le salaire entre eux convenu et ne pourront travailler aucune fourche qui n'aura pas été coupée dans le taillable de SAUVE, reçue par les experts et marquée en la forme ordinaire et ne pourront aussi en élever et faire venir, non plus que les autres habitants de la ville, dans des taillables étrangers, à peine de confiscation des dites fourches et de leurs ateliers et de cent francs d'amende au profit du bailliste.

ARTICLE DIX-HUITIEME

Dans le cas que les habitants qui ont des fourches fussent exposés à des dépenses pour frais de procès ou autrement, le Conseil Ordinaire pourra délibérer qu'il sera fait une retenue sur chaque douzaine de fourches proportionnée aux dépenses à faire, laquelle, après avoir été autorisée par Monseigneur l'Intendant, sera faite par le bailliste, au fur et à mesure des paiements et le montant en sera ensuite remis au syndic, huitaine après l'échéance du dernier terme ci-devant fixé pour le paiement des fourches, pour être employé conformément à la délibération qui aura été prise à ce sujet.

ARTICLE DIX-NEUVIEME

Le bailliste sera tenu de supporter en son propre les frais des ordonnances qui ont été poursuivies pour la passation du bail, des enchères, des écritures et expéditions des délibérations d'enregistrement du bail, du voyage du Syndic à Montpellier et ceux de son bail, circonstances et dépendances, suivant la liquidation qui en sera faite après la passation du bail par Monseigneur l'Intendant, lequel paiement sera fait sans délai au syndic et sur sa quittance.

ARTICLE VINGTIEME

Le bailliste sera tenu de délivrer au syndic une expédition en forme de son bail, lequel sera enregistré suivant l'usage dans le registre des délibérations de cette communauté.

ARTICLE VINGT-ET-UNIEME

L'Assemblée procédant à la nomination des Conseillers pour régir et administrer les affaires et intérêts des habitants qui recueillent des fourches, conjointement avec le dit notaire SEGURET, Syndic pendant la durée du nouveau bail, elle a nommé sieur Alexandre CHABAUD, seigneur de Perdiguier, Me Gille CAMPEL, notaire royal, Sieur Jean THEROND, Pierre LIRON, Henry GREFFEULHE, Louis ARNAUD, Noé FERRIER, Jean DURAND, François CHAPON, Etienne DIDE, fabricant de bas, Claude SAILLER et François CAUSSE, tailleur d'habits. Lesquels, ici présents ont accepté la charge de conseiller et ont, en conséquence, prêté, ainsi que le sieur SEGURET, Syndic, le serment en tel cas requis par devant le dit sieur Premier Consul, la main par chacun mise sur les Saintes Evangiles, moyennant lequel, ils ont juré et promis de bien et dûment s'acquitter de leurs fonctions et dans le cas qu'un des conseillers vient à mourir pendant le cas du nouveau bail, ou qu'il se trouve parent ou allié au degré de l'ordonnance du nouveau bailliste, il sera remplacé par un autre habitant ayant des fourches qui sera nommé par le restant du Conseil.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME

Enfin, le dit Sieur Syndic suppliera Monseigneur l'Intendant de bien vouloir approuver et autoriser toutes les dispositions et conditions du prochain bail contenues dans les articles ci-dessus, déterminées et arrêtées par la présente assemblée et d'ordonner qu'elles seront observées et exécutées en tout leur contenu pendant la durée du bail prochain et en cas de contestation à ce sujet, elles seront portées par devant le dit seigneur Intendant, en conséquence de l'attribution à lui accordée par les différents arrêts du Conseil.

M. le Premier Consul a autorisé et signé avec le Sieur Second Consul, le dit Notaire SEGURET, Syndic et les délibérateurs ci-dessus nommés.

BIBLIOGRAPHIE

I - SOURCES

A.D.G. - Archives du département du Gard - Séries A.B.C.E.M.
A.D.H. - Archives du département de l'Hérault - Séries A.B.C.
A.N. Archives Nationales
Archives de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de Marseille.
Archives des Services Agricoles du Gard.
Archives locales des neuf communes du canton de SAUVE
Archives notariales de SAUVE - Etude de Me GAL.

II - LIVRES ET PERIODIQUES

INTRODUCTION; LIVRES

BARCON - Histoire d'Alais - Nîmes: Chastanier Editeur (1896)
BERAUD (Abbé Pierre) - Histoire de Lédignan - Nîmes: Editions Notre-Dame (1933)
CARRIERE (Abbé Jean) - Notice sur le Monastère de SAUVE - Avignon: Imp. Seguin (1885)
CHASTAND (André) - Histoire d'Anduze - Anduze: Imprimerie du Languedoc (1952)
DUMAS (Emilien) - Statistique Géologique et Minéralogique du département du Gard - Nîmes: (1840)
FABREGUES (F.) - Histoire de Maguelonne - 3 volumes - Paris: Imp. A. PICARD et Fils (1894-1911)
GACHON (Paul) - Quelques préliminaires de la Révocation de l'Edit de Nantes en Languedoc (1661-1685) - Toulouse: Imp. Privat (1899)
GERMAIN (Jean) - Sauve, antique et curieuse cité - Montpellier: Imp. de la Presse (1952)
GERMER-DURAND (E.) - Dictionnaire topographique du Gard - (1868)
MICHEL (Robert) - L'Administration royale dans la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint-Louis - Paris: Imp. A. PICARD et Fils (1910)

- Ouvrage collectif : NIMES ET LE GARD - 2 volumes - Publication à l'occasion du XVI^{me} Congrès de l'Association Française pour l'avancement des sciences - NIMES: Imp. LA LABORIEUSE (1912)
- PEYRIAT - Histoire de St-Hippolyte-du-Fort - NIMES: Imp. Bruguier (1939)
- ROUQUETTE (Abbé J.) - Histoire du Diocèse de Maguelonne - Mende: Imp. CHAPTAL (1921)
- TISSET (Pierre) - L'Abbaye de GELLONE au diocèse de Lodève, des origines au XIII^{me} siècle - Paris: Librairie du Recueil Sirey (1933)
- VIGUIER (A.L.G.) - Notice sur la ville d'Anduze - Paris (1823)

PERIODIQUES: Articles tirés du

- BULLETIN du Comité de l'Art Chrétien - Nîmes (1881)
- CHAUVET (G.) - Etude sur le Monastier de TORNAC - TOME I, page 287
- DURAND (Abbé) - L'échange de MontPELLIÉRET contre la baillivie de SAUVE - TOME IV P. 1292
- GOIFFON (Abbé) - L'abbaye de SAUVE - TOME II. Page 357.

PREMIERE PARTIE: LE CAPITAL HUMAIN: LIVRES

- HUBERT-BUMLE et BEVERAT - La population de la France - Hachette (1938)
- LANDRY (Adolphe) - La Révolution Démographique - Recueil SI-REY (1934)
- RIVOIRE (Hector) - Statistique du Gard - NIMES: Imp. BALLIVET et FABRE, 2 volumes (1842)
- ROUSSY (Michel) - Evolution démographique et économique des populations rurales du Gard - Thèse Droit - MONTPELLIER (1948)
- SAUVY (Alfred) - Richesse et Population - 2e édition PAYOT (1944)
- SAUVY, CHEVALLIER, GEORGE, GHEZ - Six enquêtes locales publiées sous le titre de « Dépeuplement rural et peuplement rationnel » - Institut National d'Etudes Démographiques - Cahier 8 P.U.F. (1949)

PERIODIQUES

- CHABALIER (Claude) - La population dans le Gard - Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, 2e série T.V. 1er fasc. 1934 pp. 160-190

- GALON (G.) - Le mouvement de la population dans le département du Gard au cours de la période 1821-1920 et depuis - Mémoires de l'Académie de NIMES T. XLVIII (1928-1930) page 84
- MARRES (Paul) - Un péril languedocien : la dénatalité - Ann. de l'Université de MONTPELLIER T. III 1945 pp. 273-286
- SORRE (Marc) - La répartition de la population dans le Bas-Languedoc - Bulletin de la Sté Lang. de Géog. T. XXIX (1906)
- THOMAS (Louis) - La population du Languedoc - Annales du Midi (1908) page 468
- REVUE LA POPULATION - Revue trimestrielle de l'Institut National d'Etudes Démographiques - Fascicules parus de 1946 à 1951.

DEUXIEME PARTIE: Les RESSOURCES ECONOMIQUES: LIVRES

- ASTRUC (Jean) - Mémoires pour servir à l'Histoire Naturelle du Languedoc - PARIS (1737)
- BLOCH (Marc) - Caractères originaux de l'Histoire rurale Française. OSLO (1931)
- DUTIL (Léon) - Etat économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime. 1750-1789 - PARIS Hachette (1911)
- FAUCHER (Daniel) - Géographie agraire - Types de culture - PARIS: Librairie de Médecis)1949)
- GEORGE (Pierre) - Géographie Economique et Sociale de la France - PARIS: Editions Hier et Aujourd'hui (1946)
- LOMBARD (Henri) - Monoculture de la vigne et évolution rurale dans la vallée de la Cèze - Montpellier: Imp. Causse, Graillet et Castelnau (1951)
- MARRES (Paul) - Les Grands Causses - 2 volumes - Tours: Imp. ARRAULT (1935-1936)
- ROUPNEL (Gaston) - Histoire de la campagne française - BERNard Grasset (1932)
- TUDEZ - Le développement de la vigne dans la région de MONTPELLIER: Imp. de la Presse (1934)

PERIODIQUES

- BILLANGE - La garrigue de NIMES - Bulletin de la Sté Lang. de Géog. 2e série T. XIII. (1943-1944)
- CHOBOUT - Industrie des fourches de SAUVE - Mémoires de l'Académie de NIMES (1926-1927) p. 109
- DAUMAS (Marc) - Le Lunellois - Bulletin de la Sté Lang. de Géog. 2e série T. XXII (Juillet-Décembre 1951)

- De SAPORTA - La bonneterie de soie dans les Cévennes. Revue des deux Mondes - 1er Février 1900
- DUBOIS (Jean-Baptiste) - Mémoires sur la situation, l'industrie et le Commerce de la ville de SAUVE en 1801. Mémoires d'Agriculture, d'Economie rurale et domestique de la Sté d'Agriculture de la Seine T. VIII (1805)
- DUTIL (Léon) - La fabrique de bas à NIMES au 18me siècle. Annales du Midi (1905)
- PASSE (Raymonde) - La culture dans les lapies dans la garrigue de SAUVE - Bulletin de la Sté Lang. de Géog. 2e série. T. XVI : fasc. 2 (1945)
- VINCENT SAINT LAURENS - L'industrie manufacturière du Gard Mémoires de l'Académie du Gard (1807) p. 18

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le cadre physique	9
L'héritage historique	19

PREMIÈRE PARTIE : LE CAPITAL HUMAIN

Chapitre I : La dépopulation	31
— II : Répartition de la population	35
— III : Evolution de la structure démographique	43
— IV : Le mouvement naturel de population	55
— V : Les déplacements de population	71
Conclusion	87

DEUXIÈME PARTIE : LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES

TITRE I : Les variations de l'activité agricole

Chapitre I : L'équilibre agricole sous l'ancien régime	89
— II : La révolution agricole	101
— III : Le règne de la vigne	115
— IV : Les vestiges de la polyculture traditionnelle	127

TITRE II : Une formule originale d'utilisation de la garrigue

Chapitre I :	Origines et utilisations des fourches de SAUVE	133
— II :	Culture du micocoulier et technique industrielle	141
— III :	La naissance d'une association de producteurs sous l'ancien régime	147
— IV :	Les statuts de l'association en 1773	157
— V :	Un exemple de malthusianisme économique du XVIII ^{me} siècle	161
— VI :	L'entente entre producteurs, de la Révolution à nos jours	167

TITRE III : La persistance de l'activité textile traditionnelle

Chapitre I :	L'ancienne industrie lainière	175
— II :	Le développement de la bonneterie	179
— III :	La fabrique de sous-vêtements	187

TROISIÈME PARTIE : LES PROBLÈMES ACTUELS

Chapitre I :	Equipement foncier	193
— II :	Investissements et rentabilité	199
— III :	Le complexe agriculture-industrie	205
— IV :	Concentration industrielle et coopération agricole	209
— V :	<i>Conclusions</i> : A la recherche de cadres et de centres directeurs	217

APPENDICE

Bail des Fourches de Sauve, passé en 1773	223
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	229
-------------------------	-----

HORS-TEXTE

Sauve - La vieille ville

Durfort - Vue générale

Forcaire catalan au travail

Canaules - Le quartier des coopératives

Carte au 1/80.000^e du Canton de Sauve

— ACHÉVÉ D'IMPRIMER —
LE 15 OCTOBRE 1953
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE DU LANGUEDOC
— ANDUZE (GARD) —



Extrait de la Carte au 80.000^e publiée par l'Institut Géographique National

Reproduction interdite

